

GEORGES DEHERME

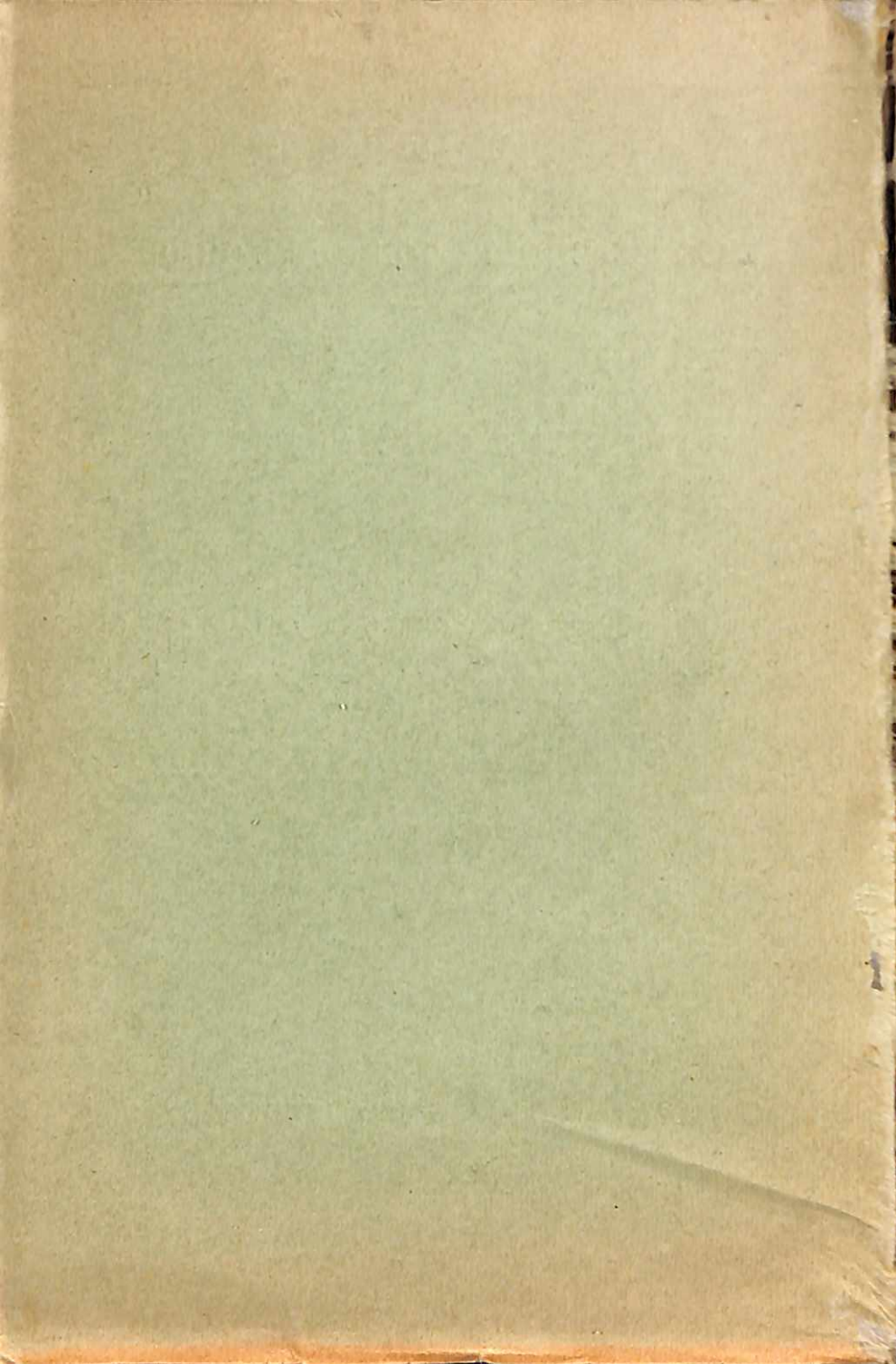
L'IMMENSE QUESTION DE L'ORDRE

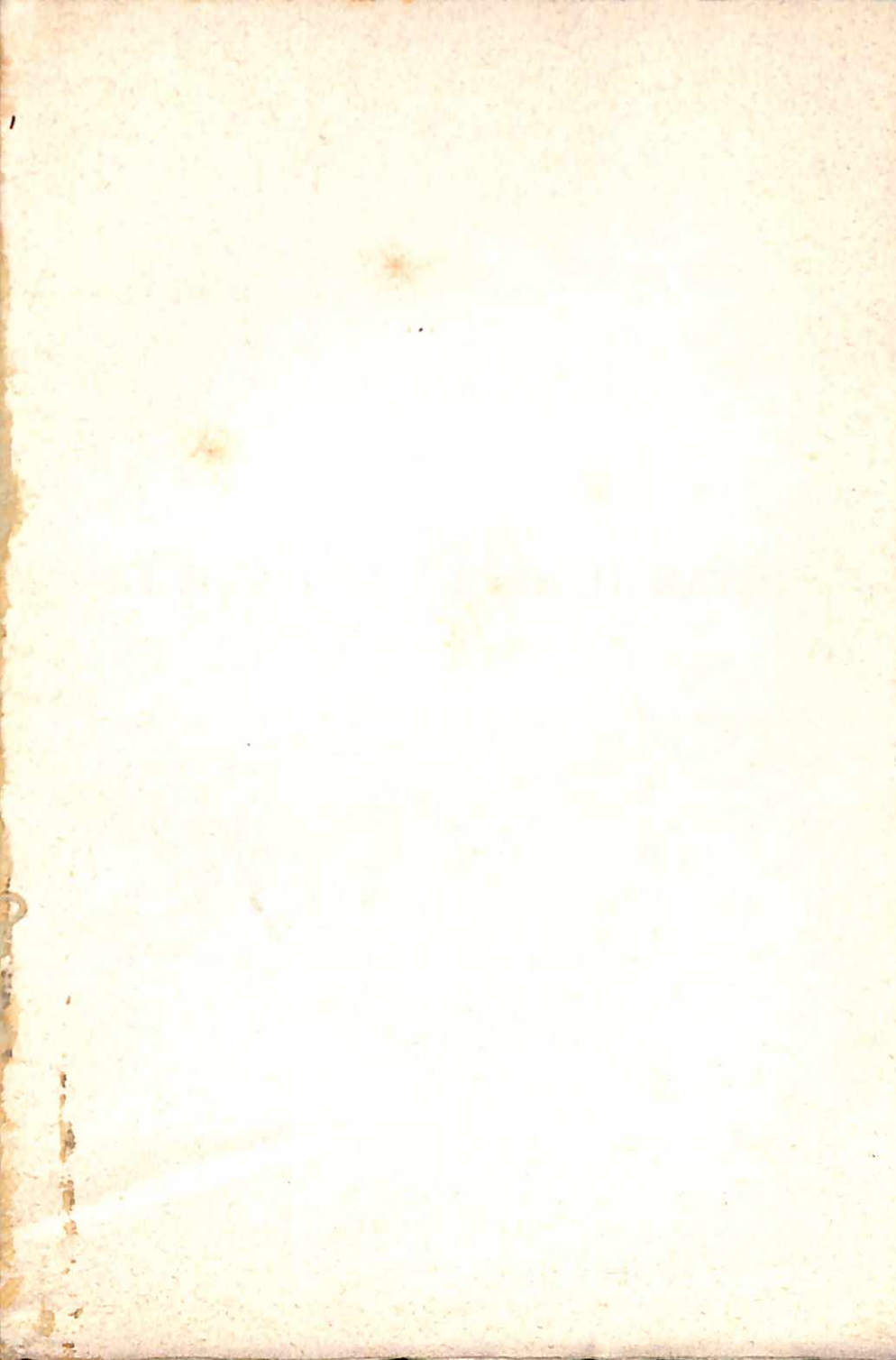
DÉMOCRATIE
ET
SOCIOCRATIE

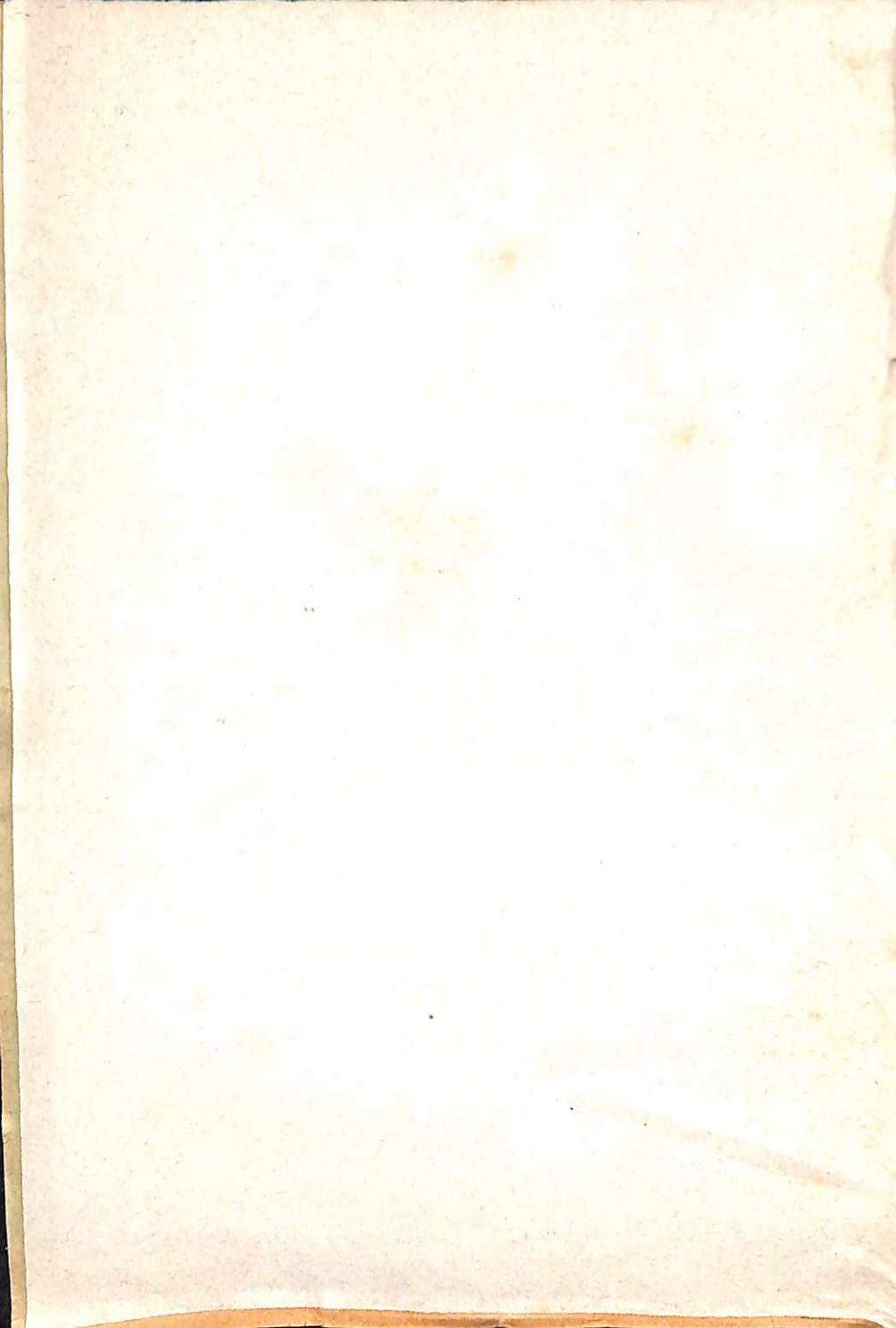


ÉDITIONS PROMÉTHÉE

PARIS







DÉMOCRATIE ET SOCIOCRATIE

DU MÊME AUTEUR

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908 (Bloud, éditeur).
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909 (Groupe Auguste-Comte).
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition (Bloud, éditeur).
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. Un vol. in-16, 270 pages, 1910 (Perrin, éditeur).
- Les Classes moyennes.** Etude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912 (Perrin, éditeur).
- Le Pouvoir social des femmes.** — Un vol. in-16, 280 pages, 1914 (Perrin, éditeur).
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 Jésus de xvi-318 pages, 4^e éd., 1919 (Bernard Grasset, éditeur).
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 Jésus de viii-266 pages, 3^e éd. 1919 (Bernard Grasset, éditeur).
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 Jésus de xv-260 pages, 4^e éd., 1919 (Bernard Grasset, éditeur).
- Un maître : Auguste Comte. Une direction : Le positivisme.** Un vol. in-18 Jésus de iv-150 pages, 1921 (Librairie Ém. Blanchard).
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923 (Librairie Ém. Blanchard).
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5^e éd., 1924 (Bernard Grasset, éditeur).

GEORGES DEHERME

L'IMMENSE QUESTION DE L'ORDRE

DÉMOCRATIE
ET
SOCIOCRATIE

ÉDITIONS PROMÉTHÉE

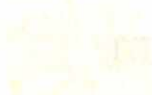
RUE DUPUYTREN, N° 9, A PARIS

MCMXXX

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

MEMORANDUM



FOR THE RECORDS

DATE: _____

BY: _____

RECEIVED

Ce livre n'est qu'un appel au bon sens. Instinct de conservation sociale, équilibre des forces morales, capital d'expériences séculaires que l'homme et la société ont accumulé péniblement et fait fructifier, — le bon sens est le cœur de la civilisation, l'intelligence de l'ordre. Sans cette sociocratie spontanée, il convient de le reconnaître avec Jules Soury, l'intelligence personnelle n'est jamais qu'une infime chose « à la surface de nous-mêmes ».

En préconisant telle ou telle mesure temporelle, — la réforme monétaire, par exemple, — l'auteur se propose de faire réfléchir, il veut montrer les applications possibles, contingentes, des lois éternelles de la politique positive. Les idées ne s'expriment pas que par des mots.

L'égoïsme dissolvant a des racines métaphysiques. Et toutes les aberrations démocratiques en émanent qui ont substitué aux sages directions positives les impulsions médullaires de l'éloquence, des sentiments confus, des appétits du nombre et de l'argent.

La conséquence tragique, c'est que la déliquescence putride des mœurs et la décomposi-

tion sociale s'aggravent de plus en plus. Or c'est là un péril bien plus redoutable que les difficultés financières et économiques qui en résultent.

Rien ne se maintient plus que par ce qui subsiste encore des saines habitudes acquises. Mais cette ombre d'un spectre s'efface peu à peu. Au bruit sauvage des jazz épileptiques, la Bêtise triomphe.

En publiant ces pages, l'auteur n'a pas la présomption de croire qu'il va, à coups de plume, rompre l'immense front d'airain de la Bêtise œcuménique. Dans l'effroyable chaos de la démence occidentale — auquel commence de participer d'ailleurs, secouant sa torpeur, la déraison orientale — il s'agit de préserver, en l'occupant et en le fortifiant, sinon en l'élargissant, le bastion de la résistance.

Aussi convient-il d'aviser honnêtement « les majorités compactes » que ce livre n'est pas pour elles. Le nombre-fétiche n'y trouvera rien de ce qui, à l'ordinaire, le réjouit et l'excite. Tout doit y dérouter ses préjugés et ses ignorances, scandaliser ses errements, révolter son égocentrisme, menacer ses intérêts immédiats, blasphémer son culte.

Il faut que l'humanisme positif de la socio-cratie reconstructive se dresse peu à peu, en face et contre la barbarie destructive de l'égo-centrisme métaphysique et révolutionnaire, — l'Idée immortelle contre la Panbéotie démocratique, la spiritualité humaine contre toute la machinerie léthifère de Mammon.

Délimiter la part de la fatalité naturelle, discerner celle de la modifiabilité qui indique l'action efficace. Opposer au socialisme de moyens, d'instincts et d'appétits, ainsi qu'à la ploutocratie dissolvante, le socialisme de but.

En bref, avoir pour guide : la méthode positive ; pour critère : l'humain ; pour parti pris : servir ; pour fin : améliorer les choses, perfectionner l'être, ordonner, sensibiliser, élever l'âme, restaurer la Cité tutélaire...

Y a-t-il encore quelques Français pouvant s'intéresser à ce qui ne se chiffre pas, aux profondes et fécondes réalités organiques qui demeurent ?

Erreur ? Vérité ?... Sincérité d'abord.

« Il faut toujours partir d'une vérité, disait J. de Maistre, pour enseigner une erreur. » Telle formule de vérité est plus nocive que l'erreur si elle n'est qu'un mensonge du cœur, un procédé astucieux pour atteindre ce qui la nie.

La petite moralité comme la petite pensée sont les plus actifs ferments de corruption et d'abrutissement. Rien n'est plus dissolvant et subversif que le cœur pourri d'un jeune bourgeois qui ne prend le parti opportun d'une sagesse de convention que par précaution, calcul d'égoïsme ou d'arrivisme. Les trop jeunes conservateurs théoriques sont les pires perturbateurs pratiques.

Il semble que ce temps soit celui qu'avait prévu J. de Maistre, « où deux amis ayant la même conviction et se proposant le même but ne s'entendront sur rien ». Nous sommes très

loin encore de l'unité mondiale qui instituera l'union humaine dans l'ordre pacificateur. Et c'est pourquoi le pacifisme actuel est une pernicieuse niaiserie quand ce n'est pas une scélérate félonie.

Mais si cette diversité des doctrines, cette dispersion des opinions est regrettable, ses inconvénients sont très atténués quand une libre exposition nous convainc d'abord que la plupart des principes sont communs et que, somme toute, les aspirations profondes de l'humanité, sous des symboles différents, furent toujours convergentes.

Et puis, il y a l'instinct, le sentiment, tout ce qui nous vient des morts. Il y a les conditions d'existence et de développement de la société. Que peuvent les erreurs complaisantes, les utopies confuses, les sophismes intéressés, les divagations de la peur et de la débilité mentale, la phraserie simoniaque enrôlée sous les bannières infâmes des plus nombreux et des plus riches contre la nécessité et la pensée positive ? Que peuvent la démocratie mortelle et la ploutocratie dissolvante contre la sociocratie vivante et vivifiante ?

I

L'IMPÉRIALE BÊTISE DÉMOCRATIQUE

L'intelligence n'a jamais eu une part prépondérante dans la conduite des grandes affaires humaines. Son intervention la plus efficace consista surtout, le plus souvent, à maintenir l'admirable « équilibre des sottises ».

Néanmoins, les choses allaient leur train. Le Nombre était contenu. L'Argent était retenu. L'esprit n'était pas écrasé. La Bêtise ignorait — grâce à un bienfaisant obscurantisme ou à un tutélaire despotisme — sa redoutable puissance. Elle restait humble. Elle était fixée dans l'ordre par l'obéissance. Peu à peu, par un sage empirisme, se formait le lucide bon sens qui a produit ce chef-d'œuvre de l'art social : la civilisation française.

D'où vient donc ce brusque retour offensif de la barbarie chez l'homme et dans le monde ? D'où cette explosion de toutes les forces contre-humaines, de la Bêtise ivre

d'orgueil, proclamant ses « droits », consciente désormais de son omnipotence, puissamment armée, qui brise tous ses freins et ne se connaît pas de limites ?

— D'où, sinon de la démocratie.

De la démocratie dans ses multiples formes, sous ses aspects innombrables, dans toutes ses manifestations. Notamment le suffrage universel et le parlementarisme, la liberté et l'égalité, l'État-providence, le progrès, l'instruction, voire la science...

En détruisant le germe de l'intelligence même qu'est la sensibilité à l'expérience et la digne soumission aux fatalités naturelles, aux nécessités sociales, aux hiérarchies utiles, la démocratie provoque l'anarchie, laquelle exalte la Bêtise.

La démocratie n'est donc si dissolvante de toute civilisation que parce qu'elle est d'abord un formidable et diabolique instrument d'abrutissement.

L'humanité serait-elle arrivée au terme de son développement et doit-elle, dès lors, rentrer dans l'animalité primitive ? En fait, nos citoyens émancipés, lecteurs de journaux et électeurs, ne font pas un usage de leur substance grise qui les distingue spécifiquement des anthropoïdes, sinon par d'absurdes divagations. Les cérémonies fétichistes des cannibales africains sont de la haute et claire raison si on les compare aux stupides agitations électorales et parlementaires.

Est-il possible d'imaginer une aberration

plus imbécile que celle qui fait dépendre les gouvernants des gouvernés par les élections périodiques, si ce n'est celle qui remplace les décisions par des délibérations et la direction par des votes ?

Les pires catastrophes qui en résultent n'avertissent point. On est devenu incapable d'établir des rapports positifs de cause à effet. Comme le nègre se borne à changer l'amulette qui l'a déçu, l'électeur dupé inscrit le nom d'un nouveau sorcier sur son mirifique bulletin de vote. Il subit tout et ne s'insurge jamais que contre l'ordre des choses immodifiables. Malgré la cruelle leçon des faits, rien ne saurait ébranler son préjugé qu'il suffit d'être éloquent et nombreux pour réaliser les plus insanes désirs.

Aussi est-il logique qu'il aille au socialisme et au bolchevisme. Pourquoi n'exigerait-il pas toujours davantage puisqu'il n'a qu'à exprimer ses « aspirations » ?

Ce n'est que par incohérence, antilogie qu'il peut y avoir des mencheviks, des partisans de la démocratie modérée, de la démenée raisonnable.

Au demeurant, ce qu'il est convenu d'appeler la « sage » démocratie est la plus folle, la plus pernicieuse. Nous lui devons le réformisme qui paralyse et l'étatisme qui ruine.

Elle représente l'idéal des classes moyennes. Tous bacheliers, fonctionnaires, politiciens, littérateurs, clients ou rentiers ; l'automatisme légal substitué à la vie et à ses

risques, à l'essor vivifiant des vertus humaines qui sont la prévoyance, la responsabilité, l'activité, le sentiment, le dévouement, la pensée.

Annihiler, pallier, à tout le moins dissimuler les conséquences individuelles immédiates de la Bêtise, c'est tout ce que demandent les électeurs. Comment ne pas les satisfaire ? C'est si facile ! On les devance même. Ainsi, plus d'avertissements, plus de redressements. Une légifération à outrance intervient pour suppléer la volonté, l'effort, l'intelligence. Toutes les vertus sociales s'atrophient. C'est la Bêtise pour tous, laïque et obligatoire. C'est le triomphe de la démocratie...

Autre facteur notable d'abrutissement : le « progrès ». Ce que la démocratie entend par le « progrès ». Non le perfectionnement de l'être humain ; mais le renouvellement des choses, la domination de la matière, le développement monstrueux de l'industrialisme, le machinisme.

Ainsi, d'abord, disparaît ou se déprave le sens esthétique. Pour la démocratie, le beau, c'est le chic. Et le chic, c'est le riche. La machine le fabrique en série pour tous. Or la laideur avilit, déprime...

D'autre part, en rendant quasi inutiles l'adresse manuelle, la combinaison des mouvements qu'exigeait l'exercice constant d'une pensée pratique, le goût, l'observation, les connaissances techniques, la fierté exaltante

du chef-d'œuvre, il est évident que l'extension et le perfectionnement du machinisme atrophient les plus hautes facultés intellectuelles.

Ce n'est point le psittacisme scolaire qui a pu remplacer cette forte éducation du travail. Au contraire. L'instruction universitaire n'a pas pour fin d'animer et d'élever l'esprit, mais de le bourrer en vue des examens pour l'obtention des diplômes alimentaires.

L'exercice de la mémoire, et de la mémoire exclusivement, qui constitue l'essentiel de l'enseignement universitaire, stupéfie le cerveau. Pour la plupart des étudiants, il en résulte un définitif et profond abêtissement.

Il est vrai que le bavardage peut faire illusion en masquant le dégoût profond de tout effort mental, l'inaptitude incurable à réfléchir, à comprendre, car cette instruction fournit un abondant vocabulaire à la Bêtise. C'est son résultat le plus positif. Cela fait d'extraordinaires politiciens qui trouvent en se jouant dix mots pour parer une sottise et par là empaument de naïfs électeurs. Chez les neuf dixièmes des jeunes gens qui obtiennent leur brevet de parasite (car, pour la plupart, ce n'est que cela), cet automatisme verbal et mnémonique, cette prétendue culture humaniste tue l'humanité même, c'est-à-dire l'intelligence vivante.

S'il en subsiste quelque parcelle, les sports,

le théâtre, la danse, le roman s'en chargent. Pour le peuple, il y a le cinéma.

Là, c'est l'âme américaine qui s'épanouit. Elle enseigne sa niaiserie. Elle propage son idéal ingénu : l'acrobatie, l'élégance vestimentaire, le milliard miraculeux, le baiser sur la bouche, le mariage et le divorce en cinq minutes, le « joli », la stupidité sentimentale, et son aversion bestiale de la bonne cuisine, de la beauté harmonieuse et de l'intelligence.

La démocratie ne manque point d'instituteurs et d'apôtres.

Cette étiologie de la Bêtise est bien sommaire. Mais elle serait trop incomplète, vraiment, si l'on omettait de citer la science, la nouvelle idole !

Entendons ici, non pas la science exactement, la synthèse directrice qui s'applique à nous unifier dans l'ordre, pour le vrai progrès, par l'éducation, pour l'amélioration de l'humanité ; mais, au contraire, cet acharnement insensé à décomposer par l'analyse, à rechercher l'exception, à ruiner les principes fondamentaux, à éliminer tout le subjectif humain, à substituer l'amas des faits dispersifs à la raison. « La plus grande marque de stérilité spirituelle, a dit Balzac, est l'entassement des faits. »

Cette « science » est bien aussi une émanation de la démocratie. Un scientifique militant, M. Marcel Boll, nous le démontre quand il écrit : « Comme Mach l'a nettement fait

ressortir, le but de la science est de réaliser une économie de pensée. » Ce but est atteint. Il est même dépassé. On économise. Ah ! qu'on économise !...

Dans *l'Intelligence*, Taine rappelle que « Lyonnet n'a pas eu trop de vingt ans pour décrire la chenille du saule ». Et, comme avec des instruments de plus en plus perfectionnés « la recherche n'a pas de terme », ce « savant » s'est crétinisé en vain.

Rien de plus profondément vrai que cette remarque d'Auguste Comte : si le subjectivisme exclusif rend fou, l'excès d'objectivisme — qui dispense de penser — rend idiot. Au spirituel, il n'y a donc rien de plus démocratique que le scientisme des manœuvres de laboratoire. Aussi, les voit-on politiquer, philosopher. Le journal les présente comme des thaumaturges prestigieux. Ne leur doit-on pas tant de procédés nouveaux de s'entre-tuer ? Eux-mêmes, ils se persuadent aisément que c'est arrivé. Ils pontifient. Les uns organisent la paix universelle, les autres prétendent à gouverner la France. Cela nous assure, à tout le moins, la guerre et l'anarchie scientifiques.

Rien ne s'arrange plus. La civilisation de la vitesse et de la quantité ne carbure plus que sa propre substance. Comme le stupide Cotoblépas, elle se nourrit de sa chair.

Les dits, faits et gestes de ceux qui pré-

sident à ce banquet autophagique : histrions, politiciens, mamamouchis, ploutocrates, hiérophantes, etc., ne laissent point d'être, le plus souvent, même dans les plus tragiques conjonctures, d'une intense bouffonnerie.

C'est que la Bêtise règne. Suprêmement : Au temporel comme au spirituel. Démocratie ? Ploutocratie ? — Même sceptre. Deux faces abjectes de la même souveraineté.

Derrière ses principaux remparts (verbiage, imitation grégaire, paresse mentale, cabotinage, ostentation, confusion, publicité, argent, etc...), elle est invulnérable. La saine raison s'écrase contre ce front d'airain hérissé de cornes venimeuses.

La démocratie léthifère a tout envahi. Aucun appel hygiénique de la raison et du bon sens n'est capable de provoquer la réaction salvatrice. Sur son trône de dollars, aux sons du jazz tantam, dévêtue à la mode, la Bêtise triomphe. Nul héros n'est de force à renverser la Dominatrice universelle.

Ceux qui font un tel usage des pouvoirs d'argent, de gouvernement et d'enseignement qu'ils acheminent le monde à un effroyable cataclysme, usurpent les pouvoirs de régir et d'enseigner.

Tel un Herriot, un Poincaré, un Briand, un Tardieu. Ils ne sont que des pantins falots dont les ficelles sont tirées par d'autres pantins non moins grotesques. Leurs mobiles, leurs motifs et leurs propos échappent à toute mesure de la raison.

Entendons-le bien : le mal profond n'est point qu'il y ait si peu d'hommes qui soient aptes à bien penser en politique et en philosophie ; mais qu'il y en ait tant qui croient l'être en étant à même, sous un régime électif et parlementaire, d'appliquer aussitôt leurs conceptions saugrenues.

Et puis, il n'y a pas qu'une sorte d'intelligence. Celle de la conduite et du travail en est une. La plus utile. La sottise savante n'est pas moins de la sottise. La pire.

Certains individus s'astreignent à un labeur acharné, à une existence austère pour perpétrer d'odieuses canailleries ; d'autres dépensent un réel talent, de la compétence, du savoir, beaucoup d'habileté pour machiner des catastrophes. Ces « martyrs ridicules » sont des nigauds redoutables.

C'est dans ses résultats que la Bêtise se manifeste. Elle est d'abord dans tout effort ou sacrifice qui vont contre leur but ou qui tendent à une fin illusoire, futile ou insensée.

Même un bon cœur ne supplée point le cerveau dans sa fonction. Ce qu'il y a de plus fâcheux dans la conduite des affaires humaines, ce sont les bonnes intentions et les bonnes volontés qui ne sont pas assez éclairées.

S'il est des expériences qui sont instructives et que les meilleures démonstrations ne peuvent remplacer, il en est d'autres qui seraient mortelles et qu'il faut éviter. Pour celles-ci, une méthode, une doctrine positives

permettent de dépister la Bêtise aussi sûrement que certains réactifs révèlent les éléments morbides du sang.

Périlleuse, presque toujours malfaisante est toute action qui n'est pas justement pensée. Chétive, fausse, nulle est toute intelligence qui ne s'élève pas d'un fait particulier pour atteindre un fait plus général, qui ne va pas normalement du concret à l'abstrait, qui ne subordonne point le détail à l'ensemble, le contingent au nécessaire, qui n'aperçoit point ou néglige les rapports fixes entre les phénomènes observés, qui ne discerne pas la constance dans la variété, et cela en vue d'inspirer et de régler une action positive d'amélioration de l'individu ou de la collectivité. En résumé, il faut « induire pour déduire, afin de construire » et reconstituer, ou se résigner à bêtifier.

Comprendre, savoir, n'est donc pas toute l'intelligence. Et cela ne suffit pas, d'ailleurs. En restant passive, spectaculaire, elle se diminue, elle s'atrophie. Car elle ne s'anime que par son projet, et suivant la valeur positive de ce projet. Un barbouillé de grec et de latin, un érudit déraisonnent dès qu'il ne s'agit plus pour eux de refléter des notions mortes ou d'ânonner des formules momifiées. Un individualiste anarchiste comme Anatole France, finalement, adhère au parti communiste. Incohérence d'un intellect qui, en tournant sur soi-même, ne sait où il va parce qu'il n'a pu que se contempler. L'intelligence

ne se spiritualise, elle ne s'anime que par son propre effort vers la perfectibilité des choses et des êtres dans l'activité vivante. Seule l'action positive empêche les divagations de l'intelligence en la ramenant toujours à un sage relativisme, en prescrivant, en imposant la soumission aux faits, à l'épreuve et aux fatalités naturelles.

L'ordre humain est à la fois, et nécessairement, temporel et spirituel. Apprenons donc à bien penser, suivant le conseil de Pascal, pour bien agir. Et réciproquement.

La Bêtise se montre moins souvent dans la fin annoncée que dans les procédés employés. Impropres, négatifs, voire nocifs, ces procédés vont toujours à l'encontre de leurs visées. Les instincts, les sentiments que ne discipline point la raison n'aboutissent qu'à la confusion du but et des moyens, laquelle confère presque toujours la prédominance absurde de ceux-ci sur celui-là.

C'est ainsi que la Bêtise inspire ce « pacifisme » pernicieux qui appelle l'invasion, favorise la trahison, allume et alimente la conflagration universelle. Elle suscite cette démagogie qui abêtit le peuple, ce socialisme d'envie et de haine, dont la conséquence la plus directe, la plus sûre, mais non la moins funeste, est une perpétuation et une aggravation du paupérisme économique et moral. Elle suscite ces magnats d'affaires écervelés qui, pour accroître un jour leur puissance d'argent (dont ils ne savent que faire et dont

ils sont les plus misérables esclaves), stipendient la révolution dont ils seront les premières victimes et ruinent la société ; elle fabrique les fantoches qui s'asservissent à tous et à tout pour étreindre l'ombre d'un pouvoir décevant et s'acharnent à détruire l'État pour en être les fantômes de chefs durant une saison...

Les bouddhistes disent que tout péché vient de la sottise. Certes. Mais il est non moins vrai que toute bêtise en politique est un crime.

Or, si le crime est un phénomène social normal, le réprimer est le réflexe vital de toute société qui veut ne pas périr. L'État est l'ensemble des forces sociales qui résistent à la dissolution spontanée. « Le train de la nature physique et des masses humaines livrées à leurs appétits, a dit É. Boutroux, est la destruction aveugle de tout ce qu'a créé l'esprit. » Pas de société sans gouvernement, maximait Auguste Comte. Réagir contre la Bêtise, c'est réagir contre l'anarchie. C'est instituer une discipline de la pensée et un gouvernement des actes.

Le directeur d'un grand journal d'affaires écrivait récemment : « Si l'espèce d'hystérie déchaînée dans le monde, par des influences astrales, disent certains, par une sorte d'auto-excitation, en tout cas, et de dérèglement de nos centres psychiques inférieurs, doit conti-

nuer à produire ses effets... L'humanité ayant dompté maintes forces ennemies, se dévorera-t-elle elle-même ? Il serait curieux, enfin, de voir ce que deviendraient les changes dans une pareille catastrophe. »

Tout y est, et plus encore. Dans dix siècles, s'il en est besoin, ces dix lignes suffiront à un Cuvier de la sociologie pour évoquer notre délire.

« L'hystérie », « les influences astrales », « l'auto-excitation », — billevesées. La réalité est bien plus tragique, et ses conséquences autrement funestes qu'une fluctuation du change, même s'il en résulte la banqueroute. C'est le développement effréné des forces matérielles.

Le nombre, l'argent, la technique, l'industrialisme, etc..., sans contrepoids moral, sans régulateur spirituel, s'entre-heurtent, s'exaspèrent, et ensemble nous écrasent. Avec leur impuissance manifeste à ordonner, restaurer, édifier, ces forces anarchiques ont un formidable pouvoir de destruction.

Or les « citoyens conscients » ne font effort et ne s'organisent que pour les accroître, les diviniser et leur immoler l'humanité.

Néanmoins, les désastres se multipliant et s'aggravant, chacun les impute aux autres et n'en devient que plus fanatique. Il est vrai que cela n'empêche point le capitalisme, pour des profits immédiats, de subventionner la révolution qui le dévorera demain ; ni le bolchevisme, pour durer, de faire appel à

la ploutocratie la plus vorace. Ce matérialisme grossier confond les moyens et le but et subordonne le supérieur à l'inférieur. Aussi ne saurait-il concevoir d'autres procédés d'expansion ou de défense que la corruption, le mensonge, la contrainte et la violence, celle-ci étant peut-être, contrairement à ce que pensent nos conservateurs, moins pernicieuse que ceux-là.

Un sophiste qui se croyait un philosophe et un ami du prolétariat faisait profession de soutenir que la violence, à tout le moins, est tonique et constitue une excellente hygiène morale. Il aurait eu raison si l'humanité n'avait que des muscles et si la violence avait sur elle-même un pouvoir de contrôle, de restriction et d'inhibition. Mais toute l'expérience historique montre que la violence ne cède jamais qu'à la violence, et la plus forte n'est pas celle dont les fins sont les plus nobles. Comte, que n'aiment point les rhéteurs plus ou moins démocrates, nous fait remarquer qu'« à mesure que les hommes se civilisent, ils deviennent d'une part plus sensibles aux motifs moraux, et d'autre part plus disposés à la conciliation amiable des intérêts ».

C'est le bon sens même. Mais ce n'est point par la sagesse qu'on se fait une réputation d'originalité auprès des badauds. La Bêtise ne se limite pas. Il est donc à la portée de tous nos écrivains de s'y dépasser mutuellement et soi-même. Ils n'y manquent point.

Une civilisation ne se fonde, ne se maintient et ne s'épanouit que par les énergies morales. Elle se qualifie précisément par la prédominance croissante — sur les moyens de la barbarie — de la discipline volontaire, c'est-à-dire des mœurs ; de la persuasion, c'est-à-dire de la confiance ; et de la sociabilité, c'est-à-dire des opinions.

Toutes les catastrophes sociales auxquelles nous assistons sont provoquées essentiellement par les préjugés triomphants. Les seules forces matérielles agissent. Et, non réglées, elles ne peuvent que détruire. Elles dominent tout. Même l'humain. Même la pensée de nos intellectuels professionnels. Même le gouvernement politique. Nos soi-disant chefs d'État ne sont, au demeurant, que des pantins manœuvrés par les ficelles du nombre et de l'argent, de l'argent surtout. Le titre que prend un régime n'y change rien, et ceux qui bataillent là-dessus, quand ils sont sincères, sont bien naïfs.

Conclusion. Il faut une puissance spirituelle qui enseigne les vérités positives et dissipe les abjectes superstitions matérialistes ; qui domine les forces matérielles pour les régler, les adapter au service de l'humanité, apaiser les conflits, modérer les activités divergentes, décider la coopération. Il faut une direction continue.

Or une direction comporte une méthode ; la méthode, une doctrine ; la doctrine, une synthèse. Et elle implique un organe, enten-

dons un sacerdoce qui l'exerce. Ainsi, comme le dit Comte : « La formation du sacerdoce positif devient la première condition d'une régénération mentale et morale non moins indispensable à l'ordre qu'au progrès. »

II

LE GRAND CHAOS

Même un groupement de brigands est une société ; et s'il se maintient et se développe, c'est qu'il observe quelques règles sociales fondamentales.

Durant depuis douze ans, par ses épouvantables excès même, le bolchevisme est une expérience dont il faut s'instruire. En poussant à l'extrême toutes les idéologies délétères de la démocratie, il a épuisé d'un coup leurs funestes conséquences.

Quel lucide exposé de doctrine positive, quelle démonstration du bon sens valent les épouvantements de la famine ? Le plus électeur des prolétaires, le plus étourdi des politiciens, le plus bachelier des rentiers entendent cela directement. Depuis toujours, la faim est la plus puissante éducatrice de l'humanité. Enfin, si les chefs bolcheviks sont des scélérats, le système qu'ils appliquent n'en doit pas moins s'animer de quelques vérités, car le positif essentiel s'impose forcément.

En Russie, le collectivisme agraire, le so-

viétisme d'usines eussent dû paralyser toute production. Or, si celle-ci s'est ralentie, elle ne s'est pas arrêtée. Elle semble reprendre même. Et beaucoup de moujiks et d'ouvriers, présentement, ne sont pas dans une situation plus précaire que sous le régime tsariste.

Qu'est-ce à dire ? Ce n'est pas la Nep — concession au capitalisme — qui a rétabli cet équilibre économique. Au contraire, c'est la disparition à peu près complète de la classe moyenne¹. Quant à la concentration des capitaux par les grandes fortunes, honnêtement ou non, parce qu'elle est dans l'ordre des choses sociales, nous savons qu'elle s'effectue rapidement, malgré les déclamations communistes.

Cette élimination dépurative, moins féroce et moins complète, suffisante d'ailleurs, s'est accomplie aussi en Allemagne. Et c'est là une des causes du prompt relèvement économique de celle-ci.

1. Cette expression est défectueuse. On le sait. Je l'ai dit déjà dans *Les Classes moyennes*. Il faut distinguer. Le moyen propriétaire terrien, par exemple, est un des agents les plus utiles de la production nationale. Une société bien organisée ne saurait se passer de médecins, voire même, dans certaines limites, de fonctionnaires, de commerçants, d'artisans et d'artistes, etc... Le rentier même, exceptionnellement, a son rôle à remplir, qui peut se livrer à une tâche, à une action, à des recherches désintéressées.

Mais ce que la démocratie entend par « classes moyennes » dans ses appels démagogiques, c'est précisément ce que le bon sens condamne : le développement hypertrophique des classes moyennes, et surtout dans leur caractère parasitique. Et c'est cela seulement que toute réaction salutaire devra combattre d'abord.

Voici donc ce qui, principalement, a entretenu, dans les conditions les plus contraires, la vie économique de la Russie : la restriction du parasitisme par la suppression quasi totale des classes moyennes. Dix mille Trotsky ou Staline, — il n'y en a pas plus, — quelque appétit qu'ils aient, quoi qu'ils fassent, ne sont pas aussi onéreux ni aussi dévastateurs pour une société que dix millions de vers rongeurs : mercantis, rentiers, avocats, sinécuristes, gens d'affaires, politiciens, littérateurs, etc.

L'égalitarisme et la « justice sociale » n'interviennent nullement ici. S'il était démontré qu'un tel régime procure des loisirs à une nombreuse élite promotrice de progrès social, quelles que soient les souffrances qu'il suscite, il se justifierait. Mais il n'en est rien. Les classes moyennes sont tout le contraire d'une élite quelconque, les oisifs ne sont que l'exception ; elles s'acharnent à un labeur exténuant mais stérile et souvent nocif. Elles ne sont qu'un ferment de désordre. Elles fournissent des chefs à l'émeute.

La France meurt de l'expansion tératologique de ses classes moyennes, qui l'épuisent et la désagrègent. D'autre part, sous l'absurde régime du nombre, du succès de public, du suffrage universel, ces classes parasitaires s'opposent à toute réaction d'ordre.

Tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite, même ceux qui ne se proclament pas démocrates, jouent le jeu de la

démocratie. Aucun n'envisage donc les seules mesures d'ordre qui conviendraient.

Qu'est-ce qu'un « libéral » ? Car s'il y a le mot qui est beau, il y a la chose qui est ambiguë. Les libéraux sont de tous les partis, on pourrait dire qu'ils sont de toutes les classes. Le fonctionnaire est un libéral, qui se répète : « Surtout pas d'affaires pour moi. » Ce n'est donc pas lui qui recherche la liberté positive, car c'est surtout un négatif. Il n'a qu'un souci : ne pas se compromettre. Ce qui le domine, c'est l'horreur des « responsabilités » et la frayeur de « vivre dangereusement ».

Mais rien ne vaut la définition de Jules Lemaître : « Le libéral est celui qui déplore sans cesse les effets dont il vénère sans arrêt les causes. » C'est le conservateur.

A lui s'applique également cette pensée de Louis Veuillot : « Certains esprits semblent faits pour l'erreur comme certains tempéraments pour la maladie. »

Ce sont les ennemis irréductibles de toutes les activités énergiques qui troublent les digestions et inquiètent les bénéficiaires du désordre.

Nos conservateurs n'en ont jamais qu'aux idées positives. Pour le reste, ils suivent les circonstances. Ils contresigneraient volontiers cette lettre d'un de leurs ancêtres, Cælius à Cicéron : « Tant qu'on en restera aux paroles, je serai avec les honnêtes gens ; si l'on en vient aux coups, je me rangerai du

côté de ceux qui donneront les meilleurs. » Et, plus volontiers encore, ils se rangeront du côté où le profit immédiat est le mieux assuré.

Par la violence comme par l'inflation, le bolchevisme a donc purgé la Russie de ses classes moyennes. Par là, il a porté un premier coup à la dissolvante démocratie.

Il a porté le second — plus décisif encore — en abolissant ce qui l'avait engendré, l'anarchique parlementarisme.

Encore que ses décisions aient été le plus souvent odieuses, il a montré que décider n'était pas délibérer et qu'on ne gouverne pas avec des paroles ou en se subordonnant aux caprices, aux préjugés et aux intérêts des gouvernés.

Si cela pouvait être entendu, les maux effroyables qu'a suscités déjà la barbarie rouge seraient compensés par cet enseignement.

Malheureusement, il ne faut pas l'espérer. La gangrène démocratique exige une opération chirurgicale directe. Les souffrances de la Russie n'ont une vertu éducative que pour les Russes. C'est ainsi que la guerre n'a pas été régénératrice parce que, à peu près seuls, les combattants l'ont soufferte. Et ce ne sont pas eux, mais ceux de l'arrière qui, après, ont mené la farandole des aveugles vers l'abîme.

Mais pour la révolution sociale, désormais

inéluçtable, il n'y aura pas d'embusquage possible. Tous, sans exception, devront éprouver le froid du scalpel sanglant. Seulement alors, les Français connaîtront que le plus grand bien social est la sécurité, l'ordre, et qu'il n'est pas de sécurité sans police et sans confiance, d'ordre sans discipline, sans hiérarchie, sans tradition, sans gouvernement ; non plus de prospérité sans travail productif et sans capital concentré et subordonné.

Certes, on déplore que la réaction régénératrice et reconstitutrice ne puisse plus s'accomplir que par la souffrance. Mais, dans le désarroi présent, la persuasion est sans efficacité. Quant à l'action proprement dite, de propagande ou de pression, elle est plus vaine encore. L'égoïsme seul, qui est le fondement de l'erreur sociale, fait l'unanimité, et les intérêts particuliers seuls peuvent réussir la cohésion des forces politiques et économiques contre l'intérêt général. Les cerveaux de nos contemporains sont trop profondément intoxiqués par les folles idéologies démocratiques pour renoncer spontanément les basses superstitions qui les enchaînent en les abêtissant.

Jusqu'ici, la parole de l'Écriture s'est appliquée aussi durement à l'être sociologique qu'à l'être physiologique : « Tu enfanteras dans la douleur. »

Ses violences homicides ne sauraient nous faire méconnaître les vertus du bolchevisme.

La pitié douloureuse pour les victimes ne doit pas obscurcir la raison. Il y aura beaucoup d'autres victimes, hélas ! La barbarie ne procède point autrement. Ce sont ses moyens. Il convient d'en dire, comme de la guerre, ce que de Maistre disait de l'Inquisition : « Si vous pensez aux sévérités de Torquemada sans songer à tout ce qu'elles prévinrent, vous cessez de raisonner. »

Marcel Sembat exprimait l'opinion des politiciens socialistes en écrivant : « Le bolchevisme est le sauveur de la bourgeoisie, ses violences dégoûteront la masse électorale. »

Or, pour le salut de la France, s'il n'est pas absolument nécessaire que la bourgeoisie soit préservée, il importe que la masse électorale soit dégoûtée, fût-ce à coups de browning.

Le cartelliste Léon Lefranc émet, dans le *Quotidien*, cette vérité première : « La violence, d'où qu'elle vienne, conduit à la dictature. »

Or, pour restaurer l'ordre revivifiant, il faut une dictature, et personnelle, et despotique.

Enfin, tous les modérés répètent : « Les communistes font partout et toujours le jeu de la réaction. »

Or une réaction puissante, totale, pourra seule rétablir une civilisation humaine.

Au surplus, le bolchevisme n'anéantira que ce qui est destructible, et dans notre anarchie plouto-démocratique, il y a plus de

mauvais que de bon. Sa fureur dévastatrice restera impuissante contre ce qui est indéfectible, éternel et universel. L'esprit même de la civilisation française, l'âme de l'humanité ne périront pas. C'est notre raison de ne pas désespérer.

C'est une inconcevable monstruosité historique qu'une guerre — la plus atroce — sans victoire effective et une paix de « pacifistes » sans garantie. Aussi a-t-elle porté au paroxysme le délire occidental. L'anarchie sociale, qui s'était développée plus ou moins lentement depuis deux siècles, explose dès lors en un formidable chaos. Elle s'étend et s'intensifie avec une telle rapidité que la sottise même de nos dirigeants s'essouffle à la suivre.

Aucune direction. Aucun frein. Rien, dans les idées dominantes, les actions, les volontés, qui puisse retenir ou aiguiller. On ne dispute que sur les places que chacun occupe dans ce toboggan de la mort. Au surplus, pour la plupart, cette glissade n'est pas sans agrément. Le terme, malheureusement, sera plus déplaisant.

Sans doute, la démocratie est, comme disent les psychiatres, « revendicante ». Mais les prétendues réformes réclamées de toutes parts, et trop souvent réalisées, conspirent toujours contre l'État et la société.

Étant insuffisantes, les réactions partielles

provoquées par les sinistres présages des événements sont nocives. Arrangements sur le papier, votes, mesures législatives, voire modification superficielle du régime délétère, que peuvent ces palliatifs quand ils laissent la démocratie toxique couler « à pleins bords » ? Ce n'est pas un dosage du poison qu'il faut, mais un antidote.

Un seul exemple suffit à le démontrer : Les partis les plus conservateurs comme les plus révolutionnaires sont d'accord pour flâgorer les classes moyennes, pour protester qu'ils protégeront le parasitisme social. Cette démagogie est la condition même de l'existence des partis, quels qu'ils soient ; mais c'est aussi la preuve que leur action à tous est également, au fond, antisociale.

Ainsi donc, qu'il s'agisse des finances obérées ou du vampirisme fiscal, de la banqueroute menaçante, du travail désorganisé, de la disette imminente, de la sécurité nationale, de la crise d'autorité, de l'impuissance politique, etc..., les solutions proposées ou essayées ne sauraient avoir d'efficacité. En effet, elles ne peuvent être envisagées, préconisées, admises que si elles sont spéciales, particulières, si elles satisfont, contre l'intérêt public, les préjugés et les cupidités du nombre, des « petits », sans heurter ni inquiéter cependant ceux des puissants du jour. Et tout cela s'obtient sur la société même.

Or l'immense question de l'ordre comporte seulement une solution d'ensemble qui exige

nécessairement, d'abord, une énergique violation de la Constitution, de la légalité, des « droits de l'homme et du citoyen », l'appauvrissement systématique des classes moyennes, la décongestion de l'État, le despotisme de salut public, l'arbitraire intelligent, les abus de pouvoirs — pas de pouvoir sans abus, — l'autodafé des programmes électoraux, des brevets et diplômes universitaires, des Codes, surtout du Code civil, et de la plupart des paperasses administratives; en bref, le sevrage, brutal mais salvateur, des délectables et enivrants poisons démocratiques. Au point où en est la civilisation, elle ne peut être tirée du coma qui précède la mort que par une secousse violente de tout l'être social.

L'ordre politique ne saurait s'établir dans le désordre social, le parasitisme quasi universel, l'incohérence des principes, le désarroi des directions générales. Il ne suffit pas de commander, il faut être obéi. Il ne suffit pas de vouloir, il faut pouvoir.

Non seulement, par définition, la démocratie est inapte à gouverner; mais encore, en infectant tout l'organisme social, elle a rendu l'État ingouvernable.

En ne considérant que la seule gestion des pléthoriques budgets actuels formés par la Dette publique, la multitude des fonctionnaires (1 pour 30 Français), les inextricables complications administratives, l'étatisation des activités sociales, on voit nettement que

le pouvoir éclairé et la responsabilité personnelle, conditions essentielles pourtant, avec la continuité, d'un véritable gouvernement d'ordre, dépassent infiniment les possibilités d'action et les facultés de compréhension d'un homme, fût-il un génie politique et un héros.

L'État actuellement, et non pas seulement la France, n'est plus gouvernable.

Formule d'anarchie, la démocratie est peut-être ce qui convient le mieux à cette anarchie. C'est pourquoi elle prospère.

Les forces humaines ont leurs limites. En savoir comme en pouvoir, il est insensé de leur demander de les outrepasser.

Au fur et à mesure que la vie sociale s'amplifiait et s'intensifiait, il eût fallu que l'État se réduisît aux proportions gouvernables, qu'il se spécialisât en s'intégrant, qu'il s'en tînt à ce qui est strictement de son ressort. Or, au contraire, il s'est hypertrophié, il a tout envahi, et ainsi il a paralysé les principaux organes sociaux.

La démocratie pousse à cette politicisation générale. Elle s'en nourrit. Elle ne s'anime que par la discorde, l'émeute, le gâchis et la misère...

La civilisation française ne peut-elle donc être sauvée ? Si. Mais il y faut ce que personne — hormis quelques rares esprits clairvoyants et isolés — ne veut et ne peut vouloir : une réaction d'ensemble, profonde, totale.

Et cela n'a rien de commun avec l'agitation superficielle de nos farouches révolutionnaires, non plus qu'avec les jeux de salon de nos conservateurs. Les uns ne visent qu'à intervertir l'ordre des choses matérielles, et les autres à déplacer les personnes.

Il s'agit de beaucoup plus. Ce sont les valeurs sociales et morales à reviser sévèrement, l'ordre des motifs et des mobiles à transformer de tout au tout, les racines séculaires de l'anarchie à extirper. Et cela, on l'entend bien, ne se fera pas par d'anodines prédications et d'inopérantes conjurations de petites ambitions ; mais par la force des implacables nécessités de l'heure tragique imposant le renouvellement des institutions fondamentales, la régénération des opinions et des mœurs et la poigne vigoureuse d'un Chef responsable.

On se fera une idée de cette révolution positive en se représentant qu'elle sera à celle qu'effectua le christianisme, en cinq siècles, dans le monde païen, ce que fut la dernière guerre à une bataille de fleurs.

Évidemment, il ne faut attendre d'aucun journal de la préconiser ni d'aucun parti de la décider. Ils y perdraient aussitôt leur popularité et leur clientèle. Nous n'avons plus à compter que sur les forces insensibles qui nous y contraindront rudement.

Et le plus dynamique de ces stimulants salutaires sera peut-être, comme le furent jadis les Barbares, le bolchevisme.

Le mythe animateur de la démocratie, c'est l'égalité dont le masque est la « justice » et le visage réel l'envie. Le sens vrai de la sacrée trilogie métaphysico-révolutionnaire est dans cette formule sincère des super-droits de l'électeur : la paresse pour principe, la mendicité, la rente, le congiaire et la sportule pour base, la ribouldingue pour but.

Qui fait appel au public pour quelque entreprise politique, intellectuelle ou sociale que ce soit doit y satisfaire d'abord. Sinon, il est anathème, condamné à l'échec, à l'isolement, à l'excommunication majeure.

Ainsi s'expliquent l'invraisemblable crétinisme des détenteurs des pouvoirs, l'impuissance lamentable des conservateurs et des réformateurs et la stupide obstination des masses à résister aux indications de l'expérience. Mais les faits, heureusement, ne sont pas démocratiques. Ils ne cèdent que jusqu'aux limites du possible. Ils sont. Ils font. Brutalement, ils écrasent les erreurs et dissipent les rêves. Des millions de votes, des lois draconiennes, la guillotine en permanence, un formidable arsenal de mitrailleuses, de canons et de gaz asphyxiants n'y peuvent rien. Tout finit par s'accomplir comme il est écrit de tout temps dans l'ordre éternel des choses.

Sans doute, s'ils ne peuvent même pas pallier le mal, nos dirigeants savent admirablement le dissimuler ou le camoufler et faire

croire même à ceux qui en souffrent le plus que c'est le bien, la liberté, le progrès. Mais un icterique ne se guérit pas en se fardant. Protégé par le mensonge, le mal poursuit son œuvre de désagrégation.

Je ne sais rien de plus désopilant que la solennelle sottise des malins, si ce n'est l'esprit de chimère des gens pratiques et la « compétence » des experts.

En définitive, malgré leur virtuosité verbale, ce sont de sinistres ganaches. La démocratie nous ramène aux temps légendaires où les bêtes parlaient.

C'est que, ferment et floraison d'anarchie politique et sociale, le parasitisme est un dissolvant de l'esprit. Un parti, une coterie ne savent gré à quiconque d'appuyer ce qu'ils ont de vrai. Ils n'apprécient que l'adhésion aveugle qu'on apporte à leurs erreurs, à leurs passions de secte. C'est là un puissant moyen de corruption de l'esprit.

D'autre part, beaucoup de gens de lettres ne divaguent point par plaisir ; mais pour attirer l'attention. L'écornifleur ne trouve à picorer que s'il fait le pitre ou s'il se prostitue.

L'opinion publique est donc sans enseignement, sans conseil, sans direction. On flatte ses préjugés, ses humeurs, ses plus vils instincts : nul ne cherche à l'instruire, à l'élever. Elle n'entend que la démagogie qui l'étourdit.

Il ne reste que de rares esprits lucides et

indépendants pour ne point sacrifier à la vorace et sanglante divinité du succès et de la popularité.

Mais que peuvent-ils ? Ils sont sans influence, sans moyen de publicité, et il faudrait un retournement complet des idées courantes. Les faux principes ayant épuisé toutes leurs possibilités antiphysiques, dissolvantes et destructives, la révolution sociale, qui était latente depuis un siècle, est devenue patente depuis la guerre. Elle ne peut plus être conjurée.

Un gouvernement électif et parlementaire ne se soutient que par la corruption. Son budget grossit incessamment. Aussi va-t-il absorber la totalité du revenu et du capital de la nation. Comme l'impôt était un frein, un avertissement, on eut recours à l'emprunt public. C'est Necker, financier démagogue, qui a inauguré ce funeste système. A ce titre, il est le père des classes moyennes. Le Code civil fut leur nourrice.

Ainsi, la merveilleuse puissance du crédit, au lieu de stimuler la production, fut de plus en plus monopolisée par l'État pour fabriquer des rentiers. Les classes moyennes, de plus en plus nombreuses, ont été les éléments constitutifs du régime que la débâcle va emporter. L'anarchie politique est adossée à l'anarchie sociale. Elles sont, elles s'engendrent, elles se développent, elles tiennent l'une par l'autre.

Sur cent Français adultes, il y a tout au

plus dix agriculteurs. Et, parmi les autres professions, dans la proportion de leur utilité sociale, il ne faudrait que quatre ouvriers, deux commerçants, deux industriels, un banquier, un technicien, un intellectuel ou artiste. Les quatre-vingts autres sont, en fait, des parasites.

Ceux-ci, certes, ne sont pas seulement des rentiers mollusques. Beaucoup s'agitent fébrilement. Il est des ouvriers d'inutilités qui peinent durement, des industriels, des boutiquiers, des scribouilleurs qui s'épuisent à remplir une tâche absurde, nuisible parfois. Mais leur effort, qui est souvent le plus lucratif et le plus glorieux, n'aboutit qu'à un énorme gaspillage de forces et de matières premières.

En un mois, un journal à grand tirage, un roman pornographique qui a 500 éditions dévorent une forêt de cinquante ans. Des millions d'automobilistes tarissent les puits de pétrole. L'industrialisme à outrance épuise des houillères de mille siècles.

Dans l'ordre, l'activité sociale devrait être réglée par la production alimentaire, par l'agriculture. Or c'est la fabrication industrielle qui domine. Elle dépasse follement les réels besoins de la collectivité. Pour l'écouler, le commerce, organe monstrueusement hypertrophié aussi, s'applique à surexciter par tous les moyens des besoins artificiels qui, pour la plupart, émanent de l'exaltation d'une vanité simiesque. De là, cette extra-

vagance des modes, l'imbécile ostentation, cette frénésie de jouissances stupides, la ruée vers les villes de luxe et de plaisirs. Je passe sur l'état de guerre permanent des nations que provoquent la nécessité de trouver des débouchés pour la camelote industrielle et aussi l'obligation, qui deviendra de plus en plus impérieuse, de se procurer du blé et des matières premières.

Les premiers socialistes, bien que leurs solutions fussent utopiques, dénonçaient cette anarchie sociale encore à ses débuts. Maintenant, empoliticaillés par le suffrage universel, qui a tant contribué avec la presse à l'abrutissement du peuple, ils se bornent à réclamer la participation de tous, et d'abord d'eux-mêmes, à la saturnale finale. « Pourquoi pas moi ? »

Ce cri de l'envie est celui des classes moyennes, de la démocratie sociale. Voilà pourquoi c'est une habileté de Gribouille de faire appel à celle-ci pour se préserver des excès de la démocratie politique.

Né voit-on pas que ce sont précisément les classes moyennes qui ont poussé l'État aux emprunts, aux usurpations de fonctions, à une extension qui va au communisme, afin d'obtenir des rentes, des sinécures, des pensions, des titres, etc... C'est ainsi qu'elles ont toujours fourni les plus fidèles électeurs radicaux-socialistes. Après avoir été au socialisme, elles iront au communisme. C'est logique. Ceux qui sont décidés à prendre

beaucoup plus qu'à donner ont une propension logique au communisme. Mais quand chacun veut prendre plus qu'il ne donne, bientôt il n'y a plus rien. C'est ce qui va être.

On a proclamé que « toutes les carrières étaient ouvertes aux talents ». Mais personne ne se reconnaît de talent pour labourer le sol, et tout *minus habens* s'attribue un génie de littérateur ou des vertus de chef. Les plus modestes même se portent en masse vers les métiers les moins pénibles qui sont les plus avantageux, étant ceux qui, disposant du nombre et de la publicité, se sont attribué la plus haute considération.

Il en résulte un déséquilibre profond dans la répartition des activités. D'une part, encombrement, pléthore ; de l'autre, pénurie, disette. L'agriculture, qui devrait passer avant tout, est de plus en plus délaissée et méprisée. Les campagnes sont désertées.

Or la vie simple et saine du paysan, enraciné au terroir, est la plus propice à la constitution familiale et à la natalité, d'où dépendent les libertés positives fécondes et le développement de la raison sociale dans l'ordre.

Il faudrait trois fois plus de cultivateurs, moitié moins d'ouvriers, dix fois moins de banquiers, d'industriels et de boutiquiers, cent fois moins de basochiens et de soi-disant intellectuels.

Dans un pays fertile, tempéré et harmonieux comme la France, la terre, bien

traitée, devrait assurer le vrai bien-être de tous. Mais la démocratie s'y oppose. La capillarité sociale attire les éléments du travail pour les diriger vers le parasitisme d'où ils ne reviennent jamais, même dans leur plus lointaine descendance. L'Université d'État, avec ses examens et ses diplômes, y veille jalousement. Ce serait un scandale qu'un fils de mercanti et même de paysan bourré de papier-monnaie ne fût point bachelier, et ce serait une honte indélébile pour celui-ci que de daigner revenir à la charrue. Voilà le plus cocasse et le plus tragique aspect de la démente occidentale !

Mais la conséquence fatale, c'est que la famine menace de redevenir périodique comme aux temps des terreurs paniques, des invasions barbares et des grandes épidémies.

Les misérables politiciens — fleur des classes moyennes — qui ont trahi la victoire et conduit la France à la ruine osent nous prescrire « la grande pénitence » dont, avec leurs clients, ils sauront se garer.

Expédient de paresse. La consommation normale est productive. C'est le travail qui est gaspillé, ordonné à contresens. Mais la multitude tient surtout à son droit au parasitisme.

Au surplus, si les hommes de ce siècle sont de terribles devastateurs de l'ordre ancien, ils se montrent dénués de toute imagination constructive et d'une ridicule timidité pour reconstituer un ordre nouveau. Il semble

qu'ils se complaisent dans le chaos. Par exemple, voyez les bolcheviks. Ils ont pillé, incendié, torturé, assassiné, suscité une tyrannie atroce ; mais ils n'ont pas osé toucher au vieux système monétaire. Ces marxistes fanatiques ont respecté la grotesque superstition du petit bourgeois. Ils ont commis des sacrilèges qui ont fait saigner l'âme des humbles ; mais ils se sont prosternés piteusement devant l'icône d'or. S'ils avaient eu l'audace de la construction comme ils ont eu celle de la destruction, s'ils avaient renversé le monstrueux Manitou, les conséquences eussent été autrement et positivement révolutionnaires que les récurrentes aberrations communistes.

Les autres États n'ont pas fait mieux, d'ailleurs.

Une reconstitution politique exige une révision complète des idées générales sur la nature, les fonctions et les fins de l'État et une réforme monétaire qui seule permettra la réorganisation du travail social et la réfection des institutions d'ordre.

Voyez Mussolini. Certes, il faut admirer la puissance de caractère et d'intelligence de ce prolétaire. C'est un magnifique type d'humanité. Provisoirement, il a tiré l'Italie des abîmes où la France va sombrer ¹.

1. Mussolini nous a donné l'explication de sa magnifique réussite en écrivant ces lignes :

« Les bourgeois de tous les pays sont les mêmes, égoïstes et apathiques. Ici, en Italie, ils sont pendant longtemps res-

Mais j'ai bien dit : provisoirement. Car, hélas ! Mussolini, comme les bolcheviks, en est resté aux préjugés délétères de la monnaie métallique. C'est une concession à la démocratie. Cela entraîne le reste. Et d'abord l'étatisme dissolvant.

Gouverner, c'est prévoir. La démocratie ne veut pas être gouvernée, mais caressée, flagornée et assouvie.

Les mesures d'ordre et de salut public lèsent nécessairement les intérêts des éléments de désordre et de parasitisme. Aussi les partis ne les réclament et le gouvernement n'y pense que lorsqu'il est trop tard. On a commencé à se préparer à la guerre en 1915. La précaution, la prévision, la provision, la providence, ce qui est la fonction d'administrer et de diriger, sont incompatibles avec le gâchis démocratique.

Plus est retardée l'inévitable débâcle, plus elle sera terrible. Et les Anglo-Américains marquent une « candeur » qui, si elle n'a rien

tés sourds à tous les appels, ils ont fermé les yeux à tous les signes avant-coureurs de la révolution. Mais, un jour, les communistes se sont rués dans la maison du grand métallurgiste et constructeur d'automobiles du royaume. Ils se sont emparés de sa femme et de sa fille, les ont traînées à la cantine de l'usine...

« Là, devant des milliers d'énergumènes, vociférant et hurlant, les malheureuses ont été mises entièrement nues, arrosées de soupe bouillante, barbouillées d'aliments et finalement fessées. Le soir même, ledit industriel m'envoyait un bon sur le quart de sa fortune. Huit jours après, la plupart des industriels en avaient fait autant, et c'est ainsi que j'ai pu dresser l'armée de l'ordre contre l'armée du désordre. »

de « noble », ne laisse point d'être d'une stupidité sans nom, en supposant que, grâce au dollar ou à la livre, ils y échapperont. Peut-être même vont-ils, les insensés ! jusqu'à supputer — comme pour la dernière guerre — les gains qu'ils en tireront. Les dieux rendent fous ceux qu'ils veulent perdre.

La vérité, c'est que l'effroyable cataclysme emportera tout le matériel, plus ou moins somptueux, d'une civilisation dénaturée. Mais le fonds spirituel, élaboré et sauvegardé par les héros et les penseurs, restera. Et c'est là-dessus que s'édifiera péniblement la Cité du bon sens et de l'ordre, où les aveugles forces matérielles seront subordonnées à l'Intelligence et à la Bonté, — pour servir au lieu de commander.

En renonçant la victoire, traité par traité, conférence par conférence, — par impéritie, scélératessse ou félonie, — la politicaille a ruiné, désarmé et livré la France.

Le cri de l'hallali est lancé. C'est l'heure de la curée. De toutes parts, les Barbares se ruent vers ce qui reste encore, malgré tout, le plus doux et le plus beau royaume sous le ciel.

Las !... Paris n'est plus. C'est déjà Dollarville ou Rastapolis, en attendant que ce devienne une succursale de Moscou. Tout le ramas des pampas et des steppes y afflue. Et ces humanités trop récentes, dont les

bijoux et les fards dissimulent mal les tatouages ancestraux, se croient vraiment en pays conquis. Les femelles empoisonnent de la fumée de leurs cigares les salles de restaurant et, par leurs allures simiesques et leur cynique exhibitionnisme, elles offensent même la pudeur des prostituées.

Aucune police n'intervient, aucune réaction vitale de l'opinion ne se manifeste.

Au contraire. Nous passons sous le joug en dansant. Nous faisons des grâces à qui nous insulte. « Comment donc ? Je vous en prie, vous êtes chez vous ! » Loebe, président du Reichstag, qui préconise à Vienne la Mitteleuropa pangermaniste et qui prêche le désarmement au Congrès de la Paix, est acclamé à la Sorbonne et reçu avec pompe à l'Élysée.

Tout le pays est envahi par la pouillerie du monde, qui apporte ses tares, ses maladies, son banditisme. Aucune barrière. Aucun crible. C'est une avalanche, un submergement...

Malheureusement, la main-d'œuvre, surtout agricole, nous est indispensable. Ce sont les Italiens qui, en colonisant notre Languedoc et notre Provence, nous rendent ce service. Beaucoup s'assimilent vite, d'ailleurs.

Un gouvernement national devrait canaliser, doser, organiser l'immigration. Il devrait surtout s'attacher à la rendre moins nécessaire en arrêtant, en refoulant l'extension tératologique des classes moyennes, qui

suscitent le malthusisme léthifère et provoquent l'abandon des travaux agricoles et la désertion des campagnes. Mais le moyen, dans une démocratie, d'obtenir le pouvoir et de s'y maintenir en ne faisant pas de démagogie ?

La décomposition sociale a décérébré la France. Le tabes démocratique semble incurable. Tous les Français ne visent qu'au gain d'argent immédiat, aux petits avantages directs et personnels qu'ils peuvent tirer d'une situation anarchique, fût-ce en l'aggravant. S'il y a des ligues et des partis de « défense » et de « rénovation », ce n'est qu'en vue de résultats aussi vains. En bref, l'organe central régulateur est paralysé. Chaque partie s'agite sans contrôle ni intervention modératrice ou directrice d'un organe central. L'étranger a donc toute facilité pour manœuvrer à bon compte nos misérables politiciens afin de leur faire lâcher, à chaque Conférence, souvent pour moins de trente deniers, un morceau de chair française.

Après avoir, sous la pression américano-anglaise, à peu près tout abandonné de notre créance sur l'Allemagne, nous serons dépouillés par nos Alliés. Non seulement dans le présent, mais dans l'avenir. Nous aurons à payer un tribut annuel de plusieurs milliards. Cela signifie que les Français auront à travailler pour des maîtres étrangers. Ainsi, l'esclavage est rétabli, non plus pour les individus, mais pour les nations. La France,

désormais, est captive, elle est à l'ergastule anglo-américain. C'est le fruit de la victoire prestigieuse.

Il va sans dire que socialistes et syndicalistes accepteront volontiers cette exploitation éhontée. C'est l'étranger qui l'exercera, et ils n'en ont jamais qu'à leurs compatriotes. L'internationalisme humanitaire a ses mystères.

Les Cassandres ne furent jamais populaires. On veut des enchanteurs. Foin des réveilleurs et des trouble-fête !

Aussi, l'optimisme est-il une carrière lucrative et glorieuse. On ne veut pas être averti, mais rassuré ou amusé. Et d'autant plus que la situation est plus sombre.

Le public éprouve assez la triste réalité. Il se refuse à envisager au surplus que celle de demain sera pire. Il préfère les roses chimères que lui dispensent, avec prodigalité, les bas et hauts parleurs.

Demain, ce seront les « bonnes élections » ; ce sera le tout dernier Emprunt qui, en instituant la rente « perpétuelle » pour tous, réduira les impôts ; ce sera le franc-or miraculeux qui assurera les plus hauts salaires avec les plus bas prix des loyers et des denrées ; ce sera le blé semé et moissonné sans bras ; ce sera la grande fraternité des loups et des brebis, des requins et des sardines, le généreux idéalisme de l'Anglais, l'intelligent dés-

intéressement du Yankee, la loyale bonté du Boche, — le tigre végétarien ; ce sera le politicien désintéressé, le Parlement honnête, le Suffrage universel éclairé, la Démocratie organisée, la Bête sans tête dirigeant la nation dans le bon sens, sachant, prévoyant, pourvoyant ; ce sera la Société des Nations apaisant toutes les âpres compétitions du pétrole, de la houille et de l'or avec la bave des discours et instituant la paix universelle avec des « chiffons de papier ».

Demain...

Hélas ! Ce sera toujours demain.

Il n'importe. Quand le ressort des sentiments nationaux est brisé ou seulement distendu, on ne veut que des prétextes à s'obstiner dans l'erreur, à ne point penser, à somnoler dans le mol fauteuil des habitudes. Par exemple, malgré tous les désastres que provoque le système monétaire métallique, c'est avec horreur que le public considère toute modification d'un système qui remonte à trois mille ans et qui ne correspond plus aux conditions financières actuelles.

On veut des illusions et encore des illusions. Et les plus absurdes, pourvu qu'elles soient agréables. Il faut reconnaître que la presse et les partis y satisfont admirablement.

Mais, répète-t-on, cet optimisme vitalise et le pessimisme déprime. Voire ! Qui a une pneumonie infectieuse aura beau clamer qu'il est en bonne santé et qu'il va de mieux

en mieux, s'il ne se soigne, il ira de plus en plus mal, et il mourra. Or, pour se soigner, il faut reconnaître d'abord qu'on est malade. Ce « pessimisme » est la condition fondamentale de la guérison pour les maladies graves.

Et cela est plus certain en matières politiques et sociales. L'optimisme n'a quelque avantage que pour les cas insignifiants. L'imagination ne peut guérir que les malades imaginaires.

Dans les situations tragiques comme celle où se trouvent présentement la France et l'Europe, l'optimisme quand même n'est qu'un dangereux stupéfiant. Gare au réveil !

Contrairement aux mensonges effrontés d'une perfide propagande des impérialistes du canon, du knout, de la Bêtise et de l'or, la France est loin, malheureusement (car son impérialisme ne pourrait être jamais que spirituel, unifiant et civilisateur), bien trop loin d'être impérialiste. Sa faute capitale — et non pas seulement envers elle-même, mais encore envers l'humanité — est d'avoir laissé s'affaiblir le sentiment national.

Au suprême dernier quart d'heure, à l'extrême bord de l'abîme où a sombré la Russie, l'énergie clairvoyante d'un homme du peuple ayant fait la guerre a suffi pour délivrer l'Italie de ses bolchevistes, de ses politiciens, de sa maçonnerie, de son cléricalisme démagogique et bochophile, de sa Camorra, de sa Maffia, et même du Vatican démocratisé et dollarisé.

Comme ont su le faire Mussolini et ses fascistes, ranimons donc le sentiment national. Cela nous permettra de provoquer, à toute occasion propice, des mouvements de réaction organique. Résistons de toute façon à la dissolution démocratique. Recherchons tout ce qui peut secouer la torpeur civique. Troublons systématiquement l'ordonnance du désordre. Rendons plus difficile l'exploitation politicienne de l'anarchie.

Un pessimisme lucide, réaliste, ne va pas jusqu'au désespoir suicide. La France victorieuse ne se laissera pas juguler sans résistance.

Un politicien goguenarda un jour : « Nous sommes sous le régime de l'incohérence, restons-y ». C'était définir la situation. Lui-même fut l'incarnation de cette incohérence anarchique.

Le monde s'agite dans le grand Chaos qui marque la fin des sociétés. Aucune lueur, aucune direction. Dans cette mêlée confuse, une seule force paraît agir. Celle de la finance. Mais où va-t-elle ? Que veut-elle ? Ce ne sont pas les ploutocrates qui nous le diront. Ils sont comme hallucinés. Cette puissance formidable qu'ils détiennent, ils ne lui donnent aucun sens. Ils nourrissent la Bête qui va les dévorer. Au demeurant, ces audacieux sont des timides, ces hommes pratiques sont enivrés de chimères, ces malins

sont des niais. De leur côté, les farouches bolchevistes se mettent à la solde de la ploutocratie internationale. Il est vrai que nos conservateurs, pour des succès d'un jour, flattent et favorisent la démagogie comme les politiciens s'acharnent à détraquer ce qui reste d'un système sans lequel ils ne seraient rien. Nous savons enfin que l'atroce massacre n'a pas apaisé la diabolique activité des « pacifistes » à répandre leurs idéologies explosives. Ils doivent se dire que, s'il n'y avait plus de guerre, les « pacifistes » n'auraient plus de raison d'être. Il y a ainsi des philanthropes professionnels qui seraient bien fâchés de n'avoir plus de misères à soulager solennellement.

On demande quelles sont les solutions pratiques immédiates que le positivisme peut apporter. Hélas ! il n'y en a pas. Ou plutôt il n'y a que le positivisme dans son ensemble. Pas de solution partielle, enseigne Comte. La maladie est surtout intellectuelle.

Par exemple, prenons le problème financier. Les spécialistes, les ministres, les charlatans pataugent à l'envi. Inflationnistes, déflationnistes, ils ne trouvent, comme toujours, par des expédients, qu'à différer la sinistre échéance. La banqueroute, qui est au bout, n'en sera que plus désastreuse d'avoir été retardée.

On admettra qu'un positiviste, qui se place au-dessus des intérêts de classe ou de parti, qui n'a pas de clientèle à ménager ni

de popularité à soutenir, entrevoit — à tout le moins théoriquement — des mesures salu-
taires et efficaces à prendre pour conjurer la
catastrophe imminente. Mais comment se
ferait-il entendre ? Ce sont des mesures à
appliquer, non des sujets de discussion. Or,
sous un régime parlementaire, le gouverne-
ment n'agit que par pression. De la presse
notamment, — laquelle s'enrichit des em-
prunts, du gâchis financier ou exploite les
préjugés et l'ignorance de ses partisans. Dans
un grand journal patriote du matin, naguère,
on pouvait lire en première page un article
sur les cruautés du bolchevisme et, en qua-
trième, une annonce commerciale de « la
république russe des soviets ». C'est là toute
la presse d'affaires.

Il faut, avant tout, sortir de cette incohé-
rence où se complaisent nos politiciens. Pour
cela, nous devons fonder sur des principes
solides, instituer une direction, reconnaître
une doctrine, — nous reforger une âme.

Une société est une spiritualité. Elle vit et
elle meurt par l'esprit. Quand elle est animée,
toutes les formes politiques — même la
royauté — sont bonnes ; quand elle ne l'est
plus, toutes sont mauvaises, — même la
république.

Certes, il faut un gouvernement d'abord,
c'est-à-dire un organe concentré, continu de
l'intérêt national, une tête. Mais cela tient
non plus à un titre qu'à une personnalité.
C'est l'esprit seul qui vivifie tout.

L'inaptitude à observer les faits, à s'instruire des leçons de l'expérience ne fut jamais aussi flagrante qu'en notre temps. Le bavardage n'en est que plus abondant et l'outrecuidance plus effrontée.

L'atroce boucherie scientifique de 1914-1918 n'a suscité aucune réaction contre ce qui l'a provoquée, contre ce qui prépare d'autres hécatombes : l'anarchie mentale et morale qui s'exhale dans les divagations métaphysico-révolutionnaires. Nos pacifistes sont aussi niais, nos politiciens plus corrompus encore et nos intellectuels non moins insensés. La littérature, le théâtre, la presse ne sont plus que des « cathèdres d'iniquité » et d'abêtissement. L'Académie des sciences patronne l'enquête « métapsychique » d'un grand journal qui estime que les « citoyens conscients » de la libre-pensée et de la démocratie sont désormais assez abrutis pour revenir aux superstitions nègres du spiritisme. Et cela, un siècle après la construction de la philosophie positive !

La démence collective s'étend rapidement en s'aggravant. Pas de charlatan, d'histrion, de toqué extravagant, de thaumaturge imbécile et ignare qui n'ait ses adeptes, et d'autant plus nombreux que les divagations sont plus grossières et saugrenues.

Mais, à cet égard, rien n'est aussi saisissant que la tragédie russe et la diffusion mondiale du bolchevisme.

Le positivisme, étant essentiellement rela-

tiviste, ne saurait inspirer le sectarisme. C'est un principe vivant de vie spirituelle. Il ne coule pas les âmes dans une forme rigide, il les féconde et les épanouit. Les pires aberrations du bolchevisme ont à leur base l'absolutisme théologique. C'est le résidu délétère d'une grande doctrine qui s'est vidée de son contenu vivifiant et se dissout parce qu'elle ne répond plus aux exigences intellectuelles et morales du moment. Il suffit de discuter avec un zéléteur de la foi théologique qui n'est pas d'une intelligence supérieure pour constater la parenté, à tout le moins mentale, qui le noue à un Lénine. J'ai souvent fait remarquer que tous les principes de l'idéologie individualiste et anarchique se trouvent dans les Évangiles. Il y a bien des façons d'être bolcheviste, c'est-à-dire de protester contre le positif et de manifester l'indocilité.

Le principal facteur temporel de l'indocilité, c'est le régime d'irresponsabilité qu'est la démocratie. Aucune filiation, aucune relation de cause à effet : le caprice, le règne du désir incohérent. On décrète le bonheur.

L'irresponsabilité ne permet point de rectifier. Les ministères se succèdent, les bureaux accumulent les paperasses pour esquiver les « affaires », c'est-à-dire les responsabilités.

D'où une légifération à outrance. On fait des lois et des lois pour satisfaire aux désirs inconsiderés des électeurs, et d'autres

pour appliquer ces lois malgré la résistance invincible des choses, et d'autres encore pour pallier les maux qui découlent de ces interventions malencontreuses. Ainsi, en s'automatisant, tout se détraque. L'extension excessive des assurances, la législation dite « sociale » ne visent qu'à préserver des effets en laissant subsister les causes. Quand l'homme n'a plus à craindre les conséquences de ses fautes, il ne tente aucun effort pour se corriger.

Nos bolcheviks aussi se proclament irresponsables. Ce ne sont pas eux qui ont tort, c'est la nature des choses qui a l'impertinence de ne se conformer point aux fantaisies de leur imagination morbide.

Le scepticisme n'accable jamais de ses sarcasmes que les vérités profondément humaines et éternelles. Le pyrrhonisme d'Anatole France aboutit au bestial bolchevisme. Des scientifiques qui n'ont pas trouvé l'âme au fond de leurs cornues sont dupes des plus niaises fantasmagories des médiums spirites. Et ceux qui ne veulent plus connaître les êtres collectifs, qui nient la famille, la propriété, la patrie, la religion, — parce que ces institutions fondamentales impliquent des devoirs, répriment l'instinct divergent et imposent une discipline à la raison déraisonnante, — ils croient fanatiquement à la puissance magique des mots.

Cette superstition a fait revivre, en Europe et en Amérique, les âges bibliques de la tour de Babel.

Ce ne sont que palabres, ce ne sont que Conférences...

Or, à chaque parlote, qu'elle ait lieu à Spa, à Paris, à Londres, à Washington, à La Haye ou à Pampelune, naturellement, la confusion s'accroît. Si les circonstances n'étaient pas si terribles, on s'amuserait de la stupéfaction et, plus encore, de l'indignation du Public-Gribouille devant le funeste résultat de cette garrulité.

Le mal est sans remède.

Frédéric II disait que s'il avait un peuple à punir, il le ferait gouverner par des métaphysiciens. Il y a pire : les bavards, avocats, gens de lettres, journalistes, fonctionnaires de carrière, tous manœuvrés par la ploutocratie silencieuse mais agissante. Et d'ailleurs, sans plus, c'est la démocratie, — produit direct de la métaphysique révolutionnaire.

Synthèse de toute l'expérience psychologique, historique et sociale de l'humanité, la politique positive nous enseigne d'abord que la discussion ne fait que l'obscurité et ne favorise que l'absurdité, qu'elle ne peut résoudre aucun problème ni surtout exercer une direction quelconque. Il faut toujours une tête qui concentre et résume les efforts convergents des morts et des vivants, qui pense, qui décide, qui agisse.

Toutes les calamités qui frappent les peuples proviennent de ce qu'ils se refusent à admettre cette vérité de bon sens : à savoir qu'il n'y a pas de société sans gouvernement et pas de gouvernement par le nombre, par plusieurs ou par l'éloquence. Et leur diabolique obstination dans l'erreur démocratique fait présager d'épouvantables catastrophes.

Que faudra-t-il donc pour ramener les hommes au bon sens positif ? Au fond de quel abîme de désordre et de souffrance retrouveront-ils quelque sensibilité à l'épreuve ?

Il y eut un jour où tout était clair, où pouvait s'entreprendre enfin une énergique réaction contre les superstitions matérialistes et toutes les idéologies délétères, où la régénération était possible, où pouvait s'établir définitivement l'ordre reconstitutif. Ce fut le 11 novembre 1918.

Hélas ! non plus qu'au 2 août 1914, rien n'avait été appris, rien n'était prêt, aucune direction n'existait, sinon celle de l'argent, des vanités et des appétits. Et le grand acte salvateur de la victoire fut enveloppé, embrumé, dénaturé par les gaz asphyxiants que projetaient de toute part la politiquerie parlante et le banditisme d'industrie, de négoce et de bourse.

Au surplus, l'incohérence est devenue telle que ce sont les meilleures intentions qui font le plus de mal. Ainsi, dès l'armistice, nous avons vu réapparaître nos soi-disant paci-

fistes. Les événements ne leur avaient pas dessillé les yeux. Avec l'acharnement et l'opiniâtreté qui semblent malheureusement le propre de la sottise intégrale, ils s'employèrent en fait à provoquer la guerre, à répandre et à perpétuer sa cruelle nécessité en énervant, en affaiblissant le seul facteur possible de pacification qu'eût pu et dû être désormais l'hégémonie spirituelle de la France victorieuse.

Le reste devait suivre, — et s'ensuivra. Les Conférences ne feront qu'accélérer la décomposition, multiplier les conflits. La saline des discours ne supplée pas le sang du cœur.

Les destins s'accompliront. Le bien-être facile, la paresse engourdisante, le luxe, les plaisirs étourdissants, tant de forces — accumulées par les siècles — dépensées pour nos seules jouissances, le débridement des désirs personnels, la prétendue infailibilité de la raison individuelle, tout cela était un alcool trop fort, même pour des têtes moins faibles.

Le délire égocentrique, essentiellement destructif, a fait brusquement régresser l'Europe jusqu'à une barbarie d'autant plus redoutable qu'elle dispose des plus puissants moyens matériels. La guerre, le bolchevisme russe n'en sont que les premières manifestations. Nous verrons pis. Mais ne désespérons pas. L'esprit demeure. Peut-être aussi pourrons-nous préserver quelques vestiges d'un passé glorieux. Les moujiks russes eux-

mêmes finiront par se dégoûter d'un bolchevisme qui ne réalise, au moyen de la terreur, que la famine. La barbarie passera. Et, ce qui renaîtra des ruines sera meilleur, plus vrai, plus beau, plus heureux, plus humain.

Parce qu'il est une synthèse relative, c'est-à-dire totale et définitive, seul le positivisme peut mettre un terme à la passion de l'humanité en rétablissant un pouvoir spirituel énergétique, arbitre conciliateur des conflits sociaux et internationaux, coordonnateur des pensées, des actions et des sentiments, régulateur des forces temporelles, géniteur d'âmes...

Aux approches du cataclysme social qui fera s'effondrer toute l'armature matérielle d'une civilisation dévoyée, le positivisme est l'arche d'avenir qui sauvera l'essentiel des éléments spirituels de reconstitution et de reviviscence.

C'est parce qu'il est relatif que le positivisme est vivant.

C'est parce qu'il est le croissant bon sens systématisé qu'il est éternel. C'est aussi parce qu'il est, désormais, l'unique direction possible qu'il est opportun, qu'il s'impose comme une condition vitale de l'humanité.

Maintenant, tous les régimes de tous les partis sont à l'épreuve, depuis l'absolutisme de la corruption par l'argent jusqu'à l'absolutisme de la violence par le nombre ; et partout, la même carence de spiritualité — modératrice, éducatrice, directrice, unificatrice — suscite les mêmes perturbations, les

mêmes antagonismes, les mêmes catastrophes.

« Pas de société sans gouvernement », pas de gouvernement sans accord, pas d'accord sans un minimum d'unité morale. La civilisation ne peut être préservée, et d'abord pour être améliorée, que par « la régénération des opinions et des mœurs ». Or, aucun parti qui divise, aucun syndicat qui subordonne le général au particulier, aucune catégorie qui disperse et même aucune coterie prétendue intellectuelle qui simonise ne sauraient s'y employer vraiment.

Les anciennes disciplines sont à l'agonie. C'est en vain qu'elles se raccrochent obstinément aux fictions qui ont ruiné leur puissance sociale. Elles ne vivaient que de l'ordre humain qu'elles assuraient. Rien ne les ranimera. D'ailleurs, incomplètes quoique absolues, elles n'étaient que provisoires. Ce furent des étapes. Il fallait les dépasser.

Néanmoins, au delà, la route n'est point déblayée. C'est de l'héroïsme que de s'y engager. Et il n'est qu'une rare élite qui en soit capable. La foule, elle, encore qu'elle se croie émancipée, s'enivre de ses grossières idoles et préfère suivre les basses mais faciles chimères qu'évoquent ses superstitions.

Aussi doit-on déplorer que la dissolution des anciennes croyances théologiques se soit produite avant l'institution de la nouvelle foi positive. Car, durant cet interrègne tragique, d'effroyables calamités accableront le monde.

III

LE MYTHE DE L'OR

Un gouvernement électif et parlementaire ne saurait gouverner vraiment ; il manœuvre, il tripote, il pille, il saccage. Sans responsabilité, il ne préserve pas. Sans continuité, il ne maintient pas. Sans autorité, il ne contient pas. Pour mettre fin au brigandage des puissances financières comme aux entreprises de spoliation et de vassalisation des États étrangers, il faut un gouvernement qui gouverne, c'est-à-dire un centre coordonnateur, un organe de l'intérêt général, un chef indépendant et responsable qui commande.

Depuis longtemps la France n'a plus de gouvernement national. Ses prétendus dirigeants, bien bridés, ne peuvent que tirer la guimbarde de l'État à *yes* et à *ya*, selon la provenance du picotin qu'ils ont élu ou la vigueur du fouet qui les cingle.

Mais ce n'est là encore que l'anarchie au premier degré. Un peuple se peut reprendre, guérir. Une grande secousse, un chef énergique, exalté par les événements, suffisent.

Or il y a eu l'affreuse tourmente de la guerre, avec ses souffrances, ses ruines, ses deuils, il y a eu la victoire. Enfin, jusqu'ici, en France, jamais l'homme n'avait manqué aux circonstances. Néanmoins la réaction vitale ne s'est pas produite. On ne voit apparaître aucune velléité de résistance. La destructrice et mortelle démocratie infecte tout l'être collectif. Le plus sage même fait sa part au virus en limitant son opposition à l'organe politique, comme si la santé de l'économique, du social et du mental n'était point aussi nécessaire à la vie de l'ensemble.

Ce démenti à la logique de l'histoire, à la raison française, à l'instinct profond de la conservation et de l'expansion comme au besoin essentiel de solidarité et de continuité resterait inexplicable si l'on ne reconnaissait pas que l'anarchie s'est terriblement aggravée en s'étendant et en s'approfondissant.

Avec un gouvernement rudement despotique, un État qui s'enfermerait jalousement dans ses frontières pourrait, à la rigueur, maintenir un ordre temporaire ; mais il n'en saurait être de même pour l'humanité. Rien ne s'y peut régler que par l'esprit.

Ce qui atteste que l'anarchie s'est universalisée, ce n'est point seulement le désordre matériel, le conflit permanent des cupidités, des ambitions ethniques et les violences qui s'ensuivent, ni même le paupérisme, la famine, les menaces de la barbarie reparue ; mais ce dont personne ne se préoccupe : la

confusion du temporel et du spirituel qui amène l'absorption de celui-ci par celui-là.

Cette usurpation a été singulièrement favorisée par l'abdication de fait, prématurée, puisque aucune autre n'était en mesure de leur succéder, des spiritualités déclinantes.

Ainsi, plus de gouvernement moral. Rien ne s'oppose désormais aux déviations du sentiment, rien ne contient plus les divagations de l'intelligence.

Les intellectuels qui eussent dû et pu être les instituteurs d'une doctrine régénératrice se sont vautrés dans les plus abjectes simonies. Ils ont trahi l'esprit.

Les femmes ont brisé leur sceptre de grâce. Elles ont trahi l'amour. Elles se sont refusées à la maternité sanctifiante.

Le prolétariat paysan et ouvrier, lui, s'est tourné contre sa propre cause. Par l'internationalisme révolutionnaire, il veut faire prévaloir la force brute du nombre sur l'influence décisive de l'opinion éclairée. Et seulement, à l'exemple des indignes dirigeants de l'heure, pour les seules jouissances qu'il imagine pouvoir se procurer avec un peu plus d'or. Il se dégrade en ne cédant plus qu'à la plus dure coercition. Il y a déjà perdu son indépendance, son insouciance joyeuse et même son réel bien-être.

La situation matérielle des ouvriers manuels s'est-elle améliorée ? Satisfont-ils plus de besoins qu'avant la guerre ?

Ils dépensent nominalement et même réel-

lement plus : ce n'est pas la même chose. La vérité, c'est qu'ils se nourrissent moins bien et se logent plus mal, c'est qu'ils ont moins de besoins spirituels, c'est qu'ils s'abrutissent. Le taudis indique que l'étalon de vie s'est plutôt abaissé. On impute le taudis aux maladroites interventions législatives ; mais l'ouvrier n'a-t-il pas poussé à ces interventions pour avoir à payer moins de loyer ? C'est donc qu'il préfère consacrer son argent aux imbéciles ostentations vestimentaires, aux grossiers spectacles, à la nouba, ou à l'épargne qui lui permettra d'accéder quelque jour au paradis des rentiers.

Auguste Comte, d'après les prodromes que personne n'apercevait, de son temps, disait que c'était là « une véritable et immense rétrogradation vers la barbarie ».

La Société des Nations est le symptôme le plus inquiétant de l'anarchie au troisième degré. C'est la boîte de Pandore, entr'ouverte déjà, et que la bancocratie qui en dispose est impatiente d'ouvrir tout à fait.

La Société des Nations prétend à régler par des chiffons de papier ce qui ne peut l'être que par les opinions dirigées et les mœurs reconstituées. La vérité, c'est qu'elle n'est qu'un moyen hypocrite des forces matérielles pour dominer. Elle dissimule cela sous une phraséologie qui ne laisse pas de faire illusion aux imbéciles.

L'imprudent et l'impudent Manifeste des banquiers que les journaux ont reproduit en

témoigne. Inspiré par les Boches, élaboré à Londres, il était signé par de nombreux banquiers, industriels et commerçants de ces pays : Autriche, Belgique, Tchécoslovaquie, Danemark, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Hollande, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, États-Unis. Quelques-uns d'entre eux, devant la stupeur suscitée, firent des réserves ; mais le caractère monstrueusement matérialiste de ce caricatural concile œcuménique n'en est pas moins significatif.

Ce factum est donc un aveu inconscient des ambitions vésaniques de la ploutocratie internationale, et, par là, il a une précieuse valeur clinique. Encore qu'elle semble ne pas avoir eu de résultats pratiques, cette tentative marque un moment de l'histoire. Et le paroxysme de la démence occidentale.

Jamais on n'avait proclamé avec tant d'effronterie la subordination de la qualité à la quantité, de l'idée à l'argent, l'asservissement ignominieux de l'homme à la chose. Les chimériques entreprises des grands capitaines, l'esclavage même étaient plus humains.

Voici la super-Banque internationale, conséquence du plan Young, qui va tâcher de réaliser ces monstrueuses aspirations. Et, dans le même courant calamiteux, il convient de citer aussi la formation du cartel de l'acier et de la fonte qui sera suivi prochainement de quelques autres, notamment de celui du cuivre.

C'est bien là une étape décisive vers le communisme. Car le communisme n'est qu'une tentative d'unification matérielle par la violence systématisée, — la plus funeste chimère que l'ignorance ou la folie des hommes ait jamais pu imaginer.

Même si nous acceptions de sacrifier la civilisation occidentale à une superstition grotesque, cela ne pourrait durer. Aucun empire temporel universel n'a pu se constituer. Pour l'honneur de l'humanité, ce n'est pas celui de l'argent qui pourra réussir où Alexandre, César et Napoléon ont échoué. Mais cela s'écroulera dans d'effroyables bouleversements de boue et de sang.

Les agitations pour l'internationalisation des forces matérielles sont le plus grave symptôme de confusion mentale et morale qui manifeste la démence occidentale. Ces forces, destructives quand elles ne sont pas réglées, n'ont que trop tendance à s'internationaliser. Il en est résulté déjà les atrocités de la grande guerre. La ploutocratie, la démagogie, le pacifisme et la Société des Nations nous en préparent d'autres, plus horribles encore.

Tant que la puissance spirituelle ne sera pas organisée par un sacerdoce, constituée par une doctrine, universalisée par l'unification relativiste, il importera, avant tout, de maintenir rigoureusement les forces matérielles dans le cadre national. Là seulement, elles peuvent être surveillées, réglées. La

pire des calamités qui menacent le monde présentement, c'est l'internationalisation de l'anarchie sous ses formes les plus virulentes : démocratie, bolchevisme, ploutocratie.

Ainsi se prépare une tyrannie abjecte, et d'autant plus féroce qu'elle sera celle des choses anonymes, irresponsables et insensibles.

Plus on « organise » internationalement le temporel, plus on accroît le désordre. En rendant plus puissantes les forces matérielles, on affaiblit d'autant la résistance de l'esprit pacifiant, des digues morales.

Cette régression, sans doute, est due à la carence d'une doctrine directrice ; mais la rapidité effrayante de sa marche doit être imputée à l'absurde idolâtrie de l'or.

Quelques sophistes ont parlé de l'importance capitale des mythes en sociologie. C'est une vue très superficielle et qui ne résiste pas à un examen quelque peu attentif du procès historique. Au surplus, ces rhéteurs sont portés à considérer comme des mythes, précisément, les vraies réalités sociales organiques.

Ce nonobstant, il est indéniable que le mythe de l'or est, présentement, un des facteurs de l'anarchie mondiale. C'est qu'on ne saurait considérer comme une loi ce qui n'est qu'un phénomène morbide contingent. Les civilisations saines et florissantes, en restant

soumises aux lois de la vie collective, rejettent les éléments parasitaires et pathologiques, et donc les mythes. Ceux-ci ne jouent un rôle que dans les sociétés en décomposition. C'est le délire de l'agonie.

Il en est de même pour la conception matérialiste de l'histoire. Quoique subtiles et le plus souvent obscures (peut-être volontairement), les théories de Karl Marx sont superficielles ou erronées dans leur ensemble. Néanmoins, elles découvrent assez bien les relations du mal exceptionnel dont elles sont une expression intellectuelle.

Ainsi, il est évident que la cause principale de la guerre du droit, avec ses dix millions de tués et ses dix millions de blessés et mutilés, est l'excessive production industrielle de plus en plus internationalisée et stimulée par le mythe de l'or. Et l'effet n'a pu qu'accroître énormément la cause. La peste démocratique ne se guérit pas spontanément.

L'extension formidable de l'industrie élimine l'agriculture. Les choses absorbent les êtres.

Pour 15 millions d'ouvriers avec, actuellement, 2 millions de chômeurs, il n'y a plus que 2 millions et demi d'agriculteurs en Grande-Bretagne. Nos très chers Alliés ne pourraient, sur leur fonds, par leurs propres moyens, se sustenter plus de deux ou trois mois. C'est pourquoi, sans doute, ils cherchent à se faire nourrir par nos paysans.

Mais la France elle-même est engagée dans

cette voie de catastrophe. Les terres en friche s'étendent. Il n'y a guère plus que 4 millions de cultivateurs dont une partie sont des amateurs. La dangereuse immigration ne suffit pas.

Partout on déboise pour faire de l'argent et payer les impôts.

On a cité des régions où l'on ne trouve plus de lait pour les enfants et les malades parce que la vente du fromage est plus lucrative. Les cultures alimentaires se réduisent chaque année parce que la main-d'œuvre manque et, surtout, parce que d'autres cultures, notamment celle des fleurs pour les parfumeries, rapportent davantage. On porte des bas et des chaussettes de soie ; mais l'on mange un pain frelaté, et beaucoup de logements sont des taudis. Le déficit du blé est considérable. La récolte ne dépasse guère 70 millions de quintaux, alors que, de 1903 à 1913, la moyenne avait été de 90 millions de quintaux. Or les besoins normaux dépassent 100 millions de quintaux.

Néanmoins, abêtis par le mythe de l'or, industriels et financiers encouragent « la lutte contre la vie chère » afin d'augmenter leurs bénéfices au détriment des agriculteurs. Cela ne peut que précipiter la désertion des campagnes.

Tout est à contresens de l'humain. Alors qu'il y a un gaspillage effréné des matières d'extraction du sous-sol qui sont en quantité limitée et s'épuiseront en un siècle ou

deux, on s'applique à restreindre, quand ce n'est pas à détruire, la production de ce qui peut être indéfiniment renouvelé et multiplié par le travail, de ce qui est, précisément, le plus directement utile à l'homme : le coton, par exemple. Car il s'agit surtout de hausser de plus en plus les prix. L'homme abruti par l'industrialisation internationalisée ne recherche plus son bien-être, sa joie, son indépendance, son perfectionnement; mais quelques bribes du métal sacré représentées en papier.

Le doublement, en soixante-quinze ans, de la population du globe et, surtout, l'extension des transactions économiques, des transports, des besoins ont rendu l'or impropre à la fonction monétaire qu'il pouvait remplir convenablement il y a deux mille ans. Étant de plus en plus en quantité insuffisante, il peut être accaparé. Il est donc accaparé et monopolisé par quelques banquiers. Et c'est par cette monstrueuse monopolisation que les activités productrices sont détournées de leurs fins, que les travailleurs sont exploités, et les peuples affamés et asservis.

Comme tout ce qui est inapte à remplir sa fonction essentielle, l'or s'est emparé de tous les pouvoirs. Il en use, mésuse et abuse. Maintenant, il usurpe sur le spirituel. Ceux-là même, individus, classes, églises ou États, qui croient, par l'or, exercer leur puissance ne sont que ses instruments. C'est un mythe, sans guidon, sans frein, sans raison, sans but, qui mène le monde.

De niais théoriciens croient que l'industrialisation à outrance, qui a pour corollaire l'abandon de l'agriculture nourricière, va susciter une prospérité inouïe et fonder la paix définitive par la spécialisation nationale de la production et l'interdépendance des peuples qui en résultera.

Ils saluent avec lyrisme cette aurore enchanteuse des temps nouveaux dont nous avons eu déjà, avec la récente guerre, un si suave avant-goût ! Hélas ! de même que, dans la sphère nationale, les citoyens conscients et votant bien se spécialisent de plus en plus dans le seul exercice de détacher des coupons de rente, de fabriquer des romans, de jouer à la Bourse, de prononcer des discours et d'élaborer des combines lucratives, de même les peuples agricoles se lassent rapidement de nous alimenter pour s'évertuer, eux aussi, à s'attirer les grâces de l'or fétiche.

Le « père de la gloire et de la félicité, c'est le travail », disait Euripide. Aujourd'hui, le travail est redevenu le père de la misère et de la honte. Il a repris tout son sens étymologique. Il est une entrave, une gêne, un supplice. On ne s'y astreint plus que forcé. Par la faim. De là, il n'y a pas loin à l'esclavage qui fit à tout le moins, jadis, l'éducation de la discipline et de l'effort utile. Et moins loin encore à la révolte des multitudes décérébrées, aux invasions de Barbares. Car le parasitisme ne se peut généraliser, même quand la démocratie coule à pleins bords.

L'anarchie de la discussion, c'est-à-dire la démocratie, est le plus confus et donc le plus tyrannique des régimes. C'est celui où l'opinion publique — qui modère et sanctionne l'autorité — a le moins de part.

Ne pouvant diriger, le bavardage est le plus épais des voiles. Il dissimule aussi bien les actes que les pensées. Nul n'est plus prolix que le mythomane.

Si ce qui se fait procédait de ce qui se dit, nos dirigeants seraient de monstrueux imbéciles ou des fous à lier. Certes, ce ne sont pas des sages, et leurs basses ambitions mesurent la profondeur de leur sottise ; mais, de plus, ils obéissent, bon gré mal gré, qu'ils le sachent ou l'ignorent, à un despote omnipotent, quasi impersonnel, qui reste inconnu du peuple souverain, car il ne se montre même point une fois l'an, comme les autocrates sacrés de l'Asie, à leurs sujets éblouis et prosternés.

Parce qu'il est malfaisant, inhumain, ce pouvoir usurpateur est tenu de rester occulte. S'il n'est pas tout, s'il se révèle, il se dissout.

Ainsi la démocratie aboutit à cet absolutisme anonyme d'une tyrannie qui n'a même point le contrepoids de l'assassinat.

Elle est effectivement absolue, car elle ne s'étend pas seulement au gouvernement, au parlement, mais encore à la presse. Elle tient tout ce qui s'achète et se vend.

Voici, par exemple, un des cents bras ten-

taculaires de la pieuvre qui enlace l'humanité, l'étouffe et se nourrit de son sang. C'est un grand brasseur d'affaires, de nationalité imprécise. Il a compris que la démocratie et le pacifisme oratoire ne manqueraient point de provoquer dans le monde entier de nombreux et interminables conflits sanglants. Ayant le génie des affaires, il a fait le commerce des armes et des munitions, et il ne se contente point de satisfaire aux demandes, pourtant abondantes, il les prévient, il les provoque. Quand les peuples sont las de s'entre-tuer, il leur fournit gratuitement les instruments et le stimulant financier nécessaire pour en « remettre ». S'il pouvait, il leur livrerait à bon compte des jeunes hommes, bons à enrôler. Et il fournirait les croix de bois.

C'est un généreux philanthrope. Aussi tous les pays guerriers l'ont-ils couvert de décorations, à titre étranger d'ailleurs. Sa fortune est immense. Il a ses journaux, son agence d'informations mondiales. Par là, et même directement par les ministres, il commande aux États.

Bien entendu, c'est un Mécène. Naguère, il a fondé un prix littéraire. Aussitôt, des centaines de poètes ont rampé, la langue pendante, vers l'écuelle aux écus. Et c'est un pieux romancier, mystique, qui l'a emporté.

Certes, la ploutocratie se soucie peu du spirituel. Elle a le plus profond mépris des

intellectuels. Mais comme elle est devenue une puissance universelle, elle juge qu'il n'est pas inutile de s'assurer le service apologétique, à tout le moins le silence, des sacerdotés simoniaques de l'idée.

C'est ainsi que s'est formée l'atmosphère délétère d'une monstrueuse hypocrisie qui intoxique les esprits et corrompt les cœurs.

Les problèmes politiques, économiques et sociaux s'universalisent de plus en plus. Mais le préjugé révolutionnaire et matérialiste ne retient que les solutions temporelles. Nos maîtres ne peuvent donc imaginer qu'on administre et dirige l'humanité autrement qu'une usine ou une banque. Ils croient que les principes et les idées ne sont que des accessoires contingents qui se peuvent coter à la Bourse. Spéculation, pour eux, n'a qu'un sens : tripoter. C'est, proprement, la décérébration de l'humanité, la déification de la chose, de la matière, de la contrainte brutale. Hélas ! ce culte imbécile et le despotisme abrutissant qu'il institue paraissent inébranlables. L'Idole d'or ne s'écroulera qu'avec la civilisation dénaturée qui l'a érigée au-dessus de tout.

IV

L'IMPOT, L'EMPRUNT, L'INFLATION

Naguère, dans *le Quotidien*, M. Pierre Bertrand adjurait le gouvernement de se refuser héroïquement à l'inflation, « qui est un procédé terriblement agissant pour prendre l'argent où il n'est pas ».

En effet, l'inflation peut procurer à l'État des ressources extraordinaires, le libérer de ses dettes écrasantes, en stimulant l'activité économique, en faisant participer automatiquement, sans qu'ils s'en aperçoivent, tous les citoyens aux frais sociaux, sans favoriser, il est vrai, mais sans vexer, sans ruiner, sans effaroucher le capital productif, sans opposer les catégories sociales. Mais cela n'est pas radical-socialiste, cela n'entretient pas la combativité électorale et n'enthousiasme point la clientèle, cela n'est pas démocratique. Il faut les prélèvements arbitraires, les confiscations, les fonctionnaires du fisc... C'est ce qu'ils appellent la justice fiscale.

A cette stupidité démocratique, il convient de répondre en rappelant succinctement

quelques principes d'une fiscalité normale, de bon sens :

— L'impôt n'a pas pour but la « justice fiscale », l'égalisation des fortunes, ni de vexer les riches ; mais de fournir des ressources à l'État.

— Ces ressources doivent être affectées exclusivement aux services publics qui dépendent essentiellement de l'État : administration, police, armée, non à gagner des électeurs, à créer des sinécures ou à payer des rentes. C'est pourquoi l'énormité des dettes publiques est un ferment de décomposition sociale.

— L'impôt, peut-être le moins démocratique, mais certainement le plus rationnel, le plus organiquement social est celui que le contribuable consent aisément, c'est l'impôt qui se prélève sur la dépense.

— Cet impôt est le plus facile à percevoir, sans heurt, sans contestation, le plus automatique, le plus libre, celui qui se répartit le plus équitablement. Son seul défaut est d'être trop simple et peut-être trop facile.

— Mais le riche qui ne dépense pas assez ?

Eh bien, il est comme s'il était pauvre. Aucune raison pour qu'il paie plus, puisqu'il n'use des services publics que dans la mesure du pauvre. Souhaitons qu'il y ait beaucoup de ces riches économes. Ils forment des capitaux. Redoutons plutôt leurs héritiers prodigues, qui paieront des impôts en consé-

quence sans doute, mais qui disperseront les capitaux.

— Contrairement aux impôts métaphysiques et mystiques, avec des surcharges et des exonérations arbitraires, le normal et positif impôt sur la dépense tend à restreindre la consommation et à stimuler la production, ce qui est, en dehors de son objet direct, tout ce qu'on peut attendre de l'impôt.

— La misère égalitaire, c'est la misère. Et la famine socialiste n'en sera pas moins la famine.

Les débats parlementaires sur les lois de finances et le budget expriment la Somme de la bêtise démocratique.

J'ai souvent fait remarquer que le gouvernement électif, c'est-à-dire l'absurde gouvernement par les gouvernés, — en fait le non-gouvernement, — était incapable de limiter son budget. Aussi, présentement, le Français paie 65 milliards d'impôts. Bientôt, avec la loi des assurances sociales, ce sera 80 milliards. Et pourtant, ce sera le plus modéré des budgets de l'avenir.

Saluons ! on ne paiera jamais si peu. S'il y avait possibilité de pressurer le contribuable de 200 milliards, soyons assurés que nous verrions bientôt le budget atteindre ce chiffre.

Tandis que l'incidence des impôts est, aux

États-Unis, de 9,6 % par tête d'habitant, de 17,5 % en Italie, de 24 % en Allemagne, elle atteint en France 31,4 % du revenu national.

La houille commande les prix de revient. Eh bien ! le rapport du Comité des Houillères relève que dans l'industrie française du charbon, par rapport aux taux d'avant-guerre, les prix de vente sont au coefficient 5,80 ; les salaires, 6,80 ; les pensions, 6,85 ; les dividendes, 3,40 ; *et les impôts*, 21. Le fisc démocratique dévore le capital social et tarit les sources mêmes de la production. Toute la politique financière du jour consiste surtout à reculer le plus possible le point de saturation de l'impôt.

Elle aboutit aux plus désastreuses conséquences : le capital s'exile, la production se décourage, les plus folles prodigalités s'accroissent...

Un gâchis inextricable en résulte. Mais nos législateurs ne se démontent pas pour si peu. Le suffrage universel enfante des dieux. Il a mis à leur disposition la foudre de Jupiter. Les parlementaires légifèrent donc. A tour de bras et d'éloquence.

S'ils jugent exécrables la force et la contrainte de salut public quand il s'agit de défendre la patrie contre l'invasion ou de préserver la civilisation menacée, ils ont volontiers recours à tous les procédés d'inquisition et de coercition lorsqu'il s'agit de combler le gouffre budgétaire qu'ils s'acharnent d'autre part à creuser.

Les « droits de l'homme » s'arrêtent à la porte du percepteur.

Pour l'État, qui ne peut être producteur, il n'est qu'un moyen régulier d'équilibrer son budget : l'impôt. Le meilleur est celui qui, n'ayant d'autre fin que de fournir des ressources à l'État, s'appliquant automatiquement à tous, est à la fois le moins coûteux à percevoir et le plus fructueux. Il est un frein aux prodigalités de l'État, à la gabegie administrative, et donc à la corruption, à la démagogie.

Mais il y a une limite, et les dépenses d'un gouvernement dépendant du nombre et de l'argent, irresponsable au surplus, n'en ont pas. Au delà d'un degré de saturation que nous paraissions avoir atteint, l'impôt ne rapporte plus que par la menace, l'inquisition, une odieuse coercition. Dès lors, il détraque l'économie nationale, il tarit les sources de la production, il annihile l'esprit d'entreprise, il provoque l'évasion fiscale, il accoutume les contribuables à la fraude qu'il légitime.

Quand un État en est là, il ne peut avoir recours qu'à la confiscation, à l'émission de papier-monnaie ou à l'emprunt.

Le plus facile, pour un gouvernement au jour le jour, c'est d'emprunter. Les difficultés sont reportées à plus tard. Les émissions permettent de gratifier la clientèle parlementaire, la presse, la haute banque, etc.

C'est le pire. Les emprunts sont la morphine des États. La dose doit être constamment accrue, — jusqu'à ce qu'ils en meurent.

Certes, la confiscation brutale vaut mieux. Le trouble qui s'ensuit est provisoire et peut devenir salubre. Mais il y faut un pouvoir très fort, honnête, insensible aux suggestions de l'envie démocratique, et qui soit vraiment l'organe vivant de l'intérêt national.

Le système des emprunts publics, qui s'est généralisé depuis un siècle, est un virulent ferment de l'anarchie occidentale.

Si les peuples obéissaient à des princes universels, c'est-à-dire positifs, si un pouvoir spirituel enseignait, sanctionnait et dirigeait d'après ces principes, autrement dit, s'il y avait une véritable Société des Nations, celle-ci réproverait formellement et d'une manière opérante tout emprunt d'État.

C'est avec les ressources des emprunts qu'on prépare les guerres, qu'on les a rendues si meurtrières, si atroces, et qu'on les prolonge indéfiniment. Pour s'entre-tuer mieux, pour détruire plus complètement, on engage l'avenir. Nos pères nous ont transmis un somptueux capital de civilisation : pour en faire de la cendre, nous ne laisserons à nos descendants que des dettes.

Sans doute, on parle — bien et trop — de désarmement. Ce n'est point avec de la grandiloquence, de vagues désirs, des chimères et des chiffons de papier qu'on l'obtiendra.

C'est d'abord en ne fournissant pas des fonds aux barbares pour fabriquer leurs engins de mort. Mais nos « pacifistes » d'intention sont de diaboliques bellicistes de réalisation, et ils sont les premiers à préconiser un emprunt allemand.

C'est ainsi qu'en 1914, deux mois avant la guerre, que tout annonçait, nous prêtions 500 millions à la Turquie pour lui permettre de solder ses commandes aux usines Krupp et d'approvisionner ses arsenaux.

Pour que l'Allemagne paie, on a maintenu son unité redoutable, on lui a facilité de toutes façons la reprise de son industrie chimique et autres.

Après le plan Young, nous en sommes réduits à l'évacuation de la Rhénanie ; demain, du bassin de la Sarre. La Banque des Règlements internationaux, organe de la ploutocratie, s'inaugure par une colossale émission.

Les emprunts ont eu les plus funestes conséquences politiques et sociales pour toute l'humanité.

Sourdement, mais plus sûrement que par la conquête brutale, des peuples qui ne faisaient que s'éveiller à la civilisation, ont été corrompus, ruinés, exploités, réduits à la déprimante servitude politique et économique.

En Europe, les emprunts ont contribué à hypertrophier le mécanisme étatiste. Ils lui ont donné une formidable puissance de cor-

ruption et, par là, ont instauré une tyrannie d'autant plus dure et pernicieuse qu'elle est anonyme et irresponsable. En fournissant d'immenses ressources à une démagogie de plus en plus exigeante, ils ont désagrégé, anémié toutes les forces sociales vivantes, ils ont tout faussé.

Multipliant les rentiers, ils ont généralisé la paresse, le parasitisme. Ils ont absorbé l'épargne en la détournant des entreprises productives. N'avoir aucun souci, aucune responsabilité, ne rien faire sont devenus l'idéal.

En effet, avec 100.000 francs dans l'industrie, l'agriculture, il faut peiner pour n'obtenir qu'un revenu à peine plus élevé et d'ailleurs incertain. En s'inscrivant au Grand Livre, on n'a plus qu'à détacher ses coupons tous les trois mois. Il faut que le besoin d'activité soit bien vif pour qu'il y ait encore, dans ces conditions, des entrepreneurs industriels et agricoles. Il est vrai qu'il y en a de moins en moins. Nos parlementaires sauront bien, avec une « législation sociale » congruente, ramener à la torpeur démocratique les irréductibles qui auront, enfin ! fait faillite...

Parce que la France avait la plus grosse dette publique, c'était elle qui avait le plus de rentiers, la plus nombreuse classe moyenne, — et conséquemment le moins d'enfants.

Plus la nation était obérée, plus les parti-

culiers étaient riches. Aussi se faisaient-ils les usuriers du monde entier. Leur argent, notamment, servait aux préparations militaires de l'Allemagne, pour la ruée « fraîche et joyeuse », et à la Russie, pour couvrir l'humanitaire bolchevisme.

Présentement, l'État succombe sous le poids d'une dette de plus de 550 milliards de francs ; mais le tiers de la population a des rentes. A la place de la trilogie désuète, il serait plus sincère désormais d'inscrire sur tous nos monuments cette devise : la rente pour principe, la flemme pour base, la bamboche pour but.

Malheureusement, ces aspirations, qui réunissent pourtant une écrasante majorité électorale, ne pourront être pleinement satisfaites. L'État parviendra de moins en moins à récupérer par l'impôt et même l'emprunt ce qu'il distribue généreusement, sous toutes les formes imaginées par les législateurs, à tous.

Il y a aussi de nombreux emprunts à l'étranger avec gages solides. La France est vendue par morceaux. Et c'est ainsi que le régime tient.

Il y a encore la formidable Dette qu'ont bien voulu nous attribuer nos chers — trop chers — Alliés. Un vrai gouvernement vraiment français aurait à en débattre. Mais il est certain qu'il se refuserait, notamment, à rembourser les frais de la corruption directe ou indirecte, qui sont très élevés.

Ce n'est pas pour rien, évidemment, armés de leur seule éloquence, que les Anglo-Américains ont remporté tant de victoires fructueuses dans tant de Conférences, de Congrès, de Commissions, à Genève, à Paris, aux Chéquers, à Washington et à La Haye.

C'est surtout en France, grâce à la carence de toute direction générale, qu'on a usé et abusé des émissions d'emprunts. Les grandes Sociétés dites de crédit, suivant l'impulsion donnée au début par M. Henri Germain, du Crédit Lyonnais, faisaient souscrire aux emprunts publics étrangers, la presque totalité des deux à trois milliards de notre épargne annuelle d'avant-guerre. Comme l'État français ne pouvait tout absorber, on prêtait à l'Europe, au monde entier. Ce qui permettait à ces peuples d'acheter des canons pour nous rembourser en monnaie-obus, — intérêt et principal.

Cependant nos entreprises manquaient de capitaux. Et les nouveaux rentiers et fonctionnaires désertaient les campagnes en malthusiant opiniâtrément.

J'entends bien que le produit des emprunts devait parfois être employé aux grands travaux d'utilité publique. C'était le prétexte. Mais les préoccupations électorales ne laissaient point d'intervenir. Et l'on consacrait aux petits ports des circonscriptions radicales-socialistes les sommes qui eussent dû servir à l'aménagement, à l'ou-

tillage des grands ports, comme Le Havre, Bordeaux, Marseille, etc.

Ce n'est pas l'affaire de l'État d'être banquier, entrepreneur. Il ne sait, il ne peut fabriquer que des électeurs quémandeurs, des fonctionnaires sinécuristes et des rentiers. Résultats : démagogie, gabegie, dilapidation de la richesse nationale, paresse, malthusisme, anarchie générale.

Il n'y a pas de victoire qui tienne. La Bêtise, d'abord, doit se payer.

La bancocratie anglo-saxonne ayant soudoyé de mille manières nos politiciens, nos administrateurs et notre presse, l'imbécile superstition de l'or n'a plus que des prêtres, des sacrificateurs et des dévots. Il est donc loisible à ceux qui détiennent la majeure partie de ce métal de faire parler le dieu en leur faveur et d'asservir, d'exploiter, de piller un pays comme la France, qui n'a que ses merveilles d'art, son travail et la fécondité de son sol.

Et les Anglo-Américains s'y emploient de leur mieux. Puisque le bon sens n'a plus de tribune assez retentissante, résignons-nous. Il est dans l'ordre éternel des choses que la bêtise obstinée, ce luxe de la démocratie, se paie.

La promesse d'une rente perpétuelle est un mensonge et une escroquerie. La conséquence en est toujours, inéluctablement, la

banqueroute atténuée de l'inflation ou la banqueroute brutale. Si l'État devait payer à ses innombrables créanciers l'intérêt qu'il leur a promis, le produit du travail national y suffirait à peine. Et il n'y aurait plus de travail, car presque tous les Français seraient rentiers. Il n'y aurait non plus de capital, car le capital extrêmement dispersé cesse d'être administré et de se reproduire, pour être dépensé, détruit.

Il est absurde qu'une dette, fût-elle d'État, puisse être dite « perpétuelle ». Tout ce qui tient au temporel ne saurait être que temporaire.

Dans ses *Mémoires*, Saint-Simon rapporte que, de son temps, le droit d'emprunter n'était pas pleinement reconnu à l'État. A ce sujet, on se rappelle l'amère objurgation de Colbert au légiste Lamoignon, qui venait de faire accepter par le roi un projet d'emprunt : « Croyez-vous que je ne susse pas comme vous qu'on pouvait trouver de l'argent à emprunter ?... Voilà donc la carrière ouverte aux emprunts, par conséquent à des dépenses et à des impôts illimités ! » C'est que, « sous les tyrans », le pouvoir de l'État avait ses bornes. On ne pouvait engager l'avenir. Si bien que la tendance était de reconnaître au roi de France, remarque Coquille, « le droit de répudier les dettes de son prédécesseur, si elles portaient atteinte aux ressources et à l'unité du pays... Le roi avait la couronne

en usufruit, et non en propriété. C'est pour cela qu'il ne pouvait en disposer. »

Le Jubilé juif en était l'équivalent. Tous les cinquante ans, il y avait une année de remise consacrée à Dieu. Les dettes, les peines, les fautes étaient remises, les esclaves émancipés, les fonds de terre aliénés retournaient à leurs propriétaires primitifs, etc... C'était une libération, un renouvellement, un rétablissement d'équilibre.

Comme cette loi de Moïse était d'inspiration divine, c'est volontairement, pieusement, avec joie que les Juifs s'y conformaient.

Nous sommes moins sages. Nous voulons résister à la nécessité.

Aussi, ne pouvant nous soumettre par amour de Dieu et des hommes, encore moins par intelligence, il nous faut subir la coercition impitoyable des choses. Et, au lieu du Jubilé ou de l'inflation dirigée, c'est la banqueroute brutale. Le résultat est le même sans doute ; mais non sans troubles ni souffrances.

Rien n'est plus inhumain que l'anarchie.

De naïfs contribuables pouvaient se demander encore, ô candeur ! pourquoi on avait entendu, après l'armistice, tant d'éloquentes et vertueuses diatribes contre l'inflation gratuite, cependant que les absurdes, les folles, les ruineuses émissions d'emprunts avaient une si prônante tribune et une presse si laudative. Ces simples chiffres

fournis par le ministre des finances expliquent tout.

Voici ce qu'ont coûté les divers grands emprunts en commissions payées aux intermédiaires et frais de publicité :

Pour les rentes 6 % : commissions, 71.083.248 francs ; publicité, 7.962.182 francs ;

Rentes 5 % amortissables 1920 : commissions, 33.242.600 francs ; publicité, 5.241.485 francs ;

Pour les rentes 7 % 1924, emprunt contracté aux États-Unis, il fut traité à forfait : commissions et publicité pour 5 millions de dollars, soit 130 millions de francs.

Enfin, pour les rentes 4 % 1925 à garantie de change, la liquidation de commissions de banques et d'intermédiaires n'est pas terminée. On évalue les commissions à 37 millions environ ; la publicité a coûté 7.176.843 francs.

En voulez-vous des millions, des milliards ?

Les expédients dilatoires auxquels ont recours l'habileté des politiciens retors et la science des financiers de gouvernement ne sont que des formes plus ou moins déguisées d'emprunt et qui ne retardent la catastrophe qu'en empirant ses causes.

Tous nos « malins » de la politique, des affaires et de la banque décèlent leur stupidité matérialiste dans l'impuissance où ils sont de résoudre la question financière.

Ainsi, il est généralement admis que l'emprunt est toujours justifié et l'inflation fiduciaire funeste, criminelle. Mais on est moins étonné de ce jugement sévère et bizarre quand on n'ignore pas qu'une émission de billets est une opération franche dont personne ne bénéficie tandis qu'un emprunt remue énormément d'argent : commission, courtage, publicité, sans compter la diffusion de ce délicieux état de rentier, qui est le paradis de la démocratie montante.

Les titres de rentes sont du papier comme les billets de banque. La seule différence, c'est qu'ils sont émis au-dessous du pair, qu'ils ne circulent point et qu'ils alourdissent le budget de l'État de la charge perpétuelle des intérêts.

Comme l'a remarqué un maître de l'économie politique, M. Charles Gide, l'augmentation du numéraire ne change rien « à la situation respective des Français » entre eux. Or les partis visent toujours à reporter les charges publiques sur une classe ou une catégorie de citoyens, de même que leurs prétendues réformes consistent toujours à privilégier leur clientèle.

C'est encore dans le *Cours d'économie politique* de M. Charles Gide que nous trouvons la plus décisive réponse aux plus graves objections qui sont faites à l'inflation monétaire :

« La dépréciation de la monnaie favorise les débi-

teurs, puisqu'ils pourront se libérer en donnant une valeur moindre que celle qu'ils ont reçue ; elle apporte, pour répéter un mot fameux appliqué à la découverte des mines du nouveau monde, la libération de vieilles dettes. Elle agit dans le même sens que l'abaissement du taux de l'intérêt ou, mieux encore, comme un amortissement fatal du capital. Or, il est très bon que les vieilles dettes soient amorties et ne pèsent pas jusqu'à la centième génération sur les fils et petits-fils de l'emprunteur. Cela est précieux surtout pour les États qui sont les plus gros débiteurs et les seuls vraiment perpétuels...

« La dépréciation de la monnaie a pour conséquence ordinaire une hausse de prix. Or la hausse de prix est un stimulant utile à la production : elle tient en haleine l'esprit d'entreprise, elle favorise la hausse des salaires, elle agit comme un tonique, elle est un symptôme de bonne santé économique. »

Ne sont frappés réellement que les parasites, ceux qui consomment sans produire.

Au surplus, l'inflation fiduciaire ne saurait être considérée comme un régime normal. La question n'est pas de savoir si elle est excellente en soi ou détestable ; mais si elle est préférable à l'emprunt et à la confiscation arbitraire. La question se pose dans ces termes précis.

Feu Georges Sorel n'était certes pas un esprit pusillanime ; mais, comme il avait la préoccupation morbide de paraître original, son audace, malheureusement, ne s'exerçait que contre le bon sens. Il note, d'après Georges d'Avenel, qu'à cause des rois de

France, pratiquant un régime de banqueroute monétaire, « la livre tournois tomba à moins de la vingtième partie de sa valeur depuis le XIII^e siècle jusqu'à la Révolution ». Après, elle est devenue notre franc. Il accuse les bimétallistes de vouloir « une banqueroute violente, analogue à celle que pratiqua la Révolution, et une banqueroute continue ». Il ajoute : « L'apport des métaux précieux résultant de la conquête de l'Amérique » a déterminé une banqueroute naturelle. Et cet ennemi de la ploutocratie et des démagogues prend la défense de l'usure et préconise les expédients de contrainte légale, par l'imposition et la confiscation, qui sont indispensables à l'industrie électorale.

Une émission de papier-monnaie est l'équivalent d'un emprunt forcé, d'un impôt sur le capital, sur le revenu, avec cet avantage que son jeu est automatique, que le prélèvement ne fait pas d'exception, qu'il se répartit sur tous, indistinctement, en proportion des possibilités contribuables de chacun, et que le percepteur n'a pas à intervenir. Il a, il est vrai, cet inconvénient capital, pour le politicien, que l'on n'en peut faire, comme avec des impôts arbitraires et des confiscations jacobines, un moyen de pression électorale.

Pour le public, encore que chaque citoyen espère souvent faire reporter sa part d'impôt sur le voisin, par la fraude ou l'évasion fiscale, il faut attribuer sa répulsion de l'infla-

tion fiduciaire à son idolâtrie matérialiste.

« Inflation fiduciaire ! » — Quand, en fronçant les sourcils et en levant les bras au ciel, un rapporteur du budget a prononcé ces mots sinistres, tout se tait, — même cette espèce d'agioteurs qui, pour des motifs spéciaux, souhaitent qu'on accélère la manœuvre de la planche à assignats.

Or toute monnaie, depuis le cauris des nègres jusqu'à la livre sterling en or, est fiduciaire. Si l'or était démonétisé, il perdrait beaucoup de sa valeur marchande. C'est ce qui s'est produit pour l'argent. L'idole adorée est à la merci d'une surproduction des mines, d'une découverte de laboratoire, — et d'un sursaut de bon sens politique. La civilisation même est essentiellement fiduciaire. Elle est basée sur la foi et la confiance, et elle se développe dans la mesure où la foi et la confiance s'approfondissent. Aucun objet, aucun texte, aucun « droit » n'y suppléent.

La monnaie positive, exacte sera le rapport naturel de deux valeurs sans l'intrusion conventionnelle d'une tierce valeur, toujours plus ou moins fictive. Dématérialisée, même de papier, elle sera exclusivement, totalement fiduciaire. L'usage des chèques barrés, l'institution des chambres de compensation, des comptes-courants y préludent. La monnaie métallique est une survivance barbare des transactions primitives au moyen de bétail, de barres de sel, d'esclaves.

Il y a l'expérience de Law, les assignats, les roubles soviétiques, les marks allemands ? Soit. Je n'ai pas dit que le régime de la monnaie règle l'État. C'est l'État qui doit, au contraire, régir la monnaie. S'il est vrai que le métal rare, à production onéreuse, retient parfois un État désordonné, parce que sans tête et sans doctrine politique, de frapper une monnaie surabondante pour faciliter ses gabegies, ce n'est là qu'une raison de plus de restaurer l'État en lui donnant une tête, en l'animant d'une doctrine positive, en le guérissant de la métaphysique révolutionnaire.

Le positif est de s'adapter aux circonstances. Pour des gouvernants dont le souci principal eût été de diriger, d'administrer, d'assainir la monnaie, au lieu de favoriser l'agiotage ; de « réparer », au lieu de tripoter et de recruter des clients en leur facilitant des « affaires », — il y avait, au lendemain de l'armistice, après un sérieux diagnostic de la situation, à appliquer les mesures de salut public que je proposais et qui s'imposaient. C'était, en émettant autant de billets qu'il fallait, amortir les dettes intérieures, se libérer de toutes les dettes extérieures. Le franc ne serait pas, présentement, plus bas qu'il n'est, et il aurait tendance à se relever. Il n'y aurait plus, pour le contribuable, la lourde charge croissante des intérêts de la Rente. La France, n'ayant plus à subir l'humiliant chantage de ses dettes extérieures

exigibles, pourrait avoir une politique étrangère indépendante. Au lieu de fluctuations déprimantes, désastreuses du change, qui enrichissent les agioteurs au détriment des producteurs, nous aurions une monnaie dont nous saurions qu'elle ne peut plus se déprécier, qui marquerait, au contraire, une propension à s'améliorer lentement, régulièrement, par la confiance revenue et le travail stimulé.

Mais il fallait décider, prendre ses responsabilités, comprendre, savoir, prévoir, pourvoir. Et des parlementaires ne savent que manœuvrer au jour le jour, tripatouiller des votes et des élections, renverser et conquérir des ministères, et discourir.

En 1919, il suffisait de l'émission de 150 milliards de billets pour restituer à la France, avec son indépendance, une monnaie saine, un budget normal et toutes les possibilités de son développement économique. Mais il fallait agir énergiquement, en vue du but, et subordonner le particulier au général. Il fallait se dégager des intérêts électoraux, affronter le nombre, s'affranchir à la fois des pressions de la ploutocratie et des menaces de la démagogie. Nos dirigeants parlementaires ne sont pas des héros.

Il en est résulté qu'au lieu d'une inflation efficace qui aboutissait à une déflation continue, nous avons l'inflation sournoise, qui ne peut plus s'arrêter, et qu'à l'heure présente la circulation des billets de banque

s'élève à 70 milliards, l'ensemble de la Dette publique atteint et même dépasse le chiffre de 550 milliards et ne peut que s'accroître de plus en plus, cependant que sévira la confiscation fiscale.

Évidemment, en restant dans le positif, on n'enthousiasme pas les masses. On le sait. Il en fut toujours ainsi.

Une société est essentiellement une spiritualité. Aucun problème social ne saurait être résolu positivement si l'on fait abstraction de la part prépondérante du spirituel qu'il contient.

Ceux qui ont la prétention de mener le monde en ne tenant compte que de l'instinct, de la contrainte, de la ruse, de la matière sont, proprement, des bêtes. D'où leurs fautes, leur impuissance pour le bien, leur fatale malfaisance. On leur pardonne parce que, sans doute, ils ne savent pas ce qu'ils font. Mais, pour sauver la civilisation et ses promesses illimitées, il importe qu'au plus tôt la direction de l'humanité soit assurée par des hommes. Entendons ceux qu'une méthode éclaire, qu'une doctrine dirige, qu'une foi anime et qu'un amour exalte.

LA RÉFORME MONÉTAIRE

Les besoins budgétaires d'un gouvernement électif et parlementaire sont illimités. Ils ne sont contenus que par les possibilités de l'impôt et de l'emprunt.

Jusqu'ici ces possibilités semblaient indéfiniment extensibles. L'État rendait en partie, sous forme d'intérêts aux rentiers, c'est-à-dire à la consommation, ce qu'il prenait, sous forme de contribution, à la production. C'était l'éden du parasitisme démocratique.

Mais cela, qui ne pouvait avoir qu'un temps, ne va plus.

Rien ne se paie qu'avec le produit du travail. Or les besoins du Trésor, des budgets locaux exigent le double de ce qu'était évaluée, avant la guerre, la production nationale.

C'est donc grâce à l'inflation, — honnie verbalement mais pratiquée obligatoirement, — grâce à la dépréciation croissante du franc, à la hausse nominale des prix que l'État

n'est pas écrasé par sa dette, le contribuable par les impôts et que les choses vont encore tant bien que mal. Et elles iront tant qu'elles pourront empirer.

Si, par miracle, le franc s'élevait au pair et si le coût de la vie revenait au taux d'avant-guerre, tous les Français seraient rentiers. Et si, dans ces conditions, par un miracle plus merveilleux encore, les travailleurs n'abandonnaient point la charrue et l'outil, ce qu'ils pourraient produire ne suffirait point à payer les impôts. Ces héros ne peineraient donc que pour la gloire du fisc.

Notre dette intérieure atteint 280 milliards, dont 150 en rentes consolidées et 130 à court terme. De plus, il y a la dette extérieure qui, par l'incurie criminelle de nos dirigeants, a pesé si lourdement sur notre politique. Soit 274 milliards.

L'ensemble de la dette publique dépasse donc de plus de 250 milliards le total de la fortune française en 1913.

Le service de la dette exige 60 % du budget. Cependant, en proportion du revenu national, le barème des impôts est le double de ce qu'il était en 1913.

Ayant réclamé des économies, peut-être en réalisera-t-on quelques-unes, très onéreuses, très pernicieuses, sur les dépenses vitales ; mais soyons assurés que ce ne sera que pour accroître d'autant les dépenses électorales en aggravant la gabegie.

La vraie solution ici, comme pour tous les

problèmes d'ordre, est essentiellement anti-démocratique.

Même sans les dévastations de la guerre, l'expansion morbide du parasitisme bourgeois devait mener la France à la banqueroute inéluctable. Mais on pouvait, surtout après cette terrible leçon, éviter les à-coups désordonnés et douloureux. Les crises sont des réactions organiques qu'il faut diriger pour qu'elles soient salutaires.

C'est pourquoi, au lendemain de l'armistice, il eût fallu que la France victorieuse, ayant pleinement conscience des devoirs d'humanité que lui imposait sa victoire, reprît hardiment la direction de la plus haute civilisation. C'eût été, d'abord, provoquer un mouvement général de réaction contre la démocratie politique et économique. Entendons celle du nombre comme celle de l'argent, celle des électeurs comme celle des classes moyennes. Tout effort de restauration sociale devra commencer par là.

Mais les pseudo-gouvernants dont nous dote l'élection n'ont souci que de maintenir, malgré tout, le nocif régime qui leur est si profitable. Imbéciles et scélérats, ils ont désavoué la victoire, ils ont trafiqué de la sécurité nationale ; au lieu de la primauté spirituelle, pacifiante et ordonnatrice de la France, ils ont laissé instaurer l'ignoble hégémonie de la finance judéo-germano-anglo-américaine.

L'arme — moyen et fin — de cette redoutable conspiration contre la civilisation française, c'est une grossière fiction : l'or.

Rudyard Kipling a conté que, lors d'une de ces effroyables famines qui déciment périodiquement les populations trop prolifiques, trop denses, à monoculture, une peuplade hindoue se laissa tout entière mourir de faim plutôt que de toucher aux provisions de froment de secours parce qu'elle avait accoutumé de se nourrir de mil.

La situation de la France, pour ne pas parler de l'Europe, ne laisse pas d'être aussi tragi-comique. Parce qu'il y a disette d'or et abondance de billets, on se laisse périr d'inanition monétaire, en ne se rendant pas compte que, sans l'or et sans ou avec le papier-monnaie, le travail n'est pas moins productif, l'intelligence moins créatrice et le sol moins fertile. Il suffirait que les Français retrouvassent assez de raison pour laisser s'écrouler le monstrueux fétichisme de l'or au nom de quoi on entreprend de les piller et de les asservir.

Dépris de l'or inutile, il leur resterait leur puissance de travail, d'intelligence, leur capital de civilisation, et leur terre et leur ciel. Tout.

Un économiste, anglais pourtant, M. Arthur Kitson, écrivait récemment : « Les dogmes de la stabilisation et de la convertibilité sont nés d'un complot de certains financiers germano-américains pour dominer le monde

au moyen d'un système monétaire connu sous le nom d'étalon d'or. »

Ajoutons que l'Angleterre aussi est entrée, corps et âme, dans le démoniaque complot en rétablissant la parité de la livre et du dollar. D'ailleurs, elle paie déjà cette aberration d'une crise de chômage et d'une surcharge de sa dette qui l'anémient et l'ébranlent dangereusement.

L'Angleterre, toutefois, a ses raisons ignorées de l'intelligence, mais appréciées de ses banquiers. Elle veut participer à l'impérialisme de l'or. Mais la France ?...

On ne s'expliquerait point son aveuglement, sa dévotion démente à un dogme suranné qui l'entrave, l'affaiblit de toute manière et nie tout ce que représente son histoire, si l'on ne savait qu'elle est profondément infectée de démagogie, et que rien ne s'exprime, rien ne se fait qui puisse paraître subordonner au social les préjugés, les intérêts et les passions des lecteurs de journaux et des électeurs.

Seul, un chef sans partisans, ne dépendant que de la raison positive et de l'implacable nécessité, n'ayant à considérer que ce qu'exige le salut public, pouvant conséquemment « léser » tous les intérêts, et surtout ceux des « petits possédants », du « plus grand nombre », seul un dictateur social eût pu affronter et vaincre la funeste chrysoocratie.

Tâche titanesque, certes. Pour l'accom-

plir, il n'y aurait eu jamais trop de force concentrée. C'était déboulonner l'idole métallique, déterminer l'Europe, par l'exemple, à réaliser une profonde révolution monétaire. Ainsi, on eût laissé aux Thénardiens tout l'or du monde qu'ils ont soutiré des charniers européens.

En effet, comment ne voit-on pas qu'il est aussi niais d'accepter la lutte financière en n'employant que l'or dont dispose presque exclusivement l'antagoniste que de prétendre combattre la démagogie par le nombre qui est son essence ?

C'est s'offrir bénévolement aux coups.

Le plus grand profiteur de la guerre, ce furent les États-Unis. Étant débiteurs de l'Europe en 1914, ils sont maintenant créditeurs de 15 milliards de dollars. Et leur actif, par l'usure et l'agio, s'accroît chaque année. Remarquons, en passant, que tout l'or du monde n'atteint pas ces 15 milliards de dollars.

Le revenu national des États-Unis est présentement de 96 milliards de dollars, — quatre fois celui de 1914.

« Les produits s'échangent contre des produits » est un vieil axiome d'économie politique. Voilà le vrai. L'intermédiaire qui facilite l'échange n'a qu'une importance minime. Ce n'est qu'un signe. L'or n'est qu'un titre au porteur comme le billet.

Il est insuffisant. Partout, et de plus en plus, on chiffre en or plus qu'il n'y a d'or.

Le signe métallique n'est même pas une marchandise indispensable, comme l'est la barre de sel à Tombouctou, puisqu'il ne saurait être complètement utilisé.

Proudhon proposait déjà de « faire de chaque produit une monnaie courante ». Mais, pour les grandes transactions, on se borne à passer des écritures.

La monnaie métallique est le chariot mérovingien du négoce. Si les transactions devaient se faire seulement avec les 250 milliards du stock mondial d'or, toute l'activité économique serait enrayée.

Rien ne justifie, en raison comme en fait, le préjugé métalliste. Tout le condamne.

C'est une erreur, par exemple, de croire que l'or stabilise et modère les prix. Au contraire.

L'or est la monnaie des agioteurs et des exploités. C'est parce qu'il peut être monopolisé que les prix peuvent être manœuvrés.

Une monnaie raréfiée et accaparée ralentit les échanges et accroît le coût de la production. La crise industrielle qui trouble l'Angleterre en ce moment n'a pas d'autre cause.

Aussi les bons apôtres anglo-américains nous adjurent-ils d'« assainir » notre monnaie par l'emprunt et l'impôt. Volontiers — de leur or qui les embarrasse — ils nous aideraient même à résister aux tentations de l'inflation. La monnaie de crédit, souple

et généreuse, qui s'affranchit de leurs banques, qui s'adapte aux circonstances, qui stimule les activités, ils l'accusent d'instituer une sorte de dumping déloyal. Va pour dumping. Dumpignons donc avec entrain et sans remords. Pour les Français, France d'abord. Écoutons les conseils de nos alliés d'hier, prenons-en bonne note, afin de nous appliquer énergiquement, sagement, à ne les pas suivre. Secouons le joug.

Hélas ! on fait le contraire. Le franc a été « stabilisé » par rapport à la livre, qui l'est par rapport au dollar. Et la Banque de France détient plus de 42 milliards (à 0,20 c.) d'or.

C'est précisément après la prétendue « stabilisation » que les prix se sont élevés le plus et que la cherté du coût de la vie, non plus nominale mais réelle, s'est fait et se fera de plus en plus sentir. C'est ce que M. Tardieu, optimiste, appelle une politique de prospérité.

Et pourtant, les pays à monnaie avariée sont, toutes choses égales, dans une meilleure situation économique que les pays à monnaie dite saine. Partout, l'inflation dynamise et la déflation paralyse.

L'Allemagne, notamment, s'est redressée par l'inflation qu'elle a poussée jusqu'à la banqueroute totale. Par là, elle a annulé presque toute sa dette intérieure, elle s'est déchargée de son poids mort, le capital passif à revenus fixes, elle a ramené la plus

grande masse de ses classes moyennes au prolétariat, c'est-à-dire à la production effective. Elle a pu, en outre, éluder l'obligation de réparer, grâce à la stupidité de ses vainqueurs qui s'obstinèrent à exiger le paiement des indemnités de guerre en monnaie métallique. Et pourtant ses revenus s'accroissent rapidement. Présentement ils dépassent 420 milliards. D'après les calculs de MM. Colson et Ch. Gide, les nôtres n'atteignent pas 220 milliards.

L'opération parfaite, le Reich échangea 1.000 milliards de marks papier contre un mark or. Quoique étant revenue à la monnaie saine dans les meilleures conditions, l'Allemagne n'est pas sans connaître les difficultés inhérentes à une monnaie raréfiée. La déconfiture des colossales entreprises Stinnes en témoigne.

Cette double épreuve est significative.

Malheureusement, l'expérience instructive ne vaut que pour qui observe et réfléchit. Ce n'est pas l'affaire des fous.

L'individu décérébré reflète l'État décapité. En citant le prix nominal de la salade, en déplorant la déchéance du coupon de rente, en vitupérant les « inflationnistes », les journaux fournissent à l'opinion des émotions qui la dispensent de raisonner.

Sans doute, on peut envisager que l'inflation n'est pas précisément l'émission réglée d'une monnaie de crédit, gagée non plus sur une valeur de convention comme l'or, mais

sur les richesses réelles qui sont le sol, le sous-sol, l'outillage économique et scientifique, quinze siècles d'efforts continus, le travail, voire l'homme même.

Mais les journaux et leurs crédules lecteurs ne font pas de distinctions aussi subtiles. Pour eux, il n'y a qu'un dogme sacré : l'étalon d'or, pivot du monde social. Tout le reste est l'abomination de la désolation, l'inflation maudite.

Nous devons distinguer pourtant. Avec une monnaie positive, dématérialisée, sous un régime normal d'ordre, le jeu de l'inflation et de la déflation serait, comme l'a montré M. A. Despaux dans ses *Principes de dynamique monétaire*, le moyen efficace d'un gouvernement économique.

L'inflation dosée, organisée, comme celle que je proposais après l'armistice pour amortir d'un coup toute la Dette publique, est une mesure prophylactique et curative d'intérêt général. Or un gouvernement électif et parlementaire est incapable de prendre une telle décision. Il est tenu de délibérer, et, dans les débats, intervient toujours l'opposition des intérêts particuliers qui l'emporte facilement sur l'intérêt général, naturellement représenté avec moins d'énergie.

Les produits s'échangent contre des produits. Ceux qu'on a en excédent contre ceux qui font défaut. La vente ne constitue que

la moitié de l'opération. Celle-ci ne se termine que par l'achat.

Le but du commerce n'est pas l'argent, comme a pu le croire jadis l'école mercantile ; mais l'échange complet : produit contre produit.

La marchandise-or n'a qu'une utilité très restreinte. Elle n'est recherchée que parce qu'une convention tacite universelle lui a dévolu le monopole monétaire. Si cette convention a pu avoir sa raison d'être, elle ne l'a plus ; elle est devenue désastreuse.

Rien n'oblige un pays libre à acheter une marchandise dont il n'a que faire, non plus qu'à vendre une marchandise dont il est démuné.

En réalité, les importations sont naturellement à peu près égales aux exportations. Survienne un déséquilibre accidentel, la nécessité, à défaut d'une administration prévoyante, contraint rudement à y pourvoir.

Si nous ne pouvions donner de l'or en échange et qu'un produit indispensable comme le pétrole ou le coton menaçât de manquer, ce serait gênant, certes ; mais ce ne serait pas un motif suffisant pour aliéner l'indépendance nationale.

Or, présentement, avec les boucaniers yankees, c'est de cela qu'il s'agit.

D'abord se maintenir contre la barbarie matérialiste.

Il reste que le génie inventif serait stimulé et ne tarderait pas à y suppléer de quelque

manière. Quand le Blocus continental empêcha l'importation du sucre colonial, on trouva aussitôt les procédés industriels pour extraire la saccharose de la betterave dont Napoléon encouragea la culture. Le progrès matériel naît des difficultés et des nécessités. Ensuite, il reste acquis.

Au surplus, une telle supposition est d'autant plus inadmissible qu'en démonétisant l'or on discréditera définitivement ce funeste métal. Dès lors, soyons assurés que les accapareurs même, loin de le rechercher, ne demanderont qu'à s'en débarrasser à tout prix.

Les préjugés sont tenaces. Surtout lorsqu'ils s'enracinent dans l'ignorance des masses et qu'ils s'étaient sur les intérêts immédiats des profiteurs qui ont usurpé les pouvoirs politiques et économiques.

Les abus, les monopoles, les privilèges injustifiés sont toujours plus énergiquement défendus par ceux qui en bénéficient que combattus par ceux qui en pâtissent.

Il semble que le sage Montaigne prévoyait nos frénétiques maniaques du franc-or quand il écrivait : « Nature nous a mis au monde libres et desliez ; nous nous emprisonnons en certains destroits, comme les roys de Perse, qui s'obligeoient de ne boire jamais autre eau que celle du fleuve de Chospez, renonçoient par sottise à leur droict d'usage de toutes les autres eaux, et asséchoient pour leur regard tout le reste du monde. »

Je sais que le préjugé courant est de considérer le franc-or comme un instrument de mesure. C'est comme si on employait un mètre en caoutchouc. Le cours de l'or a toujours varié. Sa rareté le rend facile à accaparer, et l'accaparement, on le sait, entraîne la spéculation.

De 1830 à 1910, le pouvoir d'achat de l'or avait diminué de moitié. Dans les quatre ou cinq lustres qui précédèrent la guerre, l'exploitation intensive des mines d'or avait considérablement fait baisser le prix réel de l'or. Cela se traduisait par ce qu'on commençait dès lors à appeler « la vie chère ».

L'or n'a pas une valeur fixe. Étant un métal rare, onéreux à extraire et à traiter, il constitue un moyen de monopoliser le crédit au profit de ses détenteurs. Il représente aujourd'hui, contre la France, le pire des impérialismes.

Les métaux dits précieux étant une marchandise, leur cours varie comme celui de toutes les marchandises ; et d'autant plus qu'ils peuvent être raréfiés par l'accaparement, comme nous le voyons présentement. Si la monnaie métallique a paru quelque peu stable, c'est parce qu'elle était régularisée par la monnaie papier, les virements de comptes, les chèques.

La vérité, c'est que les États-Unis ayant su, à la faveur de la grande calamité (ce qui n'est pas à l'honneur de ce peuple biblique

mais mélangé), accaparer plus de la moitié du stock mondial d'or, ils sont maîtres des cours de ce métal et peuvent arriver à le monopoliser.

« A présent, écrit M. J. M. Keynes, qui n'est pas un ami de la France ni un ennemi de la bureaucratie anglo-américaine (*La Réforme Monétaire*), à présent, les États-Unis reçoivent l'or à un prix supérieur à sa valeur évaluée en marchandises (supérieur à la valeur qu'il aurait s'il pouvait affecter le crédit et, par l'intermédiaire du crédit, les prix suivant la méthode orthodoxe d'avant-guerre). Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, l'or continuera à affluer aux États-Unis. »

Et dès lors, ce n'est plus la question de la meilleure monnaie qui se pose ; mais celle de l'indépendance nationale, de l'existence nationale.

Si les Français ne s'affranchissent point à bref délai de cette exploitation et de cette tyrannie, s'ils ne veulent point, par paresse d'esprit, superstition, intérêts mesquins, changer un instrument monétaire qui remonte à près de trois mille ans et qui, conséquemment, n'est plus adapté au développement économique de ce siècle, ils se condamnent sans recours à la pire, à la plus dégradante sujétion.

La scandaleuse acceptation de la convention Mellon-Bérenger ne laisse aucune illusion à cet égard. Nos gouvernants dévorent leur patrie pour lui conserver un gouverne-

ment parlementaire. Pour eux, il n'est que de durer. « Encore un petit quart d'heure de saturnales, bon oncle Sam ! » Et, pour les Américains, qui tiennent la banque, ces dollars ne seront jamais, comme les gains merveilleux des joueurs de Monte-Carlo, que des dollars qui découchent.

Et, par là, par le grossissement automatique de la dette, les hypothèques, les manœuvres faciles des maîtres de l'or et de l'heure, la France tout entière, — son sol, ses richesses accumulées, son âme, — passera aux pattes crochues des banquiers de Wall Street.

Les partisans du franc-or sont abusés par une grossière erreur. A savoir que l'or est le meilleur étalon monétaire parce qu'il est une « valeur intrinsèque » stable. Or, il n'y a pas d'étalon de valeur ni de « valeur intrinsèque », car la valeur ne peut être qu'un rapport, et un chiffre seul peut exprimer exactement un rapport.

La valeur, d'utilité ou d'échange, n'exprime que des relations, des rapports entre deux marchandises échangées. Il n'y a donc pas de valeur absolue, en soi. Le terme de « valeur intrinsèque » ne correspond à rien de positif. C'est une nuée métaphysique. Toute valeur est extrinsèque et ne peut être constituée que par quelque chose d'extérieur.

On ne mesure pas la valeur ; car il n'y a pas de valeur en soi. La valeur d'un objet

à vendre n'existe que par rapport à un autre objet à acheter. Un chiffre suffit à l'exprimer.

On voit déjà combien il est absurde de vouloir établir un étalon invariable, une mesure matérielle et objective de la valeur. Les relations d'échange, les rapports de valeurs ne peuvent être désignés que par des chiffres.

Aucune marchandise ne peut être étalon ou mesure de la valeur. Une conception vraiment scientifique de la monnaie rejettera donc tout substratum matériel.

L'échange, au moment même où il s'effectue, est le seul mètre de la valeur. Sans échange, il n'est point de valeur. Dans le désert, les trésors de Golconde ne valent pas un verre d'eau. Seul le pouvoir d'achat se peut mesurer.

Que de troubles, que de maux découlent de cette erreur qui fait consister la richesse dans l'argent, qui fait de l'argent le but de toute activité !

Sans parler de la perte considérable qu'est pour l'humanité le travail consacré à l'extraction d'un métal quasi inutile, il convient de signaler les funestes conséquences d'une monnaie-marchandise rare et chère, qui se monopolise et même s'accapare. Ce sont l'exploitation du travail, le malthusisme de la production et de la natalité, le parasitisme des classes moyennes, l'usure, l'avarice, les paniques financières,

les crises, etc... Au demeurant, la royauté de l'or se fonde sur le paupérisme, la disette, la dépopulation, les guerres d'enfer parce que d'affaires, l'anarchie sociale...

L'activité économique dépendant de la facilité et de la rapidité des échanges, la monnaie doit être abondante. Une monnaie lente et restreinte comporte d'abord une production lente et restreinte, la misère chronique.

Le papier est parfaitement approprié aux usages monétaires. Réunissant tous les avantages des métaux précieux, il n'a aucun de leurs inconvénients. Durable, portatif, il échappe au frai et aux fluctuations. Il ne redevient pas une simple marchandise, il ne se thésaurise ni ne s'exporte en temps de crise, au moment même où la disette de monnaie est la plus désastreuse. C'est pourquoi enfin, aux heures tragiques, bon gré mal gré, les peuples ont recours à la vraie solution : l'émission de papier-monnaie.

Toutes les calamités qu'on impute à l'inflation fiduciaire ne proviennent que de l'incohérence avec laquelle procède un gouvernement dépendant de toutes les influences contradictoires, ne recherchant que la facilité au jour le jour, et aussi incapable de prévoir que de pourvoir.

Raison de plus pour lui enlever sa fonction de banquier et pour confier le rôle d'émettre la monnaie et de la garantir à un organisme strictement économique.

L'État n'a besoin que d'obéissance, c'est-à-dire de crédit moral. Le crédit économique, précisément, l'affaiblit. Il n'a pas à emprunter. Il n'a qu'à retenir et pousser, à surveiller et commander.

Il est absurde qu'un gouvernement dépende de l'argent dispersé comme des votes des gouvernés.

La complexité croissante du social exige la spécialisation et l'intégration des fonctions. Il faut donc séparer la politique de l'économique. Il faut confiner l'État dans ses propres fonctions politiques — ce qui nous préservera d'abord de ses empiétements spirituels — et créer un organisme de direction économique. Cet organisme, formé par les Chambres de commerce, les grands syndicats patronaux, les coopératives, fédérations ouvrières, etc., et représentant l'activité économique et le crédit de la France, émettrait la monnaie, percevrait l'impôt et fournirait des ressources à l'État.

International ou national, le parlementarisme ne change pas de nature. Son aliment, son atmosphère, ce sont les intrigues, les trafics, les corruptions. Au vrai, il est devenu surtout un alibi. Et cela seul explique l'inlassable entrain de nos gouvernants à convoquer des Conférences et des Congrès.

C'est un jeu terrible — à tout coup l'on perd — pour la France. Car chaque partie,

inéluclablement, est marquée par un *moins* à son actif et un *plus* à son passif.

Ces politiciens et ces administrateurs qui livrent leur patrie s'en aperçoivent-ils ? veulent-ils cela ? Je ne puis croire à un tel excès de stupidité ni à tant de perversité. L'hypothèse la plus simple et la moins antipathique est qu'ils sont liés par quelque chaîne secrète solidement rivée et qu'ils marchent au sifflet. Quand un pays ne se gouverne plus, c'est-à-dire quand il est gravement démocratisé, c'est l'étranger qui le mène.

On sait comment l'Allemagne, ayant engagé ses espions dans l'engrenage de la trahison, les bridait ensuite bien plus par la menace que par l'appât du lucre. J'imagine que les maîtres de l'heure font agir ainsi, par des procédés analogues, leurs commis, nos soi-disant dirigeants.

On amorce avec des participations financières, des coups de bourse préparés, des places dans les conseils d'administration des grandes affaires, et l'on continue par la cravache.

Pour subjuguier les peuples, la cavalerie de Saint-Georges est beaucoup plus efficace que la grande armée de Napoléon.

En vérité, le « pacifisme » triomphe. Déjà, l'Occident est conquis. La France elle-même, malgré sa prodigieuse victoire, semble accepter la sujétion.

L'Orient résistera-t-il mieux ? — Que

peut-il, sinon opposer son inertie, sa torpeur et les confuses rêveries de sa métaphysique dissolvante ? Sans action sur les énergies tumultueuses de la matière, il énerve et atrophie toute spiritualité. Il est négatif.

Pas d'illusion. Si nous ne nous reprenons pas, la Bêtise-Dollar va régner. Nous irons à la démocratie intégrale, politique et sociale. Seules compteront alors la quantité du poids de métal ou du nombre, la force brute. Finis les plaisirs de l'esprit, les délices de la table, la saveur des choses, les nuances, les délicatesses de la qualité, l'intelligence, l'ironie, la grâce, le charme de vivre... Ce sera vilain, dur, bestial, sombre, inhumain. Nous ne serons plus que les pantins, bien habillés, mais épileptiques et crétins, d'un film cinématographique à la manière des *Mystères de New-York*. La Bible ordonnera notre sociologie ; les fakirs, notre philosophie ; l'hygiène et les sports, notre morale ; et le dollar, notre foi.

Après l'atroce entre-tuerie, l'Europe est revenue aussitôt à ses vieux errements, et ceux-là même qui provoquèrent la catastrophe. Ce fut l'in vraisemblable qui advint. Ainsi les financiers s'attendaient à une réforme monétaire générale qui en eût fini avec l'absurde et pernicieuse suzeraineté de l'or. Le désarroi qui suivit l'épouvantable séisme politique, les dévastations, l'effort de reconstruction et de relèvement qui s'imposait, tout y inclinait.

Malheureusement, l'ignorance du grand public, les préjugés, les intérêts ont opposé leur formidable coalition. La démagogie conservatrice, non moins nocive que la démagogie radicale, est intervenue. C'est pour complaire aux classes moyennes qu'on a proclamé l'intangibilité de l'étalon d'or, et c'est ainsi que la France fut assujettie à l'impérialisme du dollar. « Avec la distribution existante de l'or du monde, a fait remarquer l'économiste anglais Keynes, la restauration de l'étalon d'or signifie, inévitablement, que nous livrons le contrôle de nos prix et la tenue de notre crédit au Federal Reserve Board des États-Unis. »

Qui tient la monnaie tient le commerce, l'industrie, la liberté, la vie des nations. Cela dessillera-t-il les yeux ? La grotesque superstition de l'or l'emportera-t-elle sur le sentiment de la dignité, de l'indépendance, de la vitalité nationales ? Par misonéisme, pour une grossière fiction, allons-nous accepter ce honteux marchandage ?

De tout temps, les accapareurs de denrées ont été considérés et, à l'occasion, traités comme des criminels.

Que dire des accapareurs de monnaie ? Ils sont bien plus malfaisants. Présentement, les Américains, par leur chantage monétaire, perturbent toute l'économie mondiale. Ils préparent ainsi un cataclysme qui, au surplus, ne sera pas pour eux aussi avantageux que la dernière guerre.

Les États-Unis ont détruit l'équilibre économique, très instable, comme tout équilibre de sottises, du système monétaire métallique.

On nous apprend qu'ils prétendent « taxer le monde avec leur or et leurs produits : pétrole, métaux, cotons, etc. », et qu'ils ouvrent « dans l'Amérique du Sud des exploitations formidables ».

Qu'est-ce à dire ? L'or ? — L'Europe n'en a pas besoin. Les produits ? — Elle ne les peut payer avec l'or qu'elle n'a pas et dont les États-Unis regorgent. Avec d'autres produits ? Les États-Unis surabondent de matières premières et prescrivent des droits de douane prohibitifs sur les objets manufacturés.

« La surproduction les accable. De 1920 à 1924, le gouvernement est obligé d'avancer 500 millions de dollars aux agriculteurs qui ne peuvent plus vendre. » Presque la moitié de la population s'entasse dans les villes, la surproduction atteint, en 1921, 750 millions pour les objets fabriqués, il y a trois millions de chômeurs.

Peuvent-ils croire vraiment qu'ils s'assureront ainsi l'hégémonie de la planète. Qu'en feraient-ils ? L'autorité qu'il y faut ne s'acquiert que par le dévouement, le désintéressement et l'idée rayonnante. Or ces mercantis incultes n'ont ni tradition, ni idéal. Leur puissance même leur serait fatale. Ils suivraient leur pente qui est

évidemment la barbarie. Ils rétrograderaient. Ils ne peuvent s'élever qu'en s'inspirant docilement d'une civilisation dont les racines plongent dans la profondeur des siècles.

L'excuse de leur arrogante infatuation, c'est que les peuples qui leur sont supérieurs, aveuglés par l'insane fétichisme de l'or, acceptent bénévolement leur domination.

La psychose mégalomaniacque des rentiers de la guerre va contraindre les nations européennes à vivre sur elles-mêmes, de leur propre production, de leur crédit et des principes de civilisation que l'or, la démocratie et le matérialisme n'ont pas encore oblitérés.

La garantie de l'indépendance, pour chaque nation, est de rester maîtresse de son moyen d'échange, condition essentielle pour rester maîtresse de son économie et de sa politique.

VI

LA VIE CHÈRE

« Nous avons abandonné le soin de nos terres aux derniers de nos esclaves : aussi les traitent-ils en vrais bourreaux. Nous avons des écoles de rhéteurs, de géomètres, de musiciens. J'en ai vu même où l'on enseigne les professions les plus viles comme l'art d'appréter les mets ou de parer la tête ; mais, pour l'agriculture, nulle part je n'ai trouvé ni professeur ni élève. Et cependant, dans le Latium même, il nous faut, pour éviter la famine, tirer le blé de pays situés au delà des mers, et le vin, des Cyclades, de la Bétique et de la Gaule. »

COLUMELLE : *Traité sur l'agriculture.*

Parlementaires, publicistes, économistes, rentiers, fonctionnaires, paysans, ouvriers, ménagères, intellectuels font chorus pour invectiver contre la vie chère et ses présumés fauteurs. Là-dessus, qui ne bêtifie ? Les plus doctes, doctement certes, mais non moins que les autres. « Ceux-là, notait Pas-

cal, sont les plus sots de la bande, puisqu'ils le sont avec connaissance, au lieu qu'on peut penser des autres qu'ils ne le seraient plus s'ils avaient cette connaissance. »

Tous, ils adjurent, ils somment les gouvernants de décréter ceci ou cela, des changes plus favorables au franc, la baisse générale des prix, et particulièrement pour les aliments et les loyers. Pardonnez-leur, Ordonnateur des choses, Sagesse suprême ! Ils ne savent ce qu'ils disent ni ce qu'ils font...

Cette action, d'ailleurs, le plus souvent, se borne aux discours. Si quelque ministre réformateur — l'espèce la plus calamiteuse — cède à la clameur populaire et s'avise d'intervenir, le résultat ne se fait pas attendre : le marché se vide et en conséquence — heureusement — les prix s'élèvent aussitôt.

C'est un don du ciel que les désirs de la démocratie soient impossibles et que, dans le social comme dans le physique, la part de la fatalité soit infiniment plus décisive que celle de la modificabilité incohérente.

Parmi les nombreux prédicateurs de la croisade contre la vie chère, il y a ceux qui se contentent d'un vibrant appel aux bons sentiments du paysan et au patriotisme du boutiquier. Ce sont, en général, les ministres en exercice. Dans son discours de Brive, du 24 août 1924, M. Raynaldy, ministre du Commerce, nous en fournissait cet échantillon :

« Producteurs de toute sorte et commerçants, vous devez au pays de résister aux tentations des prix trop élevés portés à un niveau où ils ne sont plus légitimes, parce qu'il faut que le peuple vive, parce que cette hausse des prix a des conséquences préjudiciables pour tout le monde, même pour vous, et que la prospérité est mieux assurée par la vente de beaucoup de marchandises, même avec petits bénéfices, que par celle de marchandises raréfiées vendues à des prix trop élevés. »

Le Guillotiné par persuasion de Chavette, que rappelle ce morceau d'éloquence, ne nous offre rien d'aussi désopilant que ce « vous devez au pays de résister aux tentations des prix trop élevés »...

Il y a d'autres tribuns qui pressent les pouvoirs publics de prendre des mesures énergiques. Ce sont ceux qui ne sont plus ou ne sont pas encore ministres.

Voici ce que peut dire un ancien président du Conseil, M. Caillaux :

« Pour lutter contre la vie chère, l'élargissement des marchés par des traités de commerce bâtis sur de nombreux modèles réalisant ou préparant des unions douanières, un contrôle serré sur les groupements qui coalisent les producteurs au détriment du consommateur, la guerre impitoyable au parasitisme économique qui s'exprime par l'abus des commissions, par le foisonnement des intermédiaires. Tous les moyens à employer en même temps pour en finir avec l'exagération invraisemblable des prix qui procure à certains des bénéfices scandaleux, tandis que sont réduits à la gêne, souvent à la misère,

la masse des humbles, en tête les petits possédants auxquels l'âge interdit le travail. »

Les traités de commerce ? — Ils sont en fonction de la politique. Ils se concluent toujours à l'avantage des nations contractantes qui ont su maintenir les conditions essentielles d'un gouvernement : unité et continuité de direction. Et donc au détriment d'une France jocrisse.

Le contrôle sur les groupements de production ? — Il faudrait d'abord que ce contrôle parlementaire ne dépendît point de ces groupements.

La guerre impitoyable au parasitisme économique ? — Peut-être. Mais il serait expédient de s'en prendre d'abord à ce qui suscite et entretient ce parasitisme. En tout cas, cela contredit formellement le couplet démagogique final sur « les petits possédants auxquels l'âge interdit le travail ». Car, précisément, ce sont les petits possédants qui constituent le parasitisme que le même orateur vient de dénoncer. Parce qu'ils peuvent vivre de leurs rentes, s'établir, faire du négoce, préparer leur progéniture au baccalauréat à seule fin de mettre celle-ci à la charge de l'État ou de lui ouvrir la porte branlante des carrières libérales, ces petits possédants sont distraits, eux et leur descendance, de tout travail productif. Qu'est-ce que le parasitisme si ce n'est cela ?

Ces absurdes contradictions ne sont pas le

monopole d'un politicien ni d'un parti. A gauche, au centre ou à droite, elles sont les munitions des batailles électorales et parlementaires.

Collectivement, les contribuables demandent qu'on réduise le ruineux fonctionnarisme cependant que, personnellement, ils exigent, pour eux ou leurs rejetons, qu'on les dote de quelque sinécure lucrative. Dans l'ensemble, tous réclament la baisse des prix et, dans le particulier, chacun entend faire payer ses services et ses produits le plus cher possible. La plupart demandent même à l'État de les y aider. Et le talent du politicien, c'est de concéder le pour et le contre, d'accorder ce qui se nie. A tout le moins en paroles. Et rien n'est plus cocasse.

On sait « les mesures énergiques » qu'à l'instigation de la Fédération nationale des coopératives de consommation le gouvernement a prises. Les résultats de cette turlupinade, encore que le préfet de police ait été chargé de vendre des poissons sur la voie publique, ont déçu les ménagères les plus optimistes. Passons.

« Le programme minimum à réaliser d'urgence » des communistes est encore plus rigolo. Le voici dans toute son ignoble candeur :

« 1^o Achat par l'État de toute la récolte de blé à un prix établi, d'après les conditions de la récolte annuelle, par les organisations de la classe ouvrière et des petits cultivateurs.

« Livraison de la viande de boucherie aux coopératives et ouverture de magasins municipaux qui vendront au prix de revient.

« 2^o Nationalisation immédiate des mines de potasse et livraisons des engrais aux cultivateurs au prix de revient.

« 3^o Impôt spécial sur la grande industrie, le haut commerce et les grandes banques pour la livraison aux petits et moyens cultivateurs de machines agricoles et d'engrais chimiques.

« 4^o Emprunt obligatoire progressif allant de 25 à 80 %, à partir de 1 million sur la fortune mobilière et immobilière dont l'utilisation servira au remboursement des petits porteurs de la dette publique, à l'équilibre du budget, au paiement de l'indemnité des 1.800 francs aux fonctionnaires, à la construction de logements destinés aux masses laborieuses.

« 5^o Suppression de tous les impôts indirects, décharge de tous les autres impôts, y compris l'impôt sur le chiffre d'affaires, au-dessous de 12.000 francs de revenus et 200.000 francs de fortune.

« 6^o Impôt sur les grands propriétaires fonciers et les riches paysans (à partir de 30 hectares de propriété) dont le produit servira à l'amélioration et à l'intensification de production chez les petits cultivateurs. »

Quand on se représente les épouvantables famines périodiques que la réalisation sanglante d'aussi beaux projets minima et maxima a déchaînée en Russie, on se demande quelle délirante eschatologie ces gens-là peuvent bien imaginer. Une telle

aberration ne s'explique que par la passion morbide de tout détruire, qui est bien la caractéristique du nihilisme slave. Maladie mentale contagieuse et redoutable, mais qu'en France une héroïque médication dictatoriale pourra guérir.

Ce qui est incurable, c'est l'imbécillité organique des classes moyennes.

La *Confédération des Travailleurs intellectuels*, qui comprend 200.000 membres (tant d'intellectuels et si peu d'intelligence !) lesquels « sont les plus atteints par la vie chère », préconise :

« 1^o Le développement intensif de la production générale agricole et industrielle ;

« 2^o Les économies et la lutte contre le gaspillage ;

« 3^o L'utilisation métropolitaine de la production coloniale ;

« 4^o L'abaissement du tarif des transports des denrées indispensables à la vie ;

« 5^o L'éducation de l'acheteur que les nouveaux procédés de vente trompent quotidiennement ;

« 6^o La répartition régulière des denrées ;

« 7^o Les facilités les plus grandes accordées à la vente directe du producteur au consommateur. »

C'est-à-dire s'ils savaient ce qu'ils disent : 1^o Substitution presque totale du travail agricole et industriel au « travail intellectuel » ; 2^o Élimination sévère du parasitisme des classes moyennes ; 3^o, 4^o, etc. Guerre à la démocratie, qui est la désagrégation, le désordre, le gaspillage et l'abrutissement...

Si les programmes électoraux se pouvaient réaliser, si quelque démiurge s'avisait par malice d'exaucer les puérils vœux populaires, si les idéologies les plus délétères n'étaient point réprimées dans leurs incohérentes aspirations par la souffrance, l'émeute et la ruine, si enfin le désordre ne provoquait point, spontanément, par sa propre extension, une salutaire réaction organique, toute société se désagrègerait, toute civilisation périrait. La vie chère est une réaction organique de la société économique.

Mais, on l'entend bien, un politicien n'acquiert la popularité qu'en s'appliquant à pallier les effets cuisants du mal. Peu importe que le mal même et ses causes profondes en soient aggravés.

Qu'on pend le mercanti, qu'on rôtiſſe à petit feu l'accapareur, qu'on écartèle le propriétaire, cela ne fera pas pousser un grain de blé, ni construire une cabane de plus.

Que par des édits draconiens on fasse baisser réellement le prix du pain, ce ne sera que pour une ou deux saisons. Après, surviendra inéluctablement, comme on l'a vu en Russie, la famine dans toute son horreur. Et ce sera la tyrannie de la Bêtise, si féroce soit-elle, qui devra céder ; car on ne reverra du blé qu'en le payant un prix d'autant plus fort que la production agricole et le commerce auront été plus longtemps molestés, effrayés et découragés.

En cet état de démence qui assure à l'Eu-

rope le royaume des cieux soviétiques, ceci seul pourrait exercer quelque influence dépressive sur le coût du bifteck : le naturisme, le végétalisme, l'abstinence totale, le malthusisme généralisé, l'anthropophagie, l'extermination patriotique des nouveau-nés, des infirmes, des vieillards, de la classe moyenne, des poètes et des ergophobes.

Par contre, voici ce qui ne saurait d'aucune manière, sinon par l'épreuve amère des conséquences tragiques de l'erreur et de la sottise, améliorer nos conditions d'existence : La fabrication intensive des romans, des autos, des bas et chaussettes de soie, des parfums, des films et des opérettes ; les programmes, les harangues et les articles de journaux politiques, sociaux et philanthropiques ; le baccalauréat, moderne ou classique, pour tous ; le vote des femmes et les réformes des précédentes réformes électorales ; la Société des Nations, les Commissions et les Conférences internationales ; les lois prescrivant la vertu facile, le bonheur obligatoire et la vie à bon marché ; les ligues, les syndicats et les manifestations ; l'encouragement à la culture qui n'est pas celle de la pomme de terre, les prix littéraires, la protection du petit commerce, de la petite industrie, du petit possédant, du petit citoyen et de la petite prostitution ; les emprunts d'État, l'inflation des titres à intérêts pour retenir l'inflation du papier-monnaie, c'est-à-dire l'inoculation de la syphilis

On n'accapare pas les marchandises qui surabondent. Surtout les denrées.

Il y a soixante ans, le quart seulement de l'humanité mangeait du pain ; il y a trente ans, c'était le tiers ; maintenant, c'est la moitié. Depuis la guerre qui a brassé les races. Jaunes et Noirs, dans leur alimentation habituelle, substituent de plus en plus le pain au riz. Pourtant, avec ses deux et même trois récoltes annuelles, le rendement du riz est bien supérieur qui n'empêchait pas les effroyables famines asiatiques.

Or les emblavures ne se sont pas étendues et, malgré l'emploi des engrais chimiques, les récoltes, n'ont pas augmenté en proportion.

En France surtout, la culture du blé est de plus en plus délaissée. Faute de main-d'œuvre, on remplace les emblavures par des prairies et l'on se borne à labourer et ensemercer les meilleures terres. Les autres sont abandonnées.

Il en est ainsi, d'ailleurs, pour toute l'agriculture et partout.

M. Herriot a fait cette remarque : « Actuellement, le producteur qui fournit la ville a une tendance à préférer les récoltes insuffisantes aux récoltes abondantes, parce qu'il a moins de main-d'œuvre à payer. Il lui est plus avantageux de récolter peu et de vendre cher que de récolter beaucoup et de vendre bon marché. »

C'est aussi, convient-il d'ajouter, que cette main-d'œuvre fait défaut.

Il y a moins d'un siècle, la population rurale représentait les trois quarts de la population française ; ensuite, ce furent les deux tiers ; aujourd'hui, la moitié seulement. Les professions agricoles comptaient pour 50 % en 1870. Maintenant, moins de 30 %.

Dans ces conditions, n'est-il pas absurde d'accuser le paysan de gagner trop ?

Ce qui démontre, au contraire, que ses bénéfices réels sont trop modestes, c'est que nul de ceux qui les dénoncent ne se soucie de se les attribuer pour la même besogne, c'est que les capitaux préfèrent les 10 et 30 % de l'industrie aux 5 % aléatoires des entreprises agricoles. La seule marchandise dont la cherté excessive soit un désastre sans compensation, c'est l'or.

En forçant le paysan à fournir ses récoltes à vil prix, à perte ou sans profit alléchant, on lui fera supprimer à peu près complètement les emblavures et réduire considérablement les autres cultures vivrières. Et ce n'est pas la pénurie, incontestablement, qui fera baisser le coût des aliments.

« Prenez garde ! criait Mirabeau. N'irritez pas ce peuple qui produit tout, et qui, pour être formidable, n'aurait qu'à être immobile. »

C'est le prétendu progrès de l'industrialisme ploutoniste qui a lâché sur la civilisation séculaire la meute vorace, déprédatrice des cupidités rapaces et des bes-

tiales concupiscences. Il a promu, intronisé cette formidable puissance internationale de la finance, — sinistre toute-puissance du mal et du désordre qui ne peut régler les forces antagoniques ni apaiser les conflits de classes et de peuples.

Malgré l'apparence que donne une fiévreuse surproduction de pacotille, parfois nocive, cet industrialisme est un facteur du paupérisme. D'abord parce qu'il multiplie les besoins artificiels ; ensuite, parce que, somme toute, il ne fait que de l'argent. Par là, il accapare les activités, les capacités, les capitaux. Enfin, il dilapide le capital social, les richesses naturelles qui sont limitées : houille, pétrole, métal... etc. Pour trouver des débouchés, l'industrialisme pousse aux armements et fomenté les atroces guerres de peuples. Il précipite les États affaiblis dans le gouffre sans fond des Dettes publiques.

L'esprit seul pourrait nous libérer de cet esclavage abrutissant de l'argent ; mais l'intellectualisme aussi, « pour vivre », dit-il en se défaisant, s'est prostitué. Il faut « arriver », et l'intelligence est un obstacle, une surcharge qui handicape terriblement.

Il n'y a d'espairs que dans la glissade au socialisme. La mainmise des soviets sur les manufactures, les machines et les Comités d'usines tels que les ouvriers métallurgistes de Troyes les ont imposés à leurs patrons enrayeront brutalement le dévelop-

pement excessif, tératologique de l'industrialisme. Ce qui s'est passé en Russie et les aventures de la Verrerie ouvrière d'Albi en témoignent.

Faisons donc confiance aux excès de la Bêtise. Elle est suicide.

Pour une autre part encore, la vie chère est le fruit amer de la démocratie. Notamment par l'incoercible propension à l'égalité antiphysique.

Cette égalisation, on l'entend bien, ne s'obtient qu'en transformant le capital concentré, d'épargne, d'administration, de production en une richesse éparpillée, de jouissance immédiate pour tous, de consommation, quelle que soit la répartition. L'égalité dans la disette, c'est la misère commune.

Et d'ailleurs, la productivité, quel que soit le mode d'appropriation, indique le niveau intellectuel, social et moral d'un peuple. Elle implique une forte constitution de la famille, la continuité des mœurs, des libertés positives, toutes choses incompatibles avec les « réformes » légales, l'étatisme, l'égalité, la peste démocratique.

La fortune d'un milliardaire peut s'effriter dans ses entreprises mal conduites, mais non être dépensée, absorbée par son détenteur, quelque entrain qu'il y mette. Elle reste donc, nécessairement, un capital productif qui se renouvelle et même s'accroît. Au contraire, un milliard distribué à un

million d'électeurs se dissipe aussitôt, inéluctablement, sottement, Bientôt, il n'en reste plus que de la fiente, des besoins d'autant plus exigeants qu'ils sont récents et frivoles, le dégoût du travail... Soit : consommation accrue, production décrue, cherté.

Mais la cherté s'explique amplement par les dévastations d'une guerre « scientifique » de cinquante et un mois, dix millions de jeunes hommes tués qui étaient les meilleurs travailleurs, et ensuite une paix d'anarchie, agitée, précaire, parce que sans victoire, une paix aussi dispendieuse et ruineuse pour la France que la guerre, en outre la gabegie d'une administration irresponsable ; l'exaspération des appétits, l'ostentation imbécile, le luxe criminel, l'obsession vestimentaire, l'oisiveté, la noce, tout ce qui corrompt, abrutit une race, stupéfie, saccage une civilisation.

Eh bien, ces aberrations attestent que la vie n'est pas assez chère.

La richesse nominale a quintuplé, les prix ont sextuplé. Ce n'est pas suffisant, ce n'est pas une hausse réelle. Il y a trop de gigolos en smoking, trop de poupées somptueusement déshabillées, trop de dansings, trop de shimmy épiléptiques.

Imaginons l'in vraisemblable : Obéissant aux programmes électoraux, aux injonctions des journaux, à l'éloquence ministérielle, les prix reviennent aux taux d'avant-guerre.

Ne voit-on pas qu'aussitôt les ouvriers ne travailleraient plus qu'un jour de trois heures par semaine, que le nombre des rentiers quadruplerait et que les cultivateurs, n'ayant plus aucun intérêt à s'éreinter, se mettraient tous à cultiver les arts ?...

Dans une « étude sur le parasitisme social »¹ j'ai écrit :

« Nous approchons d'un temps où, sur dix petits Français, il y en aura huit qui se destineront respectivement : 1^o à l'agio ; 2^o à la boutique ; 3^o à la littérature ; 4^o à la peinture, au théâtre ou à la musique ; 5^o aux carrières libérales ; 6^o au fonctionnarisme ; 7^o au journalisme et à la politique ; 8^o enfin, à la noce. Le neuvième et le dixième, dénués de tout, d'opinions radicales-socialistes, d'argent et d'entregent, se verront contraints, dans l'agriculture ou l'industrie, de nourrir tant bien que mal les huit autres. Mais ce ne sera pas sans rechigner. »

Et nous y sommes.

Présentement, il y a beaucoup plus d'intellectuels, de rentiers, d'ouvriers honoraires, d'experts en « combines » qu'avant la guerre, et, dans ce pays exténué, appauvri, il en faudrait moins, beaucoup moins. Conclusion irréfragable : les prix sont réellement trop bas puisqu'il est encore trop facile de frauder la nécessité et de subsister pour un trop grand nombre en n'étant que « producteur de fumier ».

1. *Les Classes moyennes.*

Même conclusion en ce qui concerne ce qu'on nomme la « crise des logements ». Puisque les campagnes se dépeuplent, puisque la circulation dans les grandes villes devient de plus en plus embarrassée¹, puisque les capitalistes n'ont plus intérêt à faire construire, il serait plus sage d'exhorter les propriétaires à être moins timides dans leurs exigences que de légiférer à tort et à travers sur les loyers et les « droits » des locataires.

Les prix réels sont déterminés par la production des aliments et la distribution de leur consommation et des matières premières.

C'est pourquoi l'agriculture est la base de l'économie sociale positive. Toutes les fonctions actives devraient s'ordonner par rapport au « labourage et au pâturage », ces « deux mamelles de la France ».

Les ruraux, dit-on, ne « résistent pas assez aux tentations des prix élevés ». Pour n'avoir pas réprimé ces « tentations », ce bon M. Chéron fut caricaturé, anathématisé. Eût-on préféré que les cultivateurs laissassent leurs terres en friche ?

Bénédictions donc la providentielle absten-

1. C'est là un cas de l'impossibilité pour un État démocratique de prévoir et de prendre les mesures d'ordre les plus simples. Pour décongestionner Paris, il faudrait transférer à la périphérie les Halles, la gare Saint-Lazare, les grands magasins, etc... Cela serait moins onéreux que de créer des rues souterraines et plus efficace. La démocratie s'en prend toujours aux effets d'un désordre, non à la cause. Pour désencombrer, il faut supprimer les causes de l'encombrement.

tion de M. Chéron ! C'est la première et l'unique fois, sans doute, que les préoccupations électorales ont eu des vertus bienfaisantes.

Souhaitons qu'il y ait plus d'avantages à remuer le sol qu'à exploiter l'ignorance, la haine, à élucubrer d'insanes niaiseries et à exhiber des petites femmes nues. On peut se passer des chefs-d'œuvre érotologiques, mais non de céréales.

Au lieu de lésiner, craignons plutôt que les paysans s'aperçoivent que la monnaie de papier ne vaut pas grand'chose et qu'ils en viennent à exiger des valeurs moins fictives.

Ce serait le retour au troc : des machines pour du blé, des vêtements pour des légumes, des meubles, des maisons pour de la viande.

Le papier-monnaie n'ayant plus cours que dans les villes servirait à payer les émoluments et les salaires des fonctionnaires, des intellectuels et des ouvriers conscients et organisés. Surchargés de fallacieuses vignettes de la Banque de France, le ventre creux, les citadins pourraient toujours s'offrir un match de gueule ou de boxe à la Chambre, aux Folies-Bergère ou au Cinéma.

Assurément, une hausse trop brusquement accentuée ne va pas sans quelques souffrances pitoyables. Mais, seules, les classes surencombrées, et donc en quelque sorte parasitaires, les ressentent longtemps et profondé-

ment. Les classes productrices, elles, dont l'activité est indispensable, peuvent ramener aussitôt et ramènent en effet leurs rétributions et leurs gains au niveau des prix. Ce n'est pas un des moindres bienfaits de la vie chère que de décourager sans douceur les arts qui ne se soutiennent que par les encouragements.

En attirant aux champs la main-d'œuvre, les talents, les capitaux, en faisant défricher et ensemer les terres abandonnées, en restreignant la consommation, la vie très chère prépare la vie moins chère.

Certes, absolument, la hausse des prix n'est pas un bien qu'il faille poursuivre. C'est le moyen de circonstance d'une amélioration. C'est un tonique revigorant, un aiguillon pour l'activité, une incitation à l'épargne. C'est un médicament héroïque, le remède qui convient à la société d'après guerre, énérvée, détraquée.

Aucun pouvoir temporel et spirituel effectif ne réglant plus les activités, les pensées et les sentiments, c'est la rude nécessité seule, le besoin de manger, de s'abriter, de se vêtir qui en peut tenir lieu, suppléer la volonté et la direction. La faim et le froid ont seuls pu astreindre l'homme au travail, et l'esclavage le plus dur, au travail régulier. L'insécurité, la peur seules l'ont discipliné à l'ordre.

A l'épreuve, forcément, malgré toutes les divagations et les chimères, malgré l'impé-

riale Bêtise, il faut se rendre au bon sens positif : Produire pour se nourrir et travailler pour produire.

Ce qui subsiste encore de civilisation ne se maintient que par cette discipline de l'inexorable fatalité.

Le laisser-faire que préconisait l'ancienne économie libérale, évidemment, n'est pas sans inconvénient. La société est un organisme à qui une tête n'est pas superflue. Mais encore faut-il que ce soit cette tête qui commande. Toute autorité est mauvaise qui n'est pas intelligente, ferme, éclairée.

Or la démocratie, par définition, est acéphale ou décérébrée. Elle ne suit que les impulsions de ses parties basses qui sont les plus énergiques. Son égalitarisme fondamental, masque hypocrite de l'envie, ne saurait admettre la spécialisation et, partant, la hiérarchie des fonctions. C'est pourquoi elle ne peut savoir pour prévoir afin de pourvoir.

Dans ces conditions, le mieux est de laisser faire la nature médicatrice. La nécessité ne se laisse pas fléchir par l'expression, si pathétique, si impérieuse soit-elle, des désirs de la majorité et même de l'unanimité.

Si l'opération ne se fait pas sans douleur, c'est par la douleur qu'elle est salutaire. N'en espérons donc pas les « harmonies économiques » célébrées par F. Bastiat. Pour la société comme pour l'individu, *primum vivere*.

Inutile donc, présentement, de heurter les

préjugés et de scandaliser les idéologies d'un peuple affranchi de tout bon sens en nous efforçant de montrer comment on pourrait combattre effectivement la vie chère. Il n'est pires sourds que ceux qui se complaisent à l'être.

Les événements seront plus persuasifs que des dissertations et, ainsi, ils prépareront les esprits, ranimés par la cruelle expérience, à entendre raison enfin.

Alors il suffira, pour résoudre tous les problèmes politiques et sociaux, — car il faudra bien se décider à les aborder, — de prendre exactement la contre-partie des déclamations, réclamations, revendications, des réformes réalisées et proposées, des lois dites sociales, des principes, des procédés et des fins, en bref de la théorie comme de la pratique démocratiques, manifestations morbides et aggravantes de la démence occidentale.

En attendant, pour franchir plus lestement la redoutable étape, pour éviter le fléau de la famine et les atrocités du grand soir rouge, pour préserver ce qui ne doit pas périr d'une civilisation d'humanité, il convient de préconiser et de favoriser l'enchérissement général qui, dans la carence de toute direction, enrayer le gaspillage et active la production.

VII

LA DÉMOCRATITE

« Les Français se sont montrés les plus habiles artisans de ruine qui aient jamais existé au monde... Si nous avions complètement vaincu la France, si elle était prosternée à nos pieds, nous aurions honte d'envoyer aux Français, pour régler leurs affaires, une commission qui leur imposât une loi aussi dure, aussi fatale à leur grandeur nationale que celle qu'ils se sont faite à eux-mêmes. »

EDMOND BURKE.

La démocratie, c'est le mal. Nous en crèverons si nous n'acceptons point d'en guérir. Son plus grand méfait, celui contre lequel nous avons à réagir le plus énergiquement, a été précisément d'inciter les gouvernements à outrepasser leurs fonctions, à grossir monstrueusement leurs budgets, à usurper sur tous les pouvoirs, y compris le spirituel, à se substituer à toutes les activités, aux compétences, à tout tenir, à tout étreindre pour tout confondre et tout entraver.

De plus en plus, le légal se substitue au moral. Aussi le législateur prend-il des allures de mage.

Un État est l'ensemble des forces convergentes qui résistent à la dissolution. Par définition, l'État est donc antidémocratique.

La démocratie organisée, c'est l'État contre la société.

Aucun pouvoir sans concentration. Pas de concentration sans continuité. Pas de continuité sans direction. Nulle direction sans chef. La santé, qui est l'ordre, sera toujours antinomique à la maladie, qui est la démocratie.

La démocratie sous toutes ses formes est une maladie chronique invétérée. On ne peut espérer sa guérison que si elle devient une violente maladie aiguë, par la banqueroute, la famine et la révolution sociale, — car la guerre, si atroce, et même l'invasion n'y ont point suffi.

État égale stabilité. Élection, parlementarisme égalent instabilité. Donc, système électif et parlementaire : négation de l'État, anarchie.

La démocratie est l'aspect politique de la

barbarie. Elle subordonne le social aux individus. La civilisation est, au contraire, l'incorporation de l'individu à la société.

Les lois écrites peuvent affaiblir, détruire les institutions : elles ne les suppléent jamais.

L'ordre temporel, durant l'interrègne spirituel, ne saurait être qu'un accident heureux. Car il n'est réalisé et maintenu que par l'équilibre, extrêmement instable, des intérêts, des préjugés, des ignorances, des instincts et des passions.

L'anarchisme de doctrine est chimérique, mais non positivement absurde. On peut imaginer un monde dans la torpeur, qui se passerait d'être ordonné parce qu'il n'aurait ni désirs ni activité. Mais rien n'est plus déraisonnable que de prétendre instituer un gouvernement subordonné aux gouvernés.

Il n'y a d'idées organiques que celles qui ne se discutent point, entendons celles qui sont cristallisées en sentiments ou en dogmes.

Alors que la parole tient lieu de tout, est tout, la persuasion et l'opinion ne jouent réellement aucun rôle. C'est que l'éloquence électorale et parlementaire vise non pas à persuader ou à former les opinions, mais à déterminer les votes du plus grand nombre. Et ce ne sont pas des raisons qu'il y faut ;

mais flagorner, promettre, suggestionner, étourdir, susciter les cupidités, exciter les haines...

Il faut tordre le cou à l'éloquence, — et, pour l'exemple, à quelques palabreurs trop éloquents.

Ce que la presse, chaque jour, insuffle d'insanités et de mensonges dans les pauvres cervelles de nos contemporains, paraîtra invraisemblable à nos descendants. Rien n'est trop fort, je veux dire trop idiot.

« Qui assemble le peuple, l'émeut », disait le cardinal de Retz. La démocratie, c'est l'émeute en permanence.

La démocratie s'acharne à détruire la Cité pour s'assurer le vote des citoyens.

A des politiciens sollicitateurs, Clemenceau répéta un jour ce mot d'Henry Becque : « Faut-il entendre par démocratie les vices de quelques-uns mis à la portée du plus grand nombre ? » Si ce n'était que cela !... Le pire, c'est la bêtise du plus grand nombre imposée à quelques-uns et gouvernant l'ensemble.

Tout élu du suffrage universel, par le fait même qu'il a pu être élu, est à tout le moins un menteur et un fourbe. Tout électeur, par

le fait même qu'il vote, est un imbécile.
Pas d'exception. Tout au plus des degrés.

L'élection exige la fraude. Compter loyalement les désirs, les intérêts, les caprices des masses pour les satisfaire, il n'en résulterait qu'un inconcevable non-sens. C'est pourquoi, désormais, tout l'art politique consiste à mentir, à « manœuvrer », à duper l'électeur, à truquer les urnes. Cela n'a pu avoir que de déplorables conséquences pour la moralité publique, et conséquemment pour la moralité privée.

D'Aristophane : « Cher Demos, brave Demos, fais de moi ton élu fidèle, et je te gratterai dans le dos à l'endroit où ça te chatouille, et j'essuierai la chassie de ton œil avec une patte de lapin bien douce. »

Tout pour l'électeur du moment.

Hors de lui et après lui, la fin du monde. De même qu'il a des droits pour un tout et des devoirs pour un quarante millionième, de même il est créancier pour un tout et débiteur pour un quarante millionième. C'est la négation même de toute civilisation qui est faite, essentiellement, de solidarité et de continuité ; mais c'est la démocratie...

Ce fut un malheur que les élections du 16 novembre 1919 aient paru être plus raisonnables que les autres. C'est ce qui a revi-

« goré le parlementarisme que la guerre semblait avoir ébranlé. Une opposition, si faible soit-elle, ranime le parlementarisme. Elle lui est indispensable. Il lui faudrait l'inventer si de sots adversaires ne la lui fournissaient point.

Ce sont toujours les mêmes clichés, les mêmes redondances, les mêmes insanités qui repassent. Tout est dans chaque affiche, chaque discours, chaque appel au vote. Et depuis qu'il y a des élections, comme en témoignent les inscriptions murales de Pompéi. L'électeur ne demande pas une autre incantation. Sans se lasser, imperturbable, il accomplit le rite imbécile. Après avoir défilé devant l'urne fétiche, il passe plus allégrement devant le guichet jamais fermé du percepteur. O candeur !...

Trois cents députés et sénateurs sont administrateurs de Sociétés anonymes. Il y a, en outre, les « avocats-conseils » largement, « honorés » pour de vagues besognes. Le nombre des fonctions détenues dans ces Sociétés par les parlementaires se chiffre par milliers, car beaucoup font partie de dix conseils ou plus. Il y en a qui en président vingt-quatre.

Le carnet d'Arton ne portait que cent quatre noms que le détenteur discret de ce carnet, M. Andrieux, par esprit de corps, ne

révélera jamais. Ce studieux potache octogénaire a beau avoir été préfet de police, ce n'est pas une « vache ». Il ne « donne » pas les « aminches ».

Scrupule excessif d'ailleurs, car la publication de ces noms ne nuirait nullement à ceux qui survivent. Au contraire. La démocratie en a vu bien d'autres et, comme les filles, elle a un faible pour les fripouilles.

L'élection est le choix du pire, parce qu'il n'y a que le bas qui soit commun à tous. Chez tous les hommes, même les meilleurs, il y a quelque partie de Barabbas. Voilà pourquoi, consulté, le peuple élira toujours Barabbas.

M^{me} de Motteville écrit dans ses *Mémoires* : « Quand le peuple se mêle d'ordonner, il n'y a plus de maître, et chacun en son particulier le veut être. » La démocratie est donc la tyrannie universelle dans l'anarchie générale.

La démocratie sera imparfaite tant que l'enfant n'aura pas le « droit » de choisir son père, sa mère et sa patrie.

Une démocratie ne se redresse ou ne se gouverne qu'en abdiquant, et elle n'abdique que par la force et dans le malheur.

Ruskin enseignait que « la beauté de tout

travail humain dépend du degré de bonheur de la vie de l'ouvrier ». L'inverse est plus profondément vrai : le bonheur de la vie de l'ouvrier dépend de la beauté — c'est-à-dire de l'utilité-humaine — de son travail.

Le socialiste révolutionnaire D. Gevronsky rapporte cet épisode de la révolution russe :

« Pendant le pillage d'un grand domaine, les paysans s'étaient emparés d'une glace ancienne de très grande valeur. Longtemps, ils ne surent qu'en faire : finalement, ils décidèrent de la briser et chacun en emporta un petit morceau. »

C'est pourquoi la Russie actuelle est au régime de la famine périodique, comme les peuplades nègres livrées à elles-mêmes. L'Europe occidentale en est menacée. C'est l'inéluctable conséquence du développement de la démocratie.

La doctrine de la démocratie, c'est la systématisation de l'envie.

« L'enfer même a ses lois », dit Goethe. Celles de la démocratie — qu'elle ne saurait transgresser — c'est la corruption, l'envie, la terreur et le culte de la Bêtise.

L'envie, ferment de haine, de félonie et de sédition, c'est l'âme affreuse de la démocratie.

Dans un discours de M. Henri Simon, député, ancien ministre, on relève cet aveu qui ne manque pas d'ingénuité :

« Une constatation bien faite pour réjouir des esprits d'origine et de formation démocratiques c'est que la France n'est plus, comme autrefois, trop sensible au rayonnement des fortes personnalités. »

La démocratie, c'est l'envie, disait Proudhon. C'est la haine de toute grandeur. C'est le nivellement par la tête. C'est le règne de la Bête, — et donc du politicien phraseur que gêne « le rayonnement des fortes personnalités ».

Si la démocratie est en révolte permanente contre toute grandeur effective, celle de l'esprit, du caractère et du cœur, elle ne laisse point, par contre, d'être affamée de « distinctions ». Entendons celles qui tiennent à des apparences matérielles, qui sont à la portée de tous parce qu'elles s'acquièrent par la brigue ou l'argent : luxe vestimentaire, diplômes, titres, décorations, etc...

Tous les dirigeants, au temporel comme au spirituel, ministres, académiciens, et même pontifes, pour se réserver la puissance, renoncent à l'exercer, ils participent à l'anarchie afin de garder l'autorité et ses avantages. Comme Ugolin, ils mangent leurs enfants pour leur conserver un père durant

quelques heures. La presse, l'administration et le gouvernement des démocraties sont peuplés de ces Ugolins voraces.

—La démocratie a horreur de l'ordre, chacun imaginant qu'à la faveur de l'anarchie il pourra recevoir plus qu'il ne donne ou, à tout le moins, paraître plus qu'il n'est.

Combien Goethe avait raison de préférer une injustice à un désordre. C'est au nom de la justice que tout est subverti. Et cette « justice », ce n'est que la ruse de la force ou le masque de l'envie.

Parce qu'elle agrège la nation, la guerre forme les mœurs et les institutions de la paix. Au contraire, le pacifisme verbal, qui distend le lien national, fomenté les antagonismes violents. Et d'abord entre compatriotes.

Ce n'est qu'en revigorant la démocratie, et trop souvent par ses côtés les plus pernicieux, que les partis les mieux intentionnés cherchent à pallier les conséquences immédiates de la démocratie. Où nous en sommes, si bas ! le mieux, au contraire, est de laisser ces conséquences s'épuiser, même si elles doivent nous faire éprouver durement toute leur cruauté éducative.

La démocratie semble inébranlable. Même ses dévastations la fortifient. La déliquescence

morale, l'abêtissement, tous les dévergondages et les divagations qu'elle provoque la servent. La dissolution de l'État, l'émeute sanglante, l'invasion l'épanouissent.

Tant que la démocratie ne tue que l'esprit et le cœur, tant qu'elle ne ruine que la patrie, elle n'a que des dévots. Mais bientôt elle ne pourra plus entretenir ses fonctionnaires et ses rentiers : elle est condamnée.

Exaltante raison d'espérer.

C'est une tâche danaïdique que de chercher à procurer à l'État démocratique des ressources financières. Quoi qu'on fasse, celles-ci seront toujours au-dessous des exigences électorales et des appétits de la politique innombrable.

L'État démocratique n'atténue sa tyrannique méchanceté que lorsqu'il lui faut implorer la bonne volonté du contribuable.

Ce n'est pas seulement pour apaiser sa voracité que la démocratie a un formidable budget, toujours croissant, c'est encore pour se maintenir en « faisant » les élections. Elle perdrait tout si elle ne pouvait promettre à la majorité de l'affranchir de toutes les charges sociales en faisant peser celles-ci sur la minorité. On comprend pourquoi ses préférences vont aux impôts directs et compliqués qui se prêtent mieux que les impôts

clairs et indirects à ces tactiques de guerre civile.

Les impôts compliqués, élastiques sont un puissant moyen de pression électorale. Et un prolétariat famélique et abruti, une classe moyenne parasitaire et envieuse sont la clientèle nécessaire des partis de gauche ou de droite.

La vérité, que font éclater ces douze années de dissolution et de chute, c'est que les caisses de l'État électif et parlementaire sont un gouffre sans fond où peuvent s'engloutir, sans le combler jamais, toutes les richesses du monde.

Même avant la guerre, le capital dispersé était complètement évaporé en deux ou trois générations. C'était, semble-t-il, la mission qu'assumaient, conjointement avec le fisc, ce qu'on appelait les valeurs de père de famille. Naturellement, depuis la guerre, l'opération s'est faite plus brusquement, et les souscripteurs de fonds russes, les porteurs d'obligations de toute sorte (notamment des chemins de fer) sont à peu près dépouillés. Il n'est pas besoin d'aller plus loin, car le percepteur, congrûment, raffe le reste.

« Ils chantent, disait Mazarin, qu'ils payent ! »

Et voter, c'est chanter. Le victime, le grand sacrificateur de la démocratie, c'est le percepteur.

Un gouvernement électif et parlementaire ne considère le citoyen que sous ces deux aspects : l'électeur, le contribuable. Tout pour l'électeur, tout par le contribuable. Faire voter, faire payer.

L'impôt est un terrible facteur de démoralisation civique. Il oblige le contribuable qui ne veut pas se laisser dépouiller entièrement au mensonge ; en paralysant la production, il habitue le travailleur à la paresse ; en enrayant la circulation, il développe le mercantilisme ; il incite l'électeur à la mendicité, à la cupidité ; il dénature l'État. Mais c'est le principal moyen de la démocratie pour se maintenir, et son aliment. Aussi l'impôt n'a-t-il plus d'autre limite que la compressibilité du contribuable et la possibilité de le percevoir.

« Mort aux fraudeurs de l'impôt ! » clament nos bons radicaux-socialistes. Et pourtant, sous l'Empire, leurs prédécesseurs (qu'ils étaient beaux alors !) préconisaient le refus de l'impôt. C'était le temps héroïque où F. Gambon, accompagnant sa vache saisie par le fisc, faisait figure d'apôtre triomphateur. Qu'est-ce à dire ? Ceci seulement :

Nos néo-fiscalâtres ne sont plus du même côté de la caisse.

Démocratie politique et démocratie sociale sont le même virus de la même maladie. L'une affecte l'organe de police et de direction, l'autre l'organe de production et d'administration. La démagogie de l'une a pour élément « le prolétariat » ; la démagogie de l'autre, « les classes moyennes ». Celle qui vise à la pulvérisation de la richesse nationale n'est pas moins nocive que celle qui provoque la dispersion du commandement.

Au vrai, pas une secte, pas un parti ne se tient au social. Leur sagesse, leur vertu ne sont que de circonstance. Ce n'est jamais que tactique, stratégie. Les plus beaux élans y cèdent au premier souffle contraire. Leur erreur irrémédiable est de toujours subordonner le but qu'est l'ensemble aux moyens qu'ils sont ou veulent être. C'est pourquoi leur nature est de divaguer et de s'agiter.

Pas d'ordre politique possible dans le désordre économique, et réciproquement.

La dispersion du pouvoir politique, c'est le désordre ; la pulvérisation de la richesse sociale, c'est la gabegie et la ruine. Les deux, c'est l'anarchie.

De même qu'il faut des agents spécialisés dans la fonction de commandement politique ; de même il faut des agents spécialisés dans la fonction d'administration économique.

La confusion du temporel et du spirituel, qui est nécessairement dans la nature de l'enseignement d'État, c'est le chaos, la subversion des hiérarchies organiques. Et c'est ainsi que l'anarchie, d'abord essentiellement intellectuelle, s'élabore dans ce creuset maléficiel de l'Université.

Une civilisation s'anime et progresse surtout par une division plus complète du travail social, par une différenciation plus parfaite des fonctions sociales, et donc par une sélection plus rigoureuse de l'élite enseignante, consacrant et dirigeante.

L'égalité, ou seulement la tendance à l'égalité antiphysique, c'est la confusion des fonctions. Et la confusion des fonctions, pour la société comme pour l'individu, c'est l'incoordination, l'ataxie locomotrice, la paralysie générale.

En morale seulement, chacun peut espérer de remplir indistinctement tous les devoirs de l'homme. Et donc, là seulement, nous entrevoyons la démocratie idéale, — qui est d'ailleurs en opposition absolue

avec la démocratie de fait, celle des insensés droits de l'homme.

L'héroïsme ne saurait être constant. Il est toujours exceptionnel. Demander à chaque citoyen de préférer en toutes circonstances le bien commun à sa propre prospérité, à son bonheur, à son existence est une extravagante chimère. Les prédications morales sont impuissantes. La religion seule peut susciter l'altruisme et l'organiser. L'État seul peut contenir et régler l'égoïsme. Pas de société sans gouvernement spirituel et temporel.

La raison étant le plus souvent au service des instincts égotistes, il importe que ceux qui prescrivent les devoirs ne soient pas exclusivement ceux qui sont appelés à les accomplir.

Le désordre aura toujours et nécessairement beaucoup plus de partisans et d'ouvriers que l'ordre, parce que la grande masse inférieure courra toujours la chance, dans le désordre, d'obtenir plus que l'ordre ne lui attribuerait. Et donc, l'ordre doit être imposé par la contrainte d'une élite.

La démocratie est la basse chimère par laquelle tout le monde veut parvenir à dominer et à exploiter tout le monde. Aussi tant qu'elle représentera une possibilité quelconque, ne serait-ce qu'en apparence, de

domination par le nombre et d'exploitation par l'argent, elle sera indestructible.

Tout le monde, en paroles, en pensée et en action, fait, comme disent les médecins, de la démocratite.

Le but — l'ordre social positif, incompatible avec un parasitisme trop nombreux — est le même pour tous ceux qui ont le sens humain. Mais, comme le dit Comte, « l'erreur des communistes est de vouloir changer le mode d'acquisition de la propriété au lieu d'en régler l'exercice ». C'est aussi, en politique, l'erreur fondamentale de la démocratie. Au lieu de disputer stérilement sur la possession d'un pouvoir quelconque, il convient de chercher à en régler le sage et utile emploi.

Il en faut convenir, il n'y a rien à répondre à la critique socialiste des abus de la richesse « anonyme et vagabonde » déliée de toute responsabilité et même de toute socialité.

Le socialisme et même le bolchevisme ont ceci pour eux qu'il faut reconnaître : c'est qu'une civilisation humaine ne peut accepter ni supporter qu'un tiers seulement de ses citoyens adultes se livrent à un travail vraiment productif. La charge est trop lourde pour eux. De plus, la difficulté de vivre

s'aggrave de plus en plus dangereusement pour les deux autres tiers. C'est le drame des classes moyennes inadaptables.

Les socialistes n'ont pas moins raison quand ils constatent que l'impôt, sous quelque forme que ce soit, ne saurait être qu'un prélèvement sur le produit du travail. Ainsi, toutes les combinaisons imaginées par les politiciens démagogues, surtout socialistes — ô logique ! — n'aboutissent, en fin de compte, qu'à rendre la perception plus onéreuse et plus vexatoire pour certaines catégories de contribuables, l'impôt plus lourd pour le travail et le rendement moindre.

Le crime irrémissible du socialisme, c'est de trahir le prolétariat par une démagogie profitable à ses meneurs, en exaltant l'envie haineuse, destructive, en attaquant la seule garantie de l'indépendance personnelle qui subsiste : la propriété individuelle. Car « l'exploitation de l'homme par l'homme » provient surtout de la monopolisation monétaire, c'est-à-dire de la bancocratie, laquelle s'appuie surtout sur le socialisme et la démagogie.

Le prélèvement du capital sur le travail n'est antisocial qu'autant qu'il s'effectue pour le compte des rentiers. Il est normal, au contraire, il constitue un des plus énergiques facteurs du progrès social en réali-

sant l'épargne sociale, la concentration indispensable qui assure, entre autres, à une élite de pensée, les plus féconds loisirs...

Ce n'est pas l'appropriation individuelle qui provoque les abus dont la civilisation occidentale va mourir, c'est l'argent. Entendons la monnaie monopolisée. La propriété est la garantie de l'indépendance, l'abri tutélaire de la famille, elle réalise la plus économique gestion de la richesse sociale. C'est l'argent « anonyme et vagabond » qui suscite le gaspillage, les dépenses dissolvantes, l'usure par l'accaparement du moyen d'échange ; et c'est l'usure exécrationnelle qui paralyse la production, entretient le paupérisme et exténue le travailleur en multipliant les parasites.

L'économie de la démocratie n'est pas, ne saurait être celle de la production. C'est celle de la classe moyenne parasitaire, des rentiers, de la sportule électorale, celle d'après laquelle, grâce à l'État ou au crédit monopolisé par l'or, chacun cherche à vivre, sans fournir un travail utile, aux dépens de la collectivité. En démocratie, tout citoyen électeur porte dans son cœur un rentier toujours en éveil.

Le parasitisme épuise autant le capital que le travail. Ce sont l'usure et la rente qui entretiennent le daupérisme, qui justifient

toutes les malédictions et les révoltes des Justes, qui s'opposent à l'incorporation du prolétariat à la société.

Quand M. Henry Bérenger eut signé la scélérate convention qui livre la France, sans condition, à la merci de la bancocratie des États-Unis, un Américain clairvoyant et de bonne foi, M. Walter Berr, déclara : « C'est aujourd'hui que la France a définitivement perdu la guerre. »

Voici le fait. Les États-Unis, présentement, détiennent plus de la moitié de tout l'or du monde. Par là, ils sont en voie de devenir les maîtres de l'économie planétaire et, en conséquence, ils aspirent déjà, présomptueusement, à l'impérialisme politique. C'est d'eux qu'on peut dire ce que Metternich disait des « hommes d'argent, véritables cosmopolites » : ils « assurent leurs profits aux dépens de tout ordre de choses quelconque ».

L'argent, malgré la monstrueuse puissance qu'il a acquise, ne peut acheter ce qui n'existe pas. Avec le million que coûte un tableau ou un collier de perles, il n'est pas vrai qu'on puisse acheter du pain pour mille familles d'indigents, si l'on n'a d'abord semé, moissonné le blé et moulu la farine.

Le Grand Livre de la Dette publique, c'est du communisme débiteur, la prise au tas

dans la richesse future, à produire. C'est le pire des stupéfiants sociaux.

Ce n'est pas l'affaire de l'État d'être banquier, entrepreneur. Il ne sait, il ne peut fabriquer que des électeurs quémandeurs, des fonctionnaires sinécuristes et des rentiers. Résultats : démagogie, gabegie, dilapidation de la richesse nationale, paresse, malthusisme, anarchie générale.

Présentement, l'État étant devenu un monstre informe, à la fois tyrannique et faible, aucun système, aucun dictateur de génie ne pourrait rétablir l'ordre. Il faut d'abord ranimer l'activité civique en rendant leur jeu aux organes sociaux atrophiés, en réduisant l'État à ses dimensions normales, en cessant de lui prodiguer, par les impôts et les emprunts surtout, de trop puissants moyens de corruption paralysante et destructive, en lui retirant les pouvoirs dont il ne peut que mésuser, pour le mieux adapter à son rôle de police intérieure et de défense extérieure, et lui rendre toute son autorité politique.

Un banquier, auquel M. Guizot reprochait alors ses compromissions avec le parti révolutionnaire, lui répondait : « Que voulez-vous ? vous autres, vous ne me ferez jamais de mal ; mais ces gens-là seront quelque jour les maîtres, et ils ont des amis qui pourraient

bien avoir la fantaisie de me prendre mon bien et de me couper la tête ; je ne veux pas me brouiller avec eux. » (*Mémoires de Guizot.*)

Démocratie = ploutocratie.

Les banques, les sociétés anonymes, les grandes Compagnies, qui tiennent à l'État électif par de constantes collusions et de réciproques manœuvres de corruption, sont aussi foncièrement malhonnêtes. Parce qu'elles cèdent à toute pression, elles se ratrapent sur ce qui ne saurait résister. C'est, en action, la morale de la démocratie et du matérialisme : il n'est plus de frein à tout ce que permet la force, à tout ce que supporte la faiblesse. Et cela marque, aggravé par les phantasmes grossiers des progrès de la mécanique, un brusque retour à la plus rude barbarie.

Il est chimérique d'espérer une restauration de l'ordre national tant que subsistera la toute-puissante coalition tacite du financier, du politicien, du journaliste, du fonctionnaire, du mercanti et du rentier.

Pas d'ordre politique si l'on n'établit pas, simultanément, les conditions essentielles de l'ordre économique. Et aussi, pas d'ordre temporel si l'on n'instaure pas un minimum d'ordre spirituel.

La solidarité de la bêtise est la plus grande force destructive de ce temps. Et c'est la démocratie.

Le plus démocrate des imbéciles, s'il voyage, accepte volontiers la dictature du mécanicien de la locomotive ou du commandant du paquebot.

L'impopularité est la caractéristique même d'un vrai gouvernement.

Un dictateur ne doit pas dépendre de ses partisans. Ce n'est pas un homme, c'est la Nécessité. Il doit pouvoir être implacable comme la Nécessité.

Un chef, un homme, certes ; mais des institutions qui l'appuient, des mœurs qui l'animent, des opinions organisées qui le règlent.

Un gouvernement effectif, c'est-à-dire personnel ; mais réduit à sa fonction propre, qui est d'ordonner le concours en garantissant l'indépendance. Un gouvernement n'ayant plus, pour se maintenir, à enseigner, à persuader, à corrompre, à faire voter, à trafiquer, fabriquer, boursicoter. Un gouvernement n'ayant qu'à gouverner.

La condition de toute haute liberté, c'est le despotisme où il faut.

A suivre avec attention les pires manifestations de l'anarchie mondiale, on voit qu'elles émanent de l'internationalisation des forces temporelles, désaxées, et de l'extension morbide des attributions de l'État.

Par définition, le temporel est local et temporaire. L'esprit seul peut et doit s'universaliser. Hélas ! nous n'en sommes pas là. Et depuis l'admirable effort en ce sens de l'Église au moyen âge, nous avons terriblement rétrogradé. La Société des Nations ne peut faire illusion qu'aux imbéciles.

VIII

L'OLIGANTHROPIE FRANÇAISE

L'oliganthropie n'est pas seulement de notre temps. Les cités antiques l'ont connue. Elles s'efforcèrent énergiquement de la combattre quand elles furent sur le point d'en mourir. Trop tard.

La disette d'hommes apparaît toujours aux époques troublées de désagrégation politique, d'insécurité, d'anarchie généralisée. Elle est le fléau des civilisations matérialisées que l'opulence sans devoir, le bien-être sans régulateur moral ont énervées et corrompues. Elle précède les grands cataclysmes sociaux.

Mais jamais les sinistres symptômes qui la signalent ne furent si graves, si rapidement aggravés que durant ce dernier demi-siècle, en France.

Ici, je dois reproduire quelques chiffres. Mais comme ils sont émouvants !

Après avoir été de 41 naissances pour 1.000 habitants, ce coefficient s'est abaissé constamment par période décennale. Soit : 33 en 1801-1810, 26 en 1851-1870, 22 en 1891-

1900, 20 en 1901-1910, enfin 18 en 1911-1913 et 19 en 1925, puis 18, 17. On le voit, la chute s'accélère progressivement.

Alors qu'il y avait 405 naissances pour 100 mariages en 1801, il n'y en a plus que 338 en 1851, 303 en 1891, 284 en 1901, 233 en 1911, et 211 en 1925.

Même si ce dernier chiffre ne fléchit plus, comme le nombre des mariages diminuera fatalement, dans trente ans la population française sera réduite à 30 millions d'habitants, tandis que celle de l'Allemagne atteindra 90 millions, — le triple.

En effet, l'Allemagne a encore, depuis 1919, un excédent de 600 à 700.000 naissances. Aujourd'hui, elle a donc récupéré ses pertes de guerre et remplacé les habitants des territoires qu'elle a dû restituer. Avant peu, elle aura sa population de 1913 : 67 millions d'habitants.

Aux dernières années qui précédèrent la guerre, alors que nous n'avions plus que 18 naissances pour 1.000, l'Allemagne en comptait 28, l'Espagne 33, l'Italie 32, le Japon 33, les Iles-Britanniques 24, l'Autriche 32, la Hongrie 35, la Belgique 23.

Partout, il est vrai, la natalité a tendance à décliner, Mais la mortalité plus encore, de sorte que, comme l'a fait remarquer le docteur Jacques Bertillon, « la population augmente à notre époque plus vite que naguère, dans tous les pays européens, excepté en France ».

En 1925, la mortalité pour 1.000 a été de 11,6 pour l'Angleterre, de 13,9 pour l'Allemagne et de 17 pour la France. Ainsi l'excédent des naissances sur les décès a été, en 1924, pour 10.000 habitants, de 153 pour la Hollande, de 127 pour l'Italie, de 82 pour l'Allemagne, de 66 pour l'Angleterre et seulement de 19 pour la France.

Sur un sol aussi riche que le nôtre, la densité de la population, qui était de 74 habitants avant 1914, n'est plus, en comprenant l'Alsace-Lorraine, que de 71,5. Elle est de 110 en Italie, 116 en Allemagne, 126 aux Iles-Britanniques, 240 en Belgique. En Saxe, elle atteint 300.

De 1800 à 1914, la population de l'Europe avait doublé, malgré les guerres, le paupérisme et les épidémies, passant de 188 à 400 millions d'habitants. Dans le même temps, la France ne s'était accrue que d'un quart, ce qui la faisait rétrograder, par le chiffre de sa population, du deuxième au cinquième rang des puissances européennes.

D'après E. Levasseur, l'élément français en Europe représentait 38 % sous Louis XIV, 25 à la veille de la Révolution, 21 après Waterloo, 15 en 1872, 12 en 1895. Et maintenant, pas même 10 %...

Mais il n'y a plus à comparer. La dépopulation n'est plus seulement relative. Elle est absolue.

Il y a eu plus de décès que de naissances en 1890, 1891, 1892, 1895, 1900, 1907, 1911, 1929.

Le total du déficit pour ces huit années représente la population de deux départements, ceux des Basses et Hautes-Alpes.

Soixante de nos départements se dépeuplent régulièrement. Il n'y en avait encore que 29 en 1880, 6 en 1860.

Depuis 1900, plusieurs de ces départements qui ne sont pas ceux qui ont eu le plus de soldats tués au front, ont perdu 20 % de leur population. Ce ne sont pas les plus pauvres.

Ces terribles avertissements n'ont pas été entendus.

Depuis la guerre, le mal s'aggrave effroyablement.

Notre léger excédent de 160.000 naissances en 1920, ne tient qu'aux nombreux mariages qui avaient été suspendus par la mobilisation et qui ont été conclus après. La fécondité des ménages français s'est encore réduite de moitié.

Certes, la quantité n'est pas tout. Mais, comme je le montrerai, contrairement à ce qu'affirment les néo-malthusiens, la qualité, physique, sociale, morale, dépend de la quantité. De même, une répartition normale.

Ce qui compte, socialement, c'est l'élément producteur, surtout agricole.

Or la population agricole a diminué de 15 % en vingt ans, cependant que les professions commerciales s'accroissaient de 20 % et les professions libérales de 15 %. En 1873, sur 10.000 Français, 5.270 se livraient à

l'agriculture et 845 au commerce ; en 1800 : 5.103 et 1.063 ; en 1871 : 4.758 et 1.076. Maintenant : 4.000 et 1.500.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, les trois quarts des Français vivaient aux champs. Aujourd'hui, moins de la moitié. Depuis 1871, les campagnes ont perdu dix millions d'habitants. Les grandes villes sont congestionnées à l'excès, les classes commerciales, libérales, de commis, d'employés et d'artistes regorgent.

Ce déséquilibre de la répartition démographique, qui équivaut à un dépeuplement qualitatif, alimente les causes et empire les conséquences de la dépopulation.

Les causes, très complexes, sont à la fois physiologiques, politiques, sociales, intellectuelles et morales.

On ne les discerne ici que pour la commodité. Car elles sont connexes.

Par exemple, la cause physiologique seule paraît intervenir pour beaucoup de familles françaises qui n'ont pas d'enfants et pour quelques-unes qui n'en ont qu'un ou deux, malgré le vif désir que les époux ressentent présentement d'en avoir.

Mais, à l'examen, en remontant aux ascendants, ou seulement jusqu'à l'adolescence, on trouve que cette impuissance physiologique provient elle-même des maladies vénériennes, des abus sexuels ou alimentaires, d'un sur-

menage intellectuel, d'anciennes pratiques abortives ou d'un mariage tardif.

Voici le cas le plus simple et, probablement, le plus fréquent. Un ménage déplore sincèrement de n'avoir pas d'enfant, ou de n'avoir qu'une ou deux filles. Oui, mais d'abord, « pour ne pas gâcher sa jeunesse », pour ne pas gâter ses plaisirs, la femme par coquetterie, l'homme par lésine, ils ont différé, d'un commun accord, d'en avoir. On ne triche pas la nature.

D'autres encore ont voulu, avant de « faire une fin », mener la vie de garçon et parfois de « garçonne ». Cela n'est sans risque qu'en littérature. La névrose, un contact malencontreux, et les sources vitales sont taries ou infectées à jamais.

L'internat, le surchauffage des examens à l'âge de la formation, les excès alcooliques et même sportifs ne sont pas sans contribuer à l'épuisement de l'organisme.

La mort est une fatalité biologique. Mais il y a 40.000 mort-nés, un cinquième des enfants nouveau-nés meurent dans la première année.

C'est trop. En Norvège, la mortalité infantile est du tiers. La moitié de la mortalité infantile française est due en partie aux causes précitées et à une sorte d'avortement après, d'indifférence malthusienne, et surtout aux suites des opérations restrictives ou abortives manquées.

Les ménages français ont un premier

enfant presque aussi souvent que les ménages italiens ou allemands.

Il y a 17 ménages sur 100 dépourvus d'enfants (au total 1.800.000) ; mais il faut en déduire ceux qui n'ont plus d'enfants et ceux qui n'en ont pas encore. Il reste que la proportion, 10 % environ, est la même partout et à toute époque.

Ce n'est donc pas la race qui a épuisé sa sève génésique, c'est la volonté qui est déviée, pervertie ou abolie.

Mais ce n'est point spontanément que cette volonté s'oppose à l'un des instincts les plus puissants de la nature. Le suicide collectif — car c'est bien un suicide — est aussi anormal que le suicide individuel. Il n'a que des mobiles insanes, suscités par des conditions d'existence aussi défavorables à la vie qu'à l'ordre. Ce n'est pas une simple coïncidence que le chiffre des suicides s'élève à mesure que celui des naissances s'abaisse. Il y a corrélation.

Lacassagne estimait qu'il y a plus d'avortements criminels à Paris que de naissances, et 500.000 pour toute la France. Dans les hôpitaux de Paris et de Lyon, les médecins ont constaté qu'en dix ans seulement le nombre des avortements avait triplé. Ils ont poussé ce cri d'alarme : « On tue les femmes ! » Depuis, cette course à la mort n'a pu qu'être précipitée par le mari mobilisé, la femme livrée à la promiscuité dépravante de l'usine ou désœuvrée, le détraque-

ment social qui s'en est suivi, la timidité de la répression.

C'est être, sans doute, au-dessous de la lugubre vérité que de compter maintenant 600.000 avortements par an, — juste ce qu'il faudrait de naissances en plus pour que la France ne dégénérait point.

La propagation des produits et des instruments « anticonceptionnels » a été plus pernicieuse encore. Mais l'imbécile prédication et l'immonde négoce néo-malthusien n'ont pu obnubiler le lucide bon sens de notre peuple et avoir d'aussi désastreux effets que parce qu'ils trouvaient un milieu préparé.

Et d'abord par notre Code civil.

C'est lui le principal instigateur des pratiques restrictives et abortives. Il a fait plus que de les conseiller, il les a imposées. En prescrivant le partage forcé afin que nul ne fût tenu de rester dans l'indivision, en éparpillant le patrimoine, il a désagrégé la famille et rompu la continuité organique.

L'absurde entraîne l'absurde. La résistance même des familles rurales a eu des résultats funestes. Pour préserver le foyer, pour sauvegarder le bien familial, on fut porté à maintenir artificiellement le droit d'aînesse en se bornant au fils unique.

Les pauvres qui sont insouciantes, les pêcheurs dont le champ est la mer qui est indivise, ceux qui sont transplantés dans des milieux économiques et sociaux moins hostiles à la famille, en Algérie, surtout

au Canada où a été maintenue la liberté testamentaire, tous ces Français sont restés prolifiques. Nos régions les plus fécondes sont celles où a persisté la coutume, malgré la loi, de la transmission intégrale à l'amiable.

Il semble vraiment que les rédacteurs du Code civil, — « le Code homicide », comme le nomme justement M. Fernand Auburtin, — se soient proposé de détruire la famille et de dépeupler notre pays.

L'impôt sur les successions vise de plus en plus à la confiscation pure et simple. Actuellement, une propriété de famille est absorbée par la procédure et le fisc en quarante ans. Demain, ce sera en vingt ans. Il faut plus que cela pour la constituer.

Nulle éloquence, nulle objurgation ne sauraient engager le paysan à s'astreindre au pénible et vain labeur de Sisyphe...

Ce qu'il y a de fâcheux dans toute législation, c'est qu'en étant presque toujours inapte au bien, à faire des mœurs sociales positives, elle est terriblement opérante pour le mal. On suit plus aisément la pente bien cirée du laisser-aller qu'on ne gravit la côte abrupte du devoir.

Ce qui est fait d'abord par réflexe social contre une législation dissolvante persiste ensuite par habitude ; mais, à la vérité, le paysan s'est dégoûté des durs labeurs d'une terre qui s'émiettait, d'un foyer qui se dispersait à chaque génération. Et aujourd'hui, il malthusise à plaisir, non plus seulement

pour préserver le patrimoine, mais souvent, de plus en plus, pour que son fils et sa fille soient un monsieur et une dame de la ville. Or, pour faire un employé, un fonctionnaire, parfois un avocat ou un médecin, cela coûte au lieu de rapporter comme le précoce travail de la bonne terre nourricière. De là un motif nouveau et puissant de restreindre sa descendance.

Ce qui provoque la restriction pousse à la désertion des campagnes, qui développe plus encore le malthusisme. Ce que le paysan va chercher dans les villes, ce sont les hauts salaires d'argent, qui procurent les crapuleux plaisirs, l'alcool, les spectacles abêtissants, les filles. Aussi l'ostentation de la toilette et des bijoux. Cela remplace le foyer, l'enfant. Le déraciné ne vit que pour l'instant, pour soi.

Depuis un demi-siècle, plus de dix millions de ruraux sont devenus citadins. Tous les ans, les petites communes de moins de 2.000 habitants perdent dans l'ensemble plus de 100.000 habitants. Or, sur 120 villes de plus de 20.000 habitants, les deux tiers ont plus de décès que de naissances, encore que le tiers de leurs nouveau-nés soient envoyés en nourrice et que les très vieux déracinés ou les malades retournent souvent mourir chez eux. Les grandes villes se nourrissent du sang, des nerfs et des muscles de la race. Sans l'afflux de l'immigration, elles se videraient rapidement.

S'il n'y a que Moi et si tout est fini après Moi, s'il n'y a que le plaisir qui s'achète et qui se vend, s'il n'y a que des droits que je peux exercer par tous les moyens auxquels ne s'oppose point avec trop de vigilance et de rigueur le gendarme, si toute œuvre continue qui me lierait et me dépasserait en m'absorbant est un leurre, si tout devoir est duperie, qu'ai-je à faire de me courber sur l'ingrat sillon, de me charger d'enfants, qui, eux, ne résisteront plus au courant et se détacheront du tronc pour vivre leur vie éphémère !

L'argent, voilà le mobile, voilà la fin, voilà l'idéal de l'individu ! Or, l'on ne gagne de l'argent, on ne jouit, on n'échappe à la surveillance, au frein de l'opinion publique, on ne s'assure l'anonymat propice au dévergondage, on n'a pleine liberté de gueuser et de divaguer qu'à la ville.

Les femmes aussi ont voulu épanouir leur Moi. Et d'autant plus qu'elles avaient perdu le prestige de la mère, laissé déchoir et flétrir la dignité de la femme et la pudeur de la jeune fille.

Elles aussi ont revendiqué, par et pour l'argent, leur « émancipation ». Elles sont entrées en masse à l'usine, dans les ateliers, dans les bureaux, dans les magasins.

Quoi qu'on fasse, le travail des femmes relâche les mœurs. Il dissout la famille, il s'oppose à l'accomplissement des devoirs maternels. Or, en 1913, nous avons déjà

50 femmes salariées pour 100 hommes. Il n'y en avait que 25 en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis...

Et les usines de guerre n'ont pas rendu au foyer toutes les femmes qu'elles avaient dû recruter.

Les ateliers féminins sont les pépinières de la prostitution, d'abord occasionnelle, puis habituelle. Ce sont les écoles du vice, où s'enseignent les moyens d'éviter les grossesses malencontreuses. C'est dans les syndicats, les Bourses du travail que s'est le mieux organisé l'enseignement de mort des néo-malthusiens et qu'on a acclamé frénétiquement « la grève des ventres ».

Pour les ouvrières et les employées qui, malgré tant d'obstacles, héroïquement, acceptent que lève la semence, presque toujours la gestation et la parturition sont pénibles, dangereuses et douloureuses. De plus, la mortalité infantile, malgré toutes les précautions, est considérable.

Au surplus, la basse cupidité qui incite le mari ou le père à faire travailler sa femme ou sa fille, le retient ou l'a retenu de se charger d'enfants de plus en plus onéreux. Et d'autant plus que ceux-ci se détachent précocement d'une famille qui ne se tient plus.

On préfère amasser des sous que d'avoir des enfants. Et l'État ne pousse que trop, notamment pour ses emprunts, à ce genre d'économie. Aussi la solidarité familiale a été

remplacée, et a dû l'être, par les lois dites sociales : indemnités de chômage, de maladie, d'accidents, retraites, assistance aux vieillards, etc... Au jeu libre des institutions organiques qu'on s'est acharné à détruire, il a fallu substituer les rouages grinçants du mécanisme rigide des lois.

La natalité est partout en rapport inverse avec les indices de l'épargne d'argent. D'ailleurs, l'extension des classes intermédiaires qui en résulte est en rapport avec la même propension à la stérilité.

C'est le prolétariat, agricole et industriel, surtout agricole, qui, par définition, sustente et reproduit la race. C'est la digne pauvreté, insouciant et heureuse, qui est féconde. Les régions qui maintiennent leur natalité sont celles de grande culture ou de grande industrie. Celles qui dépérissent sont celles qui sont riches et dont la propriété est indéfiniment divisée : Orne, Calvados, Gers, Yonne, Eure, Lot-et-Garonne, Var, etc.

A Paris, les ménages pauvres ont trois fois plus d'enfants que les ménages dans l'aisance.

Nonobstant, s'il y a la pauvreté qui est digne, saine, heureuse, il y a l'indigence dégradante. Avec le renchérissement des prix accompagnant la diffusion des besoins artificiels, les difficultés pour l'indigent d'entretenir une nombreuse famille et de se loger sont devenues insurmontables. S'il a des enfants, néanmoins, c'est beaucoup plus par

veulerie, marasme et désespoir que par sentiment d'un devoir quelconque, et la misère physiologique, le taudis avilissant et malsain ont tôt fait de tuer ces petits êtres chétifs et valétudinaires.

M. Lucien March a fourni là-dessus une statistique impressionnante. La mortalité des premiers-nés serait de 184 ‰, celle des deuxièmes de 211, celle des quatrièmes de 229, celle des sixièmes de 260. Or l'on sait que le premier accouchement est le plus difficile et que les enfants suivants sont généralement mieux constitués. Cette mortalité infantile anormale indique donc que les conditions d'existence deviennent de plus en plus dures et inclémentes dans les logis pauvres surpeuplés.

Mais c'est dans les classes moyennes que sévit « la capillarité sociale », dénoncée par Arsène Dumont comme le plus actif facteur du malthusisme : cette hantise de ne pas se tenir à ce qu'on est en ne cherchant qu'à l'être mieux, cette avidité d'être surtout ce qu'on n'est pas et trop souvent ce qu'on ne peut être, tout ce qui exaspère une cupidité morbide.

L'instruction d'État, que Taine accusait déjà de contre-éducation, c'est-à-dire d'aboutir à « la disconvenance croissante de l'éducation et de la vie », ne se propose point de faire des hommes et des femmes de devoir, de bon sens, éclairés sur ce qu'il importe de savoir ; mais des machines à gagner des titres, des places et de l'argent.

L'enseignement semble n'avoir qu'une fin : la conquête des diplômes par quoi on accède aux fonctions de l'État, aux professions dites libérales, à la parasiterie. Il déracine, il déclassé, il stupéfie, il décourage, il désanime.

La préparation aux examens exige actuellement une dépense de 30 à 80.000 francs. Pour la fille, l'équivalent est la dot. Cela fait de l'enfant un luxe qu'on ne peut prodiguer.

Les illettrés ont le plus d'enfants. Mais il n'en serait pas de même si l'instruction, au lieu d'être un moyen de parasitisme, se subordonnait à la culture sociale de la race, à l'éducation.

Le nombre de nos célibataires de plus de 30 ans est de 1.400.000. Il pourrait être moindre. Pas beaucoup. En somme, jusqu'ici, la nuptialité est suffisante. Mais elle cessera bientôt de l'être avec le libertinage qui se répand, la cherté croissante de la vie, la diffusion d'un faste imbécile. D'ores et déjà, les mariages sont tardifs. On attend d'avoir une « situation » ou de trouver une « dot ». Pour le premier et l'unique enfant qu'on accepte, on diffère plus encore.

Dans ces mariages de déraison, on tient compte de la possibilité du changement qu'est le divorce. L'enfant serait un obstacle. On préfère n'en pas avoir, et garder chacun sa liberté de rompre. Le nombre des divorces (21.033 en 1924 pour 2.806 séparations de corps en 1881) est aussi en rapport inverse avec celui des naissances.

C'est en démembrant la propriété terrienne, en pulvérisant la richesse que le Code civil a été le principal fauteur du malthusisme. Quand la richesse n'est pas fixée dans un patriciat restreint, elle déchaîne tous les appétits ; quand elle n'est plus assez concentrée, elle cesse d'être un capital d'administration et de production qui se transmet en progressant à chaque génération pour se liquider en argent anonyme et irresponsable, c'est-à-dire en titres de consommation.

Le partage égal oblige à liquider, à vendre. Il n'y a que l'argent qui puisse se partager également. La maison des aïeux, la terre assemblée lopin par lopin, défrichée, labourée par les pères, les pieux souvenirs de famille, tout doit se chiffrer. Pour le Code barbare, ce n'est que de l'argent. Ce n'est plus seulement le patrimoine qu'il disperse ainsi, ce sont les plus profonds sentiments d'humanité, l'âme même qu'il éteint !

Ainsi, n'étant plus réglé par aucune force sociale positive, l'argent est devenu la Toute-Puissance. Tout lui est sacrifié : la santé, l'intelligence, les affections, l'ordre et la postérité.

Toutes les causes de la dépopulation française que je viens de citer se résument ainsi : la volonté de n'avoir pas ou d'avoir peu d'enfants.

Et cette volonté manifeste cette sédition insensée de l'individu contre l'espèce qu'Arsène Dumont désignait par « le manque

de subordination sentie et voulue de l'unité individuelle à l'unité sociale ».

L'individualisme égocentrique, d'abord intellectuel, a contaminé les cœurs, en inspirant la législation, en effritant les institutions fondamentales, en corrompant les mœurs.

Ainsi, l'arrivisme personnel s'est généralisé. Plus de solidarité organique, plus de continuité, et donc, réellement, plus de société : Moi, à l'instant présent. Et, pour se libérer des lois de l'être, le Moi s'est asservi, ignoblement, aux choses.

De là, cette décomposition sociale dont M. Paul Desjardins a signalé les aspects démocratiques :

« Dérobade et désertion générale, multiforme, de l'individu, qui veut recevoir de la société le plus en lui prêtant le moins, insoumission, refus de plus en plus osé de l'impôt et de l'obligation militaire, chantage exercé sur les pouvoirs publics pour leur extorquer, par des lois de circonstance, des avantages économiques, au profit de telle province, de tel groupe, de telle profession ; entravement des services publics pour un intérêt particulier, sabotage, parasitisme, népotisme et pécuniaat chez les gérants de la chose publique ; chez tous, découragement, renoncement aux réformes, embourgeoisement, *a parte*, incivisme, séparatisme, individualisme ! Tout cela accompagne congrûment le phénomène de la restriction de la natalité, tout cela y tient par la racine... »

C'est à peu près aux mêmes causes démo-

cratiques, fait remarquer M. Paul Desjardins, que Polybe, attribuait la disette d'hommes en Grèce :

« Charlatanisme général, puis, pour soutenir ce besoin de parader sous les yeux du public, d'étaler du luxe, de faire figure sans se refuser rien, l'appétit de gagner, de brasser des affaires, d'exploiter et de gruger le public et les particuliers ; enfin, comme on répugne à se donner du mal pour gagner, comme on a de la mollesse au travail, on a pris le parti de restreindre les charges, puis de les rejeter tout à fait, moins d'enfants, plus d'enfants. »

Toute notre législation n'a fait que refléter l'erreur diabolique. Inspirée de l'individualisme matérialiste, elle s'est évertuée à briser l'unité sociale concrète qu'est la famille en n'envisageant que l'entité qu'est l'individu.

C'est le divorce, la centralisation à outrance, l'inflation des villes, l'instruction d'État avec la diplomatie, le parasitisme social et le fonctionnarisme qu'elle implique ; c'est le contribuable, l'électeur comptés également pour un, que ce soit un génie ou une brute, un chef de famille nombreuse ou un célibataire, un producteur ou un oisif. C'est toute la funeste démocratie.

Cette législation d'anarchie n'a considéré que la matière, le chiffre, ce qui passe. Elle leur a immolé la vie, l'esprit, ce qui demeure. Dans la richesse, elle n'a vu que l'argent ; dans la société, que la poussière individuelle.

Elle a ignoré la tradition comme la postérité, l'expérience comme l'idéal.

Or le viager est ce qui convient le mieux à l'individu, et le célibataire est la plus exacte signification de cette abstraction. Aussi notre absurde fiscalité assure-t-elle, comme on l'a dit, « l'entretien des citoyens sans enfants par le père de famille ».

Voilà où aboutit pratiquement l'absurdité des faux principes.

L'individualisme n'est pas moins funeste pour l'individu que pour l'espèce. Ses calculs sont toujours faux. Car il n'est pas d'égoïsme, si puissant, si habile soit-il, qui puisse assurer à un seul ce que, dans la solidarité, par la continuité, une civilisation millénaire a réalisé pour tous.

Ce n'est pourtant que sur la négation de toute socialité que de misérables insensés s'appuient pour revendiquer le « droit » à l'avortement. Or la nature est liée au social. Les manœuvres restrictives déterminent à la longue des affections nerveuses, du cœur, de la matrice, et l'avortement, exactement dénommé « criminel », est mortel souvent, nocif toujours.

Tous les gynécologues sérieux sont d'accord là-dessus.

La femme qui s'est fait avorter ou dont on a extirpé les ovaires est vraiment « l'éternelle blessée ».

Aussi, d'ailleurs, la femme qui se marie tardivement, qui diffère la maternité, qui se refuse à engendrer. « A partir de trente ans, dit le Dr Burlureaux, le premier accouchement est presque toujours difficile, et parfois terrible. »

La grossesse est probablement la prophylaxie et la guérison de la plupart des maladies de l'utérus et des névropathies. Il est des femmes qui ne se portent bien que durant la gestation et l'allaitement. Le Dr Pinard, éminent gynécologue et piètre politicien, a observé que « la femme ne trouve la plénitude de la santé qu'à son troisième enfant ». Il ajoute : « Sur cent femmes qui ont à l'heure actuelle le ventre ouvert parce qu'elles ont eu des fibromes, il y en a quatre-vingt-cinq à qui il a fallu l'ouvrir parce qu'elles n'avaient pas voulu avoir plus d'un ou deux enfants. »

Depuis cinquante ans, le nombre des aliénés a triplé, celui des suicidés a quadruplé ; la prostitution, la grande criminalité se sont accrues formidablement.

Dans quelle mesure l'effondrement de notre natalité agit-il sur tous ces symptômes sinistres de dégénérescence ? On sait en tout cas qu'il n'y a pas qu'une coïncidence accidentelle et qu'il agit réellement, profondément.

On l'a remarqué de tout temps. « La fornication simple, dit saint Thomas d'Aquin, implique un dérèglement qui met en danger

la vie de l'enfant. » Donc sa santé, sa vigueur physique, intellectuelle et morale. Et aussi celles de sa mère et de son père.

Toutes choses égales, à équivalence de civilisation matérielle, la mortalité est supérieure en France à celle des nations plus prolifiques. Elle y est encore d'environ 17 par 1.000 habitants, tandis qu'elle n'y est plus que de 14 en Allemagne, 11,6 en Angleterre, 15 en Belgique, en Scandinavie. Enfin, les départements de très faible natalité ont une plus haute mortalité, et le nombre de leurs malingres et infirmes est au-dessus de la moyenne.

En refusant d'assumer les charges d'une nombreuse famille, on consent à se laisser écraser par celles de l'État, l'impôt d'argent et l'impôt du sang. Car ceux-ci ne s'allègent point avec une population amoindrie. Au contraire.

L'obligation de s'opposer à une invasion, d'autant plus menaçante qu'une population clairsemée la fait paraître plus facile, nécessite une armée plus forte qui est recrutée sur un plus petit nombre de jeunes gens. C'est pourquoi nous avons dû rétablir la loi de trois ans. Nos 8 millions de mobilisés pendant la guerre représentaient 20 % de la population totale. L'Allemagne avait pu mobiliser 10 millions d'hommes en ne prélevant que 15 % de ses 67 millions d'habitants. Elle n'a eu, de ce fait, qu'un mort sur 37, alors que nous en avons eu un sur 26.

Si nous avons une population double, ce qui représenterait une densité normale de 142 habitants par kilomètre carré, notre passif financier serait réduit de moitié pour chaque contribuable.

D'ailleurs, il ne serait pas si élevé. La guerre n'aurait pas eu lieu.

Nous n'avons pas une natalité de vainqueurs. Comment nos politiques, nos intellectuels, tous les Français ne voient-ils pas combien il est dangereux que les vaincus deviennent plus nombreux, mieux armés et plus forts que les vainqueurs ? Aujourd'hui, dans le chaos où s'agite l'Europe, la menace d'une conflagration générale tient à notre insuffisance numérique. L'Allemagne n'a qu'à attendre. Chaque année, elle conquiert deux départements comme la Meuse et les Vosges en s'accroissant de 600.000 habitants.

C'est une loi inflexible, toujours vérifiée, une condition de la civilisation qu'aucune terre fertile ne doit rester inculte. La disette d'hommes causa la perte de la Grèce. Les soldats romains, selon Strabon, vinrent occuper les maisons abandonnées. Quand Rome, à son tour, se dépeupla, ce fut l'infiltration, ce fut l'irruption des Barbares...

Toujours, l'enfant absent, le cultivateur défaillant sont remplacés par l'étranger. Les nations sont des vases communicants. Le vide de l'une aspire le trop-plein de l'autre. C'est l'invasion, d'abord pacifique, par

l'immigration, la concurrence économique, l'influence politique ; mais, finalement, décisive par la violence, la guerre. C'est là qu'en la transposant des classes dirigeantes aux nations se vérifie une forte pensée de M. Paul Bourget : « Elles n'ont pas le droit de conserver ce qu'elles n'ont plus la force de défendre. »

Ainsi, ceux qui ne veulent pas d'enfants autant qu'ils en peuvent avoir préparent, appellent l'invasion. Du point de vue humain, ils la justifient. Ils trahissent leur patrie.

D'après une statistique officielle — et par conséquent plutôt optimiste — de 1925, la population de la France comprendrait 14 pour 100 d'étrangers, soit plus de 3 millions, dont 800.000 Italiens, 470.000 Espagnols, autant de Belges, 310.000 Polonais, 146.000 Suisses, 65.000 Allemands, etc. Paris seulement en compte 660.000.

Dans le département de l'Isère, il y a 525.000 Français et 270.000 étrangers.

C'est de la main-d'œuvre. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, les Polonais forment le tiers du personnel des mines. Le rapport du Ministère de l'Intérieur en conclut : « Notre restauration houillère eût été impossible sans leur intervention. »

Oui. Mais voici l'autre aspect. Le bolchevik Zinovief disait : « Il y a en France deux millions de travailleurs étrangers. Nous devons savoir les préparer. Ils peuvent deve-

nir pour nous deux millions d'agitateurs. »

Et la plupart le sont déjà. Qu'ont-ils à perdre dans la bagarre ?

Cette redoutable invasion ne peut que s'accroître. N'y a-t-il pas, dans le seul département du Gers, 50.000 hectares de bonne terre en friche ?

La bourgeoisie et l'enseignement d'État se sont appliqués de toutes manières à déconsidérer le travail manuel, surtout agricole. Conduire son auto et gambiller des nuits entières, cela seulement est une occupation digne de nos fils à maman garçonnette et des greluchons de nos barbonnes. On ne saurait s'étonner que la masse n'envisage point d'autre idéal. Il est facile à comprendre et à suivre par le plus abruti des électeurs conscients et organisés.

Dans les villages, c'est devenu une honte de travailler. Les filles portent des bas de soie et s'infligent le supplice des souliers à hauts talons, les garçons sont au courant de la dernière danse nègre. Pour le surplus, ils sont presque aussi ignares qu'un bachelier.

Les manucures se multiplient. Et les professeurs de danse. Les Français ne veulent plus être que pensionnés, rentiers, politiciens, danseurs mondains et littérateurs : la France meurt de démocratite généralisée.

Ainsi donc, depuis 1870, le nombre des étrangers a quintuplé. Il atteint, présentement, plus de trois millions. Sans compter les 300.000 naturalisés. Or les émigrants ne

sont pas une sélection. C'est un résidu, une écume inquiétante, suspecte, qui accuse une criminalité excessive. La race sociale qu'avaient formée des siècles de culture, que développaient des mœurs, de sages traditions, le sentiment de ses devoirs envers la postérité, cette race qui fut une harmonieuse réussite historique, en mélangeant son sang, s'abâtardit, dégénère, s'abrutit...

Malheureusement, cette immigration devient une inéluctable nécessité pour nos campagnes désertes. De vastes espaces restent en friche. Des récoltes même se perdent faute de main-d'œuvre.

Huit ans après l'armistice, le gouvernement poussait un cri d'alarme en nous adjurant d'économiser le pain, en nous rationnant. Il eût été plus sage de prévoir et de pourvoir.

Avant la guerre, nous avions encore 6.600.000 hectares semés en blé. Avec trois départements de plus, il n'y en a eu, en 1925, que 5.200.000 hectares. Les prairies, qui demandent moins de main-d'œuvre, prennent la place des emblavures.

D'après les chiffres fournis par le Ministère de l'Agriculture, au 1^{er} mai 1928, les surfaces totales ensemencées ont diminué de 2.238.855 hectares depuis 1913, malgré le retour des trois départements de l'Est.

Nous nous rationnerons, — soit. Et puis, avec de l'or, en nous endettant, nous achèterons les céréales nécessaires : mais jusques à quand ?

Avec une production de plus en plus faible, la consommation du pain dans le monde ne cesse de s'accroître. Depuis 1871, le nombre de consommateurs a doublé. La conclusion s'impose. Le terme est une épouvantable catastrophe dont la famine de la Russie n'est que le prélude.

En ce qui nous concerne, nous pourrions l'éviter aisément. Notre terre est des plus fertiles. Elle peut nourrir largement le double, le triple de Français. Mais il faut la cultiver, il faut une main-d'œuvre. Plus celle-ci sera abondante, plus les champs seront productifs. Et c'est la condition, non seulement de notre prospérité, mais encore de notre indépendance nationale.

C'est aussi celle de l'ordre intérieur. Le prix du blé détermine le prix des autres marchandises, le cours des changes, etc...

La pénurie des produits agricoles fait la vie chère. Les mercantis ? Il n'y en a pas quand tout est en abondance. On ne spéculé que sur ce qui s'accapare, et l'on n'accapare que ce qui est plus demandé qu'offert.

A l'ordinaire, la cynique sollicitation des plus vils instincts ne saurait réussir. C'est à l'honneur de l'humanité. Aussi la répugnante propagande néo-malthusienne ne s'est point bornée à vanter les plaisirs de la chiennerie sans conséquence. Elle s'est affublée d'un masque scientifique, philosophique, humanitaire :

— Peu d'enfants, mais robustes, mais

heureux : c'est un crime de procréer des êtres malingres, infirmes, tarés, destinés à être de la « chair à canon » et de la « chair à plaisir ».

— Le « lapinisme » creuse, envenime la plaie du paupérisme par le chômage, par la baisse de salaire, en rendant plus âpre la concurrence de plus nombreux ouvriers.

Rien n'est plus aisé que d'opposer à ces sophismes le fait, la logique, l'expérience.

Ce n'est point un excès de population qui provoque le chômage. Non plus que le progrès du machinisme. L'axiome le mieux vérifié de l'économie politique est celui de J.-B. Say : « L'homme est un débouché pour l'homme. » Les préjugés de l'ignorance seuls peuvent faire croire à la surproduction. Il n'y a jamais surproduction. Tout est à faire sur notre planète, jamais le travail ne manquera. Il y a seulement — ce qui est tout autre chose — déséquilibre provenant surtout des fausses directions d'un peuple riche d'argent et pauvre d'enfants.

La raréfaction, naturelle ou artificielle, de la main-d'œuvre ne fait monter les salaires que nominalement. En réalité, il les abaisse par le renchérissement général qui en résulte. Le salaire n'a qu'un régulateur : la productivité. Et celle-ci est d'autant plus faible que la population ouvrière est moins dense et donc que la division et l'intégration du travail sont plus rudimentaires, les frais sociaux proportionnellement plus élevés.

Au surplus, on ne saurait empêcher l'im-

migration, et l'ouvrier étranger, on le sait, offre ses bras aux plus bas prix. Cela va aussi, si paradoxal qu'il semble, avec ce qu'on a appelé « l'encombrement des carrières ». Moins il y a d'hommes et moins ils ont d'énergie, plus ils cherchent surtout les emplois publics, de bureaux, de commerce. Le parasitisme se développe surtout sur les corps épuisés et malades. Depuis trente ans seulement, à Paris, l'effectif des commerçants, fonctionnaires, employés, professions libérales a plus que doublé.

M. Charles Gide a fait ce calcul avant la guerre (maintenant il convient de multiplier par six) : l'entretien d'un enfant, dans la bourgeoisie, revient à 2.000 francs en moyenne par an. Or 2.000 francs économisés chaque année et placés seulement à 3,50 % font 80.626 francs en vingt-cinq ans. Une famille de quatre enfants — ce qui devrait être la généralité — aurait pu économiser plus de 300.000 francs en s'abstenant de procréer.

« Chaque année, concluait M. Charles Gide, l'Allemagne accroît sa population d'un million de nouveaux citoyens, chaque année aussi la France accroît son capital de deux milliards environ ; le compte y est : un million d'enfants économisés à 2.000 francs font bien deux milliards. »

L'ouvrier, lui aussi, économisait sur l'enfant. Quand il avait amassé quelque argent, il abandonnait l'outil et ouvrait une boutique.

Si, en se privant d'enfants, avant la guerre, la France pouvait économiser deux milliards de francs par an, grâce à son activité économique, la fortune de l'Allemagne augmentait dans le même temps non plus de deux mais de trois milliards. Seulement, au lieu de placer son épargne en rentes, elle la plaçait en outillage, en usines, en stocks. Le capital homme était en surplus. L'or, dont nous ne savions que faire, elle nous l'empruntait pour élargir son champ d'activité.

Riches d'argent, banquiers des peuples prolifiques, nous consentions à nous ruiner d'hommes. Avec le capital que nous leur prêtions, les Allemands travaillaient, s'armaient. Nos fils uniques, en attendant la Terre Promise des rentiers, se faisaient commis, marchands, littérateurs. C'était le suicide à l'antique, dans un bain parfumé, entouré d'histrions et de sophistes, les veines ouvertes, c'était l'euthanasie, la mort lente, délicieuse, — mais la mort !...

Des trois facteurs de la production, la terre, le capital et l'homme, le plus puissant est l'homme.

C'est lui qui fait la vraie richesse d'un peuple, car le travailleur produit plus que sa famille ne consomme.

La merveilleuse expansion économique de l'Allemagne qui a précédé la guerre tenait à sa prolifération. Ses frais généraux, par exemple ceux des transports, se trouvaient

réduits par la densité de sa population. Elle pouvait répandre ses commis voyageurs, avec ses boutiques, dans le monde entier, perfectionner la division et l'intégration du travail, et donc fabriquer à bas prix, nous inonder de ses marchandises, nous supplanter partout en paralysant notre industrie et notre commerce.

Le commerce extérieur de l'Allemagne avait passé, durant la période 1891-1913, de neuf à plus de vingt-trois milliards ; le nôtre, de huit à quatorze.

Pour comparer l'activité industrielle, il n'y a qu'à mettre en regard le chiffre de notre consommation de houille : 60 millions de tonnes ; et le sien : 220 millions. Presque le quadruple.

Il y avait, hors des patries respectives, 500.000 Français et 4 millions d'Allemands, négociants, placiers, prospecteurs, espions. Nos propres colonies étaient envahies par les comptoirs allemands et anglais.

Certes, on peut dire que sa puissance a grisé l'Allemagne, que sa fièvre d'expansion l'a incitée à déclarer la guerre inexpiable. Mais, à la réflexion, c'est encore moins à sa population débordante qu'il faut l'imputer qu'à notre population appauvrie. La possibilité du crime, la quasi-certitude qu'il restera impuni, y provoque.

L'oliganthropie, le fléchissement continu de la natalité, accompagne toujours les plus fâcheux indices sociaux : divorces, alcoo-

lisme, débauche, suicides, vésanies, prostitution, attentats aux mœurs, crimes, etc...

Comme l'ont noté les Goncourt dans leur *Journal*, « la beauté du sang ne se fait que dans la prodigalité de la procréation humaine ». Au demeurant, le « lapinisme », même déréglé, est la condition primordiale pour obtenir une race robuste, saine, intelligente. Tous les éleveurs savent que la sélection est d'autant plus parfaite qu'elle s'effectue sur un plus grand nombre de sujets. La qualité résulte de la quantité.

Que les mères qui redoutent de disperser leur affection le sachent. C'est le premier-né, qui, souvent, assume toutes les tares de son ascendance. Sous le rapport de l'intelligence, et même de la santé, il ne vaut pas les cadets. Les hommes les plus remarquables sont rarement des aînés.

« Les tables de la mortalité, écrit le Dr Burnet, montrent que la vitalité du deuxième et du troisième enfant est plus grande que celle du premier... Tout le monde sait que le premier accouchement est le plus pénible ; c'est celui qui appelle le plus souvent les fers. La première grossesse fournit plus de mort-nés que les suivantes ; c'est la troisième qui en donne le moins. Cherchons quel rang ont occupé les grands hommes dans l'ordre des naissances de leur famille. On ne trouve à peu près pas de premiers-nés... Une statistique sur les maladies mentales donne 234 premiers-nés contre 167 puînés. On trouve sensiblement plus de cas de tuberculose chez les premiers-nés. La myopie est aussi plus fréquente parmi eux. De même..., la criminalité. »

Une race dégénère qui ne se reproduit plus que par des aînés, c'est-à-dire des enfants uniques, surtout si ces enfants ne sont engendrés qu'après des pratiques restrictives ou s'ils sont un accident de l'ivresse ou des sens.

Mais il n'y a pas que le corps. Il y a l'âme. Les liens d'un ménage qui n'a qu'un enfant sont moins resserrés. Si l'enfant unique est parfois plus choyé, il l'est trop, il l'est mal. De toutes manières, il est presque toujours mal élevé.

Dans la société, avec une population clairsemée, il y a moins de stimulant. Les enfants imposent l'effort, aiguillonnent et forgent les volontés, accélèrent tous les progrès. S'ils sont nombreux, il faut bien qu'ils se rendent utiles plus tôt. Ils se redressent mutuellement. Ils rivalisent. Ils concourent. Quand cette émulation fait défaut, le niveau de l'élite, de la valeur sociale du peuple s'affaisse constamment. C'est la dégénérescence, c'est la décadence.

On ne diffère, on ne dose point le devoir. Si c'est par amour, quelle déception se présentent les époux — surtout la femme — pour quelques mois de griserie !

Le mariage ne vaut vraiment que dans l'accomplissement de sa mission spirituelle : le perfectionnement réciproque des époux. Mais il y faut les enfants qui sanctifient l'union conjugale, en développant le sentiment de dignité, l'abnégation et l'amour.

On s'élève par le commandement comme par l'obéissance, par la confiance mutuelle comme par la responsabilité.

Quels sont les parents qui ne se surveillent, ne refrènent leurs impulsions mauvaises devant leurs enfants et ne s'efforcent de leur montrer l'exemple de la sagesse, de l'énergie et de la bonté ?

Ce sont les enfants qui font la solidité du lien familial. Moins il y en a, plus ce lien est fragile, aisément rompu.

« Le plaisir étant voulu et cherché pour lui-même, a dit Proudhon, sans la conséquence de progéniture, le mariage devient une institution superflue : la vie des jeunes gens se passe dans une fornication stérile ; la famille s'éteint, et avec la famille, la propriété ; le mouvement économique reste sans solution, et la société retourne à l'état barbare. »

Mais la femme qui n'est pas une névrosée ou une sottre poupée aspire au foyer qui est son royaume, à la constance qui est sa garantie et au bonheur d'une possession unique.

Ah ! qu'elle sache donc que ce n'est point sa beauté d'un jour ni ses plus ardentes caresses qui peuvent lui assurer, par le désir renouvelé, la tendresse, la fidélité et la protection de son mari... Tout cela passe, et très vite. Il n'y a que les enfants qui restent, il n'y a que le père qui s'attache.

Il ne faut donc pas attendre. L'amour physique le plus profond, le plus exalté, ne

résiste pas aux années, à la satiété des étreintes conjugales. S'il ne se spiritualise point par l'enfant, en se prolongeant au delà, il s'avilit, il se déprave.

En consentant aux fraudes conjugales, la femme perd de sa dignité, de son prestige. Puis survient ce qu'on s'était dissimulé aux heures d'ivresse : l'indifférence, la brisure ou la mort. Quand l'âge est venu, combien de femmes, délaissées, divorcées ou veuves, regrettent l'isolement d'un cœur qui n'est pas rassasié ! Que de vieux ménages même, restés exceptionnellement unis, finissent dans l'isolement une existence misérable, sans appui, sans affection. Car on n'en est pas plus riche, et la charité officielle est parcimonieuse et ne laisse pas d'être revêche, odieuse à ceux qui sont obligés d'y avoir recours.

Il en est qui croyaient s'être prémunis avec un ou deux enfants. Ils avaient mesuré le devoir. Trop parcimonieusement. La maladie et la guerre ne leur ont laissé que des yeux pour pleurer... Leur douleur serait moins amère s'il ne s'y mêlait du dépit et du remords.

Au contraire, un père et une mère surtout ne regrettent jamais d'avoir généreusement semé et donné tout leur être. Même si le champ doré de la moisson humaine est parsemé parfois de chardons d'ingratitude...

La cellule sociale est la famille. Si elle n'est pas vivace, la société dépérit.

Cet élément est la condition de la santé sociale par l'ordre, pour le progrès. On n'y supplée point par des lois ou des contraintes d'État.

Or une famille n'est vraiment un élément social, une liberté, une force que si elle est nombreuse. Alors seulement elle accomplit sa fonction, elle garde le foyer, elle fait un soir radieux à ses vieillards, elle élève convenablement ses enfants, elle préserve la femme de la lubricité de l'homme, elle maintient l'union conjugale, elle sauvegarde son indépendance des empiétements tyranniques de l'État.

Toutes les œuvres philanthropiques, crèches, pouponnières, maternités, toutes les lois dites sociales, assistance aux vieillards, retraites ouvrières, etc., attestent que la famille s'est dissoute et qu'il a fallu y obvier. Cela s'imposait, certes. Mais, palliant les effets, on a alimenté la cause délétère en achevant de désagréger la famille.

A la vie souple se substitue le mécanisme rigide ; aux suggestions de l'affection, de l'exemple, la dure contrainte automatique. Ce n'est pas un progrès. En voulant s'affranchir des douces obligations de la famille, le Français devra subir, de plus en plus, l'inflexible, et aveugle despotisme impersonnel de l'État. Ce n'est pas une liberté.

Nous ne pourrons écarter les catastrophes qui menacent notre pays que si, d'abord, maintenant notre nuptialité à 330.000 ma-

riages par an, nous obtenons trois enfants en moyenne par ménage, en arrachant à la mort 50.000 nouveau-nés. La mortalité étant ramenée à 500.000 et la natalité élevée à 1 million, notre population ne s'accroîtra encore que de 500.000 par an, autant que les Iles Britanniques, moins que l'Italie et l'Allemagne. Une famille française sur trois seulement a le nombre d'enfants (trois à sept) qu'exigent les conditions actuelles de la civilisation et surtout les réalisations effectives de la victoire.

Un million de célibataires de vingt à trente ans qui pourraient faire souche en se mariant et sept millions et demi de ménages, qui, volontairement, n'ont pas trois enfants sont, à divers degrés, au-dessous de leur devoir.

Non seulement envers leur patrie, mais encore envers l'humanité.

La France ne s'est pas faite toute seule. Elle est une floraison de ce qu'ont eu de meilleur les civilisations précédentes, de tous les efforts, de tous les sacrifices, de toutes les pensées de nos pères. Elle est comptable de ce qu'elle a reçu. Le trésor qu'elle a le privilège d'administrer n'est qu'un dépôt sacré. Elle le doit garder et l'enrichir.

Se refuser à transmettre la vie c'est, proprement, un double assassinat : 1^o celui des ascendants qui ont manifesté la volonté, en nous donnant l'être, de se perpétuer par nous dans la postérité ; 2^o celui des descen-

dants qui devront être nos successeurs et nos juges.

Les causes profondes du mal étant intellectuelles et morales, le traitement spécifique doit être spirituel. Il n'est pas de mesure temporelle, c'est-à-dire de drogue locale, vraiment et définitivement efficace.

Néanmoins, pour que la réforme intellectuelle et la restauration des mœurs sociales vivifiantes puissent être entreprises et s'effectuer, il faut que la France ne succombe point avant la réaction salvatrice.

Aussi ne devons-nous pas dédaigner les expédients qui reculent l'échéance fatale, les palliatifs qui atténuent les crises. Nous en sommes à l'instant où le praticien n'hésite plus à faire la piqûre de caféine au moribond. Car il n'y a que la mort d'irréremédiable.

Quelles sont donc les mesures à prendre ?

Toutes. Et notamment les plus larges, les plus énergiques, les plus résolument antidémocratiques.

D'abord, réprimer impitoyablement l'avortement criminel, la propagande néo-malthusienne en les assimilant au meurtre, à la trahison de fait, et interdire la circulation et la vente des objets et produits « préventifs » et abortifs.

Contre la mortinatalité et la mortalité excessives, organiser l'enseignement aux mères, l'exemption du service militaire d'un

garçon sur trois, des primes à la natalité, des allocations départementales et nationales, de plus en plus importantes, des exonérations d'impôts aux familles nombreuses ; que toutes les faveurs, tous les avantages dont disposent les pouvoirs publics soient réservés aux familles nombreuses. En outre, constitution d'une dot terrianiste en attribuant à chaque jeune ménage, gratuitement, l'usufruit d'une certaine étendue de biens communaux dont 1.300.000 hectares sont encore incultes, subvention aux propriétaires logeant des familles nombreuses ; enfin, construction d'habitations à bon marché réservées aux familles ayant plus de trois enfants, etc...

Je sais ce qu'on peut objecter : Toutes ces faveurs, primes et allocations sont nécessairement insuffisantes. Elles soulagent les familles les plus nombreuses ; mais elles ne décident point les autres ménages à ne point se restreindre.

D'autre part, l'État doit reprendre d'une main, sous forme d'impôts, directement ou par répercussion, beaucoup plus encore que ce qu'il distribue de l'autre, et par là il dresse d'autres obstacles à la natalité, et à la plus saine.

Oui, évidemment. Mais il y a ceci, que la pénalité paradoxale, scandaleuse dont sont frappées les familles nombreuses sous notre régime individualiste est adoucie et que ces mesures manifestent enfin un revirement de

l'opinion, une réaction contre les idéologies dissolvantes, l'absurde égalitarisme démocratique. Elles sont d'utiles avertissements, des toniques, des suggestions éducatives.

Donc, tout ce qui est possible immédiatement. Mais amplifier le possible en préconisant, en adoptant ce qui reconstitue. C'est surtout sur les causes qu'il faut agir. Comme on l'a vu, elles se tiennent, se pénètrent, sont corrélatives et réagissent les unes sur les autres.

La décentralisation administrative, politique et conséquemment sociale est une réforme importante. Elle décongestionnera les villes, elle préparera le retour à la terre, aux conditions, au genre d'existence propices à la fécondité.

Mais elle implique logiquement une refonte complète de l'instruction publique.

« Le premier remède, a dit Paul Leroy-Beaulieu, à la dépopulation dont la France est menacée, ce serait de changer toute la direction de l'enseignement public et toute la mentalité gouvernementale. »

Dans une France qui veut se régénérer, il ne saurait être question de former des bacheliers, mais des hommes. A la prévoyance d'argent sera substituée la prévoyance hygiénique et morale qui consiste à épargner sa santé et à ne dépenser ses forces que dans la mesure où la dépense, rapidement réparable, constitue un exercice au lieu d'un épuisement. Ce n'est pas l'argent qui doit

déterminer les fonctions ; mais les aptitudes, la vocation. Et pour la culture intellectuelle, qui est essentiellement épuisante, ces aptitudes et ces vocations se transmettent rarement pendant plusieurs générations. « On dirait, a écrit Paul Bourget, que la nature sociale, désireuse de retremper sans cesse les familles dans le creuset commun, répugne à la fixation des supériorités dans une même ligne. »

Il faut assoler la culture humaine comme la culture du sol. Sinon, il y a épuisement, surmenage.

D'autre part, l'enfantement des idées semble incompatible avec l'enfantement des êtres ; raison de plus pour que cette fonction — celle qui importe le plus au développement de la civilisation — soit réservée à ceux-là seuls qui peuvent l'accomplir le mieux.

Par le fait même que le devoir social d'avoir des enfants sera placé au-dessus du psittacisme scolaire, des tours de force mnémoniques et des diplômes, disparaîtra l'un des plus pernicioeux facteurs de dépopulation ; ce qui décidait le paysan, l'artisan, le petit bourgeois ambitieux, afin de pousser leurs enfants aux carrières libérales ou aux fonctions publiques, à limiter une descendance par trop onéreuse.

Le prolétaire, surtout des villes, n'est encore que campé dans la Cité. Il est à la merci d'un propriétaire qui est d'autant plus

exigeant que la famille postulant la location d'un logement est plus nombreuse.

Des habitations à bon marché réservées à ces familles, c'est bien. Ce n'est pas assez. Ce n'est pas un principe organique.

Il faut que chaque famille devienne propriétaire de sa chaumière ou de son logement. Ce sera la fixer et donc la consolider. Propriété inaliénable, insaisissable, il va sans dire. Cela coûterait cher ? — Beaucoup moins que le dépeuplement et ses conséquences. Et puis, pour ne pas périr, on ne lésine point.

Afin que l'incorporation du prolétariat à la société soit complète, il convient de réformer notre système des salaires, qui n'est encore qu'une expression du plus obtus individualisme.

Tout travail est une fonction sociale. Il ne saurait être évalué ; car, dans ses origines et ses fins, il n'est point personnel. Le juste salaire, c'est la rémunération qui permet au travailleur de subvenir aux besoins physiques, intellectuels et moraux de sa famille. Il sera donc d'autant plus élevé que le travailleur aura plus d'enfants. Tant que cette théorie positive du travail et du salaire ne sera pas admise, l'œuvre régénératrice restera enrayée par des nécessités économiques implacables.

Je ne méconnaiss pas que cette conception se heurte présentement aux préjugés les plus enracinés. Aussi pourrait-on faire deux parts

dans le salaire, l'une qui relèverait du principe sociocratique qui vient d'être posé et qui se fixerait sur les besoins de la famille, l'autre qui serait, suivant le système en cours, la rémunération approximative du travail fourni.

C'est d'ailleurs ce que des industriels, qui ont une haute conscience des devoirs que leur imposent leurs pouvoirs, entre autres les métallurgistes du Dauphiné, Michelin à Clermont-Ferrand, le Consortium Roubaix-Tourcoing et les filateurs de Rouen, ont déjà appliqué en partie.

Il faut que le sursalaire familial se généralise, que l'opinion publique l'exige, que les idées se rectifient en ce sens, que les mœurs s'y conforment.

Le sursalaire familial contribuera à retenir la femme au foyer. Car, je le répète, le travail des femmes est désastreux pour la race comme pour la société.

La famille n'est nombreuse que si elle est stable, et la condition primordiale de sa solidité, c'est que l'union conjugale soit indissoluble. Il faut donc supprimer le divorce, à tout le moins ne l'admettre que dans les cas exceptionnels, nettement définis.

La question de la population, quantitative et qualitative, est intimement liée à la constitution de la famille.

Le régime successoral est toujours d'une importance capitale. Il n'est pas sans influence sur la nature de la propriété, de

l'État, sur les idées et les mœurs. Il fait la famille ou la défait.

Celui que le Code civil a institué sape la famille par la base. Tous ceux que préoccupe la réorganisation sociale, praticiens, politiques, sociologues, le reconnaissent. Il faut rétablir au plus tôt la liberté de tester, de donner, voire d'adopter pour ceux qui n'ont pu avoir d'enfants.

Non seulement le droit du père de tester librement empêche le démembrement du patrimoine, la dispersion des héritiers ; mais il affermit son autorité, discipline et unit les enfants, trempe les caractères. De plus, celui qui a été désigné ainsi comme le nouveau chef de la famille prend conscience de sa responsabilité et des obligations qu'il a contractées envers tous. La continuité, sans quoi rien ne se fonde, est assurée, la solidarité, sans quoi rien ne se lie, est fortifiée. La famille devient la sauvegarde des vieillards, des infirmes comme des enfants. Aucune assurance, aucune « loi de protection sociale » ne vaut le libre jeu de cette institution fondamentale de toute société humaine.

Dans tous les pays prolifiques, en tout temps, dans l'ancienne Normandie, en Chine, au Canada, les mêmes conditions étaient observées : vénération des ascendants, préoccupation d'avoir une postérité, infamie du célibat, liberté d'adopter, de tester, exhéredation des filles, vie surtout agricole, mépris de l'argent, etc. Au Canada, par exemple, le

D^r Bertillon remarque qu' « on ne laisse rien du tout aux filles, parce qu'on trouve que c'est l'affaire du mari de pourvoir à l'existence de la femme ». L'expérience est concluante.

Les Français ont à reviser leurs idées sur le plan de la famille considérée comme unité sociale. Dès lors, tout se transforme. Toutes les difficultés se dissipent. Les conditions de l'ordre, c'est-à-dire d'un harmonieux développement de la famille, de la patrie et de l'humanité, apparaissent et sont réalisées.

Dans tous ses détails et dans son ensemble, la société est modifiée. La famille, devenue une force sociale, une liberté, contient l'État dans son rôle de police, d'administration des choses et de défense nationale.

En allant jusqu'aux racines, en envisageant le problème dans toute son ampleur, dans toute sa complexité, quelques esprits timorés trouveront peut-être que l'on rend la tâche impossible.

Qu'ils se rassurent. Plus on demande au dévouement, plus il donne. N'ayons pas le vertige des cimes. L'enthousiasme est la plus grande force créatrice, et il n'est suscité que par de vastes et nobles desseins.

Mais nous avons à craindre plutôt que cette angoissante question de la natalité française paraisse contingente, trop mesquine à certains esprits idéalistes et confus. Montrons-leur que les promesses mirifiques d'une civilisation progressant dans et pour

l'ordre ne se réalisent que si l'élite de la population terrestre n'est pas submergée, résorbée, par la pullulation des barbares. D'ailleurs, si la France, institutrice de l'humanité, mourait de son scepticisme, de sa négligence, de sa stérilité, les nations les plus civilisées, les unes après les autres, disparaîtraient de même.

Au vrai, toutes les questions sociales exigent les mêmes solutions d'ordre qui viennent d'être indiquées trop sommairement.

L'infécondité française est surtout volontaire. C'est donc la volonté qu'il faut redresser. Par des expédients, des procédés temporels ? Certes, car la catastrophe est imminente. Mais aussi, cependant, par l'action directe sur les motifs qui déterminent la volonté.

Polybe, qui a si bien diagnostiqué le mal dont la Grèce devait périr, avait prescrit le remède : déplacer l'objet des convoitises, rétablir la saine notion du bonheur. Suivant le mot de Léonard de Vinci, il faut que chacun « veuille vouloir ce qu'il doit vouloir ».

Il faut donc que chacun apprenne, suivant le conseil de Descartes, « à changer ses désirs plutôt que l'ordre du monde ».

Affaire d'éducation. Mais une éducation ne forme des âmes droites, claires, ardentes, que si elle s'appuie sur des principes généraux immuables, une croyance vitalisante, un idéal exaltant. C'est malheureusement ce qui manque le plus à notre temps.

La plus funeste législation, les plus calamiteuses conjonctures, les plus extravagantes utopies n'ébranlent l'édifice social que parce qu'elles débrident les instincts personnels antagoniques, la frénésie de tous les appétits, parce qu'elles font réapparaître la brute primitive dans l'homme de civilisation trop matérialisée.

D'absurdes divagations inhumaines, comme celles du néo-malthusisme ou du bolchevisme, ne sont persuasives que parce que la résistance morale est abolie.

Celui qui s'abstrait de la solidarité familiale et sociale et de la continuité humaine ne peut que rapporter tout à son Moi.

Cet égocentrisme déprimant, stérilisant, est l'erreur dont la France meurt. La dépopulation en est le principal symptôme.

C'est le mal qu'il faut combattre. On ne l'atteindra dans la législation, dans les institutions, qu'autant qu'on le saisira dans les mœurs, qu'on en guérira les pauvres âmes désespérées.

Pour cette œuvre de régénération morale et sociale, le concours des femmes est indispensable.

La régénération de la race dépend beaucoup plus d'elles que du législateur. C'est l'électeur qui vote, le parlementaire qui légifère et le pouvoir exécutif qui décrète ; mais ce sont les femmes qui veulent, qui inspirent et qui réalisent. Elles sont plus près de l'instinct vital.

Régentes de l'éducation, elles sont les filles et les sœurs, elles sont les épouses, elles sont les mères. Par trois fois elles font, refont et parfont l'homme.

Gardiennes du foyer, elles le rendent agréable ou odieux, elles le peuplent ou elles le laissent désert, elles en font un autel ou un bouge.

Intendantes des mœurs, elles les maintiennent ou les corrompent.

La promiscuité salissante de la rue, de l'atelier ou du bureau, la jeunesse sans amour, la maturité sans affection, la vieillesse sans soutien, sans consolation, s'écoulant dans un lugubre isolement, voilà ce qui attend celles qui n'ont pu ou n'ont pas voulu être des mères fécondes.

Dans la maternité, ce sont les femmes qui courent tous les risques, qui éprouvent toutes les douleurs, qui supportent toutes les inquiétudes et toutes les peines. Mais ce sont elles aussi qui en connaissent toutes les joies ineffables.

C'est donc sur elles et par elles qu'il faut agir. La présidence morale de la société française leur revient.

Les femmes auront des enfants quand elles voudront en avoir. Elles les feront vigoureux, bons et intelligents quand elles auront compris qu'aucune œuvre ne vaut celle-là, qu'aucune parure n'est plus belle que celle de Cornélie, mère des Gracques, et

qu'aucun plaisir n'égale celui du dévouement maternel.

Mères, elles seules peuvent prêcher d'exemple. Qu'elles imposent la mode d'avoir des enfants ! Femmes, elles seules peuvent parler le langage intuitif et fervent qui convient à leurs sœurs dévoyées par des sophismes abjects et des mirages décevants.

Les hommes, héroïquement, ont prodigué leur sang pour la défense du foyer et de la patrie. C'est à vous, ô femmes, de donner votre cœur pour repeupler le foyer, ranimer la race et sauver la patrie — la terre des mères bienfaisantes, aimantes et heureuses.

IX

L'ANARCHIE LÉGIFÉRANTE

Ce qui frappe le plus l'observateur des sociétés fétichistes, c'est la complication excessive, toujours renouvelée, de leurs rites. D'autant plus que beaucoup de ces rites apparaissent nuisibles au développement de l'espèce, au bien-être individuel et à l'ordre social. Souvent, le voyageur attentif a l'occasion de voir surgir spontanément une de ces pratiques futiles. L'imitation grégaire, si puissante chez les sauvages, fait le reste. Il en est de même pour l'argot et la mode chez les retardés et les rétrogradés de nos civilisations en décadence. Il n'y a pas plus de raison déterminante ici que là. Seulement, chez le primitif, quelques-unes de ces superstitions correspondent à un développement social, l'expérience les confirme, elles perdurent, s'insèrent dans le subconscient. Et ainsi s'élaborent les coutumes.

Le droit est donc, comme le reconnaît M. Le Fur, « une réussite ». C'est le résultat d'une sélection de gestes, d'imitations. Mais quel « droit » ?

D'après Comte et toute sociologie positive, « les droits humains sont toujours subversifs », car ils supposent l'individualisme absolu. Ils sont antisociaux.

Les conditions d'existence sociale doivent-elles être définies et réglées par des institutions ou par des législateurs ?

Dans une démocratie surtout, la législation n'est plus que le ferment de toutes les séditions de l'individu contre l'espèce.

Que sont devenues aujourd'hui, dans la légifération délirante du parlementarisme, « les plus importantes des règles nécessaires et par là même universelles qui s'imposent au législateur » ? Ces règles étant, d'après M. Le Fur, « en droit privé la prescription, — *patrona generis humani*, disait Cicéron, — la reconnaissance des pouvoirs de fait en droit public interne ou externe, la non-rétroactivité des lois, la force de la chose jugée... »

Les légistes sont à l'origine de notre anarchie. Ils ont détruit l'ordre de la société féodale sans pouvoir rien reconstruire depuis. Quand la loi écrite ne se borne point à dire le fait ou à fixer la coutume, c'est-à-dire quand elle empiète sur le spirituel suivant sa pente naturelle, elle déprave les mœurs, ruine les institutions et atrophie les saines réactions sociales contre les éléments perturbateurs. Le contrôle d'une opinion publique animée par une croyance est autrement efficace que celui de la police, et la

contrainte et la sanction sont bien plus puissantes dans la juridiction coutumière. Ici, plus de maquis dans la procédure, et il n'y a plus lieu de faire cette scandaleuse discrimination entre l'équité et la justice. Tout est dans le vivant, et adapté à chaque cas. Ce ne sont plus des textes qu'on interprète, mais des faits. Le juge n'est plus un automate, mais une âme.

Nous voici au centre du problème du droit. Mais le sentiment de la justice peut être objectif ou subjectif. Sous le régime des légistes, surtout en démocratie, il est exclusivement subjectif. Et c'est le masque de l'envie, la guerre civile sournoise, c'est la Déclaration des droits de l'homme, la revendication constante de l'individu contre la société, — l'anarchie en un mot.

On demande « comment peut s'opérer la synthèse du bien et de l'utile par le juste ? » Pas avec la salive parlementaire et démagogique, certes !

La justice objective seule est positive. C'est celle que définissaient les scolastiques : « la vertu qui subordonne les intérêts particuliers au bien commun ».

Rejetons donc les doctrines individualistes du XVIII^e siècle, dont s'inspirent les huit codes et d'où émane cette légiféromanie extravagante qui achèvera de détruire ce qui subsiste encore des institutions sociales. Ce sont ces doctrines dissolvantes qui formulent avec Kant que « le droit est l'ensemble des

conditions au moyen desquelles l'arbitre de l'un peut s'accorder avec celui de l'autre suivant une loi générale de liberté ».

Si ce n'est la liberté qui fonde le droit, est-ce le juste ? Mais qu'est-ce que le juste : l'égalité ? la force ?... On ne saurait se passer d'une définition du juste.

Ce sentiment naît de la socialité. Il s'approfondit et s'épanouit avec le développement de la socialité, que la loi, précisément, les abus législatifs atrophient et corrompent.

Discernons donc :

D'une part, il y a le droit qui se formule par des textes plus ou moins cohérents et n'est qu'un expédient pour suppléer l'insuffisance des institutions, de la morale et des croyances communes. Comme il aggrave la cause en cherchant à pallier les effets, il tend à substituer à toute la vie sociale l'automatisme légal.

D'autre part, il y a le droit organique que forment les mœurs, que transmettent les traditions et que réalisent les institutions.

Sans doute, le droit n'est pas que la morale sociale, car la contrainte qu'il implique pour ses sanctions est pour ainsi dire amoral. C'est plutôt le gouvernement temporel de la morale. Le droit et la morale sont néanmoins, également, comme l'énonce M. Le Fur, « une recherche du bien à suivre pour vivre conformément à l'ordre ». Et donc, leur fondement commun, « c'est l'amour du bien considéré comme s'imposant à

nous, donc entraînant la notion du devoir ».

En réalité, la force complète l'amour, et le droit fait converger ces deux énergies vers le même but qui est le développement de l'ordre.

Rien n'annonce encore, hélas ! la régénération intellectuelle et morale. Mais elle est nécessaire et même prochaine, car elle seule résoudra « l'immense question de l'ordre ». Or cette réaction vitale comportera une révision des conceptions individualistes et métaphysico-révolutionnaires de la loi et du droit.

Gouverner n'est pas empêcher d'agir. Informer, enseigner n'est pas dispenser d'observer, de discerner, de méditer. Pour éviter l'outré, en abordant un sujet extrêmement complexe, qui n'est rien moins que « l'immense question de l'ordre », il convient de se borner à fournir au lecteur les éléments nutritifs qui stimulent ses facultés d'attention et de réflexion.

Je m'abstiendrai donc de définir dès l'abord la société, l'État et les états, le gouvernement, le temporel et le spirituel, les institutions, la loi, les coutumes, les mœurs, etc... D'autant que rien ne se définit en cette matière que par des mots qui exigent d'autres définitions. Il faudrait remonter aux origines, suivre toute l'évolution de l'humanité. Des volumes n'y suffiraient point.

Et d'ailleurs, ce serait pour aboutir à cette conclusion décevante, qu'au cours des âges, comme le prix des choses et la valeur du signe monétaire, les mots et les concepts se sont modifiés constamment. - Nous ne pouvons nous les représenter que d'après notre vocabulaire, nos idées, nos préjugés et nos besoins actuels. Il est très difficile, sinon impossible, de savoir exactement, objectivement, ce que pouvait coûter un poulet du temps de Charlemagne et quel était le salaire réel d'un artisan au XII^e siècle.

Au reste, le gouvernement est devenu l'État. Bientôt il sera tout le social. De plus en plus, le temporel absorbe le spirituel. Des formules légales vides de toute substance vitale remplacent les mœurs, les coutumes, les institutions. Tout est confondu. Dans ce chaos, rien ne se délimite, rien ne saurait se définir.

Auguste Comte a montré que, depuis la fin du moyen âge, la société occidentale est en décomposition. Après la Féodalité, le prolétariat n'a plus été que campé. Rien de moins libre, de plus impuissant, de moins incorporé à l'état social que l'électeur qui croit avec son bulletin de vote exercer sa part de souveraineté.

L'effroyable anarchie présente, on le voit, a des racines qui plongent jusqu'au début du XIV^e siècle, alors que les légistes entreprennent de traduire, ou plutôt de trahir les ordonnances et coutumes. Leur effort des-

tructeur se poursuivra patiemment, obstinément. L'automatisme légal ruintera les principales institutions sociales organiques. Toutes les libertés positives seront supprimées. Et ce sera la Réforme, la Révolution, puis le Code civil ; enfin l'anarchie légale et toutes les sanglantes calamités qu'elle suscite inéluctablement.

Les aliénistes nomment « folie raisonnable » une psychose des dégénérés, chronique, incurable, qui se manifeste par un dangereux délire à idée prévalente. Cette affection ne comporte par elle-même aucun affaiblissement psychique. Dans son *Manuel de psychiatrie*, le Dr Rogues de Fursac note qu'il n'existe aucun moyen de combattre le délire et que le traitement moral, si efficace dans d'autres cas, est ici sans influence.

L'anarchie légiférante est une maladie sociale dont les symptômes sont analogues à ceux de la folie raisonnable. Elle a les mêmes caractères d'aggravation progressive et logique.

Ce n'est plus l'intérêt général qui intervient pour accorder les intérêts particuliers, ce sont ceux-ci qui subordonnent celui-là. Et par la loi, il va sans dire. Chaque électeur réclame une « bonne loi » qui l'avantage personnellement en reportant sur le voisin les charges sociales. Le candidat et l'élu s'évertuent à le satisfaire. Ils le satisfont généreusement. Mais le candidat et l'élu du voisin n'y manquent point non plus. De là une

surenchère fébrile à coups de lois. C'est le délire à idée prévalente.

Depuis la Révolution, comme je le rappelais dans *Le Nombre et l'Opinion publique*, il a été fabriqué 250.000 lois, décrets et ordonnances. On en doit 10.500 au premier Empire, 35.000 à la Restauration, 37.000 à Louis-Philippe, 12.400 à l'éphémère République deuxième, 45.000 au second Empire, enfin 100.000 à la troisième République. Depuis la guerre, cette désastreuse vésanie s'exaspère. Dernièrement, le sénateur Dausset faisait remarquer que, en moins de deux ans, le Parlement a « voté 1.079 articles financiers nouveaux, confus et contradictoires ». Et, comme on le voit, quelle que soit l'étiquette gouvernementale et le personnel, cette paranoïa suit son cours progressif et logique. Car elle tient au régime social même.

Les lois écrites, toujours arbitraires, n'atténuent jamais qu'un désordre que d'autres lois ont provoqué, et en alimentant la cause profonde de toutes les perturbations. Elles dissolvent les mœurs, sapent les institutions, ruinent le spirituel et consomment tout le potentiel social.

La famille, la commune, la corporation, les états permanents, toutes les libertés animatrices formaient l'homme social, le tonifiaient, le stimulaient, le perfectionnaient peu à peu en le gardant contre lui-même et les forces mauvaises : les lois remettent tout au gouvernement, au pouvoir de con-

trainte devenu l'État. Les organes s'atrophient donc, et à la vie spontanée se substitue un automatisme paralysant et démoralisant.

En bref, les lois tarissent les sources vives de la socialité.

A. Comte pensait aux légiféromanes quand il rappelait que « l'indispensable généralité des règles sociales ne doit pas être jugée d'après leurs douloureuses anomalies ».

Quand une législation vise à préserver les malheureux — au détriment de l'ensemble vigoureux et sain — des conséquences directes de leur ignorance, de leur imprévoyance, de leur paresse et de leurs pires instincts, elle cultive ainsi les causes humaines de la misère, de la rébellion aveugle et prépare de terribles catastrophes.

Si, comme le notait Pascal, les lois n'étaient pas souvent « ployées à la nécessité », sans la désuétude rapide, voire sans la fraude à laquelle l'instinct de conservation sociale incite les meilleurs citoyens, la société se désagrègerait brusquement ou mourrait de consommation. Mais ce n'est point sans altérer la moralité publique. A tourner sagement un règlement idiot ou à frustrer légitimement le Moloch fiscal déprédateur, on prend peu à peu l'habitude d'esquiver les devoirs réels.

Chaque loi affaiblit une énergie sociale, atrophie un organe. Il y faut suppléer par d'autres lois. La pente est irrésistible.

L'État s'étant substitué aux corps spontanés et spécialisés, il doit remplir leurs fonctions essentielles. Or il n'y peut suffire. Il est trop loin, pas assez souple, mal adapté.

« L'État est mauvais chef de famille, dit Taine, mauvais industriel, agriculteur et commerçant, mauvais distributeur de travail et des subsistances, mauvais régulateur de la production, des échanges et de la consommation, médiocre administrateur de la province, et de la commune, philanthrope sans discernement, directeur incompetent des beaux-arts, de la science, de l'enseignement et des cultes. En tous ces offices, son action est lente ou maladroite, routinière ou cassante, toujours dispendieuse, de petit effet et de petit rendement, toujours à côté et au delà des besoins réels qu'elle prétend satisfaire. »

Ce grand niais de Lamartine conférait à l'État la mission « d'éclairer, de développer, d'agrandir, de fortifier, de spiritualiser et de sanctifier l'âme des peuples ». L'omnipotence législative serait donc spirituelle aussi. Pourquoi pas divine ?

C'est Auguste Comte qui a le plus nettement indiqué les limites de la modificabilité : « L'homme ne peut modifier, au point de vue statique, que l'intensité, et au point de vue dynamique, que la vitesse des phénomènes sociaux. »

Les Anglais, qui sont incontestablement nos maîtres en sottise, soutiennent que le législateur peut tout, hormis changer une femme en homme. C'est beaucoup dire, ou

trop peu. A notre époque de sexes indéterminés, rien n'est plus aisé que d'invertir le genre féminin et le masculin. Coiffeurs, couturiers et romanciers nous le font bien voir.

Autre chose est de multiplier les petits pains, de créer de la richesse, d'établir l'ordre. Aucune déclamation, aucun texte législatif ne peuvent ramener le parasite au travail productif et même y maintenir l'ouvrier et l'agriculteur. Or c'est le travail — et dans la mesure où il est rendu plus fructueux par un capital plus concentré — qui produit la richesse. Et l'impôt ne se prélève jamais que sur la richesse. Entendons sur la production.

Un État qui veut tout faire s'oblige d'abord à subvenir à tout. Son budget est énorme. Il est amené à « prendre l'argent où il est », c'est-à-dire à détraquer la machine à produire. Il dilapide le fonds. Il gaspille le capital social. Il décourage le travail.

Nous en sommes là.

Si pusillanime, si bonasse, si contribuant que soit le contribuable, lorsque le fisc lui a fait rendre tout son jus, il ne peut que résister. Le politicien alors recourt à la terreur. C'est le jacobinisme, le cartellisme, le bolchevisme...

L'anarchie légale aboutit donc à la violence et à la tyrannie. Celle-ci qui, « étant anonyme et se disant la loi, comme le constatait Balzac, est sans bornes ».

« Ce sont les despotes maladroits qui se

servent des baïonnettes, disait Camille Desmoulins ; l'art de la tyrannie est de faire la même chose avec des juges. » Mais les juges doivent être aidés par des gendarmes et complétés par des geôliers et des bourreaux.

En faisant accroire aux candides électeurs qu'ils ont quelque part à la gestion des affaires publiques, l'État démocratique s'immiscie dans leurs affaires privées et, par là, supprime les libertés positives du soi-disant souverain. C'est le comble de l'absurde. Rien n'est plus à sa place.

Lorsque le peuple ne se reconnaît plus d'autres devoirs que ceux que lui impose la loi, quand cette loi émane de l'idéologie ou des lubies d'un législateur partisan, qui dépend lui-même de ceux qui l'ont promu, il n'y a plus en fait, dans la société, d'autre ordonnance, nécessairement précaire, et d'autre moteur, de plus en plus détraqué, que la corruption, la coercition et la terreur. Il n'est plus rien de spontané, de volontaire et de libre.

L'effort des légistes s'est toujours porté vers un chimérique absolutisme. Celui de la royauté, dont celle-ci est morte ; celui des jacobins, celui de Napoléon ; celui de la démocratie, dont meurt la civilisation. Les légistes ont tout détruit, ils n'ont essayé d'édifier que cet absolutisme d'État qui ne peut tenir. Ce sont, comme les a bien nommés Edmond Burke, des « architectes en ruines ».

Tacite avait observé déjà que la pléthore légale signale la décadence et l'agonie des peuples.

Un publiciste catholique, de pensée vigoureuse, J.-B. V. Coquille, l'a aussi bien vu et dit : « Les anciens avaient remarqué que le grand nombre de lois est un signe de décadence : *Plurimae leges pessima respublica*. Les lois remplacent les mœurs ; elles substituent au frein intérieur de la conscience une répression extérieure. Leur multiplicité est donc un signe de décadence. »

Même un jurisconsulte, Dalloz, en convient : « Quand l'ignorance est au sein des sociétés et le désordre dans les esprits, écrit-il, les lois deviennent nombreuses. Les hommes attendent tout de la législation, et chaque loi nouvelle étant un nouveau mécompte, ils sont portés à lui demander sans cesse ce qui ne peut venir que d'eux-mêmes, de leur éducation, de l'état de leurs mœurs ? »

Jamais Rome n'a tant légiféré qu'au temps où, indolente, résignée, moribonde, elle se désagrège.

C'est à Byzance, au vi^e siècle, que Justinien élabore l'œuvre délétère dont s'inspireront plus tard nos légistes. Et d'abord Justinien, logiquement, usurpe sur l'Église. L'anarchie légale a pour principe la confusion du spirituel et du temporel. Ne la voit-on pas encore, aujourd'hui, notamment par la Société des Nations, s'étendre

à l'universel ? Elle ne sert, elle ne réalise d'ailleurs que le plus dur, le plus abject impérialisme, celui de la bancocratie anglo-américaine.

Toute légifération, même « avancée », même socialiste, n'est pas seulement un ferment de dissolution, elle est encore, par sa nature même, terriblement rétrograde.

Le vrai progrès est dans le sens du développement spontané de la vie sociale, c'est-à-dire de l'abrogation des lois. Selon Ronsard « la loy ne sert de rien quand la vertu (*virtus*) nous garde ».

Or les lois ont une propension incoercible à se multiplier et à se compliquer. Même quand elles sont trop absurdes, trop anti-physiques pour être appliquées, elles n'en restent pas moins inscrites. Ainsi elles s'accroissent indéfiniment pour former ce maquis touffu, si propice aux coquins.

Les anciennes coutumes, au contraire, cessaient d'être dès qu'elles tombaient en désuétude ou entravaient les libertés. En tout cas, elles ne pouvaient dépasser le champ d'une conscience moyenne. Parce qu'elles étaient connues de tous, et vivantes, elles étaient respectées. Elles étaient bien l'expression de la volonté profonde du peuple en harmonie avec la physique sociale. Étant vécues par tous, elles étaient le fruit de l'expérience, et toujours soumises à la révision par les faits

et la réflexion. N'existant que par l'usage, elles ne pouvaient être en opposition avec la loi naturelle.

La loi écrite, c'est l'arbitraire. Quand elle est dite par un roi, un dictateur, un gouvernement personnel quelconque, la continuité et la responsabilité limitent parfois son inhumain absolutisme. Mais si c'est une assemblée qui légifère, le délire s'exalte. Il n'y a plus de frein à la tyrannie.

De là une instabilité incohérente qui se prend pour le progrès et une pulvérisation de tous les pouvoirs qui se croit la liberté.

C'en est la négation. Car il n'est de progrès que par la continuité des traditions, et de liberté effective que dans la puissance d'agir et la discipline volontaire.

Ce qui a le plus contribué à l'affaiblissement, à la désagrégation de la famille, c'est certainement ce principe du droit romain et byzantin que le délétère Code civil a transmis dans toute sa rigueur : le partage successoral et l'abolition de la liberté de tester.

Quelques anarchistes d'Université et de littérature viennent de fonder une Ligue pour la défense de la liberté. On peut être assuré qu'ils ne songent point aux libertés positives organiques, celles de la famille, celles d'association, celles de l'Église. Ils n'admettent que la liberté métaphysique, négative, de détruire et de s'asservir à l'État oppressif dont ils sont les clients.

C'est ainsi que, depuis cinq siècles, nos

parlements se sont acharnés à défaire toutes les institutions fondamentales et les libertés qui les animaient, et qu'elles sauvegardaient : la perpétuité du foyer comme l'indépendance de la commune, l'action corporative, la mainmorte, la licence de méditer, de prier, de communier.

Le principal obstacle à l'absolutisme de l'État, c'était en effet ce qu'ils appelaient les états dans l'État. Les libertés. La continuité accumulative de l'œuvre humaine.

Maintenant, il ne subsiste plus que ce qui tue. Il n'est plus de perpétuel que ce qui ruine. La Dette par exemple. Le Code civil n'admet que le viager. Il en est résulté un peuple de célibataires, de fils uniques, de rentiers, de boutiquiers, de basochiens, de fonctionnaires, de scribouillards, — de grains de sable qui ne s'agitent que dans la bourrasque.

Plus de force sociale permanente. Tout est en liquidation à chaque minute qu'il naît et meurt un Français.

Le corps et l'âme de la race s'éteignent. Le nombre de décès des autochtones dépasse, de plus en plus, celui des naissances. Chaque année s'étend la surface inculte du sol.

Voilà l'œuvre dispersive, destructive du Code civil !

Les mêmes causes produisent les mêmes effets : dans l'antiquité comme à l'heure présente, sous la tyrannie de César comme dans le gâchis démocratique, — à Rome comme en France.

Il n'y manque même pas l'appel d'air aux barbares, — qui viennent.

A l'instabilité sociale s'ajoute l'instabilité politique. En un demi-siècle, il y a eu 75 ministères. Aussi, n'y a-t-il en France qu'un gouvernement continu : celui de l'étranger.

D'autre part, les citoyens, ne pouvant plus agir positivement par les institutions qui restreignaient les pouvoirs corrupteurs de l'État, se groupent pour faire pression sur un gouvernement qui est tout, hormis ce qu'il doit être, et qui dispose de tout, sauf de son autorité. Ce sont les partis, les syndicats d'intérêts, dont les fins sont antagoniques et ne peuvent être qu'antisociales.

« Quel que soit le pouvoir régnant, écrit Taine, il répugne à s'amoindrir ; jamais il ne restreint de lui-même sa faculté de conférer ou de retirer les places, l'autorité, la considération, l'influence, les appointements, toutes les bonnes choses désirables et désirées ; autant qu'il peut, il les garde dans ses mains pour les distribuer à son gré et dans son intérêt, pour en gratifier ses partisans et en priver ses adversaires, pour s'attirer des clients et se faire des créatures. »

Déjà, M. Guizot note dans ses *Mémoires* qu'en 1847 le gouvernement n'était plus devenu qu'une affaire de bureaux de tabac et de bureaux de poste. Présentement, cela nous paraît bien anodin. Avec le suffrage

universel et l'extension formidable de l'étatisme, la corruption a tout envahi. Elle est partout, en tout. Aujourd'hui, la naïveté des concussionnaires Teste et Cubières et la sévérité de leurs juges font sourire.

La corruption va jusqu'à la trahison. Les grands syndicats internationaux d'affaires manœuvrent aisément un pseudo-gouvernement de passants irresponsables. L'accumulation des lois et règlements facilite les collusions et les dols. L'étranger, à très bon compte, fait ce qu'il veut de la grande presse, des ministres d'un jour, des délégués — politiques ou hauts fonctionnaires — aux Conférences et aux Commissions internationales. Les scandaleuses conventions relatives à la sécurité nationale, aux réparations, aux dettes extérieures l'attestent. C'est ainsi que le vainqueur par le sang de la plus grande guerre est devenu définitivement le vaincu par la salive de la plus sordide paix.

Il en eût été autrement si les Français avaient disposé encore de leurs anciennes libertés et de leurs réels pouvoirs.

Ayant voulu être tout, l'État doit subvenir à tout. Aussi s'efforce-t-il, par l'emprunt ou l'impôt, de capter la totalité des ressources nationales. Présentement, il dépense 30 à 40 % des revenus du pays.

C'est le chemin du communisme, — à tout le moins pour le passif. Présentement, chaque Français naît avec une part de 14.000 francs à la dette collective.

Aussi l'impôt est-il devenu une obligation sacrée. Le serment fiscal en fait un acte religieux. C'est logique — comme les manifestations de la folie raisonnante — puisque l'État ne peut être omnipotent qu'en étant divin.

Le budget tend à tout absorber. Sans la salutaire inflation, ce serait fait déjà.

Jusqu'en 1840 le budget ne dépasse guère un milliard. Il s'y tient pendant quarante ans avec de faibles fluctuations. Mais, dès lors, la manie légiférante s'aggravant, les dépenses publiques vont croître de plus en plus. En 1846, c'est un milliard et demi ; en 1855, les 2 milliards sont dépassés. Puis, après 1870, ce seront 3, 4, 5, puis 6 milliards. La grande guerre — apothéose sanglante de la Démocratie — le poussera brusquement à 40 milliards. La paix ne le fera pas fléchir. Il ira jusqu'à 50 milliards — 65 en comprenant les administrations locales. Les assurances sociales le porteront à 80 milliards. Sous un régime électif et parlementaire, il n'y a que cela qui tienne. Quelles que soient les conjonctures, jamais un budget ne diminue, toujours il croît. Le « Progrès » n'est pas un vain mot. Soixante-cinq milliards ! Or le revenu national total ne dépasse point 35 milliards or. Le contribuable n'y peut suffire, même en se dépouillant complètement, que parce que le franc Poincaré ne vaut pas quatre sous.

Ce nonobstant, quand l'emprunt et l'impôt

ne rendront plus assez, l'État devra avoir recours aux confiscations, légales d'abord, violentes ensuite. La légalité démocratique est à la violence, ce que l'escroquerie est au cambriolage : la ligne qui les sépare est aisément franchie.

Le fisc ne raffle plus seulement la moisson ; mais encore la semence, l'outil. Enrayant la circulation et la production, provoquant le gaspillage, il ravage le fonds, dilapide le capital amassé par l'effort séculaire des générations passées pour être transmis aux descendants.

Un organisme est d'autant plus élevé dans l'ordre des êtres que ses organes sont plus parfaitement différenciés et ses fonctions spécialisées.

D'autre part, il n'est de direction effective que d'une seule tête et il n'est pas de génie humain qui puisse comprendre et manœuvrer l'ensemble de l'organisme social. Aucune législation, aucun mécanisme ne sauraient suppléer la vie spontanée.

La nécessité inéluctable pour toute société d'avoir un gouvernement — qui n'est effectif que s'il est personnel — implique que ce gouvernement se borne à la fonction qui lui est propre : assurer le concours social des citoyens en garantissant — et non en aliénant — leur indépendance ; pourvoir à la défense nationale, veiller à la continuité nationale ; faire la police.

Se dispersant à l'infini, le gouvernement

démocratique, qui remplace la tête vigilante et dirigeante par des textes de lois, ne peut remplir la fonction gouvernementale.

Jamais les Français n'ont été si dépendants et jamais ils ne furent si divisés. On sait de reste que la démocratie livre la patrie à l'étranger et que la justice n'est plus qu'une mystification quand la magistrature est domestiquée et que les partis font les lois.

S'il y a encore une sorte de répression pénale, d'ailleurs fantaisiste, pour les misérables isolés, à partir d'un certain chiffre de fortune ou d'une certaine quantité de copains ou de partisans, le glaive de Thémis n'est plus qu'une fleur caressante.

« Une chose n'est pas juste parce qu'elle est dans la loi, a dit Montesquieu ; elle ne doit être dans la loi que si elle est juste. » Mais si elle est reconnue juste, c'est-à-dire si elle exprime l'expérience séculaire d'un corps permanent, elle n'a pas besoin d'être dans la loi. Celle-ci ne peut que la pétrifier sinon l'adultérer. L'esprit des lois est plutôt obscurci par la lettre. « Plus on écrit, plus l'institution est faible », faisait judicieusement observer J. de Maistre. Plus le sens du juste s'oblitère.

Moins actif, moins exact aussi est le réflexe social, la réaction énergique de l'opinion publique. La première prescription d'un médecin à qui un neurasthénique se plaint d'amnésie, c'est de déchiffrer les petits bouts de papier par quoi celui-ci croit aider sa

mémoire défaillante. Ce fâcheux expédient empire son état, car rien ne se développe que par l'exercice et l'effort.

Vouloir renforcer les mœurs par des lois, c'est détruire tout à fait les mœurs. Pour régénérer les mœurs et ranimer les institutions, il conviendrait d'abord de faire un immense autodafé de nos Codes anarchiques.

Ainsi, la justice légale s'est de plus en plus écartée de l'équité. La procédure est le maquis tutélaire de tous les forbans. Qui n'a eu l'occasion de l'éprouver ? Dans la brousse sauvage de ses règlements qu'elle accroît chaque jour, une grande Compagnie banqueroutière, comme le P. L. M. par exemple, peut exercer toutes sortes d'exactions, de spoliations, sans compter certaines collusions qui font présumer la trahison.

Une extravagante, une monstrueuse fiction, qui révolterait les esclaves d'un satrape nègre, permet seule l'application — d'ailleurs latitudinaire — des lois et prescriptions innombrables. C'est la formule : Nul n'est censé ignorer la loi ou les règlements des services publics. En fait, tout le monde les ignore, y compris ceux qui sont chargés de les appliquer. Cependant, les grandes Compagnies, les flibustiers et les récidivistes en connaissent assez pour exercer leur industrie déprédatrice.

« Le législateur aaccumulé tous les principes de dissolution, a écrit J.-B. V. Coquille. Les mineurs, les hypothèques, les droits d'enregistrement, tout

se réunit pour rendre nécessaire la longue intervention des gens de loi. Il faut vendre, disperser l'héritage. C'est une révolution complète, qui affecte tous les droits, tous les intérêts, tous les sentiments. Rien d'assuré pour les enfants, toute carrière libre leur est fermée. L'industrie et le commerce, ainsi que l'agriculture, vivent de stabilité; ils ont besoin du temps, de la possession paisible et continue pour se fortifier et se développer. C'est au bout d'un demi-siècle qu'ils jouissent du bénéfice de l'expérience. Atteinte dans ses moyens d'existence, pauvre et faible, la famille se jette dans les bras de l'État et lui demande assistance... Tous les Français, à peu près sans exception, vivent dans l'instabilité... Toutes les familles sont en liquidation perpétuelle... »

Une clique innombrable y trouve à fri-coter. Aussi la légion des légistes et basochiens de toute sorte et la vorace bande noire. Ils sont 300.000 pour le moins. Chaque nouvelle loi en fait surgir d'autres. C'est le travail, de plus en plus pressuré, qui les nourrit.

Déjà, saint Bernard au XII^e siècle et Roger Bacon au XIII^e dénonçaient les cavillations des légistes.

Notre meilleur fabuliste ne laisse pas de l'avoir remarqué :

Depuis qu'il est des lois, l'homme pour ses péchés
Se condamne à plaider la moitié de sa vie...

Le plus souvent pour l'huître dont il
n'aura, en toute occurrence, que la coquille.
Et il plaide d'autant plus qu'il sait que sa

revendication est inique. L'honnête homme est désarmé par ses occupations et son souci de tranquillité. Le coquin est plus processif, — il en fait son métier, — plus audacieux, et surtout si un avocat l'a persuadé qu'il a chance de gagner son procès.

En réalité, comme la politique est contre toute politique, la judicature est contre toute équité ; et la légalité, contre la morale même.

Il y a là un tel ferment de décomposition qu'on s'étonne qu'il puisse encore vaciller quelque lueur de probité dans l'âme obscurcie des masses. Il est vrai que ce n'est plus qu'une habitude machinale qui, à la réflexion, paraît aussi intempestive qu'illo-gique. D'ailleurs, elle se perd de plus en plus.

Un texte de loi ne peut tout au plus que constater une situation, fixer une coutume. Il n'a jamais rien créé ni même rien ordonné : presque toujours il entrave, il détraque, il épuise. Surtout lorsqu'il est élaboré par un parlement.

« Une assemblée nombreuse, écrit J. Stuart Mill, est aussi impropre à la besogne directe de la législation qu'à celle de l'administration. Faire des lois est une œuvre qui veut, plus qu'aucune autre, non seulement des esprits expérimentés, mais encore des esprits formés à cette tâche au moyen d'études longues et laborieuses. »

Il n'est de bonnes lois, soutenait Buckle, que celles qui abrogent les lois précédentes.

Mais ce bon sens, il en faut convenir, n'est pas démocratique. Que deviendraient les législateurs s'ils n'avaient plus à légiférer ? Aussi le délire s'exaspère. On entasse les lois. On vote le congiaire pour tous, l'impôt pour quelques-uns, la rente universalisée. C'est si simple sur le papier ! Les lois sont les amulettes ou les assignats du bonheur. Le politicien ne se lasse non plus d'en débiter que l'électeur d'en solliciter.

Malheureusement, les véritables lois, parce que non écrites et non votées, celles de la physique sociale, n'en tiennent pas de compte.

Rien ne se fonde qu'avec le temps. Ce sont les institutions qui, lentement, créent les coutumes, en cultivant la soumission qui garde et le dévouement qui propulse. Le principal facteur du progrès réel, c'est la tradition.

La psychose légiférante fait que l'État (*status*) n'est plus l'État. Il est le contraire, l'instabilité même.

A l'œuvre féconde du temps, de l'effort convergent des générations, à l'expérience institutrice, un politicien ignare prétend substituer ses humeurs, ses basses ambitions, ses fumeuses imaginations.

Paul Bourget a décrit parfaitement cet effroyable gâchis de présomption et d'impuissance :

« Cette manie des réformes inutiles, cette frénésie désordonnée des projets, cette agitation de

« touche à tout », que Guizot stigmatisait déjà quand il disait que notre époque aura été surtout féconde en avortements. C'est comme une trépidation sur place. C'est une fièvre, un prurit d'entreprises aussitôt abandonnées, et c'est la preuve que nous n'avons pas d'organes nationaux qui représentent les droits des morts. La force traditionnelle ne fait plus équilibre, chez nous, à la force contemporaine, et celle-ci n'étant plus rattachée à celle-là est condamnée à un éternel recommencement. Nous n'avons pas davantage d'organes nationaux pour défendre les générations à venir. De là cette autre série de défauts signalés non moins énergiquement par les lucides critiques du régime : l'absence de prévision dans les mesures administratives ou fiscales, la politique au jour le jour, les ressources nationales dilapidées, l'audace à tenter, dans un code remanié sans cesse, les expériences les plus dangereuses jointe à l'incapacité à discerner leurs contre-coups dans les mœurs. »

C'est pour le corps social l'ataxie progressive.

Comme on ne saurait se refaire une règle et une philosophie pour chacun des actes et des penses que déterminent les circonstances, il faut des dogmes et des mœurs. Il faut des assises solides.

Qui croit s'émanciper des croyances religieuses retombe dans les plus grossières superstitions primitives.

Étant un être social, l'homme éprouve le besoin de se tenir en accord avec son semblable. Il redoute la réprobation publique, il

recherche l'assentiment, l'éloge. Il est conformiste. Il est sympathisant.

Quand le désordre est tel que les traditions sont délaissées, ce sont de simiesques imitations qui les remplacent. La mode de la dernière heure devient ainsi le rite de la religion de la Bêtise qui, aujourd'hui, n'a pas d'hérétique.

Pour ridicule que soit l'obsession d'être habillé comme l'imposent les arbitres tout-puissants de la frivolité, elle n'en prouve pas moins la survivance du sentiment social.

Mais l'anarchie légiférante a tellement dévoyé cette tendance qu'il faudra, pour la ramener dans le bon sens, une action à la fois plus énergiquement réactionnaire que n'ose l'entrevoir le plus réactionnaire et plus révolutionnaire que ne le peut proposer le plus révolutionnaire. Car elle s'imposera de subvertir tout ce que ce siècle a édifié, et d'abord les Codes, en rétablissant tout ce qu'il a détruit ou achevé de détruire, et d'abord les institutions.

Ce sera, ramenant le gouvernement politique aux limites de ses fonctions propres, ranimer toute la vie sociale.

Jadis, comme le rappelait M. F. Funck-Brentano, dans son livre *L'Ancien Régime*, les Français étaient régis par 364 coutumes, variant suivant les régions, c'est-à-dire suivant les caractères, le milieu, les façons de vivre et de travailler. Ce n'est plus l'homme qu'on faisait entrer de force dans le cadre

d'une législation rigide, abstraite, inhumaine, c'était la coutume, souple, concrète, qui s'adaptait aux besoins de chaque catégorie sociale, du temps, des circonstances.

Sans doute, avec l'extension des moyens de communication, de la concentration nationale, de la complexité des rapports sociaux, ces coutumes auraient dû s'unifier en se perfectionnant. Mais, sans l'intervention arbitraire des légistes, cette évolution se fût effectuée normalement, paisiblement.

On ne ranimera les coutumes qu'en restaurant les institutions. Ce sera long, difficile, périlleux même. La maladie, quand elle est devenue chronique, tient lieu parfois de régime. Une guérison brusque peut tuer le patient. Et puis, les hommes ont une propension naturelle à revenir à l'animalité primitive. C'est toujours dans le sens de la pente inclinée qu'ils exercent leurs « droits ».

Les mœurs sont l'œuvre du temps. On ne les décrète pas. Il y faut les institutions qui les génèrent, les maintiennent et les perfectionnent. Et d'abord la famille. Tant que cette institution fondamentale ne sera pas rétablie, avec son autorité propre, sa continuité, son centre, ses libertés, les fonctions essentielles de toute société ne seront pas remplies ou le seront mal. Et le principal destructeur de la famille, je le répète, c'est le Code civil, calamiteux fomentateur de l'anarchie légiférante.

Bien des symptômes annoncent cette réac-

tion salvatrice, que l'excès du désordre s'universalisant et ses tragiques conséquences ne tarderont pas à provoquer.

C'est un professeur de la Faculté de Droit, M. L. Duguit, qui raille « les civilistes attardés ». Il proclame froidement que « la conception de la loi, ordre de la volonté souveraine de la nation une, a vécu ». Il déclare que « le législateur n'a point la puissance de créer le droit, mais peut seulement le constater... Le refus d'obéissance à une loi contraire au droit objectif est parfaitement légitime ». M. Léon Duguit propose même de ne plus employer ce terme vicieux de « droit ».

Dans le désarroi présent, les citoyens les plus clairvoyants manifestent un profond dégoût du parlementarisme et réclament une dictature libératrice. Le fétichisme de la loi écrite est ébranlé. Les législateurs intempérants en ont trop mis, leurs textes impératifs n'ont plus cours.

On s'apercevra de plus en plus que si, dans l'épouvantable gâchis démocratique, une rude contrainte gouvernementale est indispensable, celle-ci ne devra et ne pourra s'exercer, comme l'énonçait A. Comte, que par « un pouvoir central vraiment progressif », mais « convenablement réduit à sa destination pratique ».

L'instauration d'une dictature, qu'elle soit royaliste, bonapartiste ou républicaine, quoique urgente, n'est donc qu'un élément

de la solution à « l'immense question de l'ordre ». C'est dire que cette solution ne saurait être limitée à l'ordre politique. Il y a l'économique, le social, le moral, le religieux. Tout est à relever d'ensemble, parce que tout a été abattu d'ensemble par l'anarchie légiférante.

X

LES MENSONGES DU PACIFISME

Quelques bons électeurs, moins bons pourtant que la grande masse hébétée, se sont aperçus du concours empressé que la grande presse a prêté aux Anglo-Américains dans la question des Dettes. Leur candeur infrangible en a été d'autant plus effarée que, pour certains journaux, cet empressement enthousiaste à livrer la France, sans condition, aux chers alliés, marquait un revirement complet, qui s'était effectué brusquement, d'un coup — de Bourse — sans transition.

Pour n'en pas être trop surpris, il suffit de se rappeler cette page des *Mémoires* de Bismarck où celui-ci rapporte comment, avant 1870, il manœuvra — sans ruiner l'État prussien — la presse parisienne pour diriger l'opinion publique dans le sens de sa politique et déchaîner la guerre quand il jugea le moment propice.

Or, ce sont les Anglo-Saxons qui ont inventé la cavalerie de Saint-Georges. Ils sont devenus maîtres dans l'art de la lancer à

l'assaut des consciences de journalistes, de fonctionnaires et de politiciens. Ils lui doivent toutes leurs victoires — depuis Jeanne d'Arc — et leur puissance commerciale. Ils ont toujours été plus habiles à manier le carnet de chèques que le canon et la baïonnette.

Et pourtant, 1870 explique 1914 qui explique 193... Alors, l'Empire libéral, c'est-à-dire démocratisé, donna le fruit de son arbre. Nous ne le connaissons que trop, hélas ! ce fruit vénéneux. Aujourd'hui, le parlementarisme, à la fois tyrannique et anarchique, et le pacifisme homicide se sont développés en tout sens, dans toutes les dimensions. On en peut mesurer l'aggravation à ceci, que la démagogie destructive n'est plus dans l'opposition mais au pouvoir. A ceci encore, que les hommes qui furent mêlés aux événements de 1870, Émile Ollivier, Lebœuf, etc., disparurent dès lors de la vie publique, tandis que les sinistres politiciens qui se laissèrent surprendre par l'invasion boche en 1914 sont encore ceux-là, présentement, qui appellent l'invasion prochaine et organisent le saccage et l'anarchie.

Aux élections de 1869, sur 700 candidats, il n'y en eut que 22 qui ne s'engagèrent point à réclamer la suppression des armées permanentes ou, à tout le moins, une réduction des contingents militaires. Le résultat éminemment démocratique fut que, pour une Chambre de 270 membres, il y eut 248 pacifistes bellifères. La démocratie est un ter-

rible stupéfiant. Elle provoque toujours une mortelle amnésie. Nulle expérience ne la rectifie. Ces années 1868-1869 sont fidèlement reflétées par celles qui précéderent 1914, comme celles-ci et celles-là par l'angoissant moment présent. Les mêmes folies, les mêmes mensonges, les mêmes divagations annoncent les mêmes catastrophes. Ce sont aussi les mêmes bavards nocifs, la même niaiserie générale...

Les lamentables débats sur la loi militaire de 1868 avec ce qui en est résulté eussent dû nous instruire pour toujours. Hélas ! l'atroce tuerie de 1914-1918 n'a pas eu plus d'effet. Nous en sommes à la Société des Nations, à Locarno, à Thoiry, prêts à tous les désarmements, à tous les abandons ! La démocratie est acéphale. Son amnésie est incurable.

Rappelons-nous pourtant. En 1868, Jules Simon se glorifiait « de n'avoir jamais voté une seule mesure destinée à organiser ce que l'on appelle la paix armée » ; Ernest Picard déclarait que « rien ne justifiait des armements qui écrasaient le pays » ; Jules Favre affirmait que les « Prussiens n'avaient aucune intention belliqueuse et que les crédits demandés par le ministre de la Guerre ne pouvaient servir à rien qu'à ruiner la France » ; Garnier-Pagès proclamait que « les armées permanentes avaient fait leur temps, et que la vraie frontière, c'était le patriotisme » ; Magnin disait que « les prétoriens étaient

jugés et condamnés et que l'avenir appartenait à la démocratie armée » ; E. Pelletan reprochait au maréchal Niel de vouloir faire de la France « une immense caserne », ce à quoi le maréchal répondait sagement : « Prenez garde d'en faire un immense cimetière ! » Le sinistre Thiers soutenait que « c'était une fantasmagorie de présenter, comme le faisait M. Rouher, des chiffres, 12, 13, 1.500.000, comme étant ceux des hommes que l'Allemagne pouvait mettre sous les armes, qu'il fallait se rassurer, que notre armée suffisait largement pour arrêter l'ennemi, que, derrière elle, le pays aurait le temps d'organiser ses réserves, que l'on aurait toujours au moins deux ou trois mois, c'est-à-dire plus qu'il n'en faudrait pour organiser la garde nationale mobile et utiliser le zèle des populations, que d'ailleurs les volontaires afflueraient et que le Gouvernement se défiait vraiment trop du pays » ; Émile Ollivier, qui devait deux ans plus tard assumer la terrible responsabilité d'accepter la guerre et de subir la défaite, disait tout de même au cours des débats sur la loi militaire : « Nous restons en face d'une loi dont le principe est celui-ci : les armées de la France — que j'ai toujours, pour ma part, trouvées trop nombreuses — sont insuffisantes. Leur effectif doit être augmenté et porté à un chiffre exorbitant. Mais pourquoi donc ? Qu'on nous le dise ! Où est la nécessité ? Où est le péril ? Qui nous menace ? Qui nous inquiète ?

Personne. Non ! Personne ne nous menace ; nulle part il n'y a péril. Personne ne veut nous provoquer, nous déclarer la guerre. » C'est ce que disaient nos Briands en juillet 1914.

Mieux encore, Ernest Renan, candidat dans l'arrondissement de Meaux, aux élections législatives de 1869, écrivait dans sa profession de foi : « Comme conséquence d'une politique pacifique, je veux la réduction des forces militaires à ce qui est indispensable. Je veux la fin de cet état de paix armée qui ruine le Trésor, je veux la diminution de ces énormes contingents militaires qui obligent d'ajourner des réformes urgentes et font peser sur le pays le poids d'une accablante conscription. »

Et Gambetta, dans son fameux programme de Belleville, inscrivait cet article : « Suppression des armées permanentes, cause de ruine pour les finances et les affaires de la nation, source de haine entre les peuples et de défiance à l'intérieur. »

Et Flaubert écrivait en 1868 : « La guerre ? Avec qui ? avec la Prusse ? La Prusse n'est pas si bête. » Qui était la bête ?

S'il pouvait y avoir une rémission pour les abominables fautes commises par l'Empereur, ce sont ses indignes adversaires qui la lui vaudraient. Depuis, ceux-ci, tout-puissants à leur tour, ont fait pire. Systématiquement, ils ont tout aggravé. Et ils continuent.

Car ils tiennent toujours, les bougres !

S'ils répandent autour d'eux la dévastation et la mort, ce n'est, personnellement, que pour mieux vivre et prospérer. Aussi, en abaissant considérablement le niveau, chacun peut donner des noms actuels à ce ramas de politiciens de 1868-1870. Pour ma part, c'est une obsession : Dans M. Poincaré, j'aperçois toujours Louis-Napoléon, et dans M. Briand l'évangéliste, — oh ! toutes choses égales, — Émile Ollivier au cœur léger.

Une paix durable eût dû d'abord nous assurer la sécurité. Sécurité, et retour aux aspirations régénératrices d'une civilisation spirituelle. L'ordre du monde, la prospérité des peuples, l'épanouissement de l'humanité ne tiennent pas au versement et à la répartition d'une somme quelconque de signes monétaires.

Si, dès 1919, écoutant ceux qui le demandaient alors, la France avait pensé d'abord à assurer sa propre sécurité et, partant, celle de l'Europe, s'il y avait eu une dictature d'ordre, stimulant le travail, ramenant la confiance et le crédit, le reste eût été donné par surcroît. Aujourd'hui, toutes les dévastations matérielles seraient réparées, l'armée pourrait être réduite et les contribuables ne seraient pas écrasés par les impôts croissants et une dette qui dépasse l'ensemble de l'avoir national, privé et public.

La richesse sociale est créée par l'homme.

Ce n'est pas l'or qui peut relever les décombres et suppléer le travail, mais l'énergie féconde de l'espoir, la volonté puissante de vivre et de prospérer.

Le Reich est, désormais, solidement refondu ; tous les ressorts de l'Allemagne sont tendus pour la revanche, la reprise du coup raté en 1914 ; elle est exaltée par la haine et toutes les convoitises de son orgueil. Elle livrera l'assaut suprême dès qu'elle sera en force. Ses chimistes travaillent. Et grâce à M. Briand, aux pacifistes, à l'Église, à la Société des Nations, ce sera bientôt. Sachons seulement que la France dépense pour son armée 6 milliards et l'Allemagne, 9 milliards de francs.

Tous les problèmes de l'heure présente, économiques, politiques, sociaux, intellectuels et moraux, se condensent en un seul, celui de l'ordre.

L'immense question de l'ordre ! Est ce un parlement des nations qui la résoudra ? Folie ! Ce qui a désagrégé la France ne reconstituera pas l'Europe. « Le parlementarisme, a dit A. Comte, est un régime d'intrigue et de corruption où la tyrannie est partout et la responsabilité nulle part. »

La discussion, c'est l'anarchie. Et l'anarchie, c'est le fatal recours à la violence, c'est la guerre. N'attendons pas autre chose de la parlote qui se prétend « Société » des Nations.

Il nous faut donc tout reprendre, et

d'abord nos principes. Cette revision sévère est la condition essentielle d'un règlement général et définitif, non seulement des réparations, mais des diverses questions dont dépend l'établissement effectif de la paix. Légistes, juristes, sinon commis de finances ou d'affaires, nos politiciens — et même nos administrateurs — ne sauraient en avoir aucune idée. Tout le spirituel leur échappe. Ce sont des matérialistes en action. Ils n'ont jamais recours qu'aux expédients du moment, aux arrangements superficiels, sur le papier, aux compromis d'argent, d'ambitions ou de convoitises. En bref, ils ne croient qu'aux trucs, aux combines, à ce que, exclusivement, le parlementarisme met en jeu : la contrainte, la corruption et le mensonge. Au demeurant, il en est qui sont pavés de bonnes intentions, comme l'Enfer. Ce ne sont pas les moins nocifs.

Évidemment, le Traité de Versailles, chef-d'œuvre de cet esprit anarchique, ne peut rien régler. D'ailleurs, il s'effrite de toutes parts. Avant même qu'il fût élaboré, tout sociologue positif prévoyait qu'il aboutirait au gâchis. Mais il ne servira de rien de le dénoncer si l'on ne change point les procédés et la méthode. Nul ne manœuvrera mieux la confusion et l'incohérence que Clemenceau.

Nous avons perdu le sens des mots. Il n'est de politique que nationale. Les intérêts nationaux supérieurs, c'est-à-dire généraux

et continus, concordent toujours avec les intérêts permanents et universels de la civilisation. Et cela est plus rigoureusement vrai encore pour la France. Malheureusement, une politique indépendante des influences particulières et des suggestions de l'étranger, c'est-à-dire une politique, est un luxe que ne se peut assurer une démocratie parlementaire, qui n'est sensible qu'à l'argent et au nombre.

Le « droit » suppose toujours un antagoniste. On ne le revendique jamais que contre quelqu'un ou quelque chose. C'est bien la plus burlesque mystification qui se puisse imaginer que de prétendre faire de ce « droit » métaphysique, qui ne peut que généraliser la sédition de chacun contre tous et contre tout, la base de la paix européenne.

Le « droit » privé, c'est la chicane perpétuelle. Le « droit » des peuples, c'est une source toujours alimentée de conflits quand ce n'est pas un moyen sournois de frustrer et d'opprimer les États qui n'ont point d'armée assez puissante pour garantir leurs « droits ». Le grand Frédéric commençait par prendre. Il savait qu'il trouverait ensuite des jurisconsultes pour justifier ses annexions. S'ils n'avaient à plaider que de justes causes, les avocats ne gagneraient pas leur vie. Les mauvaises causes sont les plus lucratives.

L'Allemagne — si l'on excepte la Russie plutôt asiatique — est la dernière grande

nation européenne parvenue à la civilisation. C'est parce qu'elle se dégage à peine de la barbarie que sa principale industrie, qu'elle a poussée à la perfection, est la guerre. Aussi n'a-t-elle point négligé la science des « chiffres de papier ». C'est en Allemagne qu'on a, depuis trois siècles, le plus enseigné le « droit public ». Son État-major sait que chacune de ces chaires vaut une batterie d'artillerie.

Chaque région de notre France a son génie propre. Aucune n'est semblable. Toutes sont nécessaires, car elles s'harmonisent pour former un chef-d'œuvre de mesure dans la grandeur. Aucune autre nation n'a réalisé cet ordre à un tel degré de perfection. A Paris même, le cosmopolitisme dissolvant n'a pu détruire toute originalité vivante. Il y a Notre-Dame, la Cité, il y a la colline de Montmartre, les Écoles. Il y a tous les souvenirs de gloire qu'évoquent les vieilles pierres.

Le patriotisme français, lorsqu'il est sincère, n'est pas un sentiment d'égoïsme national. Il est universel. Il n'y aura de Société des Nations que lorsque les nations seront entre elles ce que sont nos régions entre elles, les parties unifiées dans la diversité d'un tout organique. On ne comprend l'humanité que par la France. Il n'y a donc pas d'œuvre plus utile que de la magnifier, car

on ne comprend bien que ce qu'on aime.

Le plus grand service que la Société des Nations puisse rendre à la paix, ce serait — noblement — de faire hara-kiri.

Le moulin à éloquence qui fonctionne à Genève ne peut favoriser que les États puissants et avides dont elle dépend. L'impérialisme de l'or, de l'acier ou du pétrole est plus dangereux encore que celui du canon.

La paix ne se peut fonder que sur l'ordre universel. Or la catholicité n'est que de l'esprit. Le temporel est nécessairement particulier, local. C'est pourquoi l'Église qui politicaille n'est plus catholique, même d'aspirations.

La Société des Nations effective se constitue dans l'ombre et le silence. Ses délégués œcuméniques sont tous ceux — morts, vivants, ou à naître — dont les méditations, les efforts et l'amour se rapportent à l'humanité. Son président est celui qui l'a le mieux définie, le Français Auguste Comte.

Le traité de Versailles, ou ce qu'on pourrait lui substituer dans le même désarroi moral, ni le Parlement — et non Société — des Nations ne relèveront les ruines sociales, ne « répareront », ne réorganiseront l'Europe et n'établiront une paix quelque peu durable. Car ils émanent de tous les malentendus, de tous les instincts, de toutes les cupidités s'entre-heurtant ; en bref, de cette « anarchie internationale » qui aboutira à la guerre ou

à l'émeute généralisées aussi certainement que les emprunts d'État et l'inflation effrénés provoquent la gabegie et aboutiront à la ruine.

De 1915 à 1918, je n'ai cessé d'engager l'élite française à préparer la paix victorieuse. Mais on était alors beaucoup plus préoccupé de cuisiner les chimériques « bonnes élections » qui suivraient. Je ne fus pas écouté. Aussi, dès l'armistice, l'opinion publique fut étourdie par les clameurs des pires âneries, des plus absurdes billevesées. Aucune idée claire, positive ne dominait cet insane tohu-bohu. Les élections étaient prochaines. Il fallait surenchéris. Les politiciens en place ne pouvaient que suivre. Tout devait se résoudre à coups de milliards versés par les vaincus !...

Nous n'avons pas encaissé les fabuleux milliards, — et c'est le moindre mal. Mais l'Europe se débat dans un inextricable chaos, la Germanie relève sa tête casquée, tous les éléments d'envie et de haine que distille naturellement la démocratie sont en effervescence, ce qui subsiste d'une civilisation est menacé de toutes parts...

Ce qu'il était facile d'imposer il y a douze ans, dans le rayonnement de la victoire, n'est plus possible maintenant. C'est tout le système qu'il faut changer. Ce sont tous nos préjugés, et les plus ancrés, qu'il faut renoncer. C'est une doctrine directrice dont nous avons à nous inspirer. C'est une spiritualité

efficace que nous avons à instaurer. Hors de là, pas de salut. Si nous ne consentons point à l'héroïsme intellectuel et moral qu'exige notre retour au bon sens, ce n'est point le monde que nous modèlerons aux formes saugrenues de notre délire, c'est le monde qui nous ramènera durement à la barbarie ou nous écrasera.

On ne fraude pas les lois de la filiation historique. On ne dupe point la nature des choses.

La prétendue Société des Nations qui se parle à Genève est en flagrante opposition avec l'histoire, la psychologie, la politique, l'expérience, la réalité de toujours. C'est dire qu'elle n'est qu'une apparence fallacieuse, un mythe stérile.

Cependant que les délégués d'État célèbrent la paix en phrases redondantes et même l'instituent sur le papier, les représentants d'affaires, qui sont parfois les mêmes, préparent la guerre. Et ce ne sont pas les mots mais les actes qui réalisent. Assembler les intérêts, c'est les mettre en conflits. Il n'est d'union internationale que spirituelle, et de spiritualité pacifiante que religieuse. C'est pourquoi la seule ébauche de Société des Nations qui ait jamais existé fut le Vatican.

Le parlementarisme ploutocratique ne saurait être plus ordonnateur que le parle-

mentarisme démocratique. Et le désordre, c'est nécessairement la guerre.

Certains documents diplomatiques d'avant la conflagration européenne de 1914 sont des plus instructifs.

Ils montrent que parlements, élections, écrits, discours, ce n'est que pour la parade. Ce n'est que la peinture du moteur. Ce qui existe, ce qui meut la machine, ce qui fait gesticuler tant de pantins plus ou moins décoratifs, ce qui façonne même l'opinion publique, ce sont les grands syndicats d'affaires financières et industrielles. Voilà les véritables maîtres du monde ! Et ce sont des choses, des forces brutes, aveugles. Voilà ce qui agit la pétaudière genevoise. Les personnages qui la représentent et même ceux qui semblent la manœuvrer dans les coulisses, ne savent ce qu'ils font ni où ils vont.

Dans une lettre du 11 avril 1912, l'ambassadeur de Russie à Paris, Isvolski, écrivait à son ministre des Affaires étrangères, Sazonof :

« En appréciant les agissements du gouvernement français dans la question actuelle, il convient de ne pas oublier qu'il est très loin d'être tout-puissant vis-à-vis des banques, et que bien qu'il dispose du moyen très effectif de pression sur elles de l'admission à la Cote, en pratique ce ne sont pas les banques qui se trouvent entre les mains du gouvernement, mais, très souvent, au contraire, le gouvernement qui, *à raison des conditions politiques d'ici*, est soumis aux financiers. »

« Ces conditions politiques d'ici », on l'entend bien sont l'élection et le parlementarisme.

Mais qui ne voit qu'elles sont aggravées considérablement à Genève où ne saurait exister l'ombre d'une concentration directrice et d'un exécutif.

Et puis, après la guerre, l'anarchie générale s'est aggravée en se généralisant.

Les affaires ont remplacé la politique. Les démocraties sont gouvernées en fait par les trusts qui se disputent le stock mondial d'or et de matières premières ou des débouchés à une folle surproduction industrielle.

Tous les débats sur la paix et les traités de paix renversent peut-être les frontières des patries, surtout celles de la France ; mais ils en élèvent d'autres, plus antagoniques, plus agressives, plus terribles, entre les intérêts inhumains du pétrole, de la houille, de l'acier et de la banque.

Et ce n'est plus seulement la guerre entre peuples, qui, par la victoire, a pour fin la paix possible, c'est la guerre pour la guerre, dans l'affreuse mêlée de tous contre tous, qui va surgir de ce chaos de forces indisciplinables.

C'est pourquoi les magnats de la finance subventionnent, en Russie comme en France, la révolution sociale ; c'est pourquoi les farouches communistes sont si sensibles aux séductions des sirènes d'or. Les bolcheviks savent ce qu'ils font en installant à Paris des missions d'affaires.

Démocratie = ploutocratie = anarchie sanglante.

Au vrai, ce sont les bolcheviks qui mènent le bal, car ce sont eux qui paraissent vraiment savoir où ils vont. Leurs complices rêvent. Ils ont toujours vécu dans un monde d'où l'esprit est exclu. Ils pensent avec des chiffres, et une machine à calculer y suffit. Ils imaginent naïvement que la toute-puissance qu'ils servent est le fruit de leur génie. Beaucoup sont des ascètes, quelques-uns des mystiques...

Je n'exagère pas. Voici ce que pouvait écrire l'un d'eux, et non des moindres, Hugo Stinnes :

« En fin de compte, on est bien forcé de reconnaître que seules les affaires peuvent rapprocher les peuples et les réconcilier. C'est pourquoi je les tiens pour de véritables divinités. Car, au point de vue politique, toutes les nations sont remplies de haine les unes contre les autres. »

Voici encore ce que nous trouvons dans un appel que lançaient récemment MM. Schwob, président du trust américain de l'acier, et Judge Gary :

« Deux grandes puissances industrielles qui agiraient de concert disposeraient des moyens d'influence les plus irrésistibles : Consentement de crédit ou leur retrait ; dettes internationales ; paiement des réparations dans le cas de certains pays, et même boycottage économique dans le cas d'extrême résistance.

« L'application de semblables mesures aurait pour résultat de supprimer l'inflation dans tous les pays, d'équilibrer les budgets et de stabiliser les devises nationales. »

Dans une interview accordée à un des correspondants de la *North American Newspapers*, M. Henry Ford, examinant le problème de la paix mondiale, en a indiqué la solution de la façon suivante :

« Vous me demandez quel est le remède contre la guerre. Je vous répons qu'il n'y en a qu'un d'efficace : le développement des industries anciennes et la création d'industries nouvelles. Croyez-moi. Lorsqu'un homme a un travail déterminé qui l'absorbe et le satisfait, il ne songe pas à chercher querelle. Il est heureux, cordial et conciliant. On peut en dire autant des nations. Faites de chacune d'elles une riche industrielle, et il n'y aura plus de conflits.

« Quiconque travaille à l'organisation d'une vaste industrie travaille donc à la cause de la paix. »

On le voit, il n'y a pas plus chimériques que ces manieurs d'argent. Car ils ne plaisantent pas : ils croient à leur mission. C'est d'ailleurs à l'honneur de la nature humaine qu'ils y croient. S'ils avaient conscience du mal qu'ils font, ce ne serait qu'en étant des monstres qu'ils supporteraient l'horreur d'eux-mêmes.

Au début de l'année 1924, les sentiments

humanitaires et le génie politique des passants étaient sollicités par une affiche dont le texte vaut de passer à la postérité, avec les noms des signataires.

POUR LA PAIX

Envoyez-nous avant le 30 avril un plan de cinq mille mots au plus (environ vingt pages), 286, boulevard Saint-Germain, Paris. (Secrétariat du Comité du Concours français de la paix). Renseignements sur demande.

Vous pourrez gagner un premier prix de 100.000 fr. et 37 prix ou mentions allant de 1.000 à 30.000 francs.

Le président,

LÉON BOURGEOIS.

Le Vice-Président,

HENRY DE JOUVENEL.

En signant, ces deux bons apôtres ont-ils pu se regarder sans rire ?

J'ai la satisfaction patriotique de signaler aussitôt que le trop généreux fondateur de ce prix est un grand industriel et négociant de Boston, M. Edward A. Filène. Les journaux que la persuasive éloquence de Mammon ne saurait laisser indifférents ont publié le portrait de ce Mécène de la Bêtise. Vraiment, ce Yankee ne paraît pas méchant. Il a une bonne tête. Mais que fait-il de ses dollars, le malheureux ?

« Aux auteurs des meilleurs mémoires ayant pour objet d'exposer le plan le plus efficace de coopération internationale pour le rétablissement de la sécurité et de la prospérité en France et en Europe », M. Filène a

offert, en France seulement, 200.000 francs. Pour les États-Unis, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, autant. C'est le pactole du pacifisme.

Chez nous, 5.919 plans furent proposés au jury. Nous, Français, n'en serions pas fiers pour notre pays, si nous ne savions qu'aux États-Unis il y en eut plus de 20.000 et 4.700 en Angleterre, 4.223 en Allemagne, et non moins, sans doute, en Italie.

Que de plans, ra-ta-plan, pour la paix, — ou la guerre ! La guerre surtout. Que de sottises se sont débitées en quatre langues ! Cet insondable donne le vertige.

Voici le Mémoire qui a obtenu le premier prix français et qui n'est certainement pas le plus insensé. J'examinerai brièvement ce qu'il propose « pour rétablir la sécurité et la prospérité en France et en Europe ».

1^o *Exécution du programme des experts avec la collaboration d'une Société des Nations européenne et dans un programme de liquidation présenté par cette Société aux États-Unis.*

— Pour les experts, voici ce qu'en disait judicieusement un Américain, feu Samuel Gompers : « Il est avéré que les experts font toujours le jeu de la finance internationale, soit qu'ils y appartiennent eux-mêmes, soit qu'ils soient accrédités par elle. »

Pour la Société des Nations, c'est le sys-

tème du sel sur la queue afin d'attraper les moineaux. C'est supposer ce qui n'existe pas, ce qui ne saurait exister temporellement.

2^o *Création d'un organisme chargé, sous l'inspiration de la Société des Nations européenne, de fixer périodiquement et de maintenir la valeur de chaque monnaie.*

— Comment serait constitué cet organisme ? Par la Société des Nations. Autrement dire : l'impossible réalisé par ce qui n'est et ne peut être dans cet ordre.

D'ailleurs, « fixer périodiquement », arbitrairement, le cours des changes ne ferait rien à rien. Le cours des changes est un indice de la situation économique. Modifier les termes de cet indice pour le rendre favorable est la solution stupide de l'autruche qui se cache la tête pour ne pas voir le danger. Ce ne sont pas les graduations du thermomètre qui déterminent la température.

3^o *Organisation internationale de la production et de la distribution des matières premières ainsi que de l'émigration.*

— Des fonctionnaires, des politiciens internationaux : aggravation du gâchis. Une administration internationale, un gouvernement économique international : chimère des chimères dangereuses !

Une des principales causes de l'anarchie violente, c'est précisément l'étendue et la complexité matérielles des États actuels.

Tout s'y disperse parce que tout est confondu. Un « organisme » qui procéderait « à la répartition des matières produites et qui aurait, pour cela, les moyens de connaître toutes les offres et toutes les demandes, et de répartir les commandes entre les vendeurs en tenant compte de la qualité et de la quantité des marchandises offertes par ces vendeurs et de la situation géographique de ceux-ci par rapport aux acheteurs », cet organisme devrait avoir une formidable puissance qui annihilerait toute initiative stimulatrice, toute indépendance et donc toute responsabilité. Ses innombrables fonctionnaires, en outre, devraient être des saints et des génies surhumains. Ils auraient à résister héroïquement, constamment, aux sollicitations et aux pressions des intérêts contraires. Il leur faudrait aussi tout comprendre, tout savoir et tout prévoir.

4^o *Programme de reconstructions et de constructions ainsi que de création de moyens de communication destinés à faciliter les échanges de peuple à peuple.*

— Évidemment, le remède à la pauvreté, c'est la richesse. Reste à l'appliquer. Là est la difficulté. Au surplus, si l'on emploie cette richesse à étendre les relations d'intérêts, on multiplie par là même les occasions de conflits, on suscite les antagonismes. Dans le désordre du monde, les progrès matériels fortifient les puissances d'anarchie. Ce sont

ces progrès techniques et scientifiques qui ont fait la dernière guerre si meurtrière, si atroce, et la révolution russe si criminelle.

5^o *Action vigoureuse de la Société des Nations européenne en faveur des classes sociales les plus éprouvées à l'heure actuelle.*

— Le médecin, heureusement, n'est qu'un fantôme. Ces classes sont les plus éprouvées parce qu'elles sont parasitaires. Elles constituent le principal élément de trouble de la société actuelle. C'est toute la masse des professions libérales surencombrées, des intermédiaires, des rentiers pullulant, des intellectuels, etc. Leurs ambitions et leur cupidité ne pouvant être jamais satisfaites, ces classes dites moyennes fomentent toutes les séditions. Il n'y a qu'à se reporter à l'histoire des émeutes du XIX^e siècle pour s'en convaincre. *Le Bachelier* et *L'Insurgé* de Vallès nous donnent le type même du docteur en barricades, bohème aux mains blanches et aux pieds sales. Et l'on pourrait remonter au XVIII^e siècle, et même plus haut, aux temps troublés de la Fronde, par exemple. Comme le dit M^{me} de Motteville dans ses *Mémoires*, les bourgeois étaient déjà « tous infectés de l'amour du bien public, qu'ils estimaient être le leur en particulier ».

Il convient donc de laisser mourir ce qui ne peut plus vivre. Dans le désarroi présent, pour préserver le monde de la misère, de la famine, et de leurs conséquences terribles, il

n'est que de se soumettre à l'obligation sévère du travail producteur. Surtout du travail manuel. Et principalement du travail agricole.

6° *Organisation des entreprises internationales, rédaction et application du statut international du travail.*

— Soit : substitution d'un automatisme paralysant à l'activité productive souple et vivante, organisation de la grève endémique, de la guerre sociale, et donc de la disette.

7° *Programme pratique d'action politique sous l'égide de la Société des Nations européenne, munie d'une force réelle.*

— Qu'est-ce à dire ? N'est-ce point là le rêve de tous les grands conquérants ? Ils ont toujours échoué. Ce n'est pas un parlement confus, sans direction, manœuvré par tant d'intérêts et d'ambitions divers, incompatibles, qui pourra réussir.

Heureusement, d'ailleurs. Car cette force internationale ferait surgir une tyrannie anonyme que même le plus abruti des moujiks bolcheviks ne supporterait point.

8° *Organisation, selon la justice, d'une Société des Nations européenne capable d'imposer confiance et respect.*

— « Organisation », organisation du bien absolu, du bonheur parfait. Le mot-démiurge,

sans avoir à lui donner un sens, suffit à tout, répond à tout. Mais il faudrait d'abord organiser l'organisation.

« Selon la justice ». Qui déterminera la justice ? Quoi ? Qui décidera le pauvre à ne pas convoiter les biens du riche et inclinera celui-ci aux devoirs que comporte tout pouvoir ? Qui persuadera un peuple nombreux, prolifique, barbare, affamé de se tenir à l'étroit sur un sol stérile en face d'un autre peuple de plus ancienne civilisation, riche, se dépeuplant et laissant en friche une partie de ses terres arables ? La « force réelle de la Société des Nations » ? Mais à supposer l'in vraisemblable et qu'elle se constitue, cette force ne représentera que le nombre, c'est-à-dire la Barbarie quantitative contre la Civilisation qualitative.

9° *Éducation internationale par la diffusion méthodique des idées de solidarité et de coopération entre peuples.*

— Autre mot-démiurge. Mais l'éducation, comme l'organisation, suppose des conditions et a des limites. On ne fera jamais une race d'hommes qui marchent habituellement sur les mains.

Ce bref aperçu de la plus délétère des idéologies suffit.

Ce qui vient d'être dit montre assez le mensonge du pacifisme. Il n'est qu'un

mot creux, sans contenu positif. Et ce mot est toute sa raison et toute sa malice. En effet, qui n'est pas pacifiste réellement, qui ne souhaite ardemment la sécurité, la paix ? Autre chose est de les réaliser. En dénonçant le mensonge périlleux, précisément pour la paix, du prétendu pacifisme, je ne suis pas plus belliciste que le policier qui met la main au collet du charlatan escroc, promettant d'enrichir ses dupes, est ennemi de la prospérité publique.

Dans un monde où les seules forces matérielles restent au jeu, il n'y a que le plus fort, le mieux armé qui puisse dire : « Je veux la paix », car seul, il la peut imposer, à tout le moins pour un temps et dans le champ plus ou moins vaste de son action.

C'est ainsi que les victoires, et dans la mesure où elles étaient les plus décisives, ont été les meilleurs fondements d'une paix durable. La paix romaine était imposée par les armes.

L'hégémonie de la France victorieuse pouvait seule ordonner l'Europe et assurer la paix pour ce siècle.

Le pacifisme est la ruse ordinaire des vaincus pour échapper aux sanctions naturelles de leur défaite et préparer leur revanche. En sabotant notre victoire, les pacifistes français se sont donc fait les complices du reître dévastateur et ils ont déterminé l'imminence de la prochaine guerre.

Une « régénération morale » ne s'accomplit

pas avec d'éloquents prédications. Les confuses divagations de Tolstoï entre autres, pour littéraires qu'elles fussent, ont beaucoup contribué à l'effroyable décomposition dans le chaos de la pitoyable Russie. Tolstoï a fait plus de mal que Lénine. Quand on prêche « l'union fraternelle » des hommes sans en établir, au préalable, les conditions temporelles et spirituelles, on provoque fatalement l'entre-tuerie et la destruction générales. La paix et l'ordre sont positifs.

Les premiers empereurs chrétiens ne furent pas des brebis. Il faut de terribles hommes, et non des sacristains, pour former la phalange héroïque d'une église souffrante et militante, pour réaliser l'ordre. Il faut d'impitoyables guerriers de la raison pour imposer la paix. Et une Bonté positive, sœur des épouvantements, pour accorder les cœurs et unifier les esprits.

En sabotant la victoire, Wilson, on ne le dira jamais assez, n'a permis qu'une paix précaire et éphémère. Déjà, la moitié du monde s'agite, s'arme en préconisant le désarmement, s'entre-tue humanitairement, La Chine est en plein chaos sanglant. Les pacifistes triomphent qui, suivant le conseil de Nietzsche, aiment la paix comme un moyen de guerre.

Les peuples qui veulent vivre ont le devoir de résister. S'il n'y avait pas eu tant de « pacifistes » en France, si la démocratie — de tous les temps — n'avait point une

incoercible propension à consacrer les ressources de la défense nationale aux jeux électoraux et autres, le Kaiser n'eût pas osé engager son pays dans cette tragique aventure. Il est vrai que son gouvernement n'était peut-être pas étranger à l'extension de la propagande dite pacifiste et à l'aggravation de la démocratie chez nous.

Comment résoudre ce grave problème international ? Faut-il écarter d'abord la solution nationale ou absolutiste, et considérer que la souveraineté de l'État ne doit être que relative ? Au-dessus de l'État, faut-il mettre le droit ?

C'est la théorie des juristes. En fait, on ne voit point que le développement du droit interne ait contenu l'arbitraire de l'État, ou plutôt des partis qui s'emparent de l'État, ni apaisé les conflits particuliers. Jamais, il n'y eut tant de spoliations, de violences et d'émeutes sanglantes qu'au cours de ce dernier siècle. Il n'en sera pas mieux du droit international. La Société des Nations n'est qu'un puissant instrument de la force. Et la plus vile, celle de l'argent. Le droit qu'elle dira sera toujours celui des impérialismes économiques qui la manœuvrent. Comment pourrait-il en être autrement ?

Une société universelle des États ? —
— Certes, rien n'est plus désirable. Mais le

désir n'est pas le fait. Il ne réalise qu'en paroles ou en rêve. Une société des États suppose au préalable l'ordre à l'intérieur de chacun de ces États. Nous en sommes plus éloignés que jamais.

L'institution d'un droit international implique le désarmement et, dans les conjonctures présentes, le désarmement irait à l'encontre du but en provoquant immédiatement la guerre.

Cercle vicieux. Pour en sortir, un éminent juriste, M. Le Fur, en appelle judicieusement aux forces morales et, notamment, à « la plus puissante d'entre elles, l'idée religieuse ». N'est-ce point reconnaître que le droit ne s'affirme réellement qu'en devenant inutile ? Quand il a besoin d'être dit et sanctionné, il ne l'est jamais que par ceux qui détiennent les pouvoirs. Quand il est inscrit par une foi et une connaissance communes dans le cœur et l'esprit des hommes, il n'a pas à être dit et sanctionné. Le plus souvent même, il est dépassé par la sociabilité, le dévouement et l'amour.

La vraie Société des Nations sera spirituelle. Son gouvernement sera spirituel. Ou elle ne sera pas. Et jusqu'à ce qu'elle soit, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'une doctrine universelle ait subordonné les instincts égoïstes à ses dogmes, le monde sera livré aux compétitions des forces dérégées. Et la plus calamiteuse folie sera de croire que des désirs, des palabres, des « chiffons de papier », le

droit pourront changer la nature des choses.

Tant que les conditions spirituelles de l'union universelle ne seront pas remplies, il sera profondément vrai, et plus encore que ne l'ont cru les hommes d'État, qu'il n'y a qu'une force nationale prédominante qui puisse imposer la paix aux autres et se l'assurer à elle-même. Non seulement parce qu'il n'y a pas d'autre manière présentement de contenir les convoitises des peuples prédateurs ; mais encore parce que la discipline nationale, la cohésion que nécessite la formation de cette sauvegarde sont énergiquement éducatives. Elles maintiennent l'ordre intérieur en inculquant des mœurs paisibles et en édifiant peu à peu les institutions de la paix.

La non-résistance à la violence, au contraire, est une provocation à la violence, un suicide. Supprimer la police, ce serait propager le crime ; licencier l'armée, c'est appeler l'invasion. La vie, c'est l'ensemble des fonctions organiques qui résistent à la mort. L'État, c'est l'ensemble des fonctions sociales, dont l'armée et la police, qui résistent à la dissolution.

Il n'y a plus aucune police spirituelle pour réprimer les attentats à la saine raison, les simples réactions du bon sens sont de plus en plus rares et timides.

Pour conduire les hommes à la boucherie, le pacifisme oratoire commence par les abrutir.

Tâche facile, d'ailleurs, et combien profitable et glorieuse ! Qui s'y emploie est assuré du succès. Aussi les pacifistes ont-ils beaucoup de collaborateurs. Même parmi les bellicistes, s'il en est.

Le délire s'est propagé rapidement. L'instinct de conservation, les faits, la plus cruelle expérience ne peuvent l'apaiser ni le contenir. Serait-ce le sinistre prélude du suicide cosmique auquel rêvent quelques confus métaphysiciens allemands ? C'est, à tout le moins, l'abdication de l'esprit.

F. Nietzsche serait satisfait. La table des valeurs morales est subvertie. Comme la monnaie n'a plus de mesure, les mots n'ont plus de sens. Et les principes, les idées ne sont plus que des mots. Dans ces conditions, comment enseigner — et quoi ?

Que peuvent dire, par exemple, les positivistes qui veulent la pacification universelle, l'unité humaine, le perfectionnement indéfini, quand le pacifisme signifie l'entretuerie générale ; l'humanitarisme, la cruauté la plus atroce ; et le progrès, la pire sauvagerie ?

Et que faire en face des forces matérielles en explosion ?

Comment faire accepter le devoir impérieux, pressant, de se rallier à la seule synthèse reconstructive ?

« Le souffle vivifiant de la foi populaire » n'est que du vent, — un mythe stérile, sinon destructeur. C'est la lucrative démagogie qui l'alimente.

Au poison du sentiment et de l'intelligence que distille et déverse torrentueusement une presse multiforme innombrable, on ne peut opposer qu'une dose infinitésimale d'antidote positif.

Les quelques sages qui tiennent encore, disséminés dans le monde, se résignent à n'être que des observateurs du grand chaos et les gardiens des principes de toute civilisation.

Certes, la discipline positive a complété congrûment leur constitution mentale : leurs prévisions se vérifient avec exactitude. Mais ils sont inconnus, ils ne disposent d'aucun pouvoir, d'aucune tribune, d'aucune publicité. Ils ne sauraient attirer l'attention d'un public frivole, qui veut s'amuser, jouir, manier de l'argent, et non être averti. Aussi ceux qui se trompent si souvent continuent-ils. Les pires catastrophes semblent les consacrer. Leurs funestes erreurs d'hier sont oubliées aujourd'hui, celles d'aujourd'hui le seront demain.

Quand le puffisme éhonté devient le maître de l'heure, le relativisme conciliant paraît de la faiblesse, le désintéressement de la nigauderie, la clairvoyance de l'acrimonie.

A. Comte a noté que, dans l'anarchie, les plus virulents ferments de décomposition sont, précisément, les bonnes volontés que leur débilité cérébrale égare, ou simplement ignorantes, indisciplinées. Allant spontanément à ceux qui les flagornent, les sugges-

tionnent et les dupent, elles vont d'instinct dans le mauvais sens. Elles ont un mystérieux génie pour appliquer le plus noble sentiment à l'action la plus vile, et pour tirer de l'idée la plus positive les conséquences les plus absurdes. Ainsi, par exemple, les pacifistes dont joue habilement le militarisme boche ; ainsi les socialistes que manœuvre à peu de frais la ploutocratie cosmopolite ; ainsi les conservateurs gribouille qui surenchérisent sur la démagogie pour la combattre.

La prospérité générale ne saurait résulter des combinaisons financières illusionnistes qui déplacent ou modifient la valeur des choses en paralysant leur production et arrêtant leur circulation ; mais de l'ordre temporel qui, au contraire, stimule la production, accélère la circulation, rétablit la confiance et protège les honnêtes citoyens contre les entreprises de la flibuste d'affaires.

La paix universelle ne peut s'établir par les disputes oratoires, les combinaisons d'intérêts antagoniques, les entités métaphysiques qui divisent ; mais par l'ordre spirituel qui, en unifiant les esprits, institue le pouvoir modérateur des instincts personnels, régulateur des forces matérielles, éducateur des volontés.

Enfin, le bonheur même ne se trouve point dans l'âpre et décevante recherche de la domination, de l'ostentation, des vulgaires plaisirs des sens, mais dans la sym-

pathie toujours plus profonde et plus élargie que l'ordre moral développe par l'union en organisant le dévouement de chacun envers tous, en formant et élevant les âmes.

Les conditions de ces trois ordres sont indivisibles parce que la nature humaine elle-même est indivisible.

La civilisation, c'est-à-dire l'avenir humain, est menacée. L'être social est en péril. Or le mouvement doit se subordonner à l'existence et le progrès à l'ordre.

XI

LA GRANDE PITIÉ DE CE TEMPS

La démocratie est bonne fille. Elle magnifique, elle maintient la suprématie universelle de Celle qui l'a engendrée et formée : la Bêtise.

Ainsi, elle rallie le Nombre. Elle est toute-puissante. Elle abrutit ceux-là même qui s'évertuent le plus énergiquement à lui résister, à la combattre sans espoir.

Si cette élite se refuse encore à concevoir que la politique consiste surtout à faire voter l'électeur et à faire juter le contribuable, ceci pour cela et cela pour ceci, elle ne laisse point d'être obsédée par des questions accessoires, contingentes.

Or, il n'est vraiment qu'un problème : celui de l'ordre.

Sa solution n'est pas d'abord économique, ni politique. Elle est intellectuelle : bien penser.

Car bien penser, c'est bien vouloir, bien agir. Comme l'a formulé Pascal, voilà le principe moral essentiel. C'est aussi le fondement de toute politique positive.

Le délire démocratique, qui provoque des catastrophes de plus en plus destructrices et sanglantes, manifeste la déchéance de l'intelligence due à la carence trop prolongée d'une spiritualité organisée.

La solution d'ensemble de « l'immense question de l'ordre », dont dépendent, en définitive, toutes les autres questions, économiques, politiques et morales, même celle de la monnaie, de la vie chère et de la Constitution, est essentiellement spirituelle.

C'est pourquoi les agitations de partis et de réformateurs sont stériles.

Ainsi la libre-pensée, comme l'entendent ceux qui sont, en fait, aussi hostiles à la liberté qu'étrangers à l'exercice méthodique de penser, est une sottise. Il n'y a pas de libre-pensée en astronomie, en physique, en chimie, en physiologie, prononçait Comte. Il n'y en a pas davantage en sociologie, en morale, malgré l'apparence que donne la complexité de leurs problèmes. Le dogme métaphysico-révolutionnaire de la « souveraineté populaire » est une super-sottise. Les lois physiques ne se laissent point fléchir par nos caprices individuels et les désirs incohérents du nombre.

L'indépendance est la vertu essentielle de l'esprit. J'entends l'indépendance du temporel et des faveurs qu'il prodigue : argent, places, « honneurs », publicité, renommée, « immortalité » viagère, etc...

L'esprit qui s'asservit se renonce.

Or, on peut compter sur les doigts d'une seule main les écrivains qui ne se prostituent point aux forces de l'État, aux puissances d'argent ou au nombre dispensateur du succès.

La révolte insensée contre les propres lois de l'esprit et le but d'humanité qui l'anime n'aboutit point à l'affranchissement mais à l'impuissance et à la négation.

On se veut libre. Noble propos. Mais c'est en se liant volontairement à ce qui nous émancipe des contraintes et de nous-mêmes qu'on s'assure les plus grands pouvoirs de la liberté. Obéir, et d'abord aux lois de l'esprit, aux exigences de l'action disciplinée pour réaliser l'idéal, c'est le seul usage de la liberté qui ne détruise pas la liberté. La liberté absolue de l'individu n'est qu'une pernicieuse chimère romantico-métaphysique. Son point culminant, comme l'a vu Dostoïevsky, est le suicide.

La liberté spirituelle, au sens positif, est tout autre chose. Elle est dans l'indépendance altière de l'esprit et la garantie d'une loyale concurrence des doctrines durant la période de transition. C'est d'ailleurs la condition essentielle du meilleur emploi de l'intelligence, de son développement normal, de son prestige et de son rayonnement. Car la fonction de l'intelligence est d'élever l'homme, d'humaniser l'univers. Et elle l'accomplit en modérant l'instinct, en réglant les forces matérielles, en perfectionnant par

l'enseignement, le conseil, la sanction morale...

« L'homme est grand, a dit Ernest Hello, quand il se considère dans l'ensemble, quand il se considère homme-humanité, artiste, savant, ouvrier, relié par l'amour et la science à la chaîne des êtres. Il est petit quand il est réduit à lui-même, quand il se sent individu, isolé, pauvre, quand il se tâte dans sa misère et son impuissance propre. »

L'artiste, le savant, le philosophe qui méconnaissent le véritable but de l'activité spirituelle, ils s'égarent autant qu'ils troublent, ils corrompent non moins qu'ils dissolvent. Toutes les aberrations théoriques et pratiques sourdent de cette confusion initiale que le romantisme littéraire et le scientisme matérialiste ont généralisée. L'art pour l'art des uns comme la science pour la science des autres, et même la vérité pour la vérité des métaphysiciens, ce n'est qu'une ridicule illusion égocentrique. Et qui tue l'esprit comme « l'amour de l'amour tue l'amour ». Il y faut l'outréculance d'un Chantecler persuadé que sa basse-cour est le monde et que le soleil attend son sonore cocorico pour paraître.

Tous, nous vivons pour et par autrui. Nul ne s'évade du social. Même le littéraire, l'esthète individualiste, même le fauve abruti des bas-fonds. Le surin dont se sert celui-ci pour tuer, le mot parlé ou écrit qu'emploie celui-là pour exprimer ses insanités sont des

produits sociaux. Tout ce qui est de l'homme baigne dans le social. Seulement, nous en avons plus ou moins conscience ; nous nous élevons pour nous accorder au rythme humain en acceptant la loi de perfectionnement, en nous efforçant de vivre pour autrui, ou nous nous abaissons par la rébellion bestiale de nos instincts en nous laissant vivre par autrui. Humains, incorporés à l'humanité, la servant et l'aimant, pensant pour agir et agissant par affection, ou parasites : surtout pour l'intellectuel, pas d'autre alternative. Il faut choisir. Loin de dépasser l'humain, le soi-disant surhomme de Nietzsche ne l'atteint pas, et nous savons que son orgueil désorbité s'abîme finalement dans la démence.

L'argent est un des facteurs les plus actifs du parasitisme social. Dans un beau livre d'avant-guerre, Ch. Maurras a dénoncé l'asservissement croissant des intellectuels à l'argent. Comte et Proudhon ont montré que les femmelins de littérature, loin d'être violés, racolent avec effronterie. L'idée, comme la chair, ne s'achète que lorsqu'elle s'offre ou, à tout le moins, consent à se vendre. Pour inepte qu'on soit, on peut toujours gagner dignement son pain à balayer les rues. Un Proudhon, dans la magnificence de sa pauvreté, marque d'infamie un trafiquant de l'absolu comme Hoené Wronski. Un Comte, avec le prestige que lui confèrera plus tard son indigence et son génie, dédaigne

hautement le succès. Il n'a pas besoin de l'officielle Sorbonne pour enseigner sa doctrine, ni de l'Académie pour perpétuer son nom. Avec dix lecteurs choisis, il transformera l'âme du monde.

Mais la plupart de nos intellectuels ont des soucis moins glorieux et des visées plus immédiates. Haletant après toutes les chimères de la destruction et de la mort, renonçant et trahissant tout ce qui ranime, ils se disent — et se croient sans doute — « gens pratiques ». Et cela veut dire qu'ils tiennent leurs livres de comptes, qu'ils savent disputer des prix et se pousser dans les ministères, les salons, les bureaux de rédaction, — tous les prostribules.

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Certes, l'argent n'est pas, pour tous, l'unique salaire qu'ils convoitent. Comme les filles, suivant les catégories, et dans les mêmes proportions, c'est l'argent d'abord et surtout ; mais aussi la parure : titres et décorations ; la caresse : renommée ; ou le béguin : secte, parti. C'est toujours, et il n'en est pas de plus ou moins méprisable, la prostitution de l'intelligence.

Comme la politiquerie, la littérature va par bandes. Il s'agit d'emporter des posi-

tions. Quand on y est installé, de s'y maintenir contre les autres coteries. Démagogie, publicité sont les plus honnêtes moyens. Ce ne sont pas l'action positive ni l'œuvre qui comptent ; mais l'élection et les éditions.

Après l'affreux carnage, dans le repentir commun, nous fûmes quelques-uns à espérer un grand effort de régénération intellectuelle et morale. Hélas ! ceux qui ont reçu la redoutable mission de guider et de former l'opinion publique n'ont rien appris et ne se sont souvenus que des plus habiles procédés d'exploitation. Ils ont même perfectionné ceux-ci. Des associations, des coteries, des syndicats se créèrent avec de grands mots pour d'abjects desseins. On affirma même l'héroïsme du soldat.

Mais le lucre abêtit ceux qu'il hallucine.

Nos soi-disant intellectuels ne savent même pas faire le départ du temporel et du spirituel, c'est-à-dire du local et de l'universel, du pratique et du théorique, du spécial et du général. Ils en viennent à se grouper avec des ingénieurs, des chefs d'industrie et des banquiers. Et l'on s'explique leur aversion profonde de toute reconstruction morale quand on sait que celle-ci implique d'abord l'organisation d'une spiritualité indépendante de tous les pouvoirs temporels : argent, nombre, commandement. « Pour se borner à conseiller, dit Comte, il faut ne

pouvoir jamais commander, même par la richesse : autrement notre misérable nature reste disposée à substituer souvent la force aux démonstrations. »

Nos intellectuels considèrent que « le péril de l'intelligence », « le désastre national », c'est que n'importe quel versificateur ignare et niais ne s'enrichisse point aussi vite qu'un politicien d'affaires, un financier véreux, un boxeur, un pitre, une fille de luxe ou un munitionnaire.

Naguère, un très bas bleu protestait contre l'emprunt et le prêt des livres, car cela frustre l'écrivain, dit-elle, de son « droit d'auteur ». Elle assure que c'est un vol. Deux autres littérateurs — un communiste et un Juif (c'est ainsi !) — ont tenté de fonder une ligue contre l'emprunt des livres. Impudemment, ces gens de lettres se vautrent dans leur simonie comme le goret dans les pourritures dont il se délecte.

Nous en sommes là. Surtout avec le fabricant de romans et le marchand de phrases.

Dans une civilisation qui se décompose, ce sont les histrions du verbe qui font la renommée. Les petits poètes, à Athènes, se mettaient à la solde des rhéteurs, des démagogues et des riches. L'intelligence qu'une foi ne maintient pas dans l'ordre humain devient un foyer d'infection morale où fermentent tous les virus de négation, de dissolution et de corruption.

Lorsqu'un ploutocrate joue au Mécène et

veut honorer son nom, il fonde un prix de littérature. Nul ne se demande d'où vient la manne, ni quelles mains la distribuent. Cela n'offusque aucune puissance et suscite une publicité avantageuse. C'est ainsi que les gourgandines sur le retour se font dames d'œuvres.

Étant agent de publicité surtout, l'écrivain commence par se servir. On se concerté pour se pousser. Il y a une bourse tacite des épithètes superlatives. Donnant, donnant. Un ironiste a fourni la formule : « Je concéderai du talent à qui m'accordera du génie. »

Pour qui ne conclut pas le sordide marché, silence, boycottage...

De là, tant de renommées surfaites, et la part excessive, quasi exclusive faite à la forme, à l'imagination ou à la sèche érudition sur le fond et la méditation.

Mesurez, dans les journaux et les revues, la place que tient la critique des romans, de l'histoire anecdotique, de la pornographie, du théâtre...

Accabler de sarcasmes les nouveaux riches est de mode. Mais cela n'empêche point d'exploiter leur ignorance et leur stupidité. Aussi annonce-t-on des éditions de volumes à cinq cents, mille, deux mille francs et plus, « paraphés par l'auteur, avec son portrait et la reproduction de pages autographes ». Et l'ouvrage, généralement, est ridicule d'absurdité et de sottise prétentieuse ! Au reste le luxe du papier ne fait que mieux

ressortir les coquilles, le sabotage typographique, sans parler du mauvais goût des enluminures.

Mais « il faut bien vivre », objectent ceux qui n'ont pas perdu toute vergogne. Ce n'est point ce qui importe le plus. Ainsi des Français s'indignaient, par horreur de la guerre meurtrière, du militarisme défensif. Néanmoins, devant l'invasion dévastatrice, ils préférèrent mourir que d'être subjugués par le Boche. L'abîme appelle l'abîme. La carence trop prolongée de toute spiritualité organisée va susciter une barbarie plus exterminatrice encore. On ne pourra lui opposer l'armée ni le canon, car elle surgira du sol même de la patrie, des pavés de nos Cités, elle sera partout et en nous-mêmes. Les vrais intellectuels connaîtront alors qu'une civilisation ne se garde et ne se développe que par l'abnégation et, parfois, le sacrifice délibérément consenti d'une existence qui n'a plus de sens si elle ne sert l'idéal humain et si elle ne se rapporte à l'humanité.

Qu'une classe sociale quelconque se discrédite, cela n'a pas grande importance. Par là, elle abdique, elle s'élimine.

Mais il en va autrement pour ce qui peut affecter l'âme du peuple. Le métier est par trop facile. Beaucoup de jeunes gens, qui eussent pu devenir des producteurs utiles, des citoyens bienfaisants, sont dévoyés et deviennent des parasites nuisibles. De plus,

les scribouillards s'installent dans leur ignominie, ils font obstacle à une reconstitution spirituelle qui est devenue urgente et de salut public. Ils veulent précisément « s'organiser » à cette fin, comme les prolétaires abêtis par leurs meneurs se coalisent pour contraindre les bons ouvriers à saboter avec eux. Ils ont l'intuition que tout ordre spirituel serait d'abord une réaction contre leurs turpitudes et leurs divagations délirantes. L'anarchisme, le bolchevisme, l'antipatriotisme, le matérialisme, la chiennerie, l'inversion sexuelle, toutes les aberrations ont trouvé en eux leurs plus fervents adeptes. Il est remarquable que, lorsqu'ils n'affectent point l'impassibilité de la brute, ils ne s'enthousiasment jamais que pour la destruction. Ils y sont enclins, d'ailleurs, par le succès facile que leur assure cet apostolat lucratif de la libido exacerbée, du stupre et du néant.

Les journaux se garderaient bien de signaler une œuvre sérieuse, réconfortante, lumineuse, une institution utile, de pacification sociale ; mais un crime crapuleux, une niaiserie outrancière, une monstruosité quelconque, ils n'en épargnent aucun détail à leurs lecteurs. Or, avant tout, se dit la fille de lettres, il faut percer, faire publier son nom. Plus tard, on s'assagira si l'on peut.

« Silence aux pauvres ! » s'écriait le douloureux Lamennais, ne pouvant plus faire tirer son journal. Le pauvre, aujourd'hui, trouve aisément à s'enrichir, s'il a de l'entre-

gent, la manière, et s'il est dénué de scrupules désuets. Aujourd'hui, il faut dire : « Silence à la pensée indépendante, désintéressée, qui ne transige pas ! » Celui-là qui lui consacre son labeur et ses espoirs sera le pestiféré, l'outlaw. Entre son enseignement et le public, toutes les barrières se dresseront : la presse, la librairie, l'Université, les Académies, les partis, toutes les coteries.

Et la désastreuse conséquence, c'est que faute d'être réglées par un véritable pouvoir spirituel, toutes les forces matérielles font explosion à la fois et vont anéantir la civilisation d'humanité.

La plus horrible famine, la plus calamiteuse banqueroute qui menacent le monde sont celles de l'esprit.

Et c'est la grande pitié de ce temps.

XII

LA DÉMENCE OCCIDENTALE

Certes, la situation de la France dans l'Europe ne laisse pas d'être alarmante ; mais celle de l'Europe dans le monde devient tragique.

Péril or, péril rouge, péril jaune : la menace est partout. Et malheureusement, dans la démocratie sans tête, le danger ne provoque le réflexe vital, il ne fait accepter le chef qui organise la défense que lorsqu'il est senti par les paralytiques et vu par les aveugles éternels, — trop tard. C'est en Asie que se prépare le dénouement du drame de la civilisation occidentale dont la dernière guerre n'a été qu'un épisode. C'est donc là qu'il faut faire le point.

Il est évident que, abêtie par toutes les billevesées de la métaphysique révolutionnaire, endormie par les flonflons de l'éloquence politicarde et les bobards de la presse, la masse ne se peut représenter le cataclysme que sera la subversion d'une civilisation millénaire. Le résultat d'une

élection, les pitreries d'un baladin de salon, de théâtre ou de parlement, un record battu, le prix des cravates et des bas de soie, le franc perdant ou gagnant plusieurs points, cela frappe davantage l'imagination de nos contemporains que les entreprises guerrières de Tchang Tso Lin, de Tchang Kaï Chek, de Feng Hou Siang et la déification de Lénine et de Sun Yat Sen.

Et cependant les signes avant-coureurs, les avertissements des faits n'ont pas manqué.

Ce fut d'abord, en 1900, la révolte des « Lutteurs pour la justice et la concorde », les Boxers, puis l'écroulement du plus vieil empire du monde et, en conséquence, la dissolution rapide de l'admirable Cité chinoise.

Naguère, la lyre de Rabindranath Tagore et la parole enflammée de Gandhi galvanisaient les Indes (350 millions d'habitants)¹; l'Islam, avec ses 250 millions de fidèles, partout s'agitait : des prophètes de carrefours annonçaient la guerre sainte, des souscriptions étaient recueillies en Tunisie, au Caire, dans l'Inde pour Abd-el-Krim.

Ce foyer ayant été recouvert d'une légère couche de cendres sanglantes, aussitôt un autre flamboie. Cette fois, c'est la Chine, toute la multitude jaune (400 millions d'affamés) qui se soulève. Les 50 millions de Japonais, il est vrai, désorientés (c'est le mot) par les pires divagations occidentales,

1. Gandhi vient de reprendre son action.

paraissent se ranger du côté qui leur semble encore représenter la force. Mais jusques à quand ? Ne se réservent-ils point, quand les conjonctures seront plus favorables à leurs desseins, pour être la tête coordonnatrice qui fait encore défaut à la cohue asiatique ? Ce n'est pas de la littérature que faisait M. Skyta Choko, traducteur de Nietzsche et fondateur de la Ligue orientale de Tokio, avec le concours des Américains de la Y. M. C. A., quand il écrivait en 1924 :

« La civilisation occidentale enfoncée dans le matérialisme est à la veille de sombrer. Notre ligue n'aura de raison d'être que si elle entreprend de renouveler la vie de l'humanité. Ce qui s'impose, c'est d'orientaliser encore une fois le monde... La paix et le bonheur ne seront assurés aux hommes que le jour où l'Asie vaincra les Blancs, afin de les ramener à la véritable civilisation qui est spirituelle et non matérielle. »

Et le vicomte Torio ajoutait.

« L'égalité dans la paix ne pourra jamais être atteinte, tant qu'elle ne sera pas édifiée sur la ruine des États occidentaux et parmi les cendres des peuples européens du passé. »

Comme le remarque M. Paul Valéry, « l'Europe n'est qu'un petit cap du continent asiatique ».

La population blanche, qui représente à peine le tiers de la population planétaire, double, sans participation de la France, en

quatre-vingts ans, la jaune en soixante ans et la noire en quarante ans.

La xénophobie asiatique est surtout ethnique, celle des Musulmans, plus farouche encore, est religieuse. L'Islam, avec son monothéisme simpliste, est la seule religion qui fasse encore des conversions quasi spontanées en masse. Il se diffuse rapidement et rassemble les races les plus diverses de l'Inde et même du Yunnan, de Java au Maroc. Naturellement, ses partisans n'ont qu'un nationalisme rudimentaire, ils forment une « communauté » (omma) dans laquelle se confond le temporel et le spirituel et qui est cimentée surtout par la haine de l'infidèle, du roumi (romain).

Tous ces ennemis déterminés de la civilisation occidentale se tournent d'instinct vers le bolchevisme. Et celui-ci répond à l'appel de sang. Moscou forme des officiers jaunes. Les cours de l'Université Sun Yat Sen sont suivis par 600 jeunes Chinois. Les bolcheviks rêvent l'absorption de l'Europe par l'Asie : l'Eurasie, que dominerait sous le signe de Lénine la pullulante multitude asiatique. C'est l'aboutissant logique de la démocratie qui confère toute souveraineté au nombre.

Quatre mille ans sans révolution sociale et religieuse. Une société, non pas immobile, mais évoluant lentement, sagement, dans son sens, et seulement pour mieux s'adapter. Des lettrés, des artisans, des agriculteurs,

pliant leurs désirs aux possibilités naturelles. Comme lien de cet immense Empire, la famille indépendante et fortement constituée dans le culte des ancêtres et de la nature. Bref, un peuple pacifique, presque sans histoire, c'est-à-dire heureux.

Telle a été la société chinoise jusqu'au 12 février 1912, quand fut proclamée la République. Depuis, ce n'est plus qu'un immense chaos sanglant. La démocratie triomphe. Et donc, Dame la Mort.

L'anarchie occidentale fait tache d'huile. Elle a pénétré peu à peu par la fissure qu'avaient faite les partisans de Lao-Tseu, les tao-sse, ou sectateurs de la raison, depuis 2.500 ans et le bouddhisme ensuite. Ce sont ces éléments métaphysiques, d'origines étrangères, qui ont suscité les premières divagations dissolvantes.

Les préceptes du grand Confucius sont la plus haute expression de la sagesse fétichiste. Or le fétichisme, base de la raison concrète ou pratique, est spontanément, nécessairement universel. Il eût préservé la Chine de la calamiteuse démocratie, pour l'amener graduellement à la positivité progressive et définitive. Il y avait des écoles Auguste Comte en Chine, et M. Albert Maybon, dans un récent ouvrage, *Le Japon d'aujourd'hui*, note ceci : « Les confucianistes qui firent la Restauration (en 1868) connurent de bonne heure le comtisme par des ouvrages venus de Hollande ; attentifs aux faits et

aux lois, ils crurent voir dans cette doctrine étrangère la réflexion de leurs propres conceptions. »

C'est ce qui explique l'échec des missions religieuses, c'est vraisemblablement ce que comprirent les jésuites aux xvii^e et xviii^e siècles qui avaient commencé une belle œuvre sociale en ne retenant du catholicisme, pour leurs catéchumènes, que le fétichisme de base et la positivité de fin. Mais les dominicains, inquiets de ce relativisme fécond, au nom de leurs principes théologiques, dénoncèrent la mission au pape. Celui-ci rappela les jésuites et les remplaça par les dominicains. L'Église ne gagna pas ce que perdit l'humanité. Désormais, le catholicisme n'eut plus aucune influence en Chine. Plût au ciel qu'il en eût été de même des idéologies métaphysiques. Mais la voie de celles-ci avait été ouverte depuis trop longtemps par les tao-sse et les bouddhistes. D'ailleurs, l'Occident devait intervenir pour y mettre bon désordre.

L'anarchie ne se peut contenir. Quand le Robespierre à pied n'a plus rien à détruire autour de lui, le Robespierre à cheval ou sur cuirassé surgit. La démocratie est un article d'exportation et qui s'impose par le canon. Elle est furieusement apostolique.

Ce fut donc, en 1842, la guerre de l'opium entreprise par l'Angleterre dont le mercantilisme avide ne date pas seulement de la grande guerre. Le reste suivit.

La colonisation est le devoir des civilisations supérieures. Mais il faut l'entendre comme un effort conscient vers un ordre plus complet, une aspiration à l'unité humaine, — non comme un moyen de lucre et de domination temporelle ou même spirituelle.

C'est la colonisation française, non certes la chimérique et désastreuse colonisation démocratique d'assimilation des débuts, mais la colonisation positive d'association, qui en a été jusqu'ici la meilleure expression : en Algérie, en Tunisie, en Indo-Chine, en Afrique occidentale comme au Maroc. C'est elle qui a obtenu, avec les moindres rendements économiques, les plus appréciables résultats humains.

Malheureusement, rien n'est plus faible que le régime politique de la France, rien n'est plus funeste que les faux principes qui l'ont établi et le maintiennent.

La question se pose de savoir qui a le plus contribué au bouleversement mondial, du brutal orgueil boche, de la cupidité anglo-saxonne, du sauvage fanatisme slave ou des chimères françaises. On sait, à tout le moins, quels torrents de sang fait couler l'humanitaire verbale des pacifistes bellifères.

L'Asie ne déversait plus le trop plein de ses multitudes sur l'Europe. Avant qu'elle ne fût abattue par la Révolution de 1917, la Russie était une barrière. Ainsi, cette moitié formidable de la population humaine restait

plongée dans la torpeur, le nirvâna de ses hallucinations mystagogiques, de son matérialisme et de son opium. Périodiquement, la famine éliminait le surcroît et rétablissait l'équilibre démographique. Il y a soixante ans, le Japon jouissait encore de l'ordre féodal.

Mais, de plus en plus âpres, de plus en plus audacieuses, intervinrent les convoitises désordonnées, moins encore des États européens que des trafiquants qui sont de plus en plus maîtres des États démocratisés.

Pour en faire des clients quand même, on introduisit chez les Asiatiques tout ce qui pouvait dénaturer ces âmes quiètes, ébranler leur statut social millénaire ; on les arracha aux pacifiques travaux agricoles qui les nourrissaient afin de pourvoir les usines de main-d'œuvre ; pour leur vendre de l'acier, on les militarisa, on leur apprit la science de tuer. C'est la même aberration dont l'Angleterre donna l'exemple pendant les trois premières années de la guerre en permettant à ses marchands de ravitailler l'Allemagne.

Le Japon s'industrialisa rapidement. Et il connut dès lors le paupérisme, le chômage, les krachs financiers, il eut un prolétariat aigri, une classe moyenne révolutionnaire, un parlement, une presse, une littérature et un art extravagants, bientôt il aura le suffrage universel. Mais c'est ainsi qu'il put s'armer et vaincre la Russie en 1904. Ce fut

la première grande victoire des Jaunes sur les Blancs. Ce ne sera pas la dernière.

L'Inde elle-même s'industrialise.

Néanmoins, c'est la Chine surtout qui avive la compétition des cupidités.

Dans une étude qui a paru dans *la Révolution prolétarienne* du 1^{er} mai 1927, M. R. Louzon écrivait :

« L'industrialisation de la Chine, qui ne consiste encore qu'en quelques filatures à Shanghai, une usine métallurgique à Hanyang, et 10.000 kilomètres de chemin de fer, n'est que tout à fait à ses débuts : ses possibilités sont immenses. Elles sont d'un ordre auquel il n'y a rien de comparable en Europe et en Amérique. »

En effet, la Chine a du charbon en abondance, même en surface. Son principal bassin houiller du Chansi s'étend sur 700 × 400 kilomètres et recèle 630 milliards de tonnes d'antracite et autant de charbon bitumeux. M. R. Louzon ajoute : « Ce bassin pourrait fournir à lui seul aux besoins du monde entier sur la base actuelle, pendant plus de dix siècles. » Oui, peut-être ; mais — ce que cet économiste révolutionnaire omet d'ajouter — la base actuelle n'est fixée que sur la possibilité de l'extraction actuelle. La folie ploutoniste ne se règle pas. Et plus on extraira de charbon, plus on fera de l'acier, plus on fabriquera de cuirassés et de canons, plus on gaspillera la houille, et moins on produira de riz et de blé.

De plus, la nombreuse et économique main-d'œuvre chinoise retient l'attention des ploutomanes esclavagistes.

« Ajoutons, remarque M. Louzon, que le Chinois est extrêmement apte au travail métallurgique, comme l'ont constaté, non sans étonnement, les ingénieurs de Cockerill lorsqu'ils mirent en marche la première et jusqu'à présent seule usine métallurgique moderne de la Chine, l'usine d'Hanyang. »

Mais ce ne sera pas l'Occident qui profitera de cette exploitation. M. R. Louzon le fait observer dans sa conclusion :

« De même que le jour de l'an 1853 où le commodore américain Perry obligeait de force le vieux Japon agricole et féodal à ouvrir ses ports au commerce américain, l'Amérique créait son rival du Pacifique ; de même que du jour de cette même année où le premier train roulait sur le sol de l'Inde, l'Angleterre créait le concurrent qui est en train de tuer son industrie de base ; de même lorsque dix ans auparavant cette même Angleterre ouvrait à coups de canons la Chine à l'opium de l'Inde, elle créait la puissance métallurgique et houillère qui la dévorera, elle et l'Europe. Il y a, sinon une justice, du moins une logique immanente.

« L'Orient vaincra, et, profitant de l'expérience des classes opprimées d'Europe, conformément à la prophétie de Sun Yat Sen, il apportera une nouvelle civilisation au monde. »

On voit que les marxistes ont la même conception absurde du progrès que les capitalistes. Ils ne comprennent point que le

vrai progrès n'est que le développement de l'ordre dans toutes les catégories.

Sans doute, c'est l'industrie qui fait le plus d'argent, ce sont les ouvriers qui obtiennent les plus hauts salaires nominaux ; mais nul ne se demande qui nourrira les hommes quand tous les travailleurs ne seront employés qu'à fabriquer des automobiles, des rails, des mitrailleuses, des gaz asphyxiants, des parfums, des parures, des soieries, etc...

Si le socialisme et le communisme préparent « une nouvelle civilisation », c'est seulement parce qu'ils épuisent les conséquences extrêmes des faux principes de ce qui va périr.

En 1860, Pierre Laffitte disait judicieusement, dans son admirable cours sur l'ensemble de la civilisation chinoise et sur les relations de l'Occident avec la Chine :

« La notion du progrès ne représente plus en Occident qu'un développement matériel sans frein et sans limites. Il s'agit maintenant de produire beaucoup et de consommer davantage : voilà l'essentiel. Qu'il surgisse une modification quelconque, surtout matérielle et profondément perturbatrice, elle est immédiatement justifiée : c'est le progrès ! La notion de progrès est actuellement une sorte de justification automatique et stupide de tout événement quelconque, pourvu qu'il trouble une situation existante. Si vous voulez conserver un état de choses existant, en science, en industrie, en politique, vous êtes rétrograde ; mais si vous voulez troubler un ordre déterminé, vous êtes progressif. La prépondé-

rance croissante d'une telle notion devient de plus en plus dangereuse. »

Ce pernicieux préjugé n'est pas spécifiquement occidental. Il est tout récent. Il naît avec le machinisme, il s'implante et se propage avec le développement rapide du machinisme. Cependant, le mot de « civilisation », que Turgot employa le premier et que le Dictionnaire de l'Académie n'admit qu'en 1835, se répète sur tous les tons. Il semble que, dès lors, la société soit comme les malades qui, désespérant de tous les remèdes, ont recours au système Coué d'auto-suggestion. A mesure qu'elle se barbarise en se matérialisant, elle ânonne sans répit : « Je me civilise, je me civilise de plus en plus, aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain. » On verra bien, demain !

Le machinisme est-il donc la cause efficiente de la décadence occidentale ? Non pas. Mais le malheur fut qu'il a pris sa formidable extension alors qu'achevait de s'épuiser la spiritualité qui eût dû contenir, modérer, diriger vers des fins humaines, en un mot canaliser ce torrent dévastateur. C'est en analysant ce phénomène morbide que Karl Marx a élaboré sa théorie révolutionnaire du matérialisme historique : « La production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette

époque. » Cela n'est vrai qu'aux temps d'anarchie générale. Le matérialisme historique est pathologique. Il ne s'applique qu'à la maladie. Le marxisme est la doctrine de la décadence et de la barbarie.

Il faut que les intellects soient tout à fait obnubilés pour que l'industrialisme puisse être considéré, aussi bien par les socialistes marxistes que par les capitalistes, comme la principale et presque la seule activité productrice.

Sans doute, le démocratisme qui y pousse s'en nourrit par l'argent que l'usine procure et le nombre qu'il assemble. Le travail agricole, qui rapporte en moyenne, pour un capital et un travail équivalents, trois fois moins d'argent et qui n'agglomère pas des électeurs ou des émeutiers, est peu favorable à l'exploitation et à la démagogie.

On cherche, il est vrai, au moyen des cartels internationaux, à contenir les excès de la production industrielle. Mais l'or, non plus qu'aucune force matérielle, ne saurait se régler par les volontés qui en dépendent ni par des conventions d'intérêts antagoniques. A cet égard, les Conférences économiques de la Société des Nations sont d'une bouffonnerie qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Le record de la turlupinade a été battu un jour par les délégués américains qui, étant pour le compte de leur pays d'enragés protectionnistes, ont adjuré les États européens, au nom de la liberté, de la jus-

tice et de la paix naturellement, de se convertir au libre-échange.

Il en a été comme pour les nombreuses Conférences politiques qui se sont succédé, à notre dam, depuis l'armistice. Dans celles-ci, il s'est toujours agi de persuader les autres nations de désarmer. Dans celles-là, on voulait décider les autres à réduire leur production et les droits de douanes. Les autres, il va sans dire, ce sont naturellement les plus faibles. Et l'on peut être assuré, malgré les apparences, qu'il y a d'autres procédés que l'éloquence pour obtenir ces résultats. Notamment, ceux qui sont propres à la démocratie : la corruption et le chantage de la violence.

Parmi les éléments de perturbation mondiale, les U. S. A. se placent désormais au premier rang. Dollar oblige.

L'Information notait :

« N'est-ce pas Page qui écrivait en 1913 à Wilson : « L'avenir du monde est à nous. Qu'allons-nous faire lorsque bientôt la domination du monde va tomber entre nos mains ? » Et en 1914 : « Que ferons-nous de cette Angleterre et de cet Empire prochainement, quand les forces économiques auront mis entre nos mains la direction de la race ? » « De telles doctrines conduisent inévitablement à une « politique impériale ». Les Européens prononcent : « impérialiste ». Les Américains écrivent : « impériale ». Politique patiente et multiforme, qui

a mis successivement la main sur toutes les routes utiles, qui a pris Porto-Rico à l'Espagne, a acheté les Iles Vierges au Danemark, a soumis Cuba à sa tutelle financière, a annexé indirectement Haïti et Saint-Domingue, s'est installée sur toutes les bases navales, îlots qui commandent les canaux présents et futurs des isthmes centre-américains, réduit les Républiques de Guatémala et de Panama à l'état vassal, fait traverser cette dernière par une route maritime, prolongement vers le sud du territoire des États-Unis, poursuit sur les nations vaguement libres de l'Amérique centrale les efforts bien-tôt séculaires d'une ingénieuse domination.

« M. Calvin Coolidge entreprend de justifier cette politique dans les deux seules Républiques du Centre-Amérique qui résistent encore à l'emprise de la « diplomatie du dollar ». Il n'a réussi à leur imposer ni ces conseillers financiers qui préparent déjà la vassalité de Haïti, de San-Salvador, ni ces trusts agricoles qui confisquent — pour l'exportation des bananes — les terres du Honduras, ni la cession de ces points stratégiques qui rendraient inutile toute résistance de Costa-Rica. Le Mexique prétend être maître de ses gisements de pétrole, et, tout en acceptant la collaboration du capital nord-américain, fait des lois pour conserver la propriété de son sol. Le Nicaragua revendique le droit de disposer de ses côtes et, s'il admet le futur canal, qui doublera le Panama, il ne voit pas dans cette construction future une raison suffisante pour aliéner ses libertés. Bien souvent les principes américains se confondent avec des convoitises particulières et les journaux, le Sénat ont déjà levé un coin des voiles pudiques, jetés par le gouvernement de Washington, sur les scandales Doheny. »

C'est pourquoi le président Calvin Coolidge, dans un discours prononcé à l'*United Press*, déclarait ingénument : « Le monde sait que le génie de l'Amérique la prédestine à défendre les droits universels de l'humanité. »

Hypocrisie ? ruse ? — Plutôt bêtise. Le mythe grossier de l'or abrutit. Cela est remarquable en France, plus encore ailleurs, surtout aux États-Unis, où l'on va jusqu'à imaginer que les âmes se fabriquent en série comme les autos Ford. On sait ce que les missionnaires de la Y. M. C. A. ont fait, à coups de dollars, pour « défendre les droits universels de l'humanité » en Chine et au Japon. Il ne faut pas l'oublier : Croyant se substituer aux autres nations trafiquantes, les États-Unis se sont alliés aux bolchevistes pour exciter la xénophobie, — trop justifiée, hélas ! — du Jaune.

La conséquence de cette « grande politique », qui rappelle dans un autre ordre, celle que vient d'inaugurer le Vatican de plus en plus américanisé et démocratisé, c'a été que, dans la bagarre, la racaille et la soldatesque chinoises n'ont pas distingué entre « les diables blancs ». Les Yankees qui se trouvaient là et les Anglais ont éprouvé également les vertus du dollar et la bonne qualité des armes et des munitions qu'ils avaient fournies. Le mercantilisme et la Bêtise ont leurs martyrs, ridicules.

« Par la destruction de Carthage et par la conquête

de la Grèce, dit M. R. Louzon, Rome fonde l'Empire romain, c'est-à-dire la réunion en une même unité politique et économique, des deux moitiés de la Méditerranée, des deux moitiés du monde civilisé.

« Aujourd'hui les États-Unis occupent la même situation que celle qu'occupait alors l'Italie : une face tournée vers l'Europe, le pays de la vieille civilisation, l'autre tournée vers l'Asie, région jusqu'ici sans grands rapports avec l'Europe, participant à la civilisation moderne presque uniquement par l'intermédiaire de leurs colonies, mais riche en possibilités, où des peuples s'éveillent, des richesses se révèlent, où l'on sent en un mot que là demain sera l'avenir.

« De sa situation intermédiaire, l'Amérique use comme Rome usa de la sienne, poussant à la fois des deux côtés, à la fois vers l'Orient et vers l'Occident, vers l'Europe et vers la Chine, tout comme Rome poussait à la fois vers la Grèce et l'Égypte, vers l'Afrique du Nord et l'Espagne, New-York est en train de fondre en une même unité économique-politique les deux moitiés de la Terre, comme Rome fonda, il y a vingt siècles, les deux moitiés de la Méditerranée. Le successeur de l'Empire romain n'est point, comme on le pensait orgueilleusement à Londres, l'Empire britannique, ce sera l'Empire yankee, la capitale en sera Wall Street.

« Mais avant de trop vous réjouir, Messieurs de Wall Street, veuillez bien songer à ceci : tous les historiens, qu'ils soient chrétiens ou antichrétiens, s'accordent sur ce point, que la création de l'Empire romain fut une condition indispensable au développement et au triomphe de la doctrine révolutionnaire d'alors : le christianisme. L'unification du monde par New-York aura les mêmes effets pour le développement et le triomphe de la doctrine révolu-

tionnaire d'aujourd'hui : le communisme. La grande doctrine révolutionnaire du monde moderne profitera du même facteur d'unité dont profita la grande doctrine révolutionnaire du monde antique. L'Empire yankee préparera les voies à la société dont sera exclu le salariat, comme l'Empire romain prépara les voies à celles dont est exclu l'esclavage. »

Bien observé, bien déduit. Si les Yankees n'étaient point des barbares enivrés et notre bourgeoisie décadente en rapide régression intellectuelle, ils en feraient leur profit.

Néanmoins, M. R. Louzon se trompe lourdement sur un point. Il ne voit pas que le communisme se peut comparer bien plus à l'impérialisme romain et américain qu'au catholicisme chrétien. Comme l'impérialisme abject, le bolchevisme est strictement matérialiste. Par là, son rêve d'unité est aussi chimérique. La révolution chrétienne fut toute spirituelle. C'est en changeant l'esprit qu'elle a transformé les mœurs et ainsi les institutions. Une religion est une organisation morale du dévouement. Cela seul peut s'universaliser. Le communisme n'est qu'un parti de classe. Ce n'est pas le parti des esclaves qui a supprimé l'esclavage, c'est l'amour de Dieu, père de tous les hommes. Ce n'est point le communisme des biens matériels qui a fondé la catholicité, c'est la communion des âmes.

D'ailleurs, il n'y a pas que les bolcheviks et les Américains qui veulent faire le bonheur de l'Orient. Voici les Allemands.

Suivant Keyserling, la caractéristique des deux civilisations, c'est : pour l'Orient, l'être, la contemplation, la vie intérieure ; pour l'Occident, le devenir, l'action, la vie extérieure. Chacune est lacunaire. Elles devront se compléter l'une par l'autre.

Mais la guerre mondiale fut « une liquidation gigantesque ». L'heure de la régénération approche. Et... c'est l'esprit allemand — il va sans dire — qui « exercera une sorte de médiation entre l'Occident et l'Orient », ce qui ne sera pas sans profits pour la méditative Germanie, berceau de l'École de la Sagesse.

Les civilisations meurent de sclérose cérébrale. Après tant de crises congestives, il semble que l'Occident soit incurable. Il sombre dans le gâtisme dément, il se dévore lui-même. Ses sentiments, ce qu'il prend pour ses idées, ses mœurs ne sont plus que des modes, des rites grégaires, quasi mécaniques. L'imitation et le psittacisme propulsent seuls son agitation et son bavardage. Les extravagances même de l'art et de la littérature qui visent à l'originalité ne sont que des reflets retournés. La véritable originalité dans le bon sens est exceptionnelle et fait scandale. Les meilleures intentions, les plus hautes aspirations conspirent au suicide.

Aucune illusion n'est possible. On est au

terme du processus morbide : une dernière rupture d'artère, et ce sera l'apoplexie.

Le stupide fétichisme de l'or a été, dans le croissant désordre économique mondial, ce que l'abject culte du nombre fut dans la dissolution politique des États. Ce sont les deux faces de la démocratie universelle.

C'est par la monnaie raréfiée, en l'accaparrant, que les financiers et les États-Unis émettent la vésanique prétention de dominer le monde. Ils sont soutenus tacitement par le formidable parasitisme que l'anarchie sociale a suscité.

L'or est un moyen d'échange insuffisant et qui triche. Il paye avec prodigalité des services inutiles et même nocifs, il corrompt, il entretient le parasitisme ; mais au détriment du travail le plus utile à l'ensemble. Ainsi, il fausse les rapports de valeurs.

Karl Marx avait raison de dénoncer l'iniquité du « travail non payé ». Mais son révolutionnarisme asiatique, qui lui faisait prendre l'anarchie pour l'état normal des sociétés civilisées, lui cachait ce que voyait si clairement Proudhon. La rémunération honnête du capital actif n'est pas prélevée sur le produit du travail, puisque ce capital, comme l'intelligence et le savoir, participe à la production. A cet égard, il est évident que le capital actif, le talent et le travail associés sont également exploités par les monopoleurs de la monnaie. Il y a de plus, je le répète, un déséquilibre désastreux dans

la production et qui est provoqué par la monnaie-marchandise, laquelle, en outre, surfait la valeur du produit industriel par rapport au produit agricole.

S'il n'y avait pas les lois d'airain qu'ignorent ou dédaignent les légistes, les économistes de l'Institut et les financiers, tous les producteurs seraient dépossédés, réduits en esclavage. C'est d'ailleurs ce qui est tenté en France, présentement, au moyen du Fisc en délire, et d'abord pour alimenter l'insatiable Trésor parlementaire et payer le tribut de vassalité, pendant soixante-deux ans, aux U. S. A., dispensateurs des grâces du Dieu-Dollar.

Le phénomène morbide du « travail non payé » est donc beaucoup plus complexe que ne le pensait Karl Marx et il ne comporte pas ses conclusions révolutionnaires.

C'est surtout la puissance mystique que la démocratie a dévolue à l'or qui a provoqué l'industrialisation effrénée au détriment de l'agriculture. Mais il faut des débouchés. Mais il faut une main-d'œuvre. C'est ainsi que ces temps auront connu les guerres les plus atroces, ainsi que s'est formé un prolétariat sans lien social, aigri, envieux, et ainsi que l'Asie et bientôt l'Afrique s'appêtent à se ruer sur une civilisation exténuée, désesparée, décérébrée.

L'anarchie est épidémique. Aucune région n'y échappe. C'est pourquoi toute tentative de reconstitution partielle — politique, éco-

nomique ou sociale — est purement utopique.

Un pays, par exemple, qui voudrait équilibrer sa production, — ce qui est la condition primordiale du rétablissement de l'ordre économique, — il se ruinerait et se livrerait. Il lui faut, pour se maintenir quelques jours encore, participer à la folie générale.

Ne voit-on pas, présentement, par les mêmes influences dissolvantes, l'Église, qu'on devait considérer comme le dernier rempart de l'ordre humain, abdiquer le pouvoir spirituel qu'elle représentait encore pour se maintenir contre son propre principe en essayant de saisir quelques bribes de l'illusoire puissance temporelle.

Les racines profondes du mal sont intellectuelles. Ce sont les esprits qui sont démocratisés. Les principes sur lesquels s'édifia la civilisation occidentale ont épuisé leurs vertus animatrices. Il n'en subsiste qu'un résidu délétère. Rien ne le marque mieux que la régression subite que vient d'opérer brutalement le catholicisme. En déclinant, il tend à régresser vers l'absolutisme théologique de ses origines anarchiques. Mais, croyant revenir au divin, il se désocialise. Il se renie.

La démocratie purulente n'exerce pas seulement ses ravages dans le domaine politique. Son pus fétide, pestilent, suinte de toutes parts, son virus est partout, en tout. C'est l'idolâtrie du nombre et de l'argent.

Plus d'autres distinctions que celles qui

s'achètent. Je ne parle pas de celles qui s'obtiennent par l'intrigue ou la servilité, comme les décorations et les titres. Au surplus, cela s'achète aussi.

De là, le luxe vestimentaire, l'imbécile extravagance des modes. Il s'agit d'attirer l'attention, admirative ou envieuse, du plus grand nombre. Cela se répercute dans tous les gestes et les discours. Rien ne se fait qui ne soit reçu par la majorité. Et naturellement, c'est ce qu'il y a de plus bête et de plus grossier. Je le répète, tout devient rite, automatisme, imitation. Les moutons de Panurge, les perroquets et les singes ont plus de réflexion et d'originalité. Tout tend à l'uniformisation des désirs et à la standardisation des actes pour se passer de jugement et de décision. Le plus haut génie humain aurait moins d'influence que deux ivrognes analphabets. Au surplus, le suffrage universel ne signifie pas autre chose. Et c'est l'essence même de la démocratie.

Un chef de parti n'est pas suivi parce qu'on lui fait confiance ; mais parce qu'il flatte les préjugés, les humeurs de chacun. On ne lui obéit pas : on lui commande. Ceci a été dit : « Je suis leur chef, il faut bien que je les suive. »

Quand un lecteur exprime son approbation à un écrivain, ce n'est point parce que celui-ci lui enseigne quelque notion ou lui découvre un nouvel horizon ; mais parce qu'il reproduit les propres sentiments de son

correspondant. De là une propension à rechercher ces approbations. Le succès est à ce prix. Jamais le « cher maître » n'a été tant prodigué ; mais, à part quelques rares exceptions, il n'y a plus que des esclaves du nombre et du succès : histrions ou prostitués.

Ce qui se passe en Chine, la subversion de cette société parfaitement assise sur des principes immuables, et pour qui le progrès n'était vraiment qu'une meilleure adaptation à la nature des choses, le développement de l'ordre, rien ne montre mieux que la démocratie, par sa tendance incoercible à se propager en surface et en profondeur, est incurable et ne disparaîtra que lorsque, n'ayant plus rien à détruire, elle en sera réduite à ronger, à déglutir ses propres tentacules.

Quand la démocratie pénètre dans une société qui a une base politique, intellectuelle et morale aussi solide que celle du Céleste Empire, elle ne tarde pas à tout perturber. Ici, il lui a fallu trois lustres.

Elle s'insinue à la fois par les idées, l'imitation, les mœurs, le commerce, l'industrie, sinon par la force. Les paresseuses, les intérêts immédiats, les convoitises, la frénésie des plaisirs faciles, toutes les passions égoïstes sont avec elle et la secondent efficacement.

Elle a de plus, comme les invertis, les toxicomanes et les épileptiques crétins de

dancings, la marotte, parfois agressive, du prosélytisme. Car les sots sont enclins à considérer comme une injure personnelle tout ce qui n'entre pas dans le cadre étroit de leur niaiserie coutumière.

Ainsi le virus est inoculé à ceux-là même qui prétendent fournir l'antidote. En effet, rien ne peut plus s'entreprendre sans faire des concessions au nombre et à l'argent. Il n'est pas mille esprits, en France, qui échappent à cette emprise, et ce n'est qu'à condition de se résigner à l'isolement, au silence, à l'inaction.

En résumé, la démocratie est l'annihilation des autorités directrices et modératrices qui contenaient et réglaient ces deux terribles forces matérielles : le nombre et l'argent. Libérées de leurs entraves, effrénées, ces puissances font explosion et deviennent effroyablement destructives. Il est inutile, je pense, de montrer que chercher à rétablir l'ordre par ce qui le ruine est d'une folle absurdité.

Il faut ce qu'aucune religion — même le catholicisme — n'a pu réaliser jusqu'ici : l'établissement définitif d'une spiritualité œcuménique. Or, en face de l'internationalisation subversive de la métaphysique révolutionnaire, aucune métaphysique conservatrice, aucun théologisme, c'est-à-dire aucun absolutisme ne peut prétendre à l'universalisation constructive.

Le formidable conflit qui se prépare n'est

pas simple. Car il met en présence plusieurs masses sociales qui se désagrègent intérieurement. Si l'une d'elles parvenait à écraser les autres, sa propre décomposition interne ne s'en poursuivrait pas moins, sourdement. Et elle ne tarderait pas à se dissoudre dans le chaos. Ni l'or, ni le nombre, ni le canon ne peuvent résoudre « l'immense question de l'ordre ». Voilà le Fait implacable contre quoi rien ne saurait prévaloir.

L'esprit positif seul peut et doit s'universaliser. Coaliser les forces matérielles du nombre et de l'argent, comme on s'efforce de le faire à Genève, ce n'est point régler, pacifier ces forces, mais les exalter et accroître indéfiniment leur puissance tyrannique et calamiteuse.

Il n'est plus temps pour l'ancienne civilisation occidentale de se reprendre, de guérir. Elle s'est vidée de son sang généreux. Elle n'a plus d'âme. La grande guerre fut le dernier avertissement. Il n'a pas été entendu. L'Occident ne peut désormais être sauvé des puissances dévastatrices qu'il a lui-même déchaînées que par une civilisation tout autre, je veux dire qui sera immunisée par sa positivité essentielle contre l'ochloploutocratie sous tous ses aspects.

L'Occident ne reprendra sa place de direction qu'au moyen d'une politique planétaire d'ordre qui implique une spiritualité constituée par une doctrine unifiante.

Il lui faut reviser ses principes, ses valeurs,

ses idées et subordonner ses moyens matériels trop développés au but moral qu'il a perdu de vue. S'il est incapable de renouveler son âme ou plutôt de la recréer, c'est l'Orient, malgré tout moins intoxiqué par la démocratie et son bas matérialisme, qui le subjuguera et prendra sa place. Malheureusement, ce ne sera pas un avancement d'humanité. Les types les plus élevés de la race blanche seront éliminés de plus en plus, et les misérables individualités qui subsisteront connaîtront ce que peut être la domination asiatique et ce que signifie la barbarie — fût-elle rouge ou jaune.

XIII

LE PROLÉTARIAT DANS L'ORDRE SOCIOCRATIQUE

Ce qu'il y a de plus contraire au positivisme, c'est bien la flagornerie démagogique. A. Comte et ses disciples n'ont jamais pensé et dit que le prolétariat devient un demiurge, omniscient et omnipotent, en multipliant ses ignorances par la brutalité de ses instincts. Le peuple est ce qu'il est vraiment. Il vaut surtout pour ce qu'il peut être et sera dans une sociocratie.

Auguste Comte donnait à la femme cette haute mission de « purifier les cœurs prolétaires des germes renaissants de violence et d'envie ». Il admettait donc que ces germes existaient.

Ils ont levé depuis. Peut-être même y avait-il déjà une forêt drue où la mansuétude du philosophe ne voulait voir que des germes.

Une telle bienveillance est d'autant plus admirable qu'elle émane d'un esprit aussi puissant. Car nous savons trop bien que

l'effort intellectuel et même moral ne dispose point à l'indulgence pour les infériorités. Les pharisiens sont de toujours et de partout. Si peu que nous nous élevions — oh ! si peu ! — par le savoir, l'intelligence ou la conduite, quand les circonstances nous favorisent, nous ne sommes que trop portés à nous convaincre qu'un abîme infranchissable nous sépare des traîneurs et des malchanceux qui ne vont du même pas que nous.

Au surplus, Auguste Comte ne fut pas dupe de son cœur. Seulement, comme toujours, au delà du détail ou de l'événement contingent qui offusque et fait délirer les petits cerveaux, à travers les apparences provisoires, il saisit la réalité, le rapport constant, le fonds essentiel. Il ne s'arrête point à la verroterie scintillante qui attire et retient les sauvages ; mais, de la gangue dédaignée, il extrait le diamant. D'ailleurs, il a pris soin de nous avertir du danger que fait courir à l'intelligence un objectivisme excessif.

Pour Comte, le prolétariat n'est pas seulement la masse inconsistante des travailleurs industriels et agricoles. C'est la classe productrice, celle qui, par ses morts et pour ses descendants, alimente et reproduit l'espèce. C'est la providence matérielle de l'humanité.

Telles individualités, dans telles conjonctures, d'après telle manifestation, ou même l'addition de ces individualités, ne sont pas

le prolétariat. Ce ne sont là que des abstractions d'abstraction.

Un ivrogne, un saboteur, un apache, le « Sublime », Coupeau ou Caliban ne sont pas plus le prolétariat que la cuisine des laboratoires ou une collection de fiches ne sont la science.

Le fait social positif, c'est l'universel et le perpétuel humains. Dans le prolétariat, Comte a vu l'organe et la fonction du travail d'abord, la catégorie normale de l'humanité ensuite.

« L'heureuse équivoque que présente, surtout en français, le mot peuple, écrira-t-il, rappelle sans cesse que les prolétaires ne forment point une véritable classe, mais constituent la masse sociale, d'où émanent, comme autant d'organes nécessaires, les diverses classes sociales. »

Ce n'est donc pas assez de dire qu'il assigne au prolétariat, dans le régime positif, une place prépondérante. La classe la plus nombreuse est presque la classe unique. C'est la substance vivante de la société. Elle est à la fois le moyen et la fin. Sa fonction est capitale. Toutes les autres s'y subordonnent pour la faciliter et la développer. Or ce sont les fonctions qui déterminent les classes, puisqu'un retour au régime des castes n'est plus admissible.

Il y a plus. Comte attache une grande importance à la valeur éducative des fonc-

tions sociales. Il sait que l'intellectualisme incline à l'orgueil ; la responsabilité temporelle, à la cupidité égoïste ; mais que « l'existence habituelle des prolétaires est la plus propre à développer spontanément nos meilleurs instincts ».

C'est ce qui constitue la supériorité morale du prolétariat, à tout le moins en puissance.

« Aucune autre classe, dit Comte, ne comporte des exemples aussi fréquents ni aussi décisifs d'une franche et modeste abnégation en chaque vrai besoin public. » Ce qui fut vérifié — magnifiquement, n'est-ce pas ? — du 2 août 1914 au 11 novembre 1918.

En visant à la restauration d'une autorité morale, « qui nécessairement se ferait surtout sentir aux puissants », le positivisme ne peut espérer « obtenir de profondes adhésions collectives qu'au sein des classes étrangères à toute vicieuse instruction de mots et d'entités, et naturellement animées d'une active sociabilité ».

La doctrine qui se propose principalement de rappeler l'origine et la destination sociale des forces matérielles, de « discipliner les intelligences afin de reconstruire les mœurs » ne sera acceptée des riches, des gouvernants et des lettrés que lorsque ceux-ci seront entraînés par le courant irrésistible de l'enthousiasme populaire.

En bref, nos prolétaires — « philosophes spontanés » — sont seuls susceptibles, avec

les femmes, de devenir « les auxiliaires décisifs » des apôtres positivistes, « prolétaires systématiques ».

La classe méditative et la classe productive sont liées naturellement par des affinités intellectuelles et morales. « Les deux genres d'esprit, précise le Maître, présenteront de plus en plus le même instinct de la réalité, une semblable prédilection pour l'utilité, et une égale tendance à subordonner les pensées de détail aux vues d'ensemble. »

Chez les uns et les autres, par influence réciproque, se devront développer « les généreuses habitudes d'une sage imprévoyance naturelle, et un pareil dédain des grandeurs temporelles ».

Le prolétariat se tourne donc naturellement vers le pouvoir spirituel qui doit le protéger. Il en est l'auxiliaire pour « le triple office social d'appréciation, de conseil et même de préparation ».

Mais cela même, contrairement au préjugé démocratique, doit lui interdire « toute participation habituelle au pouvoir temporel », celui du gouvernement politique comme celui du gouvernement économique.

Notre temps est dénué affreusement de spiritualité. Aussi les superstitions matérialistes se sont malheureusement propagées dans le peuple. On ne croit plus — même au Vatican — qu'à la contrainte, à la force. Il semble qu'en attribuant au prolétariat la plus grande puissance de la civilisation, on

le livre à la tyrannie absolue de l'argent et du commandement.

La synthèse positive est toujours relative. Aussi, même là, en supposant la carence absolue du spirituel, elle maintient, « comme ressource extrême », le droit à l'insurrection. Ainsi se trouvent « conciliées radicalement la subordination habituelle avec la révolte exceptionnelle, comme l'exigent à la fois le bon sens et la dignité humaine ».

Jadis, un publiciste phalanstérien accusait Comte de préconiser je ne sais quelle dure ploutocratie. Il devait confondre avec Saint-Simon. Mais il est assez courant de lui imputer aussi d'avoir voulu établir le despotisme temporel et spirituel des savants. Cette niaiserie est de Renan, dont la pensée fut souvent loin de valoir l'écriture et l'érudition.

Comte, au contraire, interdit le gouvernement aux intellectuels, bien plus nettement qu'aux prolétaires. Pour ceux-ci, sans doute, « un défaut ordinaire de notions et d'habitudes administratives » les rend « peu propres aux divers offices du gouvernement, mais il n'en résulte aucune exclusion quant à l'autorité suprême, envers toutes les hautes fonctions temporelles qui exigent une vraie généralité sans supposer aucune spécialité ».

Tandis que « l'élévation des vues et des sentiments » manque trop chez les savants, « principalement en France où le régime académique a tellement rétréci l'esprit, desséché le cœur et énervé le caractère, que la

plupart d'entre eux sont inhabiles à la vie réelle et surtout indignes du moindre commandement, même scientifique. »

Parce qu'il est la substance sociale même, le prolétariat se relie directement au patriariat comme au sacerdoce.

Mais ce patriariat, on l'entend bien, n'est point notre parasitaire et innombrable classe moyenne. Il est très réduit, pour être mieux concentré, mieux surveillé, plus responsable. Cette union du prolétariat et du patriariat « éteindra une bourgeoisie où réside essentiellement l'anarchie occidentale ».

Ce sera, conséquemment, exorciser les basses ambitions du parasitisme social qui sont un des ferments les plus actifs de notre anarchie. Il y a parfois des manifestations d'étudiants criant leur misère. On ne peut qu'être ému de leurs souffrances. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a dans les difficultés que rencontrent en ce moment les intellectuels, les petits rentiers, les petits propriétaires, les fonctionnaires comme une réaction organique du corps social contre le parasitisme envahissant.

La détresse des étudiants est émouvante ; mais voici des chiffres. En 1913, nos collèges et lycées enseignaient à 200.000 élèves, dont 30.000 jeunes filles, hélas ! le mépris du travail utile, des humbles vertus de la ménagère, de la tâche quotidienne, obscure, mais indispensable, qui, selon le mot du poète,

Est une œuvre de choix qui veut beaucoup d'amour.

Nos seize universités comptaient 41.000 étudiants, dont 15.000 en droit, 9.500 en médecine, 6.000 en lettres, etc... Depuis, ces chiffres ont doublé. On compte près de 80.000 étudiants.

Du temps de Comte, vers 1850, il y en avait en tout 6.500. En 1870, il n'y en avait encore que 11.000. Et cependant les lettres, les arts, les sciences, la philosophie étaient aussi cultivés qu'aujourd'hui.

L'existence normale, celle qui peut être pleinement heureuse, c'est celle du prolétaire.

« Quand on sera partout garanti des nécessités oppressives, dit Comte, on sentira combien sont contradictoires les réclamations contre l'égoïsme et l'oisiveté des riches, tant que les pauvres érigent cette ignoble existence en but final de leurs propres travaux. »

Comme le philosophe et la femme, afin de pouvoir régler la richesse et le commandement, il importe que le prolétaire y reste étranger. Mais il faut aussi qu'il soit affranchi des nécessités oppressives. Comment ?

Auguste Comte fait intervenir ici la théorie positive du travail. Comme la richesse, le travail est social dans sa source et doit être social dans sa destination. Le travail, qui n'est que le troisième facteur de la production, doit être gratuit. Nous avons hérité de nos pères, gratuitement, des capitaux : nous devons les transmettre, accrus de notre

apport, à nos successeurs. C'est ainsi que l'humanité grandit et que nous nous assurons une postérité de plus en plus perfectionnée.

Le salaire ne saurait rémunérer le travail, puisque la participation des aïeux et de l'ensemble social est presque tout. Le salaire est donc « la condition d'existence, le moyen d'agir, mais non le prix du travail ». Il ne paie jamais « la partie essentielle du service correspondant, mais seulement sa partie matérielle ». Aussi doit-il être suffisant à l'entretien convenable de la famille du prolétaire comprenant sept personnes, car le rôle du prolétariat ne consiste pas seulement à nourrir la race, mais encore à la régénérer, à la reproduire. Le salaire doit aussi suffire à renouveler les matériaux et réparer les instruments.

Il ne rétribue jamais le service, dont l'obligation, d'ailleurs, est commune à tous et qui « ne comporte jamais d'autre vraie récompense que la satisfaction de l'accomplir et la gratitude active qu'il détermine spontanément ».

C'est ainsi que les prolétaires sont appelés à devenir de « vrais fonctionnaires publics, à la fois spéciaux et généraux ».

Quand cette théorie positive du salaire fut émise, les pontifes de l'économie politique ne manquèrent point de crier à l'utopie.

Or il se trouve que cette utopie, qui contribuerait à résoudre, entre autres, cette

angoissante question de la dépopulation française, est appliquée, depuis quelques années, dans la mesure de ce que peut l'initiative privée, par les grands industriels du Dauphiné, de la Normandie et du Nord. En effet, ceux-ci ont fondé 72 caisses de compensation à l'effet de constituer un sursalaire familial. Le bénéfice de ce sursalaire est assuré à un million d'ouvriers et employés de ces usines : 300.000 familles, présentement, en profitent.

Il en est toujours ainsi des prétendues « erreurs » intellectuelles et des « utopies » sociales de Comte.

Pour parfaire l'incorporation du prolétariat à la société, il avait proposé aussi que tous les chefs de famille devinssent propriétaires de leur logement, de leurs meubles et objets personnels. « L'appropriation du domicile, dit-il, comporte indirectement une réaction générale sur le cœur et l'esprit, en augmentant la fixité des sentiments et des pensées d'après celle des habitudes. »

Je pourrais, là encore, citer de nombreuses œuvres et entreprises commerciales et financières qui se préoccupent d'appliquer cette partie du programme social positiviste.

Mais il faut conclure.

Au lieu des mirifiques « harmonies économiques » promises par nos économistes, la concentration de plus en plus nécessaire de la richesse tend à instituer une insupportable tyrannie de l'argent qui, peu à peu

dissout toute les institutions de la civilisation.

Le nœud du drame politique qui se déroule présentement sous nos yeux, et dont l'atroce guerre ne fut qu'un sanglant épisode, est là.

Cette « anarchie dispose les praticiens à négliger leurs devoirs et les plébéiens à méconnaître leur dignité ».

Dès lors, ceux-ci, méprisant la véritable puissance du nombre, qui est spirituelle, ne croient plus et n'ont plus recours qu'à la violence. Il s'est trouvé d'ailleurs un lettré, un soi-disant penseur, qui s'imaginait original parce qu'il était incohérent et confus, pour faire l'apologie de cet instinct dégradant.

Mais la violence ne forme et ne réforme rien : elle détruit. Mettre obstacle à la concentration de la richesse, par exemple, c'est disperser, anéantir le capital d'administration, la productivité du travail.

La sociocratie seule résout ce grave problème de l'incorporation du prolétariat à la société, et d'abord en prescrivant le dévouement des forts envers les faibles et la vénération de ceux-ci pour ceux-là. Ce qui implique la restauration de la puissance spirituelle qui seule peut réprimer, diriger, régler les grandes forces temporelles. Le prolétariat, dont la véritable destinée est d'être l'auxiliaire énergique du pouvoir spirituel, ne peut évidemment échapper à l'exploitation, à toute compression, à la tyrannie que

si la persuasion et la sympathie dominant la contrainte et l'antagonisme des intérêts.

La sociocratie est, somme toute, le véritable socialisme, au sens propre du mot, qui est de subordonner le détail à l'ensemble, l'égoïsme à l'altruisme, l'individuel au social. C'est un socialisme d'inspiration, de méthode et de but.

Auguste Comte avait converti à la doctrine de l'ordre des ouvriers révolutionnaires et même communistes. Pourquoi ne reprendrait-on pas cette propagande ? Je sais, par expérience, qu'elle n'est jamais vaine.

L'heure est à l'action féconde. Ne soyons pas de ces lâches que le Dante laissait avec les avares au seuil de l'Enfer, « car les damnés tireraient d'eux quelque gloire », « ces âmes viles qui vécurent sans infamie et sans honneur » ; ceux « qui ne furent ni rebelles ni fidèles » à l'humanité, « mais qui ne songèrent qu'à eux-mêmes », les Ponce-Pilate, les neutres...

Honorons le plus magnifique des maîtres, Auguste Comte, en nous exaltant aux rayonnements de son âme. La réalité, l'utilité, la beauté, la bonté, voilà nos critères. Le dévouement dans le bon sens, c'est tout le positivisme. La sociocratie en est le régime.

Et cela, le prolétariat peut l'entendre.

Le positivisme, religion de l'humanité, c'est désormais toute l'espérance des hommes...

XIV

LA LOI DES TROIS ÉTATS

L'esprit humain, dit Comte, par sa nature, « emploie successivement, dans chacune de ses recherches, trois méthodes de philosopher dont le caractère est essentiellement différent, et même opposé ; d'abord la méthode théologique, ensuite la méthode métaphysique et enfin la méthode positive. De là trois sortes de philosophies sur l'ensemble des phénomènes, qui s'excluent mutuellement. La première est le point de départ nécessaire de l'intelligence humaine, la troisième son état fixe et définitif, la seconde est uniquement destinée à servir de transition ».

Les trois états sont dénommés aussi : fictif, abstrait, scientifique ; et le premier comporte trois stades : fétichisme, polythéisme, monothéisme.

L'évolution des concepts conditionnant la marche de l'humanité, c'est la loi fondamentale de la dynamique sociale. Elle a été violemment attaquée. Elle l'est de moins en

moins, et par des objections sans valeur philosophique. La plus sérieuse est celle que Huxley et Renouvier ont émise et que vient de reprendre pour son compte, croyant l'avoir découverte au fond de ses cornues, un éminent chimiste, c'est-à-dire un piètre philosophe, M. G. Urbain :

« Je suppose, déclare-t-il en toute ingénuité, que le sauvage, qui pouvait traverser la rivière à pied sec lorsqu'elle était gelée, se rendait compte qu'un froid vif conditionnait le phénomène. S'il est certain qu'il rapportait le froid à quelque idée théologique, il est probable qu'il rapportait au froid la congélation de la rivière, et n'était pas ainsi complètement dépourvu d'idées positives. Les idées théologiques, métaphysiques et positives se sont superposées de tout temps dans l'esprit des hommes. »

Mais Comte n'a jamais dit le contraire — qui est absurde. Il sait si bien que les trois états coexistent et coexisteront toujours qu'il incorpore le fétichisme même à la religion positive. La loi des trois états désigne seulement la prédominance des méthodes et des directions dans chacune des disciplines successives et dans chaque propension de la pensée et de l'action.

« La philosophie théologique, dit Comte, même dans notre première enfance, individuelle ou sociale, n'a jamais pu être universelle ; c'est-à-dire que, pour les ordres quelconques de phénomènes, les faits les plus simples et les plus communs ont toujours été regardés comme essentiellement assujettis

à des lois naturelles, au lieu d'être attribués à l'arbitraire volonté des agents surnaturels... Le germe élémentaire de la philosophie positive est certainement tout aussi primitif au fond que celui de la philosophie théologique elle-même, quoiqu'il n'ait pu se développer que beaucoup plus tard. »

Rien dans la vie humaine ne pouvant se créer ni se détruire vraiment, il s'agit donc seulement, indéfiniment, d'une évolution et d'une involution graduelles : « L'essor final de l'esprit positif deviendrait scientifiquement incompréhensible si, dès l'origine, on n'en concevait, à tous égards, les rudiments nécessaires. »

La classification des sciences établie par Comte implique la limitation de chaque partie. Toute véritable science tend à une définition, et donc à une limitation. La confusion convient mieux, sans doute, à la métaphysique anarchique ; mais le positif, c'est l'ordre. Et d'abord dans la pensée.

En dénonçant les « abus intellectuels dépravanants » auxquels aboutit « un misérable esprit de détail qui tend à détruire les vues d'ensemble », A. Comte a montré que toute synthèse objective, c'est-à-dire purement scientifique, est chimérique. Le scientisme absolu est une rétrogradation mentale, car, en dépit de l'appareil expérimental des laboratoires, il s'inspire bien plus du réalisme scolastique que de l'esprit positif toujours essentiellement relativiste.

Si l'induction et la déduction, et toute méthode, ne sont que des « nuées » ; s'il n'y a aucune liaison logique entre ce qui est et ce qui fut ; si l'on ne peut inférer ce qui sera de ce qui a été ; si l'expérience, les avertissements de l'histoire ne servent de rien ; si tout échappe aux prises de l'intelligence ; si l'on ne peut « induire pour déduire afin de construire » ; si l'humanité n'a aucune direction et ne poursuit aucun but, — en effet, la loi des trois états est aussi une « nuée » ; mais alors toute science, toute pensée, toute action (même française) sont vaines, absurdes mêmes. Le sage axiome positiviste : « Savoir pour prévoir, afin de pourvoir » doit faire place au fataliste « Mektoub ! » musulman.

Avant tout, la pensée positive se veut d'action. Et peut-on agir sans recourir à quelques pronostications, sans savoir où l'on va, sans se proposer un but ? La loi des trois états, vaste projection de psychologie historique, n'est pas que ceci ; mais elle est ceci : une route qui a une direction. Une route que le cerveau humain, le plus follement insurgé contre la nature des choses, est obligé de suivre s'il marche, s'il fonctionne.

Pour soutenir la gageure de nier la loi des trois états, il faut sortir du positif, et l'on n'en sort que pour entrer à pleines voiles dans l'incohérence. Cette loi est la base inébranlable de la philosophie et de la politique positives. C'est le phare qui montre le chemin.

Dans notre anarchie intellectuelle, s'il est déjà difficile de réunir quelques adhésions sur un seul point, il est impossible de faire l'accord sur tout. Les ligues, les partis s'appliquent donc à restreindre de plus en plus leurs programmes. C'est ainsi, à condition de s'agiter dans le vide et de se détourner du but, qu'ils gagnent, conservent leurs adhérents et développent leurs moyens. C'est là un aspect de la démocratie de fait, et non des moins nocifs, qui est bien décourageant.

Une synthèse seule, qui semble d'abord multiplier et aggraver les difficultés d'une action d'ordre, est constructive. En politique positive, il n'est que des solutions générales. Rien ne se fait de solide et de stable si une idée d'ensemble n'y préside.

Sans doute, l'empirisme, le monoïdéisme sont très suggestifs, très efficaces pour détruire parce qu'ils ne font appel qu'aux passions et qu'ils les coalisent contre un objet. Mais, je le répète, ils restent impuissants à édifier et même à ordonner. « Politique d'abord » implique que l'économique, le social, le philosophique et le moral suivent.

La religion positive n'est pas un ersatz de la foi, une parodie du catholicisme. C'est une synthèse, définitive parce que relative, de tout ce qu'il y a de positif, de réel et d'humain dans toutes les religions. L'ersatz de la foi religieuse, c'est, dans le catholicisme comme dans le positivisme, la bigoterie inhumaine, l'abrutissement dévotieux.

La religion positive ne nie que ce qui nie. La loi des trois états ne va donc point contre l'éternité de l'Église. Elle l'affirmerait plutôt. Car elle ne signifie point, comme l'imaginent ceux qui n'en ont qu'une insuffisante notion, que le catholicisme est appelé à disparaître devant le positivisme. Tout ce qui a été spirituellement ne peut plus ne pas avoir été.

Notre âme est faite de ce que l'homme, depuis les premiers âges, a cru, aimé, admiré, rêvé, pensé. Ce n'est que bien lentement, de plus en plus lentement, exceptionnellement, que nous l'enrichissons d'un apport personnel nouveau. Le plus souvent, cela n'est réservé qu'à un Comte.

C'est là le caractère positif du progrès, qui ne consiste pas « à transporter de plus en plus vite des sots de plus en plus perfectionnés », qui ne s'exprime point, non plus, dans un « futurisme mystique ». Le vrai progrès est intellectuel d'abord. Quand il n'est que matériel, il y a déséquilibre entre les moyens et la direction. C'est, proprement, l'anarchie universalisée. Le progrès est fils de la tradition.

XV

L'ÉGLISE DÉMOCRATISÉE, BOCHISÉE ET DOLLARISÉE

Jusqu'ici, et durant la trop longue carence d'une spiritualité effective, la diplomatie était un expédient souvent utile, l'art des compromis pour instaurer un équilibre d'antagonismes politiques, économiques ou ethniques. Les politiciens l'ont réduite à n'être qu'un maquignonnage d'affaires entre mercantis sans scrupules, recéleurs et bandits. C'est la ploutocratie, épanouie et soutenue par la sainte démocratie, qui règne. Saluons ! C'est pour ça que la France a donné le meilleur de son sang, la fleur de sa jeunesse...

Il le faut bien reconnaître, le public n'ignore pas tout à fait ce qui se trame. Il y consent de son inertie. Pour l'entretenir dans cette torpeur complice, il n'y eut qu'à lui laisser entendre que, rentier, salarié, commerçant ou industriel, chacun aurait sa part du butin.

Devant un patriciat qui abdiqua en ne reconnaissant plus ses devoirs essentiels, qui

d'ailleurs, en se multipliant à l'excès, n'est plus qu'un parasitisme insupportable, on voudrait espérer l'accèsion au pouvoir temporel d'une élite du prolétariat. Mais les hommes sont plus de leur temps que de leur classe. Sans foi, sans amour, sans raison, qu'ils soient en bourgeron ou en redingote, ils rêvent, s'agitent, se fourvoient en délirant pareillement. Nous voyons bien que les chefs syndicalistes valent nos ministres et nos administrateurs. Ils se poussent par d'analogues procédés, ils sont choisis pour des talents négatifs similaires, ils se maintiennent par de semblables intrigues, ils sont également sensibles aux mêmes pressions. Le système, fonctionnant en haut ou en bas, ne saurait donner d'autres résultats. Pour tous, du rustre au lettré, la politicierie n'est que truquage, rouerie, industrie, par lesquels on conquiert le pouvoir, les places, les profits et les honneurs.

Comment le sens moral a-t-il pu s'émousser ainsi chez un peuple qui, ayant stigmatisé indélébilement Tartufe, avait eu toujours horreur de ce prétendu hommage à la vertu qu'est l'hypocrisie ; qui, à l'heure de ses plus farouches colères, s'empressait d'inscrire sur ses barricades : « Mort aux voleurs ! »

Eh bien ! Auguste Comte en a signalé la cause, à tout le moins pour la politique, en nous remontrant que la pratique du système électoral et délibérant « fausse les esprits par l'habitude des sophismes conti-

nuels, corrompt les cœurs d'après des mœurs vénales ou anarchiques, et dégrade les caractères sous l'essor croissant des tactiques parlementaires ».

Évidemment, s'ils savaient, les hommes prévoiraient, et donc pourvoiraient. Ils seraient dociles aux leçons de l'expérience. Les aberrations du sentiment ne sont, après tout, que des erreurs d'intelligence. C'est donc parce qu'il est la systématisation la plus complète du bon sens éternel que le positivisme doit prendre désormais, au temporel comme au spirituel, la direction définitive d'une humanité progressive.

Les anciennes disciplines s'effritent, les théories spéciales sont insuffisantes, et les forces matérielles que rien ne règle sont destructives de toute socialité.

La Conférence de Gênes en aura fourni encore, et de toute manière, une décisive vérification.

Pendant la guerre, ce ne fut pas sans tristesse que l'on vit un pape trop habile à ne point s'engager contre le mal patent, à ne point aventurer son prestige affaibli dans une excommunication des incendiaires (Louvain, Reims), des bourreaux violateurs¹ qui pouvaient être plus tard — la Providence aidant — des vainqueurs.

Néanmoins, je ne fus pas de ceux qui

1. Le D^r Fiessinger a rappelé dans son *Journal des praticiens* que, « lors de l'invasion de la Belgique en 1914, plus de six mille religieuses furent violées ».

imputèrent à de sordides calculs ou à des sympathies dépravées cette abstention dégradante. C'était, semblait-il, l'aveu tragique de l'impuissance spirituelle définitive de tout théologisme. Et en conséquence, il me parut que le Saint-Siège pouvait avoir raison alors de ne pas gaspiller inutilement le résidu de crédit moral dont il jouit encore.

Mais l'aveu vient de se préciser dans le sens d'une complète abdication spirituelle, et l'on se demande si mieux ne vaudrait pas, pour l'Église, finir en beauté, debout, dans l'affirmation héroïque du principe qu'elle représente. Tant de précautions pour différer de mourir ne sied pas à qui se proclame éternel.

Il est à craindre que le pape actuel ne soit devant l'histoire que Pie XI-Pilate. Voyons les journaux de l'époque.

— De *l'Écho de Paris* :

« ...Les hasards du protocole avaient amené des voisinages piquants. C'est ainsi que Tchitcherine, qui était l'objet de la curiosité générale, se trouvait placé en face de l'archevêque de Gênes, Mgr Signori. Les propos entre les deux convives ne s'arrêtèrent pas au dessert. Au champagne, Mgr Signori et Tchitcherine heurtèrent leurs coupes, et, en souvenir du déjeuner, échangèrent le menu revêtu de leurs signatures. »

— De *l'Éclair* :

« L'archevêque de Gênes, Mgr Signori, souriait aux pilleurs de couvents. »

Du *New-York Herald* :

« A Gênes, on commente beaucoup la conversation qui s'est engagée, pendant le repas, entre M. Tchitcherine et l'archevêque de Gênes, lequel a exprimé l'espoir d'une union entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique romaine. Le prélat ayant demandé à M. Tchitcherine quelle était la situation de l'Église sous le régime soviétique, M. Tchitcherine répondit : « En Russie, toutes les religions sont « entièrement libres. »

« C'est après cette conversation que l'archevêque et le délégué bolchevik choquèrent leurs verres d'asti et échangèrent leurs menus, revêtus de leurs signatures. »

M. Maurice Pernot écrivait de Gênes au *Journal des Débats* :

« J'ajouterai qu'un délégué des soviets a négocié il y a quelques jours à Rome avec le Père Ledochowski, préposé général de la Compagnie de Jésus, un arrangement dont le moment n'est pas venu de faire connaître les termes. Moscou ne se fait aucune illusion sur les intentions de Rome : en Russie, on accepte les secours en se réservant de mettre des bornes à la propagande ; au Vatican, on compte que la propagande s'organisera sans trop de peine à l'ombre de la charité. »

Il fut aussi question d'une visite de Tchitcherine au Vatican.

Certes, ici, il ne s'agissait pas de tripotages de finances. Mais, pour d'autres intérêts, qui ne sont pas proprement moraux, c'est-à-dire religieux, tous ces prélats ont

finassé, marchandé, « politique » à l'égal des rabatteurs de Lloyd George et de Rathenau. Londres voulait s'emparer des puits de pétrole. Rome voulait profiter de la persécution que subit l'Église russe pour tâcher de la supplanter.

D'un memorandum, communiqué par le Saint-Siège, nous relevons ces extraits :

« Dans la lettre que le Saint-Père a adressée, le 29 avril dernier, à l'éminentissime cardinal secrétaire d'État, celui-ci était chargé de communiquer aux puissances avec lesquelles le Saint-Siège est en relations diplomatiques, les vœux que Sa Sainteté forme pour l'heureuse issue de la Conférence de Gênes, spécialement en ce qui concerne la note russe.

« Le Saint-Siège désire que les intérêts religieux, qui sont la base de toute vraie civilisation, soient sauvegardés en Russie. En conséquence, le Saint-Siège demande que, dans l'accord qui s'établira entre les puissances représentées à Gênes, soient insérées, de quelque façon, mais très explicitement, les deux clauses suivantes :

« 1^o La pleine liberté de conscience pour tous citoyens russes ou étrangers est garantie en Russie ;

« 2^o Est aussi garanti l'exercice privé et public de la religion et du culte. (Cette deuxième clause est conforme aux déclarations faites à Gênes par le délégué russe, M. Tchitcherine). »

Le Temps commentait cette note sur « la démarche du Saint-Siège » en ces termes :

« Que s'est-il passé entre le Saint-Siège et les bolchevistes depuis que M. Tchitcherine trinquait avec

l'archevêque de Gênes ? Le projet de concordat a-t-il échoué, comme on le raconte ? Ou bien la diplomatie pontificale a-t-elle appris que M. Lloyd George n'aime pas les ententes faites en dehors de lui ? Nous ne savons ; mais un fait nouveau s'est produit : le Saint-Siège demande que les puissances réunies à Gênes obligent le gouvernement à prendre deux engagements : l'engagement de garantir la liberté de conscience, et l'engagement de garantir le libre exercice du culte...

« Les bolchevistes, pressés d'argent, veulent s'emparer des objets précieux qui sont dans les églises. (On aimerait à savoir s'ils ont déjà trouvé des acheteurs, et où.) Le clergé et les fidèles résistent.

« Le Saint-Siège avait là une occasion d'intervenir. Il pouvait réclamer la restitution de toutes les propriétés religieuses en Russie. Tout en défendant ainsi les biens des communautés catholiques, il aurait soutenu la chrétienté orthodoxe dans sa résistance aux spoliateurs.

« Mais que voit-on ? Le Saint-Siège esquive la question de la propriété. Tout se passe comme si la diplomatie pontificale ménageait les bolchevistes, pour prendre, avec leur connivence, la place de l'Église orthodoxe qu'ils s'acharnent à persécuter. »

Voilà bien le mobile de tant d'équivoques démarches. A tout le moins, c'est l'hypothèse la plus simple et la plus sympathique que puissent avancer, non les adversaires du catholicisme, mais ceux qui s'en considèrent comme les respectueux et reconnaissants continuateurs.

Ainsi la plus grande autorité morale de l'humanité qui subsiste est si délabrée qu'elle

en vient à pactiser avec le crime pour sauvegarder quelques bribes d'une influence qui lui échappe de plus en plus. Au temps de sa grandeur, l'Église amenait les empereurs à Canossa. Aujourd'hui, démocratisée, c'est elle qui sollicite d'être reçue dans le repaire sanglant du Kremlin.

Mais ce qui ne fut qu'ébauché à Gênes semble s'accomplir maintenant : le Vatican négocie avec le Kremlin¹, le haut clergé français favorise les démocrates catholiques, ceux-ci vont jusqu'à se coaliser, par démagogie, avec les communistes. Dans son livre fortement documenté, *Les Rouges « chrétiens »*, M. Auguste Cavalier dénonce ces collusions que semble approuver le pape. Cela ne peut surprendre ceux qui voient que l'Église renonce au rôle spirituel qu'elle ne peut plus remplir.

Le Vatican ne laisse pas de ressentir cette déchéance. Aussi cherche-t-il à la masquer en expliquant son attitude. *L'Osservatore Romano* déclare officiellement qu'« entre le Saint-Siège et la Russie il y a des rapports de charité, il n'y a pas de rapports d'ordre politique ». Ah ! mieux vaudrait l'humble silence que ce distinguo par trop subtil.

Charité ? Prenons seulement, parmi l'é-

¹ 1. Le Vatican, il est vrai a fait démentir la conclusion d'un accord avec les soviets. Soit. Mais il y eut des pourparlers engagés, les sourires de Mgr Signori et les œillades de Mgr Pizzardo. D'ailleurs, ces pourparlers viennent d'être repris (septembre 1929) et, bien entendu, démentis de nouveau.

norme dossier des horreurs, cette note communiquée au Vatican par le Conseil paroissial de l'Église orthodoxe :

« Les journaux ont rapporté qu'aux demandes de l'archevêque de Gênes sur la situation de l'Église dans la République des soviets, M. Tchitcherine aurait répondu que la liberté est complète pour toutes les confessions religieuses.

« Pendant quatre années et demie de régime bolchevik, cette liberté n'empêcha pas l'exécution de 28 évêques et de plus de mille prêtres. Les noms des évêques sont tous connus. Parmi eux se trouvent l'évêque de Voronège, Mgr Tikhon, que l'on fit bouillir dans une chaudière, et l'évêque de Perm, Mgr Androniko, qui fut aveuglé. De nombreux prêtres furent crucifiés. Le patriarche de Moscou et de toutes les Russies fut plusieurs fois longuement incarcéré. Les processions furent interdites, mais le clergé et les fidèles n'en sortaient pas moins des églises, prêts à affronter les mitrailleuses. De nombreuses églises furent transformées en cinémas et en théâtres. Les chapelles des maisons privées furent supprimées. Les reliques furent profanées. Sur l'hôtel de ville de Moscou, on lit cette inscription : « La religion est l'opium du peuple. »

« Tandis que se tient la conférence de Gênes, en Russie, par décret du gouvernement des soviets, on réquisitionne dans les églises les vases sacrés et autres objets de valeur. Cette violation des églises provoque l'opposition des fidèles. Des bagarres se produisent dans de nombreuses églises. Il y a des blessés, des morts et des arrestations. »

Dans le *Mercure de France*, M. Alexandre Kouprine rapporte ce fait :

« Je ne sais quels savants commissaires invitèrent le vénérable archiprêtre de N.-D. de Kazan, le père Ornatski, à une dispute religieuse publique, lui garantissant la liberté de discussion et son intangibilité personnelle. Deux jours après cette libre controverse, le père Ornatski fut fusillé chez lui en même temps que son fils, jeune étudiant, qui tenta de le défendre. »

D'autre part, l'écrivain mystique russe Dmitry Merejkowsky adressa au pape un appel de chrétien.

Après avoir rappelé les innombrables crimes commis par les soviets et qu'en ce moment, sur les ordres du pouvoir de Moscou, les temples et les églises sont profanés et pillés, et que les prêtres et les fidèles qui les défendent sont massacrés, il écrit :

« Pour repousser de l'Église occidentale non seulement l'Église orientale, mais tout le peuple russe, pour faire haïr l'union des églises comme une nouvelle arme d'asservissement, il n'est pas de meilleur moyen que l'union du Saint-Siège avec les pires ennemis de la Russie. Nous tous qui aimons la Russie ne doutons pas que l'heure est proche où le joug exécré sera brisé. Mais la Russie délivrée ne pardonnera jamais à ceux qui voulurent profiter de sa faiblesse passagère pour faire peser sur elle la plus lourde des chaînes. Non, la Russie ne pardonnera jamais cela, ni dans la génération présente, ni dans les générations futures.

« Nous croyons que Dieu ne permettra pas cette abomination : le vicaire du Christ bénissant le règne de l'antéchrist. »

Malheureusement, Dieu est trop haut, et le doute, le désarroi, l'anarchie sont là, tout près, qui enveloppent et pénètrent une Église mourante. Aussi, celle-ci se borne-t-elle à recrépir ses lézardes, à conserver l'apparence de son ancienne puissance spirituelle. Le théologisme est désormais sans action sociale. Il n'exprime plus qu'une grossière superstition d'égoïsme et de terreur personnelle du néant. C'est toujours par ses parties supérieures que s'opère la dissolution d'une doctrine. L'absolutisme égocentrique qui est à la base subsiste donc. Et il rejoint aisément tous les absolutismes. C'est pourquoi les prélats et les diplomates de Rome n'eurent pas de répugnance insurmontable à causer avec les bolcheviks. Ils avaient dans l'esprit des points de contact. Notons-le : Un des rares Français cultivés qui aient pu rétrograder jusqu'à la barbarie bolchevique est un catholique ardent, l'ex-lieutenant et normalien Pascal.

Certes, un Grégoire VII saurait voir plus loin et mieux qu'un pape politicailleur.

Dans la confusion universelle, ce serait la plus efficace politique d'ordre, et surtout, à l'égard de la féroce sauvagerie qui fermente en Russie, le meilleur des « rapports de charité » à établir.

Mais c'est encore un des symptômes des institutions en déliquescence qu'ayant besoin de la volonté la plus ferme et du génie pour se ranimer, elles ne fassent surgir que la

médiocrité pusillanime. Desséchées, elles dessèchent et d'abord leurs organes. Elles ne meuvent, elles ne commandent, elles n'inspirent, elles ne guident plus.

De l'attitude des princes de l'Église à la Conférence de Gênes, nous avons à tirer du moins cet enseignement : Fondé sur la synthèse intégrale, essentiellement relative, le positivisme politique (république dictatoriale sociocratique), le positivisme religieux (religion sociolâtrique de l'humanité), peuvent seuls, désormais, reconstituer, ordonner, enseigner, améliorer.

« Une véritable réorganisation, avait dit Comte, exige qu'on abandonne toutes les anciennes doctrines, dont l'impuissance ou le danger ont engendré l'anarchie actuelle. »

En effet, ce n'est pas la mauvaise volonté délibérée qui est redoutable, c'est la bonne volonté qui, s'égarant, va à l'encontre de son objet.

Ayant une vue claire de ce qui constitue l'ordre social et des conditions du progrès, n'ayant pas à soutenir artificiellement ce qui est en décomposition parce qu'il le peut remplacer, ayant incorporé de l'esprit catholique ce qui est vivant et fécond, c'est-à-dire tout le positif, le positivisme n'est disposé à rien concéder aux idéologies délétères, aux erreurs maîtresses, non plus qu'à se prêter aux louches collusions avec les puissances provisoires d'anarchie.

S'il n'a pas encore ses institutions, il ne vit

que de sa propre sève. Se refusant à participer au pouvoir qu'il ne saurait exercer effectivement, il n'est pas enclin à sanctionner le crime parce qu'il est triomphant, la rapine parce qu'elle est profitable, ni à flatter l'ignorance et la sottise parce qu'elles sont le nombre. Il ne sollicite rien des électeurs ni des distributeurs de sportules et de prébendes. Il ne sacrifie rien de sa pensée et de son idéal aux succès du jour. Il est pur. Il est indépendant. Tranquillement, il attend son heure. Car il est ce qui sera, inéluctablement.

Relatif à l'humanité, il reste, en toutes conjonctures, profondément humain. L'humanité, ne s'immolant à aucun absolu est, dans son perfectionnement indéfini, sa propre fin.

Et c'est par là que s'affirme hautement la supériorité intellectuelle et morale du positivisme ascendant sur le théologisme déclinant.

A propos des travaillistes anglais au pouvoir, M. Émile Buré écrit dans *l'Ordre* :

« Ils avaient paru rassurants parce qu'avant chacun de leurs prêches incendiaires ils lisent quelques versets de la Bible. Quelle illusion ! Le mélange de la science marxiste et de la science biblique constitue le plus redoutable des mélanges détonants. Il risque de faire éclater le monde dans la pire souffrance des hommes. »

Oui, les mystiques et les absolutismes concourent aux mêmes fins d'anarchie. En voici encore un exemple.

Il y a quelques mois, *l'Éveil*, « journal mensuel du Groupe des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens du Nord », publiait cet article :

« Pendant la guerre, deux montagnards des Hautes-Alpes désertaient l'armée française, où ils avaient été appelés par la Patrie en danger. Pourquoi ? Douze ans après, à ceux qui les interrogent, ils répondent : « Notre religion nous défend de tuer ». Nous serions tentés de croire qu'ils étaient des lâches, qu'ils fuyaient devant le danger... Non, vous dis-je, ce sont des forts !

« Ils ont eu devant eux deux routes à suivre : l'une où apparaissaient leur devoir, leur honneur de citoyen français, l'autre où étaient l'amour chrétien et la gloire de Dieu. Ils ont choisi la route qui monte au calvaire, le chemin parsemé d'épreuves, de périls, de honte aux yeux des hommes.

« Ils ont obéi à Dieu. »

Je me hâte d'ajouter que beaucoup de protestants ne poussent point l'évangélisme jusqu'à cette anarchique négation du sentiment national. C'est, en effet, le pasteur Louis Lafon, dans son patriotique journal *la Vie nouvelle*, qui dénonça avec indignation ces insanes calembredaines.

C'est d'ailleurs au prix d'une contradiction fondamentale. Car l'esprit théologique est bien tel que l'exprimait Mgr Freppel, dans son *Saint Cyprien* (p. 53) : « La question du

salut est une affaire personnelle, et peu importe que la famille ou la cité en soit brisée. »

Les premiers chrétiens, les martyrs comme sainte Perpétue sont imbus de ces paroles inhumaines : « Je suis venu séparer l'homme de son père, la fille de sa mère, la bru de sa belle-mère ; l'homme aura pour ennemis les gens de sa propre maison... Quiconque aura quitté pour moi ses frères ou ses sœurs, son père ou sa mère, sa femme, ses enfants ou ses biens, possédera la vie éternelle. » Ces divagations ont contribué autant que l'invasion des Barbares à désagréger la société romaine. Elles apparaissent dans les sociétés mourantes.

Mais sur les ruines, il faut reconstruire, et le positif s'impose. Au moyen âge, l'Église catholique surgit de ce chaos destructeur, et ce fut pour rétablir une forte discipline sociale et apporter l'antidote au venin de cet évangélisme séditieux, incompatible avec tout gouvernement et toute société constituée. Et c'est cette œuvre profondément humaine qui lui vaudra éternellement l'admiration et la vénération des hommes, — quelles que soient les défaillances et les régressions présentes qui marquent son déclin.

Rien de plus respectable que le sentiment religieux. En le blessant, on le pousse au

fanatisme ; en le désaxant par une critique étourdie, on désempare les âmes simples, on sape les assises sociales. J'aime mieux un Juif à la synagogue qu'à la Bourse. Les touristes qui rient du musulman faisant sa prière sont de dangereux imbéciles. Les Espagnols, dans le Riff, ont payé cher leurs insultes au Koran et leurs sadiques profanations des mosquées. A plus forte raison, un Français de ce temps, même s'il est incroyant, doit vénérer par-dessus tout le catholicisme. Car la civilisation la plus hautement humaine qui ait été jusqu'ici en est une floraison.

Pour ma part, j'ai toujours conseillé à ceux qui ont encore des besoins métaphysiques et théologiques de rentrer dans l'orthodoxie, seul frein efficace aux divagations inconsistantes sur l'absolu et la divinité.

Un vrai positiviste ne saurait se désintéresser de l'Église. Loin de la combattre, il déplore son trop rapide déclin. Il sait qu'elle reste la seule force animatrice d'une civilisation que tout menace : au dedans par la décomposition, au dehors par les assauts furieux d'une barbarie de plus en plus nombreuse et de mieux en mieux armée d'outillage homicide et d'or.

La condamnation de *l'Action française* par Rome est l'événement le plus considérable de ce temps. Les conséquences en seront tragiques.

Et cela, c'est un impérieux devoir de le dire, de le montrer, dût-on scandaliser

quelques dévots inhumains. Que la responsabilité retombe sur ceux qui ont provoqué le scandale ! Après tout, c'est défendre l'Église contre elle-même que de rappeler le principe de spiritualité qui lui a fait accomplir son œuvre magnifique. Ce serait la desservir que de l'encourager dans son fourvoiement, ne serait-ce que par le silence. Au demeurant, cela dépasse *l'Action française*. Ce n'est point telle forme d'entreprise temporelle qui importe ; mais l'universel, la catholicité même.

L'Action française est un rassemblement partiel, temporaire, contingent des bonnes volontés nationales. De toute façon, celles-ci lui survivraient. Elles se rassembleraient sous un autre nom si *l'Action française* disparaissait — ce qui serait, dans les circonstances présentes, profondément regrettable.

Il en va autrement d'une institution comme l'Église. Il lui a fallu des siècles pour s'édifier. Et une doctrine. Or, moins que jamais, l'humanité se peut passer d'une direction spirituelle. En se prolongeant, l'inter-règne qui vient de s'ouvrir provoquera une effroyable anarchie dont la grande guerre et le bolchevisme n'auront été qu'un idyllique préambule. Dans le grand chaos sanglant, tout sombrera. Seuls émergeront les instincts effrénés, les fureurs et les forces brutales en conflit.

Ce n'est donc pas *l'Action française* qui importe le plus. Dans cette abjecte conspiration de Stresemann, Briand-Barthou et

Pie XI, on voit surtout l'abdication ignominieuse de ce qui subsistait encore de la plus haute autorité morale.

Maurras et Daudet en appellent du pape mal informé au pape mieux informé. Ils laissent entendre que c'est l'entourage proboche et affairiste qui a tout mené. Allons donc ! Un pape n'a pas le droit d'être mal informé. Toute autorité se dégrade — celle-là surtout — qui ne sait ou n'ose s'exercer. Au surplus, on n'ignore point que Pie XI parle le français et a été un lecteur assidu du journal mis à l'index.

La liste des Souverains pontifes est longue. Ce n'est point blasphémer que de constater qu'ils ne furent pas tous des héros, des génies et des saints. On sait que le pape Honorius fut inscrit sur la liste des hérétiques par le sixième concile œcuménique. Dante, dans son *Enfer*, a damné trois papes. Le plus docile croyant peut donc admettre que celui-ci est précisément, dans des conjonctures tragiques, un pape insuffisant.

Même si son successeur a une plus haute intelligence de sa mission, l'autorité morale n'aura pas été revigorée par cette défaillance. Et puis, n'est-ce point ce fâcheux entourage, dont on découvre les cyniques collusions avec la politiquerie au service de la ploutocratie internationale, qui prépare et cuisine le Conclave, qui fait l'élection du pape (car toute élection se « fait ») ?...

En bref, je crois que Pie XI porte des

coups désastreux, sinon mortels, à l'Église. Et c'est avec angoisse qu'un positiviste envisage un Occident en pleine dissolution, privé de direction morale et livré aux impulsions désordonnées de l'or empereur et pape et des seules superstitions théologiques sans relations avec les besoins sociaux et les conditions de l'ordre.

Le théologisme s'oppose à ce qui est humain comme à ce qui est vital. Aussi lui faut-il toujours céder. C'est un excitant, certes ; mais, à dose trop forte, c'est un toxique.

C'est par sa positivité prépondérante que le catholicisme fut fécond, c'est par son théologisme initial que son œuvre d'unification universelle ne put s'achever et que, présentement, il se dévoie et s'exténue. Tous les grands papes l'avaient compris. Ils ont toujours suivi le courant humain. Ils ne mettaient pas en opposition irréductible Dieu et l'humanité, ils les accordaient. Sinon, ce n'est pas l'humanité qui aurait cédé mais l'Église. Au reste, la diabolique rébellion contre le positif ne s'affirme jamais que pour les autres, pour la collectivité. C'est pourquoi la démocratie, après la tyrannie légiférante, recourt si volontiers à la Terreur.

Les communistes n'en ont jamais qu'à la propriété du voisin. Chacun, en ce qui le concerne, ne laisse pas d'être très conservateur.

De même, les théologistes les plus exaltés.

Pour la plupart, ils s'arrangent avec Dieu pour vivre le mieux possible. Ils sont pleins d'égards pour la positivité. Même pour la promesse pontificale d'une meilleure place au paradis, ils refuseraient de se dépouiller complètement, peut-être aussi hésiteraient-ils à abandonner femme et enfants. Leur obéissance ne commence donc que dans l'ordre des sentiments sociaux, plus faibles chez les faibles parce que moins égoïstes : le patriotisme, par exemple, ou l'humanisme. Or ce fut précisément l'office de toute religion d'affranchir l'esprit de son égocentrisme fondamental. Le théologisme est donc irréligieux en fait.

Sans doute, il y a dans le christianisme, comme dans toute croyance mystique, un élément morbide. Je l'ai reconnu déjà : l'égalitarisme, la démocratie, et le principe de toutes nos divagations anarchiques sont dans les Évangiles. On ne saurait le contester. Mais la civilisation antique, avant comme après Socrate et Platon, n'en étaient pas indemnes. L'erreur est de l'homme de tous les temps, car elle est la facilité, la pente. Nonobstant, du christianisme est né le catholicisme qui a créé la civilisation la plus haute que le monde ait connue jusqu'ici. Voilà le fait irréfragable.

Il est vrai que la démocratie s'aggrave de plus en plus. Mais c'est précisément dans la mesure où décline prématurément la puissance spirituelle de l'Église.

La démocratie est un produit chrétien comme la peste est un phénomène pathologique. C'est la démocratie même qui est le mal. Si, à l'origine, le christianisme paraît en présenter quelques symptômes inquiétants, c'est que la société où il s'élaborait était en pleine désagrégation. L'Église, elle, a combattu le mal pendant quinze siècles.

Les nuées mystiques qu'agite Pie XI pour déterminer de bons Français à se retourner contre leur patrie n'égarent que les dévots qui éprouvent une volupté inavouable et perverse à errer dans le brouillard. Je ne sais rien de plus odieux que ce chantage à l'au delà pour des fins de basse politicierie. Les moines du moyen âge disaient : « Travailler, c'est prier. » Ils conciliaient ainsi le positif et le mystique.

Se donner, c'est prier. Servir la famille, la patrie et l'humanité, c'est se perpétuer et se dépasser.

Mais prier n'est pas nécessairement travailler, se donner et servir, c'est parfois demander, se contempler et se faire le centre du monde.

S'il y a une dévotion qui est une éducation du dévouement, il en est une autre, grotesque et détestable, qui n'est que l'hypocrisie d'un monstrueux égotisme. Le Vatican savait qu'il pouvait compter là-dessus pour réussir son mauvais coup. Un bon dévot de cette sorte n'hésitera jamais à sacrifier, sinon sa fortune, du moins sa patrie pour l'espé-

rance de son salut personnel. Cela se targue d'être l'obéissance, la soumission, et ce n'est que la prostitution de l'âme.

Au vrai, le pape a pris à son compte le mot d'ordre de Maurras : « politique d'abord » ; mais en l'entendant dans le mauvais sens.

Ce n'est pas d'aujourd'hui. J'ai rappelé les conversations trop amicales du Vatican avec « les pilliers de couvents » et assassins bolcheviks. Depuis, il y a eu le Congrès bocho-catholico-maçonnique de Bierville où figurèrent deux évêques, il y a eu la croisade pacifiste. Pacifisme ? — Non : politiquerie. Le vrai pacifisme eût été d'empêcher le maintien de l'unité de l'Allemagne guerrière et luthérienne ainsi que le démembrement de l'Autriche-Hongrie catholique.

Cette nouvelle « grande politique » de Rome qui commence par accepter et même consacrer l'usurpation de Genève, elle joue où et comme elle peut. Si elle est audacieuse dans les pays décapités comme le Portugal et la France en voie de portugalisation, elle ne laisse point d'être beaucoup plus timide ailleurs. Si le nonce à Paris réprovoque le nationalisme, le nonce à Berlin, Mgr Pacelli, l'appuie. Les journaux catholiques centristes allemands peuvent exhaler leur humeur guerrière, on est assuré que la Suprême Congrégation du Saint-Office n'interviendra pas. Péché en France, vertu en Bochie ; et qui s'en étonne est taxé d'immoralisme païen.

Au fond, cette « grande politique » consiste

en une vile subordination à toutes les forces matérielles, celles du dollar comme celles du nombre et du canon. Abdication du spirituel. En octobre 1918, un mois avant l'armistice, j'écrivais que la véritable Société des Nations était au Vatican. C'était me montrer plus catholique que ce pape de décadence qui la veut à Genève.

A tout le moins, par là, le Saint-Siège s'est-il garanti la vie sauve et l'honneur des armes ? Au prix de sa raison d'être, de ce qui lui restait de puissance spirituelle, a-t-il prolongé l'apparence d'une ombre de pouvoir quelconque ? Jusqu'ici, comme j'aurai à le montrer, il n'y paraît guère. Les combines, l'habileté retorse ne sont souvent que l'autre face de la bêtise.

Voici, par exemple, une brochure d'un père jésuite de *l'Action populaire*, écrite avec plus d'habileté que de probité, mais révélatrice. Sous ce titre, *l'Église et l'Action française*, le père J. Boulier s'inspire évidemment des arrière-pensées profondes du Saint-Siège. C'est donc un précieux témoignage. Cela nous fait mieux comprendre ce qui paraissait d'abord incohérent et absurde : le propos de dissoudre la force catholique qu'est *l'Action française*, les galanteries déplacées de Mgr Luigi Maglione envers le plus répugnant politicien anticlérical et, à Rome, l'aimable accueil fait par le pape à Albert Thomas, socialiste, démagogue, franc-maçon et profiteur de guerre.

La consigne nouvelle, c'est l'obligation pour le catholique de participer à la farce électorale qui est si profitable à la franc-maçonnerie et à la politiquerie anticléricale. L'évêque qu'il faut écouter, c'est celui qui n'est qu'un préfet violet. « Et quand Maurras, comme il est arrivé, vous donne l'ordre de vous abstenir, si votre évêque vous rappelle votre devoir de voter, iriez-vous bien lui désobéir ? »

Le support de la ploutocratie, c'est la démocratie. Et cela ne va pas sans la plus pernicieuse démagogie. Le père J. Boulier reproche donc à *l'Action française* d'avoir mis ses lecteurs en garde contre toutes les billevesées qui, sans doute, assurent une popularité provisoire avec les bénéfices immédiats d'argent et de pouvoir qu'elle procure ; mais qui aggravent le mal social, exacerbent l'antagonisme des classes et des races et appellent l'invasion : loi des huit heures, syndicalisme révolutionnaire, assurances sociales, statut des fonctionnaires, désarmement, etc... Il conclut : « Si vous aimez l'Église », devenue humble servante de la démo-ploutocratie¹, « ne soyez pas nationaliste intégral ». Ce qui signifie en bon

1. Et ceci peut expliquer cela. Les recettes effectuées par la Propagation de la foi dans 52 pays différents, au cours de l'année 1927, s'élèvent à 46.380.000 lire, ce qui représente une augmentation de près de 12 % sur 1926. Ce sont les États-Unis, avec leurs 20 millions de catholiques, qui ont apporté la plus forte contribution avec 22.409.333 lire, soit une augmentation de 8 % sur l'année précédente.

français : Détournez-vous du païen Maurras, suivez le messianiste Briand.

Exagération de polémiste ? — Non, hélas ! Voici le terrible aveu — qui explique tout — de l'abdication de Rome en faveur de la ploutocratie internationale dont le centre est à Genève. Par là, tout s'éclaire. Ce qui semblait absurde dans la condamnation de *l'Action française*, dans la béatification de Briand par le nonce, devient très logique sinon très moral. Ceci vaut d'être cité tout au long :

« Dans l'action politique quotidienne de *l'Action française*, que voyons-nous en fait ? Entre mille autres « errements » pénibles pour une conscience chrétienne, celui-ci : une hostilité farouche, par exemple, à tout ce qu'entreprend la Société des Nations... Question libre, dites-vous ? Pas tout à fait. Un chrétien n'est pas libre de prendre, vis-à-vis de la Société des Nations, l'attitude qui lui plaît. Un peu de patience, et vous en serez convaincu.

« Oui ou non, est-il chrétien de croire que la guerre est, de soi, un péché énorme et atroce, toujours d'un côté au moins (à moins d'une ignorance monstrueuse), parfois des deux côtés ? »

Chrétien ? — Comme aux premiers siècles, peut-être. Mais catholique ?...

Je sais que les fidèles n'admettent point cette distinction. Elle est pourtant faite ici, implicitement, par le père J. Boulier lui-même. N'est-ce point le catholicisme du moyen âge qui a discerné le spirituel du temporel ? A l'Église seule revenait le spirituel,

la direction de la catholicité, le gouvernement universel. La Société des Nations qui y prétend est donc une usurpation sur l'Église. Elle veut régler par des moyens temporels, la contrainte et surtout l'or, ce qui ne peut l'être que par la persuasion et l'unité intellectuelle et morale. Qui est pour la Société des Nations peut être chrétien ; mais, à coup sûr, il ne saurait être catholique, à tout le moins selon Grégoire VII et le bon sens français. Il ne saurait non plus, pour les mêmes raisons, être positiviste.

Ce qui est chrétien en ce moment, paraît-il, c'est, pour la France, et la France seulement bien entendu, de suivre les conseils de M. l'abbé Demulier, « de renvoyer ses soldats dans leurs foyers, de fermer ses casernes, de licencier ses officiers et de jeter à la ferraille ses fusils et ses canons... » C'est-à-dire d'attendre chrétiennement l'invasion.

Et voici que le Saint-Siège qui renonce à la catholicité spirituelle cherche à susciter en France la formation d'un parti confessionnel qui se fédérerait avec le Centre allemand, les chrétiens sociaux d'Autriche, ce qui reste du parti catholique italien, etc...

Ainsi, à la seule Internationale qui soit possible, à la spirituelle, se substituerait une nouvelle chimère d'Internationale temporelle.

A ce sujet, un écrivain qui n'est pas royaliste, M. Arnaud, fait judicieusement remarquer dans *l'Information* :

« On imagine aisément le rôle et l'influence d'une fraction française à peine constituée, sans traditions, sans expérience, à côté de partis aussi puissants, aussi solidement organisés que les chrétiens-sociaux ou le Centre allemand. Le pot de terre et les pots de fer. Voyez-vous cette fédération catholique évoquer demain à son tribunal la question d'Alsace-Lorraine ?...

« S'il s'agit vraiment de fédération, les catholiques français ne devraient pas oublier si vite l'extraordinaire éclosion de ligues internationales soi-disant catholiques que nous avons vu se produire en Europe au lendemain de la débâcle allemande : Congrès chrétien-social, réuni à Lucerne dès le mois de mars 1919, et dont le bureau ne comptait que des membres germaniques. Internationale Verte, fondée, sur l'initiative de quelques catholiques de Hongrie et de Bavière, sous prétexte de combattre le bolchevisme ; Fédération des Syndicats chrétiens, avec siège principal à La Haye et succursale à Berlin, à Vienne, et à Munich ; Caritas-Verband, née au Congrès Eucharistique d'Amsterdam et consacrée, dit-on, par une bénédiction spéciale du pape Pie XI. Et je pourrais allonger cette liste inquiétante. »

Vraiment, les croyants qui s'élèvent au-dessus de l'abrutissante dévotion égocentrique devraient se demander : que veut le Saint-Siège, où va-t-il ?

Au moment que le catholicisme rompt avec tout ce qui fit sa grandeur, M. le pasteur Louis Lafon et ses amis s'efforcent de réconcilier le protestantisme avec le sentiment national et la volonté de l'ordre. Rédacteur au *Temps*, le plus lucide, le plus

vigoureux à mon avis, il est républicain. Mais il dirige une intéressante publication hebdomadaire, *la Vie nouvelle*, et plusieurs de ses collaborateurs, comme le pasteur Noël Vesper, par exemple, sont royalistes. On se demande si c'est le protestantisme qui va représenter désormais le patriotisme, le positif, la liberté de l'esprit et l'ordre. Depuis l'abdication de « l'homme blanc », évidemment, il y a un intérim à assurer.

L'affaire de *l'Action française* devait donc soulever une profonde émotion dans ce milieu de patriotes. Voici, entre autres, ce qu'en dit M. Louis Lafon dans son journal :

« Le problème de *l'Action française* n'est pas le seul à résoudre. Il y a encore dans cette affaire la question à élucider des mobiles qui ont fait agir le Saint-Siège. Le pape a parlé de morale et de religion. Il a attendu bien longtemps pour s'apercevoir du paganisme de M. Maurras. Il est certain que celui-ci n'est pas le maître désigné pour l'instruction morale et religieuse des catholiques. Mais M. Briand, au nez duquel Mgr Maglione vient de casser l'encensoir, l'est-il davantage ? Et ce récent discours du nonce, dont toute la presse s'est émue, nos meilleurs athées le louant de leurs voix attendries, ne justifie-t-il pas notre jugement de la première heure, avant que ce nonce eût parlé, quand nous déclarions que la vraie raison de la condamnation de *l'Action française* était politique ?... Oui, en droit, l'Église ne peut tolérer le magistère moral et religieux de M. Maurras. En fait, après l'avoir toléré des années, elle le renverse aujourd'hui parce que la politique royaliste la gêne dans sa diplomatie

et dans ses tentatives nouvelles de compromission avec un parti politique français dont elle espère tirer pied ou aile. Le pape n'a pas voulu distinguer entre les œuvres personnelles de M. Ch. Maurras et *l'Action française* elle-même. Les premières sont attentatoires en plus d'un point à la morale et à la religion catholiques. En est-il de même de la dernière ? Le journal n'a jamais été ouvert à des propos licencieux. Il n'a jamais attaqué, bien au contraire, la religion catholique. Pourquoi donc l'interdit dont il est l'objet, au nom de la morale et de la religion ? Ces mots ne semblent-ils pas choisis pour masquer l'assaut réel qui est livré à la politique de *l'Action française* ? N'est-ce pas la manœuvre éternelle du Saint-Siège que de masquer sa diplomatie à desseins temporels sous le couvert du dogme ? Et ici M. Ch. Maurras voit très clair en affirmant que c'est à elle que le Vatican en veut. Le Vatican a partie liée avec les pacifistes de France, qui se trouvent favoriser, par tant de concessions, la politique de relèvement et d'hégémonie du Reich, que depuis 1914 la papauté n'a cessé de faire sienne. »

Ainsi, les misérables arguties des dirigeants actuels d'une Église décadente ne trompent personne. M. Louis Lafon ajoute dans une note :

« Nous ne nous arrêtons pas à cet autre argument papal, M. Maurras a tout subordonné à la politique, même la morale et la religion. Maurras a expliqué cent fois que « politique d'abord » ne signifiait pas que la politique était le but suprême, mais qu'elle était le moyen nécessaire, le premier des moyens. On pourrait contester la valeur de la formule. Il est du moins certain qu'elle n'a pas le sens que lui attribuent les adversaires de *l'Action française*. »

On ne saurait mieux dire ni penser, à la confusion éternelle de Celui et de ceux qui manient si bien les sophismes et le mensonge.

Dira-t-on que ce pape démagogue est un saint qui se soucie beaucoup moins du sort terrestre des peuples, de l'ordre humain et même de la puissance spirituelle de l'Église que de gagner des âmes à Dieu ?

Sottise. La démagogie n'a aucune prise sur les âmes. Elle s'adresse aux appétits, à l'envie, à la lâcheté, à la haine. Elle obtient des bulletins de vote, elle fomenté l'émeute : elle ne saurait unir.

Et puis, quoi qu'il fasse, le Saint-Siège ne pourra jamais aller dans cette voie jusqu'au bolchevisme extrémiste. Quant à son évangélisme antisocial, il sera toujours, nécessairement, relatif. Il n'y a plus qu'un Messie : Briand. Et cela, comme eût dit Bloy, fait sangloter les constellations.

En s'alliant aux barbares, en essayant de galvaniser un théologisme caduc pour saper les étais de la civilisation, l'Église contraint ceux qui la soutenaient pour ses seules vertus positives à lui opposer les faits et les raisons. Ce qu'elle perdra de ce côté ne sera pas compensé par ce qu'elle obtiendra provisoirement de l'autre. « L'intellectuel et le spirituel, dit Bossuet, c'est la même chose : un esprit est toujours quelque chose d'intelligent. »

De plus, il est évident qu'en troublant les

consciences par des interventions aussi intempestives que brutales, le pape a suscité la dissension dans les familles, le découragement, le schisme, l'hérésie. Il empêchera bien des conversions. Le sentiment national est resté très fort chez les natures équilibrées. En le heurtant, on peut fort bien l'exaspérer et déterminer ceux-là même qui ont d'impérieux besoins théologiques à quitter l'Église pour se rallier au calvinisme, au déisme romantique, voire à la théosophie et au spiritisme.

Loin de combattre l'hérésie, on la favorise, on la provoque. L'hérétique est toujours un mystique qui n'a pas réussi. Quand il réussit, il est béatifié. Par définition, un positiviste ne saurait être un hérétique. Il est pour toutes les orthodoxies. Les formules du dogme lui importent peu, ce sont les résultats qui comptent.

Maurras et *l'Action française* ont été de toute façon, surtout par leur ardent nationalisme, de vigoureux défenseurs de l'Église. Pour moins de trente deniers, le pape les sacrifie à ses ennemis. Ses vrais amis lui manqueront bientôt. Car cela présage, quand la politique ploutocratique aura obtenu ce qu'elle désire et ainsi toutes facilités, une décisive campagne anticléricale. Rome connaîtra alors le « paganisme » du dollar dans toute sa hideur bestiale. Ce ne sont pas les jérémiades des dévots décérébrés et dissociés qui la protégeront. Il est vrai qu'on peut

prétendre qu'une période de persécution sévère purifiera, éclairera et ranimera l'Église. C'est un point de vue. Mais encore faut-il que le cœur n'ait pas cessé de battre et que l'âme ne soit pas complètement éteinte. « Il n'y a que la mort d'irréremédiable. »

Le déficit sera encore plus grave en qualité qu'en quantité. Ceux qui ont obéi en abandonnant *l'Action française* sont certainement les moins actifs, les moins dévoués, les moins intelligents. Les bigots qui subordonnent tout à leur place au paradis sont un poids mort dont il n'y a aucun avantage à se charger. Ils représentent dans toute société, politique ou religieuse, un pernicieux parasitisme moral.

Si l'on ne savait que la raison, même chez les plus intelligents, n'a qu'une part indosable dans la détermination de nos actes, on serait porté à imputer à Pie XI l'abominable dessein de hâter la désagrégation du catholicisme.

Néanmoins, en s'en tenant à l'hypothèse la plus simple et la plus sympathique, on ne saurait admettre que le pape soit assez aveuglé pour ne pas voir qu'il ruine l'autorité spirituelle. C'est donc que, mieux que les profanes, il connaît le délabrement interne de l'Église et qu'en conséquence, imbu des préjugés matérialistes, il ne croit plus à la possibilité, à l'efficacité des directions morales.

Mais il n'est pas moins vrai que cette

piteuse abdication précipite l'éroulement d'une institution qui, prétendant à la souveraineté universelle, à la catholicité, encore que son absolutisme essentiel l'ait empêché toujours de l'atteindre, ne peut s'alimenter et vivre que de son principe spirituel. En se réduisant à solliciter les forces matérielles au lieu de les dominer pour les régler, l'Église se désiste. Bientôt, ce ne sera plus que la Cité du Vatican.

Ce n'est pas sans une profonde angoisse qu'un esprit positif envisage ce suicide qui devance l'heure. Car ce qui va succéder à Rome, avec le consentement de Rome, c'est Genève. Non seulement le Vatican accepte que la Société des Nations, gouvernement de la ploutocratie, se substitue à lui ; mais encore il préconise cette usurpation.

Si puissant que soit l'or pour contraindre, corrompre, détruire, il ne peut pas ce que n'a jamais pu aucune puissance temporelle, c'est-à-dire assurer l'ordre humain. Quoi qu'on pense ou veuille laisser penser à Rome, la Bourse ne remplacera pas la Cathédrale.

En ayant plus confiance dans son principe spirituel, en surestimant moins les puissances d'argent, d'artillerie et de contrainte, en maintenant, même dans l'indigence et la persécution, l'affirmation hautaine de sa suprématie morale, je crois que l'Église aurait pu retarder l'explosion d'effroyable anarchie qui va subvertir la civilisation occi-

dentale. Cependant, une autre doctrine, voire même le catholicisme revivifié, je veux dire désintoxiqué de l'absolu, eût pu préparer l'unité humaine.

Un pape moins faible et plus compréhensif, mesurant mieux la grandeur de sa mission, et toutes choses, eût donc tenu encore. Comme nos poilus : jusqu'au bout. Ainsi seulement le monde eût pu être préservé du grand Chaos sanglant que nous annonce le formidable développement du pacifisme verbal, de la démocratie nominale et de la ploutocratie réelle.

Ces temps ont une analogie frappante avec ceux des premiers siècles de notre ère, quand le paganisme s'écroulait en rompant la cohésion de la Cité. Plus rien ne subsistait que l'argent, la force, l'avidité des plaisirs, la démagogie. Toutefois, le culte de Mithra, le gnosticisme annonçaient autre chose qui allait venir. Et les barbares surgissaient de toutes parts, appelés, aidés par les premiers chrétiens.

Mais on était loin encore de la grande doctrine organique du moyen âge. Ces premiers chrétiens étaient divisés en de nombreuses sectes bizarres, farouches, antisociales pour la plupart, qui s'entre-déchiraient furieusement. Les empereurs chrétiens ne le cédaient point en cruauté aux empereurs païens de la décadence.

Il y eut donc un long chemin de misères, d'atrocités et de douleurs pour aboutir à

l'élaboration et au magnifique épanouissement du catholicisme constructeur.

La période de transition qui s'ouvre par l'abdication décisive de Rome sera-t-elle aussi longue ? — Non, sans doute, à cause des transmissions quasi instantanées, des transports rapides et des moyens de destruction et de tuerie plus terribles. Pendant la dernière guerre, moins de cinq années ont suffi pour exterminer dix millions d'hommes : jadis, il eût fallu un demi-siècle au moins. Le progrès !...

Néanmoins, pour les grandes révolutions sociales, c'est par siècle qu'il faut compter.

Devons-nous désespérer ?

Le positivisme n'est pas plus constitué aujourd'hui que ne l'était le catholicisme sous Valentinien I^{er}. Sa seule avance, et elle est considérable, c'est que la doctrine, d'ores et déjà, est à peu près établie. Malheureusement, telle que l'a présentée Auguste Comte, il en faut convenir, elle est à peu près inassimilable à la masse.

Ce n'est pas par les raisonnements, les idées, les démonstrations, l'expérience que les religions pénètrent l'âme collective ; mais par les sentiments exaltés, les émotions communes, les souffrances, la peur panique, les impérieuses nécessités sociales, etc...

Quand les idées interviennent, c'est en prenant d'autres formes que celles, exclusi-

vement intellectuelles, que leur avaient données les philosophes, et aussi en les exprimant dans un langage plus imagé, moins exact, mais plus concret. Et puis, il semble que la pauvre humanité ne se rende jamais au bon sens de l'ordre qu'après avoir éprouvé toutes les erreurs et toutes les folies du désordre. L'heure de la régénération ne sonne qu'après d'affreuses tourmentes, aux limites extrêmes de la souffrance, de la détresse et de l'agonie.

Tout recommence. Et ce serait à désespérer, en effet, si le positivisme ne devait être enfin, — par son caractère relatif, objectif à sa base, subjectif dans sa fin, c'est-à-dire consciemment humain, — progressif et définitif.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
I. — L'impériale Bêtise démocratique . .	11
II. — Le grand Chaos	27
III. — Le mythe de l'or	65
IV. — L'impôt, l'emprunt, l'inflation . . .	79
V. — La réforme monétaire	100
VI. — La vie chère	123
VII. — La démocratite	145
VIII. — L'oliganthropie française	169
IX. — L'anarchie légiférante	216
X. — Les mensonges du pacifisme	247
XI. — La grande pitié de ce temps	280
XII. — La démence occidentale	292
XIII. — Le prolétariat dans l'ordre sociocra- tique	319
XIV. — La loi des trois états	331
XV. — L'Église démocratisée, bochisée et dollarisée	337

ANNALS OF THE ENTOMOLOGICAL SOCIETY OF AMERICA

1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

